

Greffa du Tribunal de
Commerce de Paris
I M R
26 JUIN 2009
N° DE DEPOT 3994

TRAITE D'APPORT PARTIEL D'ACTIF

En date du 24 juin 2009

Entre

LA CAISSE NATIONALE DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

(l'« Apporteuse »)

de première part,

Et

CEBP

(la « Bénéficiaire »)

de seconde part

Ar FP

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 8 286 585 580,25 euros, dont le siège social est situé 5, rue Masseran, 75 007 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 383 680 220, dont le numéro de TVA intracommunautaire est FR 66 383 680 220, représentée par Monsieur Alain Lemaire, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de surveillance en date du 24 juin 2009 ;

(ci-après l' « **Apporteuse** » ou « la « **CNCE** »)
D'une part,

ET

CEBP, société anonyme au capital de 37.000 euros, dont le siège social est situé 5, rue Masseran – 75007 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 493 455 042, dont le numéro de TVA intracommunautaire est FR 26 493 455 042, représentée par Monsieur François Pérol, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 24 juin 2009 ;

(ci-après la « **Bénéficiaire** » ou « **BPCE** »)
D'autre part,

(ci-après individuellement désignées une « **Partie** » ou collectivement désignées les « **Parties** »).

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Banque Fédérale des Banques Populaires (la « **BFBP** ») et la CNCE, respectivement organes centraux des réseaux du Groupe Banque Populaire et du Groupe Caisse d'Epargne, sont deux des principaux acteurs du secteur bancaire français.

La BFBP, la CNCE et BPCE ont conclu ce jour, en présence de l'Etat français, un protocole d'accord (le « **Protocole** ») aux termes duquel elles ont convenu d'un rapprochement de leurs Groupes par la constitution d'un nouvel organe central commun aux réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, provisoirement dénommé CEBP (ci-après l'« **Opération** »). La création de BPCE, ainsi que la définition de ses missions et prérogatives, ont fait l'objet de modifications législatives adoptées par la loi n°2009-715 du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.

Les principales étapes de l'Opération sont les suivantes :

- augmentation de capital en espèces de BPCE d'un montant de 154 174 297 d'euros (prime comprise) souscrite à hauteur de 144 174 297 d'euros par la BFBP et à hauteur de 10 000 000 d'euros par la CNCE ;
- apports à BPCE par la CNCE et la BFBP respectivement (i) de leurs moyens techniques, financiers et humains nécessaires à l'exercice de leurs missions d'organe central et (ii) d'un certain nombre de leurs filiales et participations, en ce compris les titres qu'elles détiennent dans Natixis et leurs filiales liées à la fonction d'organe central (ci-après respectivement les « **Apports CNCE** » et les « **Apports BFBP** »), les Apports CNCE et les Apports BFBP étant rémunérés respectivement par l'attribution à la CNCE et à la BFBP d'actions nouvelles à émettre par BPCE dans le cadre d'une augmentation de capital ;
- distribution par la CNCE et la BFBP des actions BPCE reçues en rémunération respectivement des Apports CNCE et des Apports BFBP et au titre de la souscription à l'augmentation de capital en espèces prévue à l'article 1.2 ci-après, ainsi que des actions BPCE détenues antérieurement à ces apports, à leurs actionnaires respectifs ;
- cession par la CNCE à BPCE contre paiement en espèces de sa participation dans Holassure ;
- investissement de l'Etat français afin de renforcer les fonds propres de BPCE à hauteur de 5 milliards d'euros, par souscription (i) à des titres super subordonnés émis par la BFBP et la CNCE (à hauteur de 1 milliard d'euros chacune) et (ii) à des actions de préférence et à des bons de souscription d'actions émis par BPCE (pour un montant total de 3 milliards d'euros).

A l'issue de ces opérations, le capital de BPCE sera détenu à parité par les actionnaires respectifs de la CNCE et de la BFBP, le solde étant détenu par l'Etat français à travers des actions de préférence. Les actions de préférence étant dépourvues de droit de vote, les droits de vote de BPCE seront répartis à parité entre les actionnaires respectifs de la CNCE et de la BFBP.

Les participations ainsi que les autres actifs et passifs non apportés ou cédés à BPCE seront conservés par la CNCE et la BFBP qui adopteront respectivement les nouvelles dénominations sociales Caisses d'Epargne Participations et Banques Populaires Participations.

Par ordonnance en date du 27 avril 2009, le Président du Tribunal de commerce de Paris a désigné Messieurs Michel Léger et Dominique Ledouble et Madame Isabelle de Kerviler en qualité de commissaires à la scission, en application des articles L. 236-10 et L. 225-147 du Code de commerce.

Le présent traité d'apport partiel d'actif (le « **Traité** ») a pour objet de fixer les termes et conditions de l'apport partiel d'actif par l'Apporteuse à BPCE (ci-après, l'« **Apport** ») de l'ensemble des éléments d'actif et de passif, ainsi que les moyens requis pour l'exercice des prérogatives d'organe central du réseau des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (en ce compris les fonctions de trésorerie et refinancement qui participent de sa mission d'organe central au titre de la garantie de liquidité) et les participations dans le capital d'un certain nombre de sociétés (en ce compris Natixis et les filiales liées à la fonction d'organe central) listées en Annexe 9.2 (les « **Participations Apportées** ») (ci-après, ensemble, la « **Branche Apportée** »).

La signature du présent Traité par l'Apporteuse et la Bénéficiaire a fait l'objet d'une autorisation préalable du conseil de surveillance de l'Apporteuse (en date du 24 juin 2009) et par le conseil d'administration de la Bénéficiaire (en date du 24 juin 2009).

Les Apports BFBP font l'objet d'un traité d'apport partiel d'actif distinct conclu ce jour entre la BFBP et BPCE, après autorisation préalable par le conseil d'administration de la BFBP (en date du 24 juin 2009) et par le conseil d'administration de BPCE (en date du 24 juin 2009).

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. PRESENTATION DES SOCIETES

1.1 Présentation de l'Apporteuse

L'Apporteuse est un établissement de crédit agréé en qualité de banque. Elle a été constituée sous la forme d'une société anonyme à directoire et conseil de surveillance immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris depuis le 26 novembre 1991 sous le numéro 383 680 220 et ce pour une durée de 99 ans à compter de cette date sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Le capital social de l'Apporteuse s'élève à 8 286 585,25 euros. Il est composé de 543 382 661 actions de 15,25 euro de nominal chacune et divisé en deux catégories d'actions : les actions ordinaires (Actions A) et les actions de préférence (Actions B) émises sur le fondement des articles L. 228-11 et suivants du Code de commerce. A la date des présentes, on dénombre 527 392 661 actions ordinaires et 15 990 000 actions de préférence.

L'Apporteuse a pour mission de faciliter et de promouvoir l'activité et le développement des caisses d'épargne et de prévoyance et de l'ensemble du groupe caisse d'épargne.

A la date des présentes, et sous réserve des modifications législatives en cours, l'Apporteuse a pour objet :

1 - D'être l'organe central du réseau des caisses d'épargne et des autres établissements affiliés, au sens du Code monétaire et financier. A ce titre, elle est notamment chargée de :

1° Représenter le réseau des caisses d'épargne, y compris en qualité d'employeur, pour faire valoir ses droits et intérêts communs,

2° - Négocier et conclure, au nom du réseau des caisses d'épargne, les accords nationaux et internationaux,

3° - Etablir les statuts type des caisses d'épargne et de prévoyance et des sociétés locales d'épargne,

4° - Créer ou acquérir toute société ou tout organisme utile au développement des activités du réseau des caisses d'épargne et en assurer le contrôle, ou prendre des participations dans de telles sociétés ou organismes,

5° - Prendre toute disposition administrative, financière et technique sur l'organisation et la gestion des caisses d'épargne et de prévoyance, leurs filiales et organismes communs, notamment en ce qui concerne les moyens informatiques,

6° - Prendre toute mesure visant à la création de toute caisse d'épargne ou établissement affilié ou à la suppression de toute caisse d'épargne ou établissement affilié, soit par voie de liquidation, soit par voie de fusion ou encore à la cession partielle ou totale du fonds de commerce de tout affilié,

7° - Définir les produits et services offerts à la clientèle et coordonner la politique commerciale,

8° - Assurer la centralisation des excédents de ressources des caisses d'épargne et de prévoyance,

9° - Réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du réseau des caisses d'épargne, notamment en ce qui concerne la gestion de sa liquidité et son exposition aux risques de marché,

10° - Prendre toute mesure utile à l'organisation, au bon fonctionnement et au développement du réseau des caisses d'épargne, et appeler les cotisations nécessaires à l'accomplissement de ses missions d'organe central,

11° - Assurer la garantie des déposants et des souscripteurs conformément à l'article L. 512-96 du Code monétaire et financier et prendre toute mesure nécessaire à cet effet ; garantir la liquidité et la solvabilité des établissements affiliés, conformément à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier,

12° - Veiller à l'application par les caisses d'épargne et de prévoyance, des missions énoncées à l'article L. 512-85 du Code monétaire et financier, selon les orientations fixées par la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance,

13° - Décider les dispositions afférentes aux statuts des mandataires.

II - D'être un établissement de crédit agréé en qualité de banque. A ce titre, elle exerce tant en France qu'à l'étranger, les compétences conférées aux banques par le Code monétaire et financier, et fournit les services d'investissement prévus aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du Code précité, au profit de toutes clientèles françaises ou étrangères et notamment des caisses d'épargne, des organismes et des sociétés concourant au développement du groupe caisse d'épargne.

III - D'être un intermédiaire en assurance, conformément à la réglementation en vigueur.

IV - D'exercer l'activité d'intermédiaire en transactions immobilières, conformément à la réglementation en vigueur.

V - De prendre des participations dans les sociétés concourant aux objets ci-dessus ou au développement du Groupe Caisse d'Epargne, et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à ces objets et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

A l'issue de l'Opération, la CNCE cessera d'être l'organe central du réseau des caisses d'épargne et sera transformée en société holding dénommée « Caisses d'Epargne Participations ». Son objet limité consistera pour l'essentiel, en tant qu'établissement de crédit agréé en qualité de société financière, à gérer et contrôler ses participations et son activité de compte propre. L'assemblée générale des actionnaires de la CNCE appelée à approuver l'Opération adoptera des statuts refondus afin notamment de refléter la perte de son statut d'organe central du réseau des caisses d'épargne et de modifier ses statuts en conséquence.

1.2 Présentation de la Bénéficiaire

La société BPCE est une société anonyme, consécutivement à l'adoption de cette forme sociale selon une décision de transformation approuvée le 6 avril 2009 par ses actionnaires réunis en assemblée générale mixte.

Elle a été constituée initialement sous forme de société par actions simplifiée pour une durée de 99 années qui expire le 21 janvier 2106. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493 455 042.

Son capital social s'élève actuellement à la somme de 37.000 euros. Il est divisé en 37.000 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées. BPCE n'a émis aucune valeur mobilière donnant accès à son capital ou à ses droits de vote à l'exception des actions composant son capital. BPCE n'a, à la date des présentes, ni emprunt obligataire à sa charge, ni parts bénéficiaires en circulation. Elle ne fait pas appel public à l'épargne.

A la date des présentes, BPCE a pour objet, en France et à l'étranger :

- la prise, la détention et la gestion de participations directes ou indirectes dans toutes entreprises d'investissement, établissements de crédit, sociétés d'assurance et sociétés financières, immobilières ou commerciales,
- l'acquisition et la gestion de toutes actions, obligations, parts et effets ou autres titres ou instruments financiers ainsi que tous droits mobiliers et immobiliers et la vente ou la réalisation de ces derniers sous quelque forme que ce soit,
- d'une façon générale, la société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, industrielles, commerciales ou financières autorisées par des textes législatifs et réglementaires en vigueur et se rattachant directement ou indirectement à l'objet social de la Bénéficiaire et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

BPCE deviendra dès la réalisation de l'Opération le nouvel organe central commun des Groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

Préalablement à l'ensemble de ces opérations, le capital de BPCE sera porté à 37 020 euros par incorporation d'une somme de 20 euros prélevée sur les réserves, ce qui conduira à la création de 20 nouvelles actions BPCE, de 1 euro de valeur nominale chacune. Le capital social de BPCE est ainsi porté à 37 020 euros (18 510 actions détenues par la CNCE et 18 510 actions détenues par la BFBP). La valeur nominale des actions de BPCE sera ensuite portée de 1 euro à 15 euros et s'accompagnera corrélativement d'une réduction du nombre de titres en circulation de 37 020 à 2 468 (1 234 actions détenues par la CNCE et par la BFBP) de sorte que le montant du capital social de BPCE demeure *in fine* inchangé à 37 020 euros.

A l'issue de cette opération mais préalablement à et sous condition suspensive de l'approbation de l'Apport par les assemblées générales des actionnaires de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire, BPCE procèdera à une augmentation de capital de BPCE d'un montant de 154 174 297 euros (prime comprise) souscrite à hauteur de 144 174 297 euros par la

BFBP et à hauteur de 10 000 000 euros par la CNCE. Par ailleurs, l'assemblée générale des actionnaires de BPCE appelée à approuver l'Opération adoptera des statuts refondus afin notamment de refléter les modifications relatives à son objet social tel que résultant des missions et prérogatives du nouvel organe central déterminées par l'article L. 512-107 modifié du Code monétaire et financier, la nouvelle dénomination sociale, « BPCE », au son siège social et à la structure de gouvernance, en conformité avec les dispositions du Protocole, et plus généralement de procéder aux aménagements rendus nécessaires par la réalisation de l'Opération et de refléter les modalités de fonctionnement du nouveau groupe.

2. LIENS ENTRE L'APPORTEUSE ET BPCE

2.1 Liens en capital

L'Apporteuse détient 50 % du capital et des droits de vote de la société BPCE à la date de signature du présent Traité.

2.2 Dirigeants ou administrateurs communs

Monsieur François Pérol, Président du directoire de l'Apporteuse, est Président du conseil d'administration de la société BPCE.

La CNCE, représentée par Alain Lemaire, est administrateur de BPCE.

2.3 Cautions/Filiales communes/Accords techniques et commerciaux (à la date du traité)

Cautions :
Aucune.

Filiales communes :
Aucune.

Conventions entre l'Apporteuse et BPCE :
Aucune à l'exception du présent Traité et du Protocole.

3. MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT

Le Groupe Banque Populaire et le Groupe Caisse d'Epargne sont deux groupes bancaires mutualistes organisés selon une structure similaire, partageant des valeurs proches et qui sont déjà partenaires depuis le regroupement en 2006 de leurs activités de banque d'investissement, de financement et de services au sein de Natexis Banque Populaire, renommée Natixis.

Ainsi que cela est rappelé en préambule du présent Traité, la BFBP, la CNCE et BPCE ont conclu ce jour, en présence de l'Etat français, un protocole d'accord définissant les termes et conditions du rapprochement des Groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne dont les deux premières assurent aujourd'hui respectivement le rôle d'organe central. Ce rapprochement se

traduira par la constitution d'un nouvel organe central fort et pérenne, commun aux deux réseaux.

Ce rapprochement est destiné à répondre aux enjeux actuels du secteur bancaire et financier dans lequel le mouvement de consolidation bancaire s'accélère, à plus forte raison depuis le démarrage de la crise financière qui frappe actuellement ce secteur.

Il poursuit l'objectif, dans cette perspective, de donner naissance au deuxième groupe bancaire français et à un financeur de premier plan de l'économie dans son ensemble (particuliers, professionnels, PME-PMI et grandes entreprises) en s'appuyant sur deux réseaux autonomes complémentaires, dans le respect de leurs marques respectives.

C'est ainsi que le nouveau groupe comptera environ 34 millions de clients, plus de 7 millions de sociétaires, environ 22 % du montant total des dépôts des banques françaises, 7700 agences réparties sur l'ensemble du territoire et près de 110 000 collaborateurs.

Il sera centré sur les métiers de la banque de détail, principalement en France, et aura également pour mission de poursuivre un plan de transformation de Natixis destiné à en simplifier le mode de gouvernance.

Le nouveau groupe bancaire mutualiste sera enfin doté des fonds propres nécessaires pour asseoir sa solidité financière, son développement et sa pérennité : il disposera, notamment grâce à l'apport par l'Etat de fonds propres sous la forme de la souscription d'actions de préférence sans droit de vote avec bons de souscription d'actions ordinaires et de titres subordonnés à durée indéterminée, de fonds propres Tier 1 d'un montant de 36 milliards d'euros.

4. REGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

De convention expresse et en application de l'article L. 236-22 du Code de commerce, les Parties ont décidé de soumettre l'Apport aux dispositions des articles L. 236-16 à L. 236-21 dudit Code. En conséquence, BPCE sera, du fait de l'Apport, substituée dans tous les droits et obligations de l'Apporteuse relatifs à la Branche Apportée.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-21 du Code de commerce, et de convention expresse entre les Parties, la Bénéficiaire ne sera pas tenue solidairement avec l'Apporteuse des éléments de passif non compris dans la Branche Apportée, lesquels resteront exclusivement à la charge de l'Apporteuse. Réciproquement, l'Apporteuse ne sera pas tenue solidairement avec la Bénéficiaire des éléments de passif compris dans la Branche Apportée, lesquels seront exclusivement à la charge de la Bénéficiaire.

Compte tenu de cette absence de solidarité et conformément aux dispositions de l'article L. 236-14 du Code de commerce, les créanciers non obligataires de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire dont la créance est antérieure à la publication du présent Traité pourront former opposition à l'Apport dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de publication de la dernière annonce devant être publiée conformément à l'article R. 236-2 du Code de commerce, dans les conditions prévues par la loi.

Les créanciers obligataires de l'Apporteuse seront informés de l'Apport conformément à l'article 4 de la loi n°2009-715 du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.

5. COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'APPORT

Les conditions de l'Apport ont été établies :

- pour l'Apporteuse, sur la base des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2008, arrêtés par son directoire le 23 février 2009, certifiés sans réserve par ses commissaires aux comptes, et approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de l'Apporteuse en date du 28 mai 2009. Ils figurent en Annexe 5.1, et
- pour la Bénéficiaire, sur la base des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2008 certifiés sans réserve par ses commissaires aux comptes, et approuvés par décision de l'associé unique le 6 avril 2009. Ils figurent en Annexe 5.2.

6. OPERATIONS INTERVENUES OU A INTERVENIR ENTRE LA DATE D'EFFET ET LA DATE DE REALISATION

Les opérations suivantes sont intervenues ou interviendront préalablement à la Date de Réalisation sous réserve, le cas échéant, de leur approbation par les organes sociaux compétents des sociétés concernées :

(a) Reclassement de la participation minoritaire de SNC Participations Ecureuil dans le capital de Financière OCEOR :

Le capital de Financière Océor est actuellement détenu conjointement par la CNCE et la SNC Participations Ecureuil, qui détiennent respectivement 94,99 % et 5,01 % du capital et des droits de vote de ladite société.

Afin que la CNCE apporte à BPCE la totalité des titres composant le capital de Financière Océor, il sera procédé à une dissolution sans liquidation de la SNC Participations Ecureuil emportant transfert universel de son patrimoine au profit de la CNCE.

Au 31 décembre 2008, la valeur nette comptable des titres Financière Océor détenus par la CNCE était de 692 534 806 euros, et la valeur nette comptable des titres Financière Océor détenus par Participations Ecureuil était de 36 497 117 euros.

Le transfert universel de patrimoine conduit à augmenter la valeur nette comptable des titres Financière Océor apportés par la CNCE de 3 997 217 euros par rapport à la somme des valeurs nettes comptables des titres Financière Océor (692 534 806 euros) et Participations Ecureuil (32 499 900 euros) détenus par la CNCE au 31 décembre 2008.

(b) Rachat-annulation partiel des actions de préférence émises par la CNCE

Afin d'assurer une distribution proportionnelle à la clef de répartition entre les actionnaires de l'Apporteuse des actions BPCE à recevoir en rémunération de l'Apport CNCE nécessaire au bénéfice du régime de neutralité fiscale prescrit par l'article 115-2 du Code Général des Impôts, la

répartition entre les Caisses d'Épargne et de Prévoyance des actions de préférence et celle des actions ordinaires de l'Apporteuse seront préalablement égalisées.

A cette fin, une assemblée générale des actionnaires de l'Apporteuse et une assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence sont convoquées le 9 juillet 2009 avec pour ordre du jour (i) la modification des articles 6, 9 et 39 des statuts de l'Apporteuse et (ii) la réduction de capital inégalitaire par rachat partiel des actions de préférence de l'Apporteuse.

Cette opération n'a pas d'impact sur la valeur comptable des Participations Apportées.

(c) Acquisition de titres Natixis par la CNCE

La CNCE a procédé, depuis le 1^{er} janvier 2009, à l'acquisition de 4 290 048 titres Natixis sur le marché conformément aux stipulations du pacte d'actionnaires conclu entre la CNCE et la BFBP le 17 novembre 2006 tel que modifié par ses avenants. Ces titres augmentent la valeur nette comptable des titres Natixis apportés par la CNCE de 6 282 514 euros.

(d) Commutation de CIFG

Dans le cadre de l'opération de commutation de CIFG, outre sa participation détenue conjointement avec la BFBP, la CNCE a reçu un dividende de 56 millions d'euros et 0,66 % en actions supplémentaires au titre d'un contrat liant CIFG auquel elle avait souscrit et qui a été commuté.

Les titres CIFG ayant une valeur nette comptable égale à 0 euros, cette opération n'a pas d'impact sur la valeur comptable des Participations Apportées.

(e) Augmentation de capital de GCE Covered Bonds

GCE Covered Bonds a réalisé le 3 juin 2009 une augmentation de capital en espèces d'un montant de 160 000 000 euros intégralement souscrite par la CNCE.

A cette fin, une assemblée générale extraordinaire de GCE Covered Bonds s'est tenue le 20 mai 2009.

Cette opération conduit à augmenter la valeur nette comptable des Participations Apportées de 160 000 000 euros.

(f) Acquisition de titres Vigeo par la CNCE

La CNCE a procédé le 22 juin 2009 à l'acquisition de 1 300 titres Vigeo pour 73 410 euros auprès de Prudential Five Limited, portant le nombre d'actions de la société Vigeo apportées à BPCE à 60 332.

Les titres Vigeo acquis augmentent la valeur nette comptable des Participations Apportées de 73 410 euros.

(g) Emission de titres super-subordonnés par la CNCE souscrits par la SPPE

La CNCE émettra, le 26 juin 2009, et l'Etat souscrira, par l'intermédiaire de la Société de Prise de Participation de l'Etat, pour un montant de 1 milliard d'euros des titres super-subordonnés à durée indéterminée. Ces titres super-subordonnés à durée indéterminée seront inclus dans les Apports CNCE.

Cette opération n'a pas d'impact sur la valeur comptable des Participations Apportées.

(h) Emission de titres subordonnés remboursables par la CNCE le 13 février 2009

La CNCE a émis le 13 février 2009 des TSR (code ISIN : FR0010712935 - Libellé : CNCE TSR 5,75% 13/02/2019) pour un montant de 545.974.000 euros arrivant à échéance le 13/02/2019.

Cette émission de TSR sera incluse dans les Apports CNCE.

Cette opération n'a pas d'impact sur la valeur comptable des Participations Apportées.

(i) Augmentation de capital en espèces de BPCE

Comme indiqué préalablement, préalablement à et sous condition suspensive de l'approbation de l'Apport par les assemblées générales des actionnaires de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire, BPCE procédera à une augmentation de capital en espèces de 154 174 297 euros (prime comprise) souscrite à hauteur de 144 174 297 euros par la BFBP et à hauteur de 10 000 000 euros par la CNCE.

Cette augmentation de capital sera rémunérée par 311 713 actions BPCE pour la BFBP et 21 621 actions BPCE pour la CNCE. Après cette augmentation de capital en espèces, le capital de BPCE comprendra ainsi 335 802 titres, dont 312 947 actions détenues par la BFBP, 22 855 actions détenues par la CNCE.

Les titres BPCE ne faisant pas partie des Participations Apportées, cette opération n'a pas d'impact sur la valeur nette comptable des Participations Apportées.

(j) Cession de titres Swift par la CNCE

Le 28 février 2009, la CNCE a procédé à la cession de 147 titres Swift.

Les titres Swift cédés diminuent la valeur nette comptable des Participations Apportées de 200 911 euros.

L'ensemble de ces opérations a un impact total de 170 152 230 euros sur la valeur nette comptable des Participations Apportées.

7. DATE D'EFFET DE L'APPORT

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, l'Apport aura un effet comptable et fiscal rétroactif au 1^{er} janvier 2009 (la « **Date d'Effet** »).

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R. 236-1 du Code de commerce, les opérations se rapportant aux éléments transmis au titre de l'Apport et réalisées par l'Apporteuse à compter de la Date d'Effet et jusqu'à la date de réalisation définitive de l'Apport (la « **Date de Réalisation** ») seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte de la Bénéficiaire qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens et droits transmis.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce, l'Apporteuse transmettra à la Bénéficiaire tous les éléments d'actif et de passif compris dans la Branche Apportée dans l'état où ces éléments se trouveront à la Date de Réalisation.

8. METHODES D'EVALUATION RETENUES

Après analyse des caractéristiques comptables de l'opération et du Règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004, l'Apport sera réalisé sur la base de la valeur nette comptable des actifs et passifs transférés telle que figurant dans les comptes sociaux de l'Apporteuse de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Pour les besoins de la détermination de la rémunération de l'Apport, la parité entre le nombre d'actions nouvelles BPCE émises au bénéfice de l'Apporteuse en contrepartie de l'Apport et le nombre d'actions BPCE existantes a été déterminée d'un commun accord entre les Parties.

9. DESIGNATION ET EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF TRANSMIS

Sous réserve de l'accomplissement des conditions suspensives visées à l'article 14 ci-après, l'Apporteuse apporte à BPCE, qui accepte, l'ensemble des biens et droits de toute nature composant la Branche Apportée, à savoir (i) les éléments d'actifs et de passif ainsi que les moyens requis pour l'exercice des prérogatives d'organe central du réseau des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (en ce compris les fonctions de trésorerie et refinancement qui participent de sa mission d'organe central au titre de la garantie de liquidité), ainsi que (ii) les Participations Apportées (en ce compris Natixis et les filiales liées à la fonction d'organe central), étant précisé qu'aux termes de l'article 4 de la loi n°2009-715 en date du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires sont transférés de plein droit à la Bénéficiaire nonobstant toute stipulation contraire et sans qu'il soit besoin d'aucune formalité les actifs et les passifs ainsi que l'ensemble des personnels et des moyens financiers et techniques requis pour les missions d'organe central du réseau des caisses d'épargne, telles qu'exercées préalablement par l'Apporteuse, et pour les missions d'organe central confiées à la Bénéficiaire par la même loi, en ce compris les sommes d'argent, les instruments financiers, les effets et les créances, conclus, émis ou remis par l'Apporteuse, ou les sûretés sur les biens ou droits qui y sont attachés, ainsi que les contrats en cours de quelque nature que ce soit.

A la date des présentes, l'actif et le passif dont la transmission à la Bénéficiaire est prévue consistent dans les éléments ci-après désignés. Il est entendu que cette désignation n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, l'ensemble des éléments actifs et passifs liés à l'exploitation de la Branche Apportée, en ce compris les Participations Apportées, devant être transmis à la Bénéficiaire qu'ils soient ou non énumérés au présent Traité, et ce dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation.

9.1 Eléments d'actif, de passif et de hors-bilan non Apportés

Les Parties sont expressément convenues que les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan figurant en Annexe 9.1 seraient exclus de la Branche Apportée.

Il est également expressément convenu que lesdits éléments d'actif, de passif et de hors-bilan figurant en Annexe 9.1 seront conservés par l'Apporteuse dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation.

Il est également précisé que l'engagement pris par l'Apporteuse relatif à la promesse d'achat des titres Natixis Global Asset Management auprès de CNP Assurances le 20 décembre 2007 sera exclu de la Branche Apportée.

Il est en outre précisé que les engagements pris par l'Apporteuse relatifs à la promesse d'achat des titres Banque Palatine auprès du Crédit Foncier ainsi que les engagements pris par le Crédit Foncier relatifs à la promesse de vente des titres Banques Palatine auprès de l'Apporteuse le 19 décembre 2008 seront exclus de la Branche Apportée.

9.2 Eléments d'actif apportés

En euros, sur la base des comptes de l'Apporteuse au 31 décembre 2008 :

ACTIF	Valeur brute CEBP	Amortissements ou Provisions pour dépréciation	Valeur Nette Comptable
CAISSES, BANQUES CENTRALES, CCP	11 773 958 491	0	11 773 958 491
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	107 288 723 397	0	107 288 723 397
- A vue	8 582 587 496		8 582 587 496
- A terme	100 704 135 901		100 704 135 901
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 158 803 093	-2 978 129	1 155 824 963
- Autres concours à la clientèle	1 051 809 787	-2 978 129	1 048 831 658
- Comptes ordinaires débiteurs	106 993 306		106 993 306
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	35 334 288 831	-1 018 272	35 333 270 559
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	480 800 001	-480 800 001	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	11 489 755 517	-1 907 391 476	9 582 364 041
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	1 070 721 482	-88 480 663	982 240 820
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 819 875	-22 439 745	6 379 931
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	98 337 718	-45 917 338	52 420 379
AUTRES ACTIFS	484 975 948	0	484 975 948
COMPTES DE REGULARISATION	4 593 920 287	0	4 593 920 287
TOTAL DE L'ACTIF	173 759 102 449	-2 529 025 624	171 230 076 825

L'Apport comprend les éléments d'actifs énumérés ci-dessus ainsi que tout élément d'actif lié à l'exercice des missions d'organe central (à l'exception des éléments expressément exclus de l'Apport).

9.3 Eléments de passif pris en charge

En euros, sur la base des comptes de l'Apporteuse au 31 décembre 2008 :

PASSIF	€ LBP
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	97'182'362'042
- A vue	10'353'293'798
- A terme	86'829'068'247
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1'177'559'524
- A Vue	784'042'572
- A Terme	393'516'952
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	48'938'023'443
- Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables	18'422'067'208
- Emprunts obligataires	29'515'956'234
AUTRES PASSIFS	2'119'434'424
COMPTES DE REGULARISATION	4'532'574'057
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	551'839'287
DETTES SUBORDONNÉES	9'837'701'497
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)	
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	
Capital AO souscrit	
Capital AP souscrit	
Primes d'émissions AO	
Primes d'émissions AP	
Réserves	
Report à nouveau	
Résultat de l'exercice (+/-)	
TOTAL DU PASSIF	162'258'634'312

L'Apport comprend les éléments de passif énumérés ci-dessus ainsi que tout élément de passif lié à l'exercice des missions d'organe central (à l'exception des éléments expressément exclus de l'Apport). Pour autant que nécessaire, il est précisé que l'Apport comprend l'intégralité des contrats du Programme Covered Bonds (dont l'Agency Agreement, le Dealer Agreement et le Collateral Security Agreement) de GCE Covered Bonds ainsi que les engagements pris par l'Apporteuse au titre de la Shareholder Letter of Undertaking.

Il est précisé que la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

9.4 Actif net apporté

La valeur nette comptable de l'Apport, résultant de la valeur nette comptable des actifs apportés et de la valeur nette comptable du passif pris en charge, s'élève à 8 973 442 513 euros sur la base des comptes au 31 décembre 2008.

Certaines opérations ont été ou seront réalisées entre la Date d'Effet et la Date de Réalisation de l'Apport, et sont indiquées à l'article 6. Ces opérations conduisent à augmenter la valeur nette comptable de l'Apport de 170 152 230 euros. L'actif net apporté à la Date de Réalisation sera ainsi de 9 143 594 743 euros.

Compte tenu de ces éléments et d'une « provision » pour perte de rétroactivité d'un montant de 3 142 885 874 euros, telle que détaillée à l'article 10.2, le montant des apports servant de base pour apprécier la libération du capital à la date de Réalisation sera de 6 000 708 869 euros.

9.5 Engagements hors bilan apportés

La liste des engagements hors bilan apportés au titre de l'Apport figure en Annexe 9.5.

Ces engagements comprennent notamment :

- la garantie accordée par l'Apporteuse à la Caisse des Dépôts et consignations en date du 27 mai 2004 ;
- les obligations de règlement issues du cautionnement solidaire accordé par l'Apporteuse à IXIS CIB en date du 1er octobre 2004 et résilié avec effet au 31 décembre 2007 minuit (ci-après le « Cautionnement CNCEP »). Ainsi, les créanciers de Natixis ayant conclu des Opérations bénéficiant du Cautionnement CNCEP pourront, en cas de défaillance de Natixis dans l'exécution de ses obligations de paiement au titre d'une Dette née de ces Opérations, en demander le paiement à la Bénéficiaire dans les termes et selon les modalités convenues dans le Cautionnement CNCEP.

10. REMUNERATION DE L'APPORT

10.1 Création des actions nouvelles

(i) Augmentation de Capital de la Bénéficiaire

Sous réserve de l'accomplissement des conditions suspensives visées à l'article 14 ci-après, la Bénéficiaire procédera en rémunération de l'Apport qui lui est consenti à une augmentation de capital d'un montant de 9 143 594 743 euros par émission de 12 973 889 actions nouvelles, dites actions de catégorie A, entièrement libérées, d'une valeur nominale de 15 euros chacune.

(ii) Création des actions nouvelles

Ces actions nouvelles, dites actions de catégorie A, attribuées à l'Apporteuse, auront jouissance courante et seront entièrement et immédiatement assimilées aux actions anciennes et donneront droit à toute distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou de réserves (ou assimilés) décidée postérieurement à leur émission. Ces actions de catégorie A seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales de la Bénéficiaire et seront négociables à compter de la Date de Réalisation, conformément à l'article L. 228-10 du Code de commerce.

10.2 Prime d'apport

La différence entre la valeur nette comptable à la Date d'Effet des biens et droits apportés par l'Apporteuse (corrigé des opérations intervenues entre la Date d'Effet et la Date de Réalisation, mentionnées à l'article 6), soit 9 143 594 743 euros, et la valeur nominale des

actions qui seront créées par BPCE au titre de l'augmentation de capital susvisée, soit 194 608 335 euros, constituera une prime d'apport, d'un montant global de 8 948 986 408 euros (dont 5 806 100 534 euros constituant la prime d'apport juridique pour les besoins de l'appréciation de la libération du capital à la Date de Réalisation, et 3 142 885 874 euros correspondant au montant de la provision pour perte de rétroactivité, inscrits dans un sous-compte de cette prime d'apport comme indiqué ci-après). Cette prime d'apport sera inscrite au passif du bilan de la Bénéficiaire à un compte « Prime d'apport » sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, anciens et nouveaux de la Bénéficiaire.

De convention expresse, la réalisation définitive de l'Apport vaudra autorisation pour l'organe de direction de la Bénéficiaire de prélever sur ladite prime le montant nécessaire à la reconstitution de toutes réserves ou provisions réglementées.

Pour le solde, et à l'exception de la provision pour perte de rétroactivité, cette prime sera affectée à un compte de réserve indisponible pendant une durée de trois ans décomptée à partir de la Date de Réalisation, conformément aux termes de la demande d'agrément déposée au Bureau des Agréments le 29 mai 2009. Toute utilisation de cette prime d'apport pendant sa période d'indisponibilité de trois ans, aux fins notamment d'assurer le versement à la Société de Prise de Participation de l'Etat de la rémunération lui étant due au titre des actions de préférence et titres super-subordonnés souscrits par elle dans l'hypothèse où BPCE ne disposerait, par ailleurs, d'aucune autre capacité juridique de distribution le permettant, fera l'objet d'une démarche auprès du Bureau des Agréments afin de pouvoir lui exposer le moment venu les raisons justifiant l'utilisation envisagée et solliciter son accord à cette fin.

Comme indiqué ci-dessus, une provision pour perte de rétroactivité de 3 142 885 874 euros sera constatée dans un sous-compte de cette prime d'apport. Cette provision pour perte de rétroactivité correspond à l'écart entre la valeur d'apport des biens et droits apportés par l'Apporteuse à la Date de Réalisation et leur valeur nette comptable à la Date d'Effet. Lors d'un arrêté comptable ultérieur de BPCE, la société pourrait procéder, sur la base d'une « valeur d'utilité » de ses différentes participations, à une dépréciation de la valeur des titres concernés, qui serait alors inscrite dans le compte de résultat et ferait l'objet, lors de l'affectation du résultat, d'une imputation sur la provision pour perte de rétroactivité. En fonction du montant de cette éventuelle dépréciation, la provision pour perte de rétroactivité serait utilisée partiellement ou en totalité, et le solde éventuel de cette provision viendrait reconstituer la prime d'apport.

Au-delà de cette période d'indisponibilité de trois ans, la prime d'apport pourra recevoir en tout temps toute affectation conforme aux règles en vigueur décidée par l'assemblée générale.

11. CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT

11.1 Transmission du passif – Propriété et jouissance des biens apportés

La Bénéficiaire prendra en charge et acquittera, en lieu et place de l'Apporteuse, le passif transmis au titre de la Branche Apportée au 31 décembre 2008, ainsi que les engagements hors-bilan afférent à la Branche Apportée.

La Bénéficiaire sera propriétaire sans réserve et prendra possession des biens et droits à elle apportés à titre d'apport partiel d'actif à compter de la Date de Réalisation.

De convention expresse, il est stipulé que toutes les opérations faites depuis la Date d'Effet et concernant la Branche Apportée seront considérées comme l'ayant été, tant activement que passivement, pour le compte et au profit de la Bénéficiaire.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques afférents aux éléments compris dans l'Apport incomberont à la Bénéficiaire, ladite société acceptant dès maintenant de prendre, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1^{er} janvier 2009, étant précisé que la Bénéficiaire supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs attachés à l'Apport à compter du 1^{er} janvier 2009.

A cet égard, l'Apporteuse déclare qu'il n'a été fait depuis le 1^{er} janvier 2009, à l'exception des opérations énumérées à l'article 6 aucune opération afférente aux éléments compris dans l'Apport autre que les opérations de gestion courante.

Les Participations Apportées seront apportées avec tous leurs droits financiers attachés, et notamment les droits à toute distribution de dividendes, d'acomptes sur dividende ou de réserves ou sommes assimilées décidées à compter de la Date d'Effet.

11.2 Charges et conditions générales de l'Apport

L'Apport est fait sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière et, notamment, sous celles suivantes :

A) En ce qui concerne la Bénéficiaire

La Bénéficiaire s'oblige à remplir les charges et à respecter les conditions suivantes :

- 1) Elle prendra les biens et droits apportés dans l'état et dans la consistance où ils se trouveront à la Date de Réalisation, sans pouvoir effectuer aucune réclamation ou exercer aucun recours contre l'Apporteuse pour quelque cause que ce soit ; elle souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les biens immobiliers apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre l'Apporteuse et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.
- 2) Elle sera subrogée dans le bénéfice de tous droits et obligations (y compris les engagements hors bilan donnés et reçus) ainsi que dans le bénéfice et la charge de tous contrats, conventions, engagements et traités conclus par l'Apporteuse dans le cadre de l'exploitation de la Branche Apportée, ainsi que dans le bénéfice et la charge de toutes autorisations réglementaires qui auraient été consenties à l'Apporteuse pour l'exploitation de la Branche Apportée.

- 3) Elle sera substituée à l'Apporteuse dans tous les droits et obligations au titre du droit d'occupation sous quelque forme que ce soit (bail, location, domiciliation...) de biens immobiliers compris dans la Branche Apportée et acquittera les loyers correspondants, le tout à ses risques et périls.
- 4) Elle sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances comprises dans la Branche Apportée.
- 5) Elle supportera et acquittera, à compter de la Date d'Effet, tous les impôts, contributions, taxe professionnelle, taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation de la Branche Apportée, à l'exception des passifs d'impôt afférents aux périodes antérieures à la Date d'Effet.
- 6) Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celles dont font partie les biens et droits apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.
- 7) Elle reprendra les contrats de travail de l'ensemble des salariés de l'Apporteuse en application des articles L.1224-1 à L.1224-4 du Code du travail. La Bénéficiaire sera, par le seul fait de la réalisation de l'Apport, subrogée à l'Apporteuse dans le bénéfice et la charge des dispositions de tous contrats de travail, accords collectifs et engagements et conventions quelconques en matière de retraite. Dans les conditions prévues par une convention séparée, la Bénéficiaire refacturera à l'Apporteuse les prestations réalisées par son personnel pour son compte ainsi que, plus généralement, l'ensemble des coûts (moyens informatiques, matériels, etc.) engagés pour la réalisation de ces prestations.
- 8) Elle sera tenue à l'acquit du passif à elle transmis, dans les limites et les conditions fixées dans le présent Traité, le tout dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créances pouvant exister et relatifs au passif pris en charge au titre de l'Apport, comme l'Apporteuse, préalablement à l'Apport, est tenue de le faire elle-même. En particulier, elle sera subrogée à l'Apporteuse dans tous les droits et obligations relatifs aux titres d'emprunts émis par l'Apporteuse et qui sont compris dans la Branche Apportée.

Elle prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis au titre du présent acte ainsi que les passifs ayant une cause antérieure à la Date de Réalisation mais qui ne se révéleraient que postérieurement à cette date. Elle subira la charge de toutes garanties qui auraient pu être conférées relativement au passif pris en charge.

Elle sera tenue également, et dans les mêmes conditions, à l'exécution des engagements de caution et des avals pris par l'Apporteuse au titre de la Branche Apportée et bénéficiera de toutes contre garanties y afférentes.

- 9) Elle sera substituée à l'Apporteuse dans les litiges et dans les actions judiciaires, tant en demande qu'en défense, devant toutes juridictions, dans la mesure où ces litiges sont relatifs à la Branche Apportée, à l'exception des litiges décrits en Annexe 11.2 (A). Elle aura tous pouvoirs, dès la Date de Réalisation, notamment pour intenter ou défendre à

tous contentieux et toutes actions judiciaires ou arbitrales en cours ou nouvelles, au lieu et place de l'Apporteuse et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

- 10) Elle accomplira tous actes et toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens apportés ainsi que des droits et obligations qui y sont attachés ; spécialement, en application de l'article 28 du décret du 4 janvier 1955 et des décrets subséquents, les apports de biens immobiliers faits par l'Apporteuse seront publiés aux bureaux des hypothèques compétents et aux frais de la Bénéficiaire, de la manière et dans les délais prévus aux articles 33 et 34 du décret précité.
- 11) Elle exécutera, à compter de la Date de Réalisation, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, sans recours contre l'Apporteuse.
- 12) Par le seul fait de la réalisation du présent apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions, les valeurs mobilières et droits détenus par l'Apporteuse dans des sociétés tierces comprises dans la Branche Apportée seront transférés au profit de la Bénéficiaire, laquelle deviendra directement actionnaire ou associée de ces sociétés ou détentrice et/ou titulaire de telles valeurs ou droits.

D'une manière générale, la Bénéficiaire déclare reprendre l'ensemble des biens et charges attachés à la Branche Apportée à ses risques et périls dans l'hypothèse où, alors que le transfert de certains contrats ou de certains biens nécessite l'accord ou l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, celui-ci ne serait pas obtenu.

B) En ce qui concerne l'Apporteuse

Sans préjudice de ce qui est indiqué à l'article 9, la Branche Apportée sera gérée par l'Apporteuse jusqu'à la Date de Réalisation dans le cours normal de ses affaires (à l'exception des actes et décisions devant intervenir avant la Date de Réalisation conformément aux opérations prévues par les présentes et notamment à l'article 6 ou de ceux qui pourraient résulter des obligations légales liées à la mise en œuvre de l'apport partiel d'actif). Toute décision ne se rapportant pas à une opération de gestion courante ou une opération préalable décrite dans le Protocole devra faire l'objet d'une consultation préalable de la Bénéficiaire.

Dans ce cadre, jusqu'à la Date de Réalisation, l'Apporteuse s'oblige en particulier à (i) ne pas effectuer sans l'accord préalable de la Bénéficiaire d'acte de disposition portant sur un élément compris dans la Branche Apportée d'un montant par opération supérieur à 10 millions d'euros, (ii) ne pas contracter d'emprunts en dehors du cours normal des affaires qui grèverait un élément compris dans la Branche Apportée d'un montant unitaire ou cumulé supérieur à 10 millions d'euros sans le même accord, lequel ne pourra dans tous les cas être refusé par la Bénéficiaire sans juste motif.

Le représentant de l'Apporteuse oblige celle-ci à fournir à la Bénéficiaire tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans l'Apport et l'entier effet du présent Traité.

Il s'oblige également, et oblige l'Apporteuse à première réquisition de la Bénéficiaire, à faire établir tous actes réitératifs ou confirmatifs de l'Apport et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

12. DECLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUSE

L'Apporteuse déclare et garantit à la Bénéficiaire qu'à la date du présent Traité, comme à la Date de Réalisation :

- 1) Elle a la capacité et a obtenu toutes les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le présent Traité.
- 2) Elle n'est pas actuellement et n'a jamais été en état de cessation des paiements, et ne fait pas l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire et n'a jamais fait l'objet d'une procédure similaire ; elle n'est pas actuellement, ni, à sa connaissance, susceptible d'être ultérieurement, l'objet de poursuites pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité et en particulier celle de la Branche Apportée.
- 3) Elle a la pleine et entière propriété ou titularité des biens et droits apportés, lesquels ne sont grevés d'aucune inscription, privilège, hypothèque, nantissement, sûreté de quelque nature ou droits de tiers (sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous). En particulier, elle est régulièrement et valablement propriétaire des Participations Apportées. Lesdits éléments seront de libre disposition entre les mains de la Bénéficiaire, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation. La Bénéficiaire reconnaît que le transfert de certaines Participations Apportées est de nature à entraîner la mise en œuvre de procédures d'agrément statutaires et/ou de droits de préemption de tiers. Dans l'hypothèse où l'agrément nécessaire n'aurait pas été obtenu à la Date de Réalisation, et/ou un droit de préemption aurait été valablement exercé relativement à une ou plusieurs Participations Apportées, l'Apporteuse et la Bénéficiaire se concerteront de bonne foi avec l'objectif d'amender les termes du Traité afin de permettre la réalisation de l'Apport BFBP dans des termes respectant les équilibres économiques de l'Opération et dans des conditions satisfaisantes pour chacune des Parties.
- 4) Le patrimoine de l'Apporteuse n'est menacé d'aucune confiscation ou d'aucune mesure d'expropriation ; l'Apporteuse ne fait l'objet d'aucune mesure de nature à porter atteinte à la libre disposition de ses biens.
- 5) Les livres de comptabilité, pièces, comptes, archives et dossiers de l'Apporteuse relatifs à la Branche Apportée feront l'objet d'un inventaire qui sera remis à la Bénéficiaire : ces livres seront, selon le cas, remis à la Bénéficiaire ou tenus à sa disposition pendant une période de trois ans à partir de la réalisation de l'Apport.
- 6) Elle a valablement obtenu tout agrément et/ou autorisation nécessaires en vue de la conclusion et de l'exécution du présent Traité, sous réserve de ce qui figure à l'article 14 ci-dessous.

- 7) Elle ne fait pas l'objet de poursuites pouvant interdire l'exercice de son activité ni des activités apportées au titre de l'Apport.
- 8) Elle n'a pas consenti de caution, aval ou garantie portant sur des éléments compris dans la Branche Apportée, ni n'est tenue par aucun engagement hors bilan qui ne soit pas pris en compte dans les annexes de ses comptes sociaux au 31 décembre 2008.

En conséquence de ce qui précède, l'Apporteuse s'engage à indemniser la Bénéficiaire de tout préjudice qu'elle viendrait à subir résultant d'une inexactitude ou d'une insuffisance de l'une quelconque des déclarations ci-dessus.

13. DECLARATIONS ET GARANTIES DE LA BENEFICIAIRE

La Bénéficiaire déclare et garantit à l'Apporteuse qu'à la date du présent Traité, comme à la Date de Réalisation :

- 1) Elle a la capacité et a obtenu toutes les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le présent Traité.
- 2) Elle n'est pas actuellement et n'a jamais été en état de cessation des paiements, et ne fait pas l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire et n'a jamais fait l'objet d'une procédure similaire ; elle n'est pas actuellement, ni, à sa connaissance, susceptible d'être ultérieurement, l'objet de poursuites pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité.
- 3) Elle ne fait pas l'objet de poursuites pouvant interdire l'exercice de son activité ni des activités apportées au titre de l'Apport.
- 4) Elle n'a pas consenti de caution, aval ou garantie ni n'est tenu par aucun engagement hors bilan qui ne soit pas pris en compte dans les annexes de ses comptes sociaux au 31 décembre 2008.

En conséquence de ce qui précède, la Bénéficiaire s'engage à indemniser l'Apporteuse de tout préjudice qu'elle viendrait à subir résultant d'une inexactitude ou d'une insuffisance de l'une quelconque des déclarations ci-dessus.

14. CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital de la Bénéficiaire qui en résulte ne deviendront définitifs qu'à compter du jour où les conditions suspensives ci-après auront été levées :

- 1) Approbation par l'assemblée générale des actionnaires de l'Apporteuse de l'Apport, de son évaluation et de sa rémunération ;
- 2) Approbation par l'assemblée générale des actionnaires de BPCE de l'Apport, de son évaluation, de sa rémunération et de l'augmentation du capital corrélative de BPCE ;

- 3) Approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la BFBP des Apports BFBP, de leur évaluation et de leur rémunération ;
- 4) Approbation par l'assemblée générale des actionnaires de BPCE des Apports BFBP, de leur évaluation, de leur rémunération et de l'augmentation du capital corrélative de BPCE ;
- 5) L'obtention des autorisations réglementaires figurant en Annexe 14, sans réserves ni condition significative susceptible de remettre en cause l'équilibre économique de l'Opération ;
- 7) L'obtention d'un accord de principe sur la délivrance des agréments fiscaux sollicités par l'Apporteuse et la BFBP le 29 mai 2009 ainsi que sur la préservation du régime fiscal de faveur appliqué sur agrément à certaines opérations constitutives de Natixis en novembre 2006 sollicitée par l'Apporteuse et la BFBP respectivement le 29 mai et le 19 juin 2009 ;
- 8) L'absence de survenance, entre la date de signature du Traité et la Date de Réalisation, de tout événement ayant pour effet d'affecter significativement et de manière dissymétrique la valorisation des Apports CNCE et des Apports BFBP, selon le cas, créant de ce fait une rupture d'équilibre de la parité ne permettant plus la réalisation de l'Opération dans les termes convenus, la CNCE et la BFBP ne pouvant invoquer le bénéfice de cette condition qu'après concertation ;
- 9) Réalisation de l'augmentation de capital en espèces de BPCE d'un montant de 154 174 297 euros (prime comprise), souscrite à hauteur de 144 174 297 euros par la BFBP et à hauteur de 10 000 000 euros par la CNCE ;
- 10) Absence d'opposition des créanciers de la CNCE ou en cas d'opposition, rejet par la juridiction saisie, à la suite de la réduction de capital soumise à l'assemblée générale des actionnaires le 9 juillet 2009.

Si l'ensemble de ces conditions n'était pas accompli le 30 septembre 2009 au plus tard, et sauf accord des Parties pour reporter cette date ou décider de renoncer à l'une des conditions suspensives, le présent Traité serait considéré de plein droit comme caduc, sauf accord contraire des Parties, sans que cette caducité n'affecte le droit de chacune des Parties de solliciter la réparation de son préjudice en cas de manquement par l'une des Parties à ses obligations aux termes du Protocole.

A tout moment avant la date de réalisation de l'Apport, chacune des Parties avisera l'autre Partie, dans les meilleurs délais et par écrit, de la survenance de tout événement qui entraînerait ou serait susceptible d'entraîner l'inaccomplissement de l'une de ces conditions. Dans cette hypothèse, les Parties se rapprocheront afin de déterminer ensemble les solutions qui peuvent être apportées au défaut d'accomplissement de l'une de ces conditions.

L'accomplissement des conditions suspensives stipulées aux articles 14.1 à 14.4, et 14.9 pourra être établi, vis-à-vis de quiconque, par tous moyens appropriés et notamment par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal de l'assemblée générale de la CNCE, de la BFBP et de BPCE ou le cas échéant, du conseil d'administration ou de surveillance de la CNCE, de la BFBP et de BPCE.

L'accomplissement des conditions suspensives stipulées aux articles 14.5 et 14.6 pourra être établi, vis-à-vis de quiconque, par tous moyens appropriés et notamment par la remise soit d'une copie de la notification adressée par l'autorité compétente soit par l'absence de réponse dans les délais prévus par la réglementation applicable valant autorisation implicite..

15. IMPOTS DIRECTS

L'Apporteuse et la Bénéficiaire déclarent chacune en ce qui la concerne que l'Apporteuse et la Bénéficiaire sont des sociétés ayant leur siège social en France, relevant du statut fiscal des sociétés de capitaux et comme telles passibles de l'impôt sur les sociétés.

Ainsi qu'il est précisé ci-avant, l'Apporteuse et la Bénéficiaire ont décidé de donner un effet rétroactif comptable et fiscal à l'Apport au 1^{er} janvier 2009.

En conséquence, la Bénéficiaire s'oblige à établir sa déclaration de résultats et à liquider l'impôt au titre de l'exercice en cours tant à raison de sa propre activité que des éléments compris dans l'Apport depuis le 1^{er} janvier 2009.

En matière d'impôt sur les sociétés, l'Apporteuse et la Bénéficiaire entendent placer l'Apport sous le régime fiscal de faveur des fusions édicté par l'article 210 A et 210 B du Code général des impôts.

A cet effet, l'Apporteuse a déposé auprès du Bureau des Agréments de la Direction Générale des Impôts une demande d'agréments prévue aux articles 210 B 3 et 115-2 du Code général des impôts en vue de bénéficier du régime fiscal prévu par l'article 210 B précité à raison de l'Apport et d'être dispensée de l'engagement de conservation portant sur les actions BPCE émises en rémunération de l'Apport qui feront l'objet d'une attribution par l'Apporteuse à ses actionnaires.

L'Apporteuse et la Bénéficiaire s'engagent expressément à respecter toutes les obligations qui seront mises à leur charge dans le cadre de l'agrément précité, lesquelles constituent une condition essentielle de l'Apport.

Plus précisément :

- La Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions et prescriptions des articles 210 A et 210 B du Code général des impôts et notamment :
 - (i) reprendre à son passif les provisions se rapportant aux éléments composant la Branche Apportée, en ce compris les Participations Apportées, dont l'imposition a été différée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'Apport,
 - (ii) se substituer à l'Apporteuse pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière à raison des biens compris dans l'Apport,
 - (iii) calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non-amortissables (et des titres de portefeuille qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A 6 du Code général des impôts) qui lui sont apportées d'après la valeur que ces éléments avaient, du point de vue fiscal,

dans les écritures de l'Apporteuse, conformément aux dispositions du c de l'article 210 A 3 du Code général des impôts,

- (iv) réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés dans les conditions et délais fixés au d de l'article 210 A 3 du Code général des impôts, les plus-values dégagées par l'apport des biens amortissables, sans omettre de rattacher au résultat de l'exercice même de cession la fraction non encore réintégrée des plus-values afférentes aux biens cédés avant l'expiration de la période de réintégration,
 - (v) inscrire à son bilan les éléments autres que des immobilisations (ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A 6 du Code général des impôts) compris dans l'Apport pour la valeur que ces éléments avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse ou, à défaut, rattacher au résultat de l'exercice de réalisation de l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse,
 - (vi) l'ensemble des apports étant transcrits sur la base de leur valeur comptable, reprendre à son bilan l'ensemble des écritures comptables de l'Apporteuse relatives aux éléments apportés (valeurs d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation, valeurs nettes) conformément aux prescriptions édictées par l'instruction administrative du 30 décembre 2005 (4 J-1-05 §14),
- L'Apporteuse ne pourra, du fait de l'attribution à ses associés des titres de la Bénéficiaire reçus en rémunération de l'Apport, respecter les conditions prévues à l'article 210 B 1 du Code général des impôts ; dans le cadre de la demande d'agrément déposée par l'Apporteuse le 29 mai 2009 au titre des articles 210 B et 115-2 du Code général des impôts, les Caisses d'Epargne, actionnaires de l'Apporteuse, prendront l'ensemble des engagements prévus à l'article 115-2 précité qui seront mises à leur charge dans le cadre de l'agrément précité, et, notamment se substitueront à elle dans l'engagement de conserver pendant trois ans les actions de la Bénéficiaire émises en rémunération du présent Apport qui leur seront attribuées par l'Apporteuse à proportion des droits qu'ils détiendront dans le capital de cette dernière au jour de l'attribution et prendront l'engagement de conserver pendant le même délai l'ensemble des actions tant ordinaires que de préférence de l'Apporteuse que les Caisses d'Epargne détenaient à la date de l'Apport.
 - L'Apporteuse et la Bénéficiaire s'engagent, en outre, à :
 - (i) joindre à leur déclaration de résultat aussi longtemps que nécessaire un état de suivi des plus-values en sursis d'imposition conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque nature d'élément compris dans l'Apport, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, conformément à l'article 54 septies I du Code général des impôts et à l'article 38 quindecies de l'annexe III au même code.
 - (ii) tenir le registre de suivi des plus-values sur éléments d'actif non amortissables donnant lieu à sursis d'imposition, prévu à l'article 54 septies-II au Code général des impôts à disposition de l'administration jusqu'à la troisième année suivant la sortie de l'actif du dernier bien figurant sur ledit registre.

- La Bénéficiaire déclare également reprendre, le cas échéant, en application des dispositions de l'article 210 B bis du Code général des impôts, le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal se rapportant aux éléments faisant l'objet de l'Apport, qui auraient pu être antérieurement souscrits par l'Apporteuse à l'occasion d'opérations de fusion, de scission, d'apport partiel d'actif ou de toute opération assimilée.

En particulier, dans le cadre de l'Opération, l'Apporteuse apporte à la Bénéficiaire des titres qui sont grevés d'un engagement de conservation de trois ans, pour avoir été reçus en rémunération d'apports réalisés sous le régime fiscal de faveur, qui n'est pas venu à expiration à la date de réalisation de l'Apport. La Bénéficiaire déclare expressément reprendre l'engagement de conservation attaché à ces titres, jusqu'à l'expiration du délai de conservation auquel l'application du régime fiscal de faveur attaché à l'apport initial était subordonné. Les titres apportés grevés d'un engagement de conservation de trois ans sont listés en Annexe 15.

- L'Apporteuse a, en outre, déposé une demande de suivi de la décision de suivi d'Agrément accordée le 17 novembre 2006 (ref. 2006/12759 à 12761/21), dans le cadre du regroupement des Groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne de leurs métiers de banque de financement, d'investissement et de services au sein d'une structure commune, la société Natexis Banque Populaire qui a adopté la dénomination sociale Natixis, opération dans le cadre de laquelle la CNCE a apporté certaines de ses participations, afin que l'Apport ne remette pas en cause le régime fiscal de faveur appliqué aux opérations d'apports visées dans la demande de suivi d'agrément précitée.

Conformément aux termes de cette demande, la Bénéficiaire prend l'engagement :

- (i) de conserver les titres Natixis grevés d'un engagement de conservation, jusqu'à l'expiration du délai de conservation auquel l'apport fait par le CNCE à Natixis était subordonné,
 - (ii) de calculer les plus-values de cessions ultérieures afférentes à ces titres par rapport à la valeur que ces titres avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la CNCE.
- La Bénéficiaire s'engage à poursuivre l'étalement de l'imposition de la majoration résultant de la première application de la méthode par composants restant à réintégrer, en application des dispositions de l'article 237 septies du Code général des impôts.
 - Conformément au c, 2^{ème} alinéa, de l'article 145 1 du Code général des impôts, la Bénéficiaire conservera les titres ouvrant droit à l'application du régime mère et filiale prévu audit article, qui lui seront apportés sous le régime fiscal de faveur, pendant un délai de deux ans décompté à partir de la date de souscription ou d'acquisition desdits titres par l'Apporteuse.
 - La Bénéficiaire continuera à amortir les frais d'acquisition incorporés au prix de revient des titres de participation qui lui sont apportés sur la durée d'amortissement restant à courir, conformément aux termes de l'instruction administrative 4 H 1-08 du 4 janvier 2008 (§ 34).

16. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'Apport est soumis au régime défini par l'article 257 bis I du Code Général des Impôts, aux termes duquel le transfert à titre onéreux ou à titre gratuit des éléments d'actif d'une universalité totale ou partielle de biens échappe à la TVA à condition que ce transfert intervienne entre deux sociétés redevables de la TVA, ce qui est le cas de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire.

L'Apporteuse et la Bénéficiaire de l'opération sont en effet identifiées auprès de la Direction Générale des Grandes Entreprises, aux fins de la télédéclaration, respectivement sous le numéro FRP A457V10 60883517 pour la CNCE et A457V10 65383015, pour BPCE. Les formalités prévues seront accomplies sur les relevés CA3 qui seront télétransmis au titre du mois de réalisation de la fusion.

La Bénéficiaire est réputée continuer la personne de l'Apporteuse et se trouve subrogée dans tous ses droits et obligations, ce qui implique qu'elle procède, le cas échéant, aux régularisations des droits à déduction prévues par les articles 207 de l'Annexe II au Code général des impôts dont la société absorbée aurait été tenue si elle avait poursuivi son activité.

Enfin, conformément à l'exigence définie par l'article 287 5 c du Code Général des Impôts, le montant total hors taxe de la transmission sera reporté sur la déclaration de chiffre d'affaires des sociétés absorbée et absorbante déposée au titre du mois au cours duquel l'Apport produit ses effets au regard de la TVA, sur la ligne "*Autres opérations non imposables*".

17. DROIT D'ENREGISTREMENT

L'Apporteuse et la Bénéficiaire entendent placer l'Apport sous le régime spécial prévu aux articles 816 et 817 B du Code général des impôts, en application duquel la formalité de l'enregistrement sera effectuée au droit fixe de 500 euros.

18. AUTRES IMPOTS ET TAXES

Réserve spéciale de participation - La Bénéficiaire reprendra à son bilan la réserve spéciale de participation correspondant aux droits des salariés transférés, jusqu'à l'expiration du délai de blocage applicable.

Provision pour investissement - La Bénéficiaire s'engage à reprendre au passif de son bilan la provision pour investissement constituée par l'Apporteuse correspondant aux droits des salariés transférés, retenue pour la fraction de son montant qui, à la date de l'Apport, n'aura pas encore reçu l'emploi auquel cette provision est destinée.

Participation construction - En application de l'article 163 de l'annexe II du Code général des impôts, et de la solution contenue dans la note administrative du 6 avril 1962 (BOCD 1962-II-1934), la Bénéficiaire déclare reprendre à son compte l'ensemble des droits et obligations de l'Apporteuse au regard des investissements dans la construction.

19. ANNEXES

Les annexes aux présentes font partie intégrante du Traité.

20. FORMALITES

La Bénéficiaire et l'Apporteuse accompliront dans les délais légaux toutes formalités légales de publicité relatives à l'Apport.

La Bénéficiaire accomplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés et faire inscrire à son nom les actifs transférés. L'Apporteuse s'engage à coopérer, le cas échéant, avec la Bénéficiaire pour l'accomplissement de ces formalités.

21. FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites ou conséquences sont à la charge de la Bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

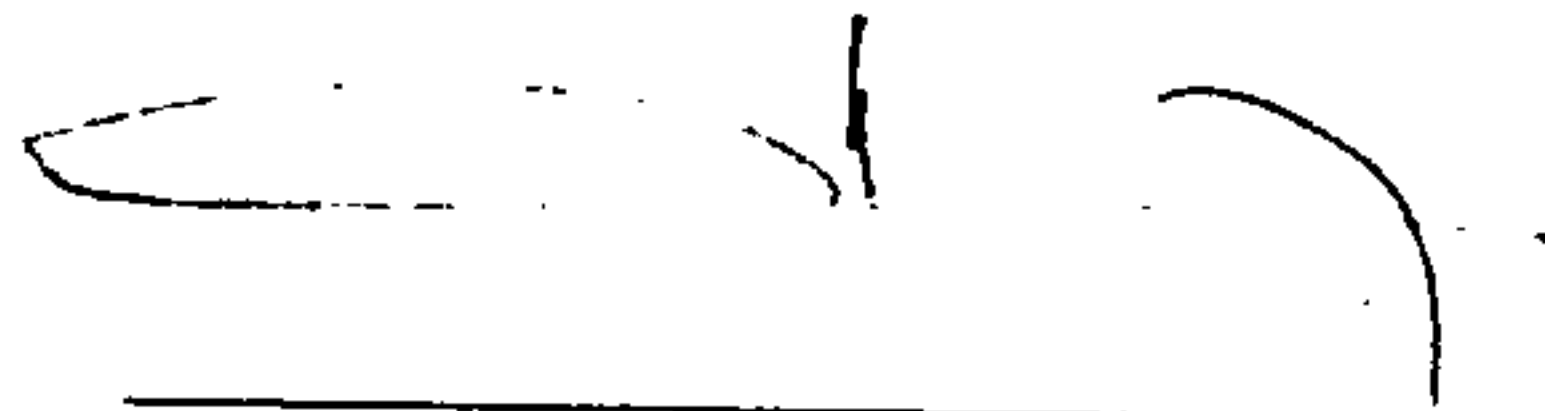
22. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif indiqué en tête des présentes.

23. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi, et, d'une manière générale, pour remplir toutes formalités légales et faire toutes significations ou notifications qui pourraient être nécessaires.

Fait à Paris,
Le 24 juin 2009,
en six exemplaires originaux



CNCE
Représentée par M. Alain Lemaire



BPCE
Représentée par Monsieur François Pérol

Liste des annexes

Annexe 5.1 :	Comptes au 31 décembre 2008 de la CNCE
Annexe 5.2 :	Comptes au 31 décembre 2008 de CEBP
Annexe 9.1 :	Eléments d'actifs, de passifs et de hors-bilan exclus de l'Apport
Annexe 9.2 :	Eléments d'actifs apportés par la CNCE à CEBP
Annexe 9.3 :	Eléments de passifs pris en charge par CEBP
Annexe 9.5 :	Liste des engagements hors bilan apportés au titre de l'Apport
Annexe 11.2 (A) :	Litiges non transférés à CEBP au titre de l'Apport
Annexe 14 :	Liste des autorisations réglementaires requises au titre de l'Apport
Annexe 15 :	Liste des titres apportés grevés d'un engagement de conservation de trois ans

Annexe 5.1
Comptes au 31 décembre 2008 de la CNCE

CAISSE NATIONALE DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2008

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Mazars
61, rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2008

CAISSE NATIONALE DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

5, rue Masseran
75007 Paris

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.1 et 2.2 de l'annexe qui exposent le changement de méthode comptable en application du règlement n°2008-17 du 10 décembre 2008 du Comité de la Réglementation Comptable, qui autorise le reclassement de certains actifs financiers.

II. Justification des appréciations

Comme exposé dans la note 1.3 de l'annexe, la crise financière et économique, qui s'est notamment traduite par la hausse exceptionnelle de la volatilité, la forte contraction de la liquidité sur certains marchés, ainsi qu'une difficulté à apprécier les perspectives économiques et financières, a de multiples impacts sur les établissements de crédit, notamment sur leurs activités, leurs résultats, leurs risques et leur refinancement. Cette situation crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Changement comptable

Les notes 2.1 et 2.2 de l'annexe aux comptes annuels exposent le changement de méthode comptable en application de la faculté offerte par le règlement n°2008-17 du 10 décembre 2008 du Comité de la Réglementation Comptable qui autorise, dans certaines conditions, le reclassement de certains actifs financiers hors de la catégorie « titres de transaction » et hors de la catégorie « titres de placement ».

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés de la correcte application de ce changement de méthode comptable ainsi que du caractère approprié de l'information donnée à ce titre dans la note 3.1.4 de l'annexe.

Estimations comptables

- Comme indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels, votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et provisions sur base individuelle.
- Comme mentionné en note 1.3 de l'annexe, votre société utilise des modèles internes et des méthodologies pour la valorisation des instruments financiers qui ne sont pas traités sur des marchés actifs, ainsi que pour la constitution de certaines dépréciations. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification du caractère inactif d'un marché, à la vérification des modèles et à la détermination des paramètres utilisés.

- Les titres de participation et autres titres détenus à long terme sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritère comme indiqué dans les notes 1.3, 2.1 et 3.1.5 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

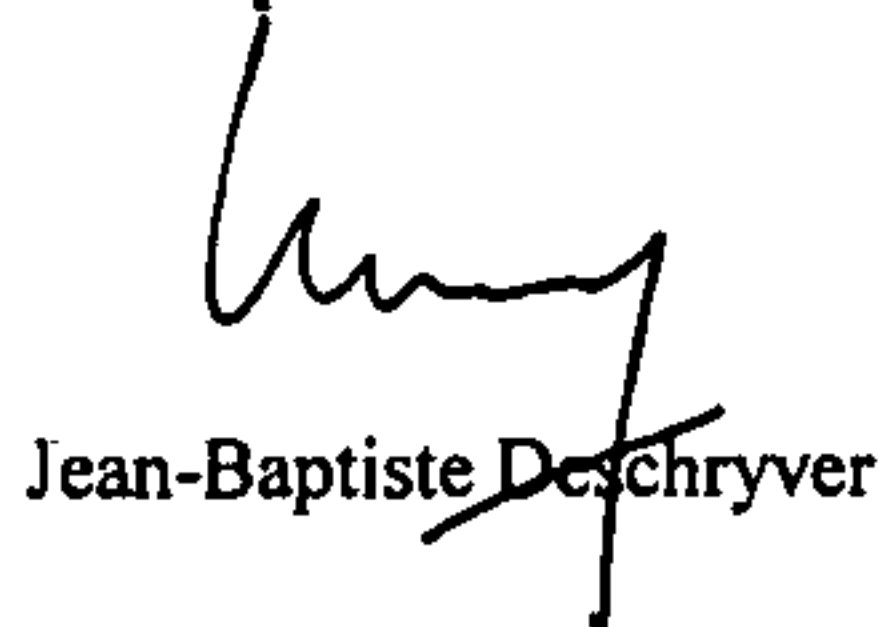
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly sur Seine et La Défense, le 2 avril 2009

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit


Anik Chaumartin


Jean-Baptiste Deschryver

Mazars


Michel Barbet-Massin


Charles de Boisriou

Eléments financiers de la CNCE

Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007

6.4.1 Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007

Actif

En millions d'euros	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Caisse, banques centrales		11 797	6 857
Effets publics et valeurs assimilées	3.1.4	0	6
Créances sur les établissements de crédit	3.1.1/3.1.6	107 285	102 672
A vue		6 591	14 703
A terme		100 704	87 969
Opérations avec la clientèle	3.1.2/3.1.6	2 030	1 960
Autres concours à la clientèle		1 923	1 630
Comptes ordinaires débiteurs		107	330
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.1.4/3.1.6	38 051	8 375
Actions et autres titres à revenu variable	3.1.4	853	1 951
Participations et autres titres détenus à long terme	3.1.5	10 896	9 042
Parts dans les entreprises liées	3.1.5	5 961	5 265
Immobilisations incorporelles	3.1.7	6	4
Immobilisations corporelles	3.1.7	60	96
Autres actifs	3.1.9	714	706
Comptes de régularisation	3.1.9	4 661	4 861
TOTAL DE L'ACTIF		182 124	141 795

Hors-bilan

En millions d'euros	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Engagements donnés			
Engagements de financement	3.1.5	11 693	10 452
Engagements en faveur d'établissements de crédit		11 453	10 136
Engagements en faveur de la clientèle		240	316
Engagements de garantie	3.1.5	40 189	45 387
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		29 253	35 722
Engagements d'ordre de la clientèle		10 936	9 665
Engagements sur titres		46	7
Autres engagements donnés		46	7

L'annexe qui figure aux pages suivantes fait partie intégrante des comptes annuels individuels.

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE
Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007

Passif

En millions d'euros	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Dettes envers les établissements de crédit	3.1.1/3.1.6	98 673	60 261
A vue		10 985	16 907
A terme		87 688	43 354
Opérations avec la clientèle	3.1.2/3.1.6	1 678	2 083
Autres dettes		1 678	2 083
A vue		784	1 012
A terme		894	1 071
Dettes représentées par un titre	3.1.8/3.1.8	52 428	51 624
Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables		23 670	19 400
Emprunts obligataires		28 758	32 224
Autres passifs	3.1.9	2 353	2 749
Comptes de régularisation	3.1.9	4 715	5 280
Provisions	3.1.10	934	385
Dettes subordonnées	3.1.11	10 296	9 202
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3.1.11	0	106
Capitaux propres hors FRBG	3.1.11	11 047	10 105
Capital souscrit		8 287	6 470
Primes d'émission		2 416	233
Réserves		2 097	262
Report à nouveau		500	1 550
Résultat de l'exercice (+/-)		2 253	1 590
TOTAL DU PASSIF		182,124	141 795

Hors-bilan

En millions d'euros	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Engagements reçus			
Engagements de financement	3.1.5	23 665	1 553
Engagements reçus d'établissements de crédit		23 665	1 553
Engagements de garantie	3.1.5	1 481	1 879
Engagements reçus d'établissements de crédit		1 481	1 879
Engagements sur titres		160	412
Autres engagements reçus		160	412

6

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE

Compte de résultat des exercices 2008 et 2007

6.4.2 Compte de résultat des exercices 2008 et 2007

En millions d'euros	Notes	Exercice 2008	Exercice 2007
+ Intérêts et produits assimilés	3.3.1	9 400	7 606
- Intérêts et charges assimilées	3.3.1	- 9 573	- 7 917
+ Revenus des titres à revenu variable	3.3.2	836	839
+ Commissions (produits)	3.3.3	94	130
- Commissions (charges)	3.3.3	58	- 27
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.3.4	- 631	- 73
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.3.5	- 137	102
+ Autres produits d'exploitation bancaire	3.3.6	57	78
- Autres charges d'exploitation bancaire	3.3.6	11	- 56
PRODUIT NET BANCAIRE		- 23	682
- Charges générales d'exploitation	3.3.7	204	- 269
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 11	- 23
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		- 238	390
- Coût du risque	3.3.8	- 386	- 70
RESULTAT D'EXPLOITATION		- 624	320
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.3.9	1 803	1 226
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		- 2 427	1 546
+/- Résultat exceptionnel	3.3.10		
- Impôts sur le résultat	3.3.11	68	44
+/- Dotations/reprises de FRBG		106	
+/- RESULTAT NET		- 2 253	1 590

L'annexe qui figure aux pages suivantes fait partie intégrante des comptes annuels individuels.

Note 1

Cadre juridique et financier - Faits caractéristiques de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Les Caisses d'Epargne constituent entre elles un réseau financier dont l'organe central est la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE). Le Groupe Caisse d'Epargne (GCE) comprend un ensemble diversifié de filiales contribuant au fonctionnement des Caisses d'Epargne et au développement de leurs activités. Une Fédération Nationale des Caisses d'Epargne a été constituée selon les modalités prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association. Les missions de la Fédération sont précisées à l'article L.512-99 du Code monétaire et financier.

■ Caisses d'Epargne

Les Caisses d'Epargne sont agréées en qualité de banques coopératives de droit commun dont le capital est détenu par des sociétés locales d'épargne. Les Caisses d'Epargne sont des sociétés anonymes, établissements de crédit de plein exercice. Elles disposent d'un capital composé de parts sociales et de certificats coopératifs d'investissement.

■ Sociétés locales d'épargne

Au niveau local, les sociétés locales d'épargne à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les coopérateurs ont pour objet, dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées, d'animer le sociétariat. Elles ne peuvent pas effectuer des opérations de banque.

1.1 Missions de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE)

Organe central du Groupe Caisse d'Epargne

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, la CNCE est constituée sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est entièrement détenu depuis le 29 janvier 2007 par les Caisses d'Epargne.

La CNCE est notamment chargée d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

Holding des filiales du Groupe Caisse d'Epargne

En qualité de holding, la CNCE exerce les activités de tête de Groupe. Elle détient et gère les participations dans les filiales. Elle détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Filiales

Les filiales et participations nationales relèvent de quatre grands pôles :

- la Banque commerciale qui regroupe la banque de détail (dont la Banque Palatine et le Crédit Foncier), la banque du développement régional, et l'outre-mer et l'international (dont la Financière Océor) ;
- les activités de services immobiliers, c'est-à-dire les transactions, ventes, aménagements et promotion, expertise conseil/gestion d'actifs ;
- les activités d'assurance et de services à la personne ;
- Natixis, l'établissement contrôlé conjointement par les Groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne, regroupant leurs Activités de marché et de Services financiers :
 - banque de financement et d'investissement,
 - gestion d'actifs (Natixis Global Asset Management),
 - capital-investissement et gestion privée,
 - services aux investisseurs (dont CACEIS) c'est-à-dire conservation, monétique, assurance, garantie, ingénierie sociale, crédit à la consommation,
 - poste clients (dont la Coface) c'est-à-dire assurance crédit, affacturage, information d'entreprises, gestion de créances.

Filiales dans le domaine informatique

Le traitement des opérations de la clientèle est pris en charge par des outils de production bancaire structurés autour de deux GIE informatiques nationaux se répartissant les maîtrises d'œuvre et d'ouvrage des systèmes d'information.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, la CNCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Caisses d'Epargne et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe, charge à elle de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du Groupe. Elle offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

Actionnaire de référence de Natixis

La Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et la Banque Fédérale des Banques Populaires sont liées par un pacte d'actionnaires. Les deux entités s'engagent à maintenir une stricte parité de participation au capital de Natixis pour une durée de 10 ans, prorogeable pour des périodes successives de cinq ans. Pendant cette période de stabilité, les deux actionnaires s'interdisent de conclure tout accord relatif à Natixis constitutif d'une action de concert avec des tiers. Le pacte d'actionnaires établit le principe d'une représentation paritaire des deux

actionnaires au sein du conseil de surveillance de Natixis et prévoit un engagement à se concerter pour exercer les droits de vote attachés à leurs actions sur certaines décisions stratégiques.

1.2 Système de garantie

En application des dispositions de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, complétées par celles de l'article L.512-96 du Code monétaire et financier, la CNCE en tant qu'organe central a organisé le système de garantie et de solidarité au sein du Groupe Caisse d'Epargne pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacune de ses composantes. Le champ de couverture de ce système de garantie recouvre non seulement les Caisses d'Epargne qui sont affiliées de droit à la CNCE en vertu de l'article L.512-95 du Code monétaire et financier, mais également les établissements de crédit de droit français qui sont affiliés à la CNCE sur décision de celle-ci, conformément aux articles R.512-57 et R.512-58 du Code monétaire et financier. Plus globalement, le système de garantie couvre toutes les entités du Groupe en vertu du principe de responsabilité fondée sur les liens d'actionariat.

Le cas particulier de Natixis, établissement de crédit contrôlé conjointement par la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP, organe central du réseau des Banques Populaires) et la CNCE, relève de la disposition introduite par l'article 42 de la loi n°2006-1770 du 30 décembre 2006 qui complète l'article L.511-31 du Code monétaire et financier. Cette disposition permet l'affiliation d'un établissement de crédit à plusieurs organes centraux qui le contrôlent conjointement directement ou indirectement.

Elle prévoit la conclusion d'une convention entre les organes centraux concernés pour définir les modalités d'exercice de leurs pouvoirs respectifs sur l'établissement affilié ainsi que de mise en œuvre de leurs obligations à son égard, en particulier en matière de liquidité et de solvabilité. Après agrément par le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) le 30 mars 2007, la convention d'affiliation de Natixis à la CNCE et à la BFBP a été signée le 2 avril 2007 en présence de Natixis. Cette affiliation est effective depuis cette même date.

En tout état de cause, la BFBP et la CNCE feront, en cas de nécessité au regard de la législation et de la réglementation bancaire, leur devoir d'actionnaires de référence de Natixis à la demande de la Commission bancaire. Elles ont pris l'engagement irrévocable et conjoint, y compris en cas de désaccord, de suivre sans délai les recommandations ou injonctions de la Commission bancaire d'apporter en tant que de besoin, à parité et s'il le fallait solidairement, les fonds nécessaires au respect par Natixis des dispositions de la législation et de la réglementation bancaire, ainsi que des engagements souscrits auprès des autorités bancaires.

Dans l'hypothèse où, à raison d'une intervention au bénéfice de Natixis, la BFBP et/ou la CNCE se retrouveraient dans une situation nécessitant un soutien ou un concours financier à leur bénéfice, les mécanismes de garantie et de solidarité internes à chacun des Groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne seraient mis en jeu conformément aux dispositions de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier.

La participation des Caisses d'Epargne au système de garantie prend la forme d'un Fonds de garantie et de solidarité du réseau (FGSR) créé en vertu de l'article L. 512-96 du Code monétaire et financier, logé dans les livres de la CNCE et doté d'une capacité d'intervention immédiate d'environ 282 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette somme est gérée au moyen d'un fonds commun de placement dédié. En cas d'insuffisance de ce montant, le directoire de la CNCE peut mettre en œuvre, dans un processus de décision court garantissant la rapidité d'intervention, les moyens supplémentaires appropriés.

1.3 Faits caractéristiques de l'exercice

1.3.1 Augmentation du capital de la CNCE

Le changement de la réglementation entraîné par la réforme Bâle II a modifié les règles de calcul du ratio de fonds propres de base. Aussi, afin de maintenir son ratio de fonds propres de base à un niveau élevé, la CNCE a procédé à diverses augmentations de capital qui se sont traduites par l'émission d'actions ordinaires pour 1,6 milliard d'euros et par l'émission d'actions de préférence pour 1,6 milliard d'euros. Ces augmentations de capital ont été intégralement souscrites par les Caisses d'Epargne.

1.3.2 Pertes sur incident de marché

Dans le cadre des procédures habituelles de contrôle, la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne a identifié dans le courant du mois d'octobre 2008 des positions qui se sont soldées par une perte avant impôts de 752 millions d'euros dans le cadre des activités de dérivés actions.

Ces prises de positions ouvertes se sont inscrites dans un contexte de volatilité extrême des marchés et du krach boursier de la semaine du 6 octobre 2008.

Les mesures nécessaires ont été prises les 15 et 16 octobre 2008 pour solder ces opérations, conclues le plus souvent de gré à gré, en dégageant des pertes significatives et pour mettre fin à cette activité.

1.3.3 Conséquences de la crise financière

L'année 2008 est marquée par l'aggravation de la crise financière née au cours de l'exercice 2007, de l'effet de la baisse de valeur des biens immobiliers aux Etats-Unis et de la hausse des taux d'intérêt.

Au cours du premier semestre 2008, la crise de l'immobilier résidentiel américain s'est accentuée, avec pour conséquence notable une détérioration de la

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

situation financière des sociétés de rehaussement de crédit qui accordaient des garanties portant sur des actifs immobiliers titrisés.

Au cours du second semestre, la crise financière s'est intensifiée et de profonds bouleversements économiques et financiers ont marqué cette période : les faillites en septembre de Lehman Brothers et de Washington Mutual, la quasi-paralysie du marché interbancaire pendant plusieurs semaines ou le sauvetage de grands acteurs bancaires par fusions, rachats de crédits en défaillance ou interventions étatiques.

Progressivement, au cours du dernier trimestre 2008, la crise du crédit a succédé à la crise bancaire et la réduction des crédits accordés par les établissements bancaires à l'économie «réelle» est venue s'ajouter à une phase de ralentissement cyclique normal après le rebond des années précédentes.

Ce contexte de fortes turbulences a conduit les gouvernements de la plupart des pays industrialisés à prendre des mesures de grande ampleur pour restaurer la confiance et à mettre en œuvre des plans pour assurer le financement de l'économie.

Incités par les pouvoirs politiques (le Congrès américain ou les dirigeants européens réunis en G8), les régulateurs comptables internationaux ont de leur côté tenté d'apporter des réponses au débat sur la juste valeur, élément souvent considéré comme un facteur aggravant de la crise financière. Dans ce contexte, des précisions ont été apportées sur la manière d'appliquer la juste valeur dans un environnement de crise et plus particulièrement sur les modalités d'appréciation du caractère inactif d'un marché, et l'IASB a supprimé les différences existant avec les normes américaines sur les reclassements des instruments financiers. Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le Conseil National de la Comptabilité a fait évoluer les textes régissant les reclassements de portefeuilles en référentiel comptable français (cf. §3.1.4).

Enfin, en réponse à la crise financière, le Forum de Stabilité Financière a formulé, dans son rapport du 7 avril 2008, des recommandations en matière de transparence qui visent à améliorer l'information financière relative à certaines expositions à risque. Ces recommandations s'appuient sur les travaux du groupe des « *senior supervisors* » qui a identifié les meilleures pratiques en matière de transparence à partir des communications financières émises par les banques internationales.

Les expositions à risques présentées conformément à ces recommandations sont détaillées dans le rapport sur la gestion des risques du Groupe Caisse d'Epargne.

Les principaux impacts de la crise financière sur les comptes de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne sont décrits ci-après.

Portefeuille d'actifs financiers

Fin 2007, la CNCE a repris à son bilan les actifs d'un conduit d'arbitrage auquel elle avait accordé une ligne de liquidité.

Parmi ces actifs figurent des CDO d'ABS américains (exposition brute de 124 millions d'euros au 31 décembre 2008) et des CSO (exposition brute de 326 millions d'euros au 31 décembre 2008). Compte tenu des décotes initialement enregistrées (respectivement 71 millions d'euros et 51 millions d'euros) et des pertes de valeurs de l'année (44 millions d'euros et 217 millions d'euros), l'exposition résiduelle nette au 31 décembre 2008 s'élève à 9 millions d'euros pour les CDO d'ABS américains et 58 millions d'euros pour les CSO.

Par ailleurs, la CNCE détient un portefeuille de 1,3 milliard d'euros de titres obligataires, tous notés AAA, émis par des véhicules de titrisation :

- une partie de l'exposition (506 millions d'euros) est couverte au moyen de protections achetées sous forme de CDS. Le risque de contrepartie de la CNCE sur les CDS dont la juste valeur est positive est couvert par les appels de marge versés au profit de la CNCE ;
- l'exposition résiduelle (833 millions d'euros) n'est pas couverte et a fait l'objet de dépréciations complémentaires de 36 millions d'euros au 31 décembre 2008 (exposition nette de 797 millions d'euros).

Au cours du second semestre 2008, les méthodes de valorisation retenues par la CNCE ont évolué pour tenir compte de la difficulté d'obtenir des prix fiables sur l'ensemble des actifs considérés risqués. Une grande partie des actifs illiquides ont été valorisés en utilisant les données issues des modèles de valorisation utilisés par Natixis.

Faillite de Lehman Brothers

La CNCE avait des opérations de dérivés et de titres avec cette contrepartie. La résiliation des opérations de dérivés est sans impact significatif sur le résultat compte tenu des appels de marge.

1.3.4 Participation dans CIFG

Le 22 novembre 2007, la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) et la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP) ont décidé de se porter acquéreurs de la totalité du capital de CIFG, filiale de rehaussement de crédit détenue à 100 % par Natixis et de lui apporter les ressources nécessaires au maintien, à cette date, de son rating AAA auprès des agences de notation.

Depuis cette date, considérant l'évolution des marchés et de la situation de la co-entreprise CIFG :

- toute perspective de soutien complémentaire de la part de la CNCE et de la BFBP, au-delà des apports déjà réalisés, a été écartée ;

- une nouvelle équipe de direction a été nommée au sein de l'entité afin, notamment, de mener à bien les négociations avec ses principaux créanciers ;
- un processus de *commutation* a été engagé auprès des créanciers, sous le contrôle des autorités de tutelle, au cours du premier trimestre 2008.

Le processus de *commutation* s'est traduit par l'annulation des garanties accordées aux contreparties (représentant 98 % de certaines catégories de produits dérivés) contre un paiement en numéraire et une prise de participation dans CFIG sous forme d'actions.

Aux termes de cet accord, les contreparties (y compris Natixis) détiennent environ 90 % du capital de CFIG et la CNCE et la BFBP n'en détiennent plus qu'environ 10 %.

1.3.5 Rapprochement entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne

Les Groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne ont rendu public le 8 octobre 2008 le projet de rapprochement des deux organes centraux, la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP) et la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) pour former un organe central unique aux deux réseaux autonomes, ce qui permettrait de constituer le deuxième groupe bancaire français.

Le 12 novembre, un accord d'ouverture de négociations a été conclu entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne ; cet accord fixe le cadre des travaux à entreprendre et des discussions à intervenir entre la BFBP et la CNCE en vue d'une finalisation et d'une réalisation du rapprochement au premier semestre 2009.

Cet accord prévoit notamment que la gouvernance de la société issue du rapprochement, qui prendra la forme d'une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, sera fondée sur les principes d'équilibre et de parité entre les deux réseaux.

1.3.6 Tests de valeur et dépréciation des principales participations

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité des titres de Natixis a été déterminée sur la base de l'actualisation des flux de dividendes futurs distribuables (DDM) ressortant des derniers plans d'affaires consolidés disponibles des métiers de Natixis tels qu'approuvés par la direction de Natixis.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées :

- flux futurs estimés : données prévisionnelles issues du plan à moyen terme du Groupe ⁽¹⁾, dans un horizon compris entre trois et cinq ans selon les métiers exercés ;

- taux de croissance à l'infini : 2,5 % ;
- taux d'actualisation : 13 % sur la banque de financement et d'investissement (BFI) et 9,5 % sur les autres unités génératrices de trésorerie (UGT) ;
- une décote complémentaire a été appliquée afin de tenir compte des risques spécifiques liés à l'activité de BFI.

Le taux d'actualisation résulte de la combinaison de trois éléments : taux sans risque (OAT 10 ans), prime de risque et bêta historique sectoriel reflétant les domaines d'activité de chaque entité faisant l'objet de cette évaluation.

Ces tests ont conduit à constater une dépréciation de 1 878 millions d'euros au 31 décembre 2008 sur les titres Natixis détenus par la CNCE.

La valeur d'utilité des titres Nexity détenue par la CNCE a été déterminée par la méthode des flux futurs distribuables (DCF) en appliquant un coût moyen pondéré du capital de 7,4 % et un taux de croissance à long terme de 2,5 % aux dernières prévisions disponibles, établies par la direction de Nexity. Une dépréciation de 49 millions d'euros a été constatée à l'issue de ce test.

Enfin, les titres Oterom Holding (Meilleurtaux.com) ont fait l'objet d'une dépréciation de 31 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les autres tests de dépréciation réalisés par la CNCE sur les titres de participation et les parts dans les entreprises liées n'ont pas mis en évidence de moins-values à déprécier.

1.4 Evénements postérieurs à la clôture

L'acquisition de la participation de 23,4 % détenue par Nexity dans le Crédit Foncier (539,6 millions d'euros), intervenue début 2009, n'aura pas d'effet significatif sur les comptes de 2009.

L'article 91 de la loi de finances rectificative pour 2008 ouvre aux réseaux bancaires mutualistes le mécanisme de l'intégration fiscale. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à plus de 95 %).

Au cours de l'exercice 2009, le Groupe Caisse d'Epargne procédera donc à la mise en place d'un groupe fiscal qui sera constitué de :

- la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, l'organe central devenant la mère du groupe d'intégration fiscale ;
- les Caisses d'Epargne ;
- les filiales détenues à plus de 95 % par la CNCE et les Caisses d'Epargne.

(1) Pour l'assurance vie, la durée des prévisions est de 10 ans.

Note 2 Informations sur les règles et principes comptables

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la CNCE sont établis et présentés dans le respect des règlements du Comité de la réglementation comptable (CRC) et du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF). Par application du règlement n° 91-01 du Comité de la réglementation bancaire et financière modifié par le règlement n° 2000-03 du CRC, les états de synthèse sont présentés selon le format prévu pour les établissements de crédit.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1.1 Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit, à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées sur le risque de crédit.

2.1.2 Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs et autres crédits.

Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées sur le risque de crédit.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité et sont présentées en note 3.2.3. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Au sein des encours douteux, les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an sont qualifiées de créances compromises à moins que le caractère contraire soit démontré.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les créances qui sont restructurées à des conditions hors marché du fait de la situation financière du débiteur sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variables. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes provisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux provisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Pour les petites créances aux caractéristiques similaires, une estimation statistique est retenue lorsqu'elle est plus appropriée.

Quand le risque de crédit porte sur des engagements de financement ou de garantie inscrits en hors-bilan, le risque est pris en compte sous la forme d'une provision.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Quand le risque de crédit est identifié, non pas sur base individuelle, mais sur la base d'un portefeuille d'encours présentant des caractéristiques de risques similaires, il est constaté sous la forme d'une provision.

Pour la présentation des comptes en annexe, la segmentation des encours retenue est celle adoptée au sein du Groupe Caisse d'Epargne pour les besoins de sa gestion interne notamment dans les domaines commerciaux, financiers et des risques.

2.1.3 Titres

Le terme «titres» recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies sur le plan comptable par deux textes principaux :

- le règlement CRC n°2005-01, modifiant le règlement du CRB n°90-01 du 23 février 1990, texte de base en la matière et complété par l'instruction n°94-07 de la Commission bancaire, qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ;
- le règlement du CRBF n° 89-07, complété de l'instruction n°94-06 de la Commission bancaire, qui aborde les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

En ce qui concerne les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

■ Titres de transaction

Ce sont des titres soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible à cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, le prix de marché déterminé par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés aux données spécifiques à l'entité.

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, le prix de marché peut être déterminé par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix des transactions récentes.

Un marché est considéré comme actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire, et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales.

L'absence de marché actif et de données observables peut être documentée à partir des critères suivants :

- baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché ;
- grandes difficultés pour obtenir des cotations ;
- nombre réduit de contributeurs ou pas de contribution des principaux acteurs du marché ;
- forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- prix éloignés de la valeur intrinsèque de l'actif et/ou écarts importants entre le *bid* et le *ask* (large fourchette de cotation).

Ces critères doivent être adaptés aux caractéristiques des actifs visés et ils peuvent être complétés de tout élément de preuve complémentaire visant à démontrer que l'actif n'est plus coté sur un marché actif. En l'absence de transactions récentes, cette démonstration nécessite en tout état de cause un recours au jugement.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

■ Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté. En l'absence de cotation sur un marché actif, le prix de marché sera déterminé conformément à la méthode définie pour les titres de transaction. Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 4 du règlement n° 88-02 du CRB, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

■ Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas

les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent, sauf exceptions, pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres. Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement par application des dispositions du règlement CRC n°2008-17 n'entrent toutefois pas dans le périmètre de la règle de contagion en cas de cession ultérieure, lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

■ Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le Conseil national de la comptabilité a publié le règlement 2008-17 du 10 décembre 2008 modifiant le règlement 90-01 du Comité de la réglementation bancaire relatif à la comptabilisation des opérations sur titres. Ce règlement reprend les dispositions de l'avis 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est désormais possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

La date d'effet des transferts hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement » susmentionnés ne peut être antérieure au 1^{er} juillet 2008 et doit être la même que celle retenue pour l'établissement des comptes consolidés.

L'impact du reclassement est détaillé dans la note 3.1.4.

■ Titres de l'activité de portefeuille

L'activité sur les titres de portefeuille consiste à investir une partie des actifs dans un portefeuille de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention. Pour les titres cotés, la valeur d'utilité est déterminée en fonction du prix de

marché moyen des deux dernières années ou de la valeur de marché à la date de la clôture si celle-ci est supérieure. Pour les titres non cotés, il peut être tenu compte du prix auquel ont été réalisées de récentes transactions.

Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

■ Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de Bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

■ Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

Elles sont inscrites pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires inclus).

Les biens sont amortis selon leurs durées probables d'utilisation. Les logiciels sont en particulier amortis sur une durée maximum de cinq ans.

La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales est inscrite en amortissement dérogatoire.

2.1.5 Constructions

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les entreprises appliquent les règles introduites par :

- le règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ;
- le règlement CRC n° 2004-06 qui met en application l'avis du CNC n° 2004-15 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	25 à 50 ans
Toitures	15 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	15 ans
Éléments de signalétique et façade	25 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 ans
Câblage	15 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

2.1.6 Autres Immobilisations corporelles

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération.

Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

- mobiliers et matériels spécialisés : quatre à dix ans ;
- matériels informatiques : trois à cinq ans.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

2.1.7 Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

2.1.8 Opérations de pension

Les opérations de pension livrées sont comptabilisées conformément au règlement n° 89-07 du CRBF, complété par l'instruction n° 94-06 de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

2.1.9 Dettes représentées par un titre

Elles sont présentées selon la nature de leur support. Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat.

2.1.10 Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2003-R-01 du Conseil national de la comptabilité. Ils sont classés en quatre catégories.

■ Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation et primes payés dans les 12 mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils

sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

■ Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de 12 mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

■ Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de 12 mois après la date de clôture donnent lieu à une actualisation.

■ Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et les avantages aux retraités. Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux du Groupe, qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance, sont provisionnés au passif du bilan.

Les engagements sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou des différences constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.), sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier lié à l'actualisation des engagements, les rendements attendus des actifs de couverture et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus.

2.1.11 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la CNCE, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF et par l'instruction n° 86-05 modifiée de la Commission bancaire.

2.1.12 Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements n° 88-02 et 90-15 du CRBF. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Les opérations réalisées portent principalement sur des contrats d'échange de taux d'intérêt conclus à titre de couverture. Les produits et charges relatifs aux instruments financiers à terme, ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de la CNCE, sont inscrits *pro rata temporis* au compte de résultat. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés. Les gains ou les pertes réalisés sur opérations de couverture affectée sont constatés au compte de résultat, symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert. Ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges de cet élément.

Les produits et charges relatifs à certains contrats, constituant des positions ouvertes isolées, sont enregistrés en résultat au dénouement des contrats ou *pro rata temporis* selon la nature de l'instrument. Les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. La détermination de cette valeur est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré). Sur les marchés organisés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé. Dans le cas des contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises, la valeur de marché est déterminée en fonction du prix calculé en actualisant aux taux d'intérêt du marché les flux futurs et en tenant compte des risques de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs. Les variations de valeur des options non cotées sont déterminées selon un calcul mathématique.

2.1.13 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L.311-1 du Code monétaire et financier, et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même Code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément au règlement CRC n°2000-06, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Il recouvre, en outre, les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires au sens de l'article L.311-1 du Code monétaire et financier et à des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même Code, que des événements survenus ou en cours rendent probables, qui sont nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

Il comprend notamment une provision pour passif social potentiel du Groupe et une provision pour risques de contrepartie.

2.2 Changements de méthodes comptables

A l'exception des reclassements de portefeuilles décrits à la note 3.1.4, aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2008.

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Note 3

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan
et du compte de résultat

3.1 Bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1.1 Opérations interbancaires

Actif			Passif		
En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007	En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Créances à vue	6 591	14 703	Dettes à vue	10 985	16 907
Comptes ordinaires	3 299	11 434	Comptes ordinaires	9 387	14 492
Prêts au jour le jour	3 244	2 918	Emprunts au jour le jour	1 465	1 598
Créances rattachées	16	28	Dettes rattachées	22	31
Valeurs non imputées	32	323	Autres sommes dues	111	786
Créances douteuses	66	0			
Dépréciations sur créances douteuses	66	0			
Créances à terme	100 704	87 969	Dettes à terme	87 688	43 354
Prêts à terme	93 095	83 694	Emprunts à terme	86 286	42 545
Prêts subordonnés	3 801	2 843	Dettes rattachées à des emprunts à terme	822	655
Créances rattachées à des prêts à terme	903	836	Titres donnés en pension	576	151
Titres reçus en pension	2 879	595	Dettes rattachées titres donnés en pension	4	3
Créances rattachées titres reçus en pension	26	1			
TOTAL	107 295	102 672	TOTAL	98 673	60 261

3.1.2 Opérations avec la clientèle

Actif			Passif		
En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007	En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Comptes ordinaires débiteurs	107	330			
Autres concours à la clientèle	1 923	1 630	Autres dettes	1 678	2 083
Crédits de trésorerie	107	87	Comptes ordinaires créditeurs	782	1 010
Crédits à l'équipement	1 502	1 433	Autres	893	1 065
Prêts subordonnés	60	60	Dettes rattachées	3	8
Prêts au jour le jour	177	0			
Autres	27	23			
Créances rattachées	31	27			
Créances douteuses	80	1			
Dépréciations sur créances douteuses	- 61	- 1			
TOTAL	2 030	1 960	TOTAL	1 678	2 083

3.1.3 Répartition des encours de crédit

Créances saines et créances douteuses au 31 décembre 2008

En millions d'euros	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	Dépréciations
		Brut	Brut		
Créances sur les établissements de crédit ⁽¹⁾	107 229	66	66		- 66
Créances sur la clientèle ⁽²⁾	1 950	80	80		- 61
Particuliers	0				
Entreprises	1 431	6	6		- 6
Professionnels	150	74	74		- 55
Collectivités et institutionnels locaux	306				
Autres	63				

(1) Les créances douteuses sur les établissements de crédit se composent d'une créance Lehman Brothers de 66 millions d'euros entièrement provisionnée.

(2) Les créances douteuses sur la clientèle se composent essentiellement d'une créance CIFG de 74 millions d'euros provisionnée à hauteur de 55 millions d'euros.

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

3.1.4 Effets publics, obligations, actions et autres titres à revenus fixe et variable

En millions d'euros	Transaction	Placement	Investis- sement	Activité de portefeuille	Créances rattachées	Total au 31/12/2008	Total au 31/12/2007
Effets publics et valeurs assimilées							6
Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽¹⁾	1 898	34 144	1 858		151	38 051	8 375
Actions et autres titres à revenu variable ⁽²⁾		853				853	1 951
TOTAL AU 31/12/2008	1 898	34 997	1 858	0	151	38 904	-
Total au 31/12/2007	3 517	6 766	0	0	49		10 332

(1) Dont titres cotés : 293 millions d'euros en 2008 contre 4 805 millions d'euros en 2007.

(2) Dont titres cotés : 326 millions d'euros en 2008 contre 1 227 millions d'euros en 2007.

Le montant des différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement au 31 décembre 2008 s'élève à 102 millions d'euros pour les titres de placement (contre 180 millions d'euros au 31 décembre 2007) et à 95 millions d'euros pour les titres d'investissement.

Le montant des titres empruntés inclus dans le portefeuille de transaction s'élève à 1 789 millions d'euros

au 31 décembre 2008, contre 1 012 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Le montant des parts d'OPCVM de placement au 31 décembre 2008 s'élève à 718 millions d'euros dont 272 millions d'euros sur les OPCVM étrangers.

Au cours des deux derniers exercices, les transferts suivants ont été opérés :

En millions d'euros		Montant transféré en cours d'exercice ⁽²⁾	
Portefeuille d'origine	Portefeuille de destination	2008	2007
Titres de placement	Titres d'investissement	1 312	
Titres de placement	Autres titres détenus à long terme ⁽¹⁾	1 039	
Titres de transaction	Titres d'investissement	745	
Titres de transaction	Titres de placement	523	
Titres de transaction	Autres titres détenus à long terme	17	
Titres de participation	Titres de placement ⁽²⁾	0	
TOTAL		3 636	0

(1) Ces transferts concernent notamment 954 millions d'euros de titres super subordonnés à durée indéterminée reclassés au 1^{er} janvier 2008 suite à un changement d'intention de gestion sans impact significatif sur le résultat de l'exercice.

(2) Suite à la signature de l'accord de commutation CFIG, ces reclassements incluent le transfert des titres de participation, intégralement provisionnés, vers le portefeuille de placement.

(3) Les transferts incluent également les reclassements de portefeuille effectués suite aux modifications du règlement 90-01 du Comité de la réglementation bancaire relatif à la comptabilisation des opérations sur titres introduites par le règlement CRC n° 2008-17 du 10 décembre 2008 et réalisés en date du 1^{er} juillet 2008.

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

La CNCE a décidé de modifier sa stratégie de gestion pour ces titres affectés par l'absence de liquidité du marché. Elle compte dorénavant les détenir à minima jusqu'au retour de la liquidité sur le marché concerné. Ils sont détaillés dans le tableau suivant :

<i>En millions d'euros</i>	Valeur de marché au 1 ^{er} juillet 2008 des titres reclassés	Plus ou moins-value latente qui aurait été comptabilisée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Moins-value latente qui aurait été provisionnée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Résultat sur les titres reclassés depuis le 1 ^{er} juillet 2008
Type de reclassement				
Titres de placement à titres d'investissement	1 312		- 197	- 335
Titres de placement à autres titres détenus à long terme	85		- 4	
Titres de transaction à titres d'investissement	745	- 173		- 42
Titres de transaction à titres de placement	523	1		- 29
Titres de transaction à autres titres détenus à long terme	17	- 7		- 4
TOTAL	2 682	- 179	- 201	- 410

Au 31 décembre 2008, le montant de la reprise de dépréciation sur titres de placement transférés dans une autre catégorie comptable s'élève à 9 millions d'euros.

Les plus et moins-values latentes sur les titres de placement s'analysent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Valeur nette comptable	34 997	6 868
Valeur de marché	35 054	7 095
Plus-values latentes	57	227
Moins-values latentes dépréciées	- 703	- 103

Les moins-values sur les titres d'investissement faisant l'objet d'une dépréciation s'élèvent à 230 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

3.1.5 Participations, parts dans les entreprises liées, et autres titres détenus à long terme

Tableau des filiales et participations

	Capital au 31/12/2007	Capitaux propres autres que le capital au 31/12/2007	Quote-part du capital détenue (en %) au 31/12/2008	Valeur comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés, et TSDI	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT ou PNB du dernier exercice écoulé au 31/12/2007	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) au 31/12/2007	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
I. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication									
1. Filiales (détenues à + de 50 %)									
Holasure - 5, rue Masseran - 75007 Paris	935	249	100,00 %	1 051	1 051	0	0	58	202
Crédit Foncier de France - 19, rue des Capucines - 75001 Paris	638	798	76,60 %	1 257	1 257	3 659	795	686	150
Financière Océor - 27, rue de la Tomba-Issoire - 75014 Paris	375	247	94,99 %	759	693	5 073	1	46	3
Banque Palatine - 52, avenue Hoche - 75008 Paris	413	108	91,67 %	1 017	1 017	2 236	296	195	80
GCE Domaines (ex. Foncier Vignobles) (SAS) - 50, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris	53	2	100,00 %	99	99	0	0	1	0
2. Participations détenues entre 10 et 50 %									
GCE Assurances (SA) - 10, Place Catalogne - 75014 Paris	62	78	46,38 %	134	134	40	0	25	0
Nexity (SA) - 1, Terrasse Bellini TSA 48200 - 92219 La Défense	263	2 234	39,52 %	1 414	1 365	0	0	53	42
Banca Carige (SPA) - 15, Via Cassa Di Risparmio - 16123 Genova Italie	1 390	1 438	13,52 %	529	529	0	0	968 ⁽¹⁾	18
Natixis (SA) - 30, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris	1 955	14 860	35,62 %	9 749	7 871	12 887	2 766	1 999	189
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations									
1. Filiales non reprises au 1.1									
a. Filiales françaises				503	415	10	112		21
b. Filiales étrangères				0	0				0
2. Participations non reprises au 1.2									
a. Dans les sociétés françaises				233	194	1 053	29		48
b. Dans les sociétés étrangères				18	13	60	0		0
Dont participations dans les sociétés cotées				11 743	9 806				

(1) Normes locales dont participations dans les sociétés cotées

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE
Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Entreprises dont la CNCE est associée indéfiniment responsable

Dénomination	Siège	Forme juridique
GCE Technologie	11, rue du Fort de Noyelles - 59113 Seclin	GIE
Participations Ecureuil	5, rue Masseran - 75007 Paris	SNC
GCE Achats	12/20, rue F. Braudel - 75013 Paris	GIE
DISTRIBUTION	50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
ECOLOCALE	50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
ANTICIPA	4, Place R. Dautry - 75015 Paris	GIE
CE Garanties Entreprises	5, rue Masseran - 75007 Paris	GIE
Ecureuil Crédit	27/29, rue de la Tombe Issoire - 75014 Paris	GIE
GCE Business Services	50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
Informatique CDC	56, rue de Lille - 75007 Paris	GIE
SIRCE 2	5, rue Masseran - 75007 Paris	GIE
DE LA VISION	6, Place A. Gance - 92100 Boulogne Billancourt	SCI
HAUTE CLAIRE	5, rue Masseran - 75007 Paris	SNC
CSF-GCE	50, Avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
GCE Ile de Brehat	9, Quai du Pdt P. Doumer - 92920 Paris La Défense	GIE
MAEA	260, Bd St Germain - 75007 Paris	GIE
MUSICA BAIL	9, Quai du Pdt P. Doumer - 92920 Paris La Défense	GIE
OPERA 5 BAIL	9, Quai du Pdt P. Doumer - 92920 Paris La Défense	GIE
PORT MATHURIN AVIATION BAIL	260, Bd St Germain - 75007 Paris	GIE
VICTOIRE	260, Bd St Germain - 75007 Paris	GIE
GCE MOBILIZ	50, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris	GIE
Partenariat CEMM	33, avenue du Maine, Tour Montparnasse - 34 ^e étage - 75015 Paris	GIE
HOLDCO	26, rue Neuve Tolbiac - 75013 Paris	SCI

Opérations avec les entreprises liées

Seuls les encours existants en fin de période entre la CNCE et les entreprises liées sont déclarés dans le tableau suivant. Les entreprises liées sont les entités

effectivement incluses par intégration globale dans le périmètre de consolidation du groupe Caisse Nationale des Caisses d'Epargne.

En millions d'euros	Etablissements de crédit	Autres entreprises	31/12/2008	31/12/2007
Créances	12 721	537	13 258	9 391
dont subordonnées	933	41	974	850
Dettes	27 617	215	27 832	300
Engagements de financement donnés	201	10	211	91
Engagements de financements reçus	806		806	6
Engagements de garantie donnés	5 456	120	5 576	1 297
Engagements de garantie reçus	8		8	6
Autres engagements de garantie reçus	1 068		1 068	

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Prises de participations au cours de l'exercice 2008

Participations	% d'acquis au cours de l'exercice	% de titres détenus au 31/12/2008	% de titres détenus au 31/12/2007
Banque Palatine (SA)	28 %	92 %	64 %
Ecureuil Vie Développement (SAS)	49 %	49 %	-
GIE Partenariat CEMM (GIE)	33 %	33 %	-
SOCRAM Banque (SA)	10 %	10 %	-
GCE MOBILIZ (GIE)	34 %	34 %	-
ALPHA DEMETER (SA)	20 %	20 %	-

Autres variations des titres de participation au cours de l'exercice 2008

La participation de la CNCE dans Natixis a augmenté de 1 522 millions d'euros au cours de l'exercice 2008 suite, notamment, au paiement du dividende 2007 en actions (189 millions d'euros) et à la participation de la CNCE à l'augmentation de capital de septembre 2008 (1 291 millions d'euros). Le pourcentage de participation de la CNCE dans Natixis s'établit à 35,62 % au 31 décembre 2008 (contre 34,45 % au 31 décembre 2007).

Au 31 décembre 2008 et suite à la signature de l'accord de *commutation* CIFG, les titres de participation détenus par la CNCE sont reclassés vers le portefeuille de placement.

Enfin, les tests ayant conduit la CNCE à déprécier certains titres de participation au 31 décembre 2008 sont détaillés au § 1.3.6.

3.1.6 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

En millions d'euros	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 31/12/2008
Total des emplois	18 826	23 815	6 725	8 236	53 709	36 065	147 376
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	13 491	14 589	5 481	8 161	35 772	29 801	107 295
Opérations avec la clientèle	287	120		35	683	905	2 030
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 048	9 106	1 244	40	17 253	5 360	38 051
Total des ressources	42 124	24 505	5 321	5 633	47 078	38 414	163 075
Dettes envers les établissements de crédit	30 606	9 448	1 870	2 043	31 917	22 789	98 673
Opérations avec la clientèle	1 490				188		1 678
Dettes représentées par un titre :	10 028	15 057	3 451	3 590	14 129	6 173	52 428
TMI et TCN	8 954	11 795	2 303	411	59	148	23 670
Emprunts obligataires	1 074	3 262	1 148	3 179	14 070	6 025	28 758
Dettes subordonnées					844	9 452	10 296

3.1.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Variations ayant affecté les postes d'immobilisations

En millions d'euros	Valeur brute au 31/12/2007	Acquisitions	Cessions et mises hors service	Autres mouvements ⁽¹⁾	Valeur brute au 31/12/2008	Amortissements et dépréciations au 31/12/2008	Valeur nette au 31/12/2008
Incorporelles	24	1		4	29	- 23	6
Corporelles	164	11	- 72	11	114	- 54	60
TOTAL	188	12	- 72	15	143	- 77	66

(1) Les autres mouvements sur les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement aux mouvements des immobilisations en cours. Les autres mouvements des immobilisations corporelles résultent de l'opération de transmission universelle de patrimoine de la SCI 14 Tombe Issolre au bénéfice de la CNCE pour un montant de 9 millions d'euros et des mouvements sur immobilisations en cours pour 2 millions d'euros.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2008 sont principalement composées de logiciels.

Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2008, la valeur nette des terrains et constructions s'élève à 11 millions d'euros.

3.1.8 Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007
TMI et TCN	23 670	19 400
Emprunts obligataires	28 758	32 224
TOTAL	52 428	51 624

Au 31 décembre 2008, les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 79 millions d'euros.

3.1.9 Comptes de régularisation, autres actifs et autres passifs

Comptes de régularisation

En millions d'euros	Actif	Passif
Valeurs à l'encaissement	2 903	2 795
Engagements sur devises		476
Primes et frais d'émission	199	225
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	100	115
Charges et produits constatés d'avance	9	2
Produits à recevoir/charges à payer	1 342	1 052
Autres	108	50
TOTAL AU 31/12/2008	4 661	4 715
Total au 31/12/2007	4 861	5 280

Les produits à recevoir se composent pour l'essentiel d'intérêts courus sur swaps pour 1 259 millions d'euros.

Les charges à payer se composent pour l'essentiel d'intérêts courus sur swaps pour 904 millions d'euros.

6

Rapport financier

Éléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Autres actifs, autres passifs

En millions d'euros	Actif	Passif
Versements restant à effectuer sur titres de participations		10
Comptes de règlement sur opérations sur titres	205	228
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	13	9
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres		1 789
Créances fiscales et dettes fiscales et sociales	134	11
Dépôts de garantie versés et reçus	305	294
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	57	12
TOTAL AU 31/12/2008	714	2 353
Total au 31/12/2007	706	2 749

3.1.10 Provisions

Provisions (hors risque de contrepartie)

En millions d'euros	01/01/2008	Dotations ⁽¹⁾	Utilisations	Reprises ⁽²⁾	Autres mouvements	31/12/2008
Provisions pour litiges, amendes et pénalités	58	21	- 1	- 10		68
Provisions pour engagements sociaux et passif social potentiel	13	2	- 1			14
Provisions pour restructuration et personnel	41	32	- 7	- 5		61
Autres provisions pour opérations bancaires et non bancaires	169	697	- 17	- 103	- 14	732
TOTAL	281	752	- 26	- 118	- 14	875

(1) Dont dotations :

- sur instruments financiers à terme : 17 millions d'euros ;
- liées à des participations : 4 millions d'euros ;
- sur dette d'intégration fiscale : 66 millions d'euros ;
- sur options d'achat de titres : 15 millions d'euros ;
- sur cessions de créances : 594 millions d'euros.

(2) Dont reprises :

- sur instruments financiers à terme : 22 millions d'euros ;
- liées à des participations : 21 millions d'euros ;
- sur dette d'intégration fiscale : 18 millions d'euros ;
- sur options d'achat de titres : 16 millions d'euros ;
- sur cessions de créances : 43 millions d'euros.

Eléments financiers de la CNCE
Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

En millions d'euros	01/01/2008	Dotations ⁽¹⁾	Utilisations	Reprises ⁽²⁾	Autres mouvements	31/12/2008
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actif	1	119	0	- 1	8	127
Crédits à la clientèle	1	53		- 1	8	61
Autres		66				66
Provisions inscrites au passif	104	35	- 2	- 74	- 4	59
Risques d'exécution d'engagements par signature	101	27		- 73	- 4	51
Crédits à la clientèle	1		- 1			0
Autres	2	8	- 1	- 1		8
TOTAL	105	154	- 2	- 75	4	186

(1) Les dotations aux dépréciations sur éléments d'actifs se composent essentiellement d'une dépréciation de créances douteuses Lehman Brothers de 66 millions d'euros et d'une dépréciation de crédits CIFG de 55 millions d'euros (voir ci-après).

Les dotations aux provisions sur les risques d'exécution des engagements par signature se composent essentiellement d'une provision sur garantie clientèle de 26 millions d'euros.

(2) Les reprises se composent essentiellement de la reprise de provision pour engagement de financement CIFG de 65 millions d'euros, suite au tirage de la ligne de financement (par ailleurs intégralement provisionnée).

Provisions pour engagements sociaux**Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies**

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la Sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et les régimes sur complémentaires auxquels adhère la CNCE.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Le Groupe Caisse d'Epargne accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux :

- le régime de retraite des Caisses d'Epargne antérieurement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE), régime fermé de retraite complémentaire externalisé dans une caisse de retraite propre au Groupe Caisse d'Epargne (la CGRCE est assimilée à un fonds d'avantages à long terme) ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Au 1^{er} janvier 2008, la CGRCE était une institution de retraite supplémentaire régie par les articles L.941-1 et suivants du Code de la Sécurité sociale gérant un régime de retraite « fermé » au profit du personnel des entreprises du réseau. Dans le cadre de l'application de la loi Fillon, ces institutions ont eu l'obligation, avant le 31 décembre 2008, soit de procéder à leur dissolution, soit de demander un agrément en qualité d'institution de prévoyance, soit de fusionner avec une institution de prévoyance. Les partenaires sociaux de la CGRCE ont opté pour cette troisième solution. Ainsi, au 31 décembre 2008, la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne absorbe la CGRCE. Cette fusion n'a pas d'impact comptable direct pour la CNCE.

Ces engagements sont calculés selon les dispositions de la recommandation n° 2003-R-01 du Conseil national de la comptabilité.

6

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

■ Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

En millions d'euros	Régime CGRCE	Retraites	Autres enga- gements	Total 31/12/2008	Régime CGRCE	Retraites	Autres enga- gements	Total 31/12/2007
Valeur actualisée des engagements financés	83	31		114	79	7		86
Juste valeur des actifs du régime	- 77	- 24		- 101	- 75	- 1		- 76
Juste valeur des droits à remboursements	- 9			- 9	- 8			- 8
Valeur actualisée des engagements non financés	0		1	1			1	1
Eléments non encore reconnus : écarts actuariels et coûts des services passés	2	- 1		1	3	- 1		2
SOLDE NET AU BILAN	- 1	6	1	6	- 1	5	1	5
Engagements sociaux passifs	7	6	1	14	7	5		13
Engagements sociaux actifs	- 8			- 8	- 8			- 8

■ Ajustements liés à l'expérience au titre du régime de retraite des Caisses d'Epargne (régime CGRCE)

En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Valeur actualisée des engagements financés (1)	83	79	85	88
Juste valeur des actifs du régime (2)	86	- 83	- 88	- 90
Déficit (surplus)	3	- 4	- 3	- 2
Ajustements sur les passifs liés à l'expérience (pertes) gains - en % de (1)	0,5 %	4,0 %	- 1,1 %	3,4 %
Ajustements sur les actifs liés à l'expérience (pertes) gains - en % de (2)	5,3 %	- 6,7 %	- 3,4 %	- 2,4 %

Au 31 décembre 2008, les actifs de couverture du régime de retraite des Caisses d'Epargne sont répartis à hauteur de 88 % en obligations, 9 % en actions, 2 % en actifs immobiliers et 4 % en actifs monétaires. Les rendements

attendus des actifs du régime sont calculés en pondérant le rendement anticipé sur chacune des catégories d'actifs, par leur poids respectif dans la juste valeur des actifs.

■ Analyse de la charge de l'exercice

En millions d'euros	Régime CGRCE	Retraites	Autres engagements	Total
Exercice 2008	0	4	0	4
Exercice 2007	0	1	0	1

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

■ Ventilation de la charge liée au régime CGRCE

En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Coût des services rendus de la période		
Coût financier	3	3
Rendement attendu des actifs du régime	3	- 3
Rendement attendu des droits à remboursement		
Ecart actuariels : amortissement de l'exercice		
Autres		
TOTAL	0	0

■ Principales hypothèses actuarielles

En pourcentage	Régime CGRCE ⁽¹⁾		Retraites ⁽²⁾		Autres engagements	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Taux d'actualisation	4,00 %	4,60 %	3,60 %	4,20 %	3,60 %	4,20 %
Rendement attendu des actifs du régime	4,10 %	4,60 %				
Rendement attendu des droits à remboursement	4,00 %	4,20 %				

(1) Table de mortalité : TGH/TGF 05.

(2) 3,80 % au 31/12/2008 et 4,59 % au 31/12/2007 pour les avantages tarifaires aux retraités.

Schéma d'attribution gratuite d'actions (SAGA)

Lors de sa réunion du 12 novembre 2007, le directoire de Natixis a attribué gratuitement, de manière égalitaire et nominative, 60 actions Natixis au profit des salariés de Natixis ainsi que des sociétés qui lui sont liées, directement ou indirectement, dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce, sous réserve que ces sociétés répondent aux dites conditions au moins depuis le 17 novembre 2006. Cette attribution concerne les salariés, en France, du Groupe Banque Populaire, du Groupe Caisse d'Epargne, de Natixis et de ses filiales, ayant au moins trois mois d'ancienneté à la date du 12 novembre 2007, soit au total près de 100 000 personnes.

Le directoire de Natixis a ainsi attribué des actions gratuites à chaque bénéficiaire qui seront acquises après une période de deux ans sous condition de présence.

Chaque entité a constaté dans ses comptes une charge correspondant à la quote-part attribuée *in fine* à ses propres salariés qui sera refacturée à l'issue de la période d'acquisition par Natixis qui a procédé à l'acquisition des actions sur le marché.

La charge globale a été calculée sur la base du prix d'acquisition unitaire des actions par Natixis ; le calcul tenant compte d'un taux moyen de rotation du personnel

estimé de 2,25 % sur la période (jusqu'au 12 novembre 2009) et de la contribution patronale de 10 %, instituée par l'article 13 de la loi de financement de la Sécurité sociale.

La prise en compte de la charge est étalée sur la période de deux ans au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2008, le montant constaté à ce titre s'élève à 0,6 million d'euros ce qui porte la provision constituée à 0,7 million d'euros.

Par ailleurs, en conséquence de la réalisation de l'augmentation de capital réalisée par Natixis en septembre 2008, et afin de préserver les droits économiques des bénéficiaires, le directoire de Natixis a décidé d'attribuer 33 actions gratuites complémentaires aux bénéficiaires du SAGA.

Cette opération n'a pas d'impact significatif sur l'évaluation de la charge globale constatée dans les comptes de la CNCE.

Rémunération des mandataires sociaux

Paiements en actions

Des actions gratuites ont été attribuées en 2008 aux membres du directoire de la CNCE (8 000 actions gratuites Nexity et 99 actions Natixis suite à l'augmentation de capital de septembre 2008).

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Régime additif

Les membres du directoire de la CNCE peuvent bénéficier, par une convention conclue en date du 18 juillet 2005, d'un régime de retraite supplémentaire à prestations définies de type additif, destiné à leur procurer un complément de retraite déterminé en fonction de leur salaire.

Pour bénéficier de ce régime de retraite, les bénéficiaires devront remplir l'ensemble des conditions ci-après définies au jour de leur départ :

- achever définitivement sa carrière professionnelle au sein du Groupe Caisse d'Epargne. Cette condition est remplie, lorsque le bénéficiaire fait partie des effectifs à la date de son départ ou de sa mise à la retraite ;
- avoir au moins 10 années d'ancienneté dans les fonctions de membre du directoire de la CNCE à la date de son départ ou de sa mise à la retraite. Pourra également bénéficier du régime toute personne ayant acquis, à la date de son départ ou de sa mise à la retraite, une ancienneté totale d'au moins 10 ans dans les fonctions de président du directoire d'une Caisse d'Epargne ou de directeur général d'un établissement affilié à la CNCE (au sens de l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier) sans que le nombre d'années pris en compte à ce titre ne puisse excéder cinq ans ;
- avoir procédé à la liquidation des régimes de retraite de base de la Sécurité sociale, et complémentaires obligatoires ARRCO, AGIRC.

Les bénéficiaires auront droit à une rente annuelle égale à 10 % de la rémunération brute moyenne des trois meilleures années civiles complètes, perçue au sein du Groupe Caisse d'Epargne, à la date de rupture du contrat de travail ou à la fin de son mandat social.

Ce régime de retraite supplémentaire est externalisé auprès d'un assureur. La prime versée en 2008 en faveur des membres du directoire de la CNCE s'est élevée à 1 million d'euros.

Par ailleurs, les membres de directoire bénéficient, au même titre que tous les cadres dirigeants du Groupe, de deux régimes additionnels en points gérés par des institutions de prévoyance.

Indemnités de fin de mandat

Les indemnités de fin de mandat des mandataires sociaux des Caisses d'Epargne sont régies par des dispositions prises en 2003 par le comité de rémunération et de sélection de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne.

En cas de non-renouvellement ou d'interruption du mandat à l'initiative de l'entreprise sans motif réel ou à caractère abusif, une indemnité couvrant le préjudice subi serait versée au mandataire social concerné. Cette indemnité ne saurait excéder 28 mensualités de la rémunération brute dans le cas d'un mandataire social bénéficiant d'un contrat de travail et de 36 mensualités pour un mandataire social ne bénéficiant pas d'un contrat de travail.

Début 2009, cette indemnité a été plafonnée à 24 mois, en extension au Groupe Caisse d'Epargne des recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 relatives au gouvernement d'entreprise et à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou organisé.

3.1.11 Capitaux propres, fonds pour risques bancaires généraux et dettes subordonnées**Capitaux propres**

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserve légale	Autres Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Au 31 décembre 2006	6 561	0	94	0	- 1 042	4 402	10 015
Mouvements de l'exercice 2007	- 91	233	168	0	2 592	- 2 812	90
Au 31 décembre 2007	6 470	233	262	0	1 550	1 590	10 105
Affectation résultat 2007			437	2 203	- 1 050	- 1 590	0
Distribution de dividendes			- 358	- 447			- 805
Augmentation de capital	1 817	2 183					4 000
Distribution report à nouveau							0
Résultat de l'exercice 2008						- 2 253	- 2 253
Au 31 décembre 2008	8 287	2 416	341	1 756	500	- 2 253	11 047

Rapport financier

Éléments financiers de la CNCE Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Au 31 décembre 2008, le capital social de la CNCE s'élève à 8 287 millions d'euros, soit 543 382 661 actions dont 15 990 000 actions de préférence et 527 392 661 actions ordinaires d'une valeur de 15,25 euros chacune.

Au cours de l'exercice, la CNCE a procédé à :

- une augmentation de capital le 26 mars 2008 pour un montant de 1 287 millions d'euros, soit 68 376 059 actions ordinaires et 15 990 000 actions de préférence ;
- une augmentation de capital consécutive à la distribution de dividendes de 357 millions d'euros décidée lors de l'assemblée générale ordinaire du 17 avril 2008 au profit des Caisses d'Épargne :
 - une distribution d'un acompte sur dividendes le 10 mars 2008 et une augmentation de capital

consécutive pour un montant 116 millions d'euros, soit 7 633 202 actions,

- une distribution du solde de dividendes le 17 avril 2008 et une augmentation de capital le 15 mai 2008 pour un montant de 116 millions d'euros, soit 7 632 450 actions ;
- des distributions au profit des Caisses d'Épargne pour 447 millions d'euros et à des augmentations de capital par souscription en numéraire :
 - d'un montant de 117 millions d'euros, soit 7 679 740 actions (délibération du directoire du 30 septembre 2008),
 - et d'un montant de 180 millions d'euros, soit 11 802 388 actions (délibération du directoire du 9 décembre 2008).

Variation du FRBG

En millions d'euros	31/12/2007	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2008
Fonds pour risques bancaires généraux	106	0	- 106	0	0

Dettes subordonnées

En décembre 2008, la CNCE a émis 1 100 millions d'euros de titres super subordonnés souscrits par la Société de Prise de Participation de l'Etat (SPPE). Elle n'a pas

procédé à de nouvelles émissions au profit du Groupe Caisse d'Épargne.

En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Dettes subordonnées à durée déterminée	5 163	5 202
Dettes super subordonnées à durée indéterminée	4 962	3 830
Dettes rattachées	171	170
TOTAL	10 296	9 202

Au 31 décembre 2008, les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 38 millions d'euros.

6

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Dettes super subordonnées à durée indéterminée

En millions d'euros

Date d'émission	Devise	Montant d'émission	Prix d'émission	Taux	Majoration d'intérêt (en points de base)	Date d'option de remboursement ou de majoration d'intérêt
26/11/2003	EUR	800	802	5,25 %	184 bp ⁽¹⁾	30/07/2014
30/07/2004	USD	142	134	Mn (CTMAT10Y + 0,3 % ; 9 %)	NON	30/12/2009
06/10/2004	EUR	700	694	4,625 %	153 bp ⁽¹⁾	30/07/2015
12/10/2004	EUR	80	82	Mn (Euribor 3M ; 7 %)	NON	12/10/2009
30/11/2004	EUR	390	390	Euribor 3M + 0,71 %	100 bp ⁽¹⁾	30/11/2014
27/01/2006	USD	213	202	6,75 %	NON	27/01/2012
01/02/2006	EUR	350	348	4,75 %	135 bp ⁽¹⁾	01/02/2016
30/06/2006	EUR	150	150	Euribor 6M + 1,2 %	NON	30/06/2016
29/06/2007	EUR	105	105	Euribor 3M + 1,25 %	NON	30/06/2017
30/10/2007	EUR	850	846	6,12 %	237 bp ⁽¹⁾	30/10/2017
20/12/2007	EUR	82	82	Euribor 3M + 1,60 %	100 bp ⁽¹⁾	20/12/2017
11/12/2008	EUR	1 100	1 100	8,49 %		
		4 962	4 935			

(1) Au-dessus de l'Euribor trois mois.

3.1.12 Ventilation du bilan par devises

	31/12/2008		31/12/2007	
En millions d'euros	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	177 216	166 762	132 045	123 372
Dollar	3 128	10 102	8 175	11 794
Livre sterling	588	2 073	347	4 346
Yen	101	2 052	78	1 312
Autres	1 091	1 135	1 150	971
TOTAL	182 124	182 124	141 795	141 795

Eléments financiers de la CNCE
Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

3.2 Hors-bilan et opérations assimilées

3.2.1 Actifs donnés en garantie des engagements de la CNCE ou de tiers

Dans un contexte où la liquidité constitue un enjeu majeur, les établissements de crédit français bénéficient désormais de plusieurs dispositifs de refinancement reposant sur la mise en garantie d'actifs financiers :

Banque centrale européenne (BCE)

Afin de garantir les refinancements accordés par la Banque centrale européenne, la CNCE, en tant qu'organisme mobilisateur, a l'obligation de constituer un pool de garanties.

Ces garanties sont de deux natures :

- l'apport de créances privées soit détenues en propre, soit détenues par des établissements du Groupe, comme les Caisses d'Epargne, qui donnent mandat à la CNCE de céder en leur nom des créances au bénéfice de la Banque de France (cession Dailly) ;
- l'apport en nantissement de titres pouvant avoir été préalablement empruntés ou pris en pension.

Société de Financement de l'Economie Française (SFEF)

La SFEF bénéficie de la garantie explicite de l'Etat pour se refinancer sur les marchés.

Les prêts de la SFEF aux établissements sont garantis par le nantissement de créances éligibles (prêts à la

consommation, prêts immobiliers) et rémunérés à des conditions normales de marché.

Dans sa mission d'organe central, la CNCE agit auprès de la SFEF en tant que représentant et coordinateur des établissements bénéficiaires du Groupe. La CNCE ne joue qu'un rôle de mandataire et de teneur de compte des Caisses d'Epargne.

GCE Covered Bonds

GCE Covered Bonds réalise des émissions AAA de type *covered bonds* garanties par un ensemble surdimensionné de prêts à l'habitat.

Les ressources collectées par GCE Covered Bonds sont intégralement prêtées à la CNCE qui, en tant que société «centralisatrice», prête à son tour ces ressources aux Caisses d'Epargne et au Crédit Foncier.

Banque européenne d'investissement (BEI)

Afin d'optimiser les conditions financières de ses offres aux collectivités locales, le Groupe Caisse d'Epargne a notamment recours à des financements obtenus auprès de la BEI, qui a vocation à financer des investissements dans des domaines prioritaires définis par les instances de l'Union européenne.

A ce titre, les fonds reçus de la BEI sont répartis entre les établissements du Groupe qui, *in fine*, les prêtent aux bénéficiaires. Ces financements sont, pour la plupart, assortis de garanties sous forme de cession de créances en Dailly (prêts à des collectivités publiques).

En millions d'euros

Description des autres actifs donnés en garantie	31/12/2008	Passifs ou engagements concernés
Titres	24 151	Réserve de liquidité mobilisable auprès de BCE
Créances nanties auprès SFEF	293	Dettes à terme
TOTAL	24 444	

3.2.2 Opérations sur instruments financiers à terme

Engagements sur instruments financiers à terme

Les opérations réalisées concernent essentiellement des instruments à terme de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré.

En millions d'euros	Instruments de taux d'intérêt	Instruments de cours de change	Autres instruments	Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
Opérations sur marchés organisés					
Opérations fermes	1 807	0	0	1 807	160
Opérations conditionnelles	23 735	0	42	23 777	15 753
Opérations sur marchés de gré à gré					
Opérations fermes	96 134	0	1 107	97 241	78 908
Opérations conditionnelles	885	79	63	1 027	3 597
TOTAL	122 561	79	1 212	123 852	98 418
TOTAL (JUSTE VALEUR)				1 191	- 17

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Les montants nominaux des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la CNCE sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice. Ils ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et FRA pour les

opérations à terme ferme, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de devises.

Les engagements sur les autres instruments sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des contrats de CDS pour les opérations à terme fermes.

Ventilation des instruments financiers de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

En millions d'euros	Macro-couverture	Micro-couverture	Position ouverte isolée	Total
Opérations fermes	42 604	38 676	15 961	97 241
Opérations conditionnelles	0	885	142	1 027
Achats		352	69	421
Ventes		533	73	606
TOTAL AU 31/12/2008	42 604	39 561	16 103	98 268
Total au 31/12/2007	32 468	41 791	8 246	82 505

Opérations transférées en 2008

En millions d'euros		Montant transféré en cours d'exercice	
Portefeuille d'origine	Portefeuille de destination	2008	2007
Macro-couverture	Micro-couverture	706	
Macro-couverture	Position ouverte isolée	3 148	
Micro-couverture	Macro-couverture	5	
Micro-couverture	Position ouverte isolée	23	
Position ouverte isolée	Micro-couverture	86	
TOTAL		3 968	0

Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

En millions d'euros	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
Opérations sur marchés organisés								
Opérations fermes		879	154	293	481	0	1 807	160
Opérations conditionnelles	11	22 321	1 433	12	0	0	23 777	15 753
Opérations sur marchés de gré à gré								
Opérations fermes	6 294	13 210	7 557	10 193	29 447	30 540	97 241	78 008
Opérations conditionnelles		11	32	46	845	93	1 027	3 597
TOTAL	6 305	36 421	9 176	10 544	30 773	30 633	123 852	98 418

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Opérations en devises

En millions d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Opérations de change au comptant	6	12
Monnaies à recevoir non reçues	3	6
Monnaies à livrer non livrées	3	6
Opérations de change à terme	25 458	23 659
Euros à recevoir contre devises à livrer	11 953	11 469
Devises à recevoir contre devises à livrer	529	20
Euros à livrer contre euros à recevoir	12 424	12 149
Devises à livrer contre devises à recevoir	552	21
TOTAL	25 464	23 671

Risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme

Le risque de contrepartie se mesure par la perte probable que la CNCE subirait si sa contrepartie ne pouvait faire face à ses engagements. L'exposition de la CNCE au risque de contrepartie sur les instruments financiers à terme (fermes et optionnels) de taux d'intérêt ou de change peut être déterminée en calculant un équivalent risque de crédit, au sens de l'instruction n° 96-06 de la Commission bancaire, ce qui conduit à additionner :

- le coût de remplacement positif de ces instruments, calculé à la valeur de marché, net des accords de compensation répondant aux conditions de l'article 4 du règlement CRBF n° 91-05 ;

- le risque de crédit potentiel, résultant de l'application de facteurs de majoration « add-ons » définis par l'instruction précitée et calculés sur le nominal des contrats, en fonction de la nature et de la durée résiduelle de ces derniers.

Ce risque de contrepartie est atténué au niveau de la CNCE par :

- la signature d'accords-cadres sur les conventions de place (ISDA-AFB) qui en cas de défaillance de la contrepartie permettent de compenser les valeurs de remplacement positives et négatives ;
- la signature de contrats de collatéraux qui se traduisent par la mise en place d'une garantie consentie sous forme d'espèces ou de titres.

En millions d'euros	Gouvernement et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés	Etablissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	Autres contreparties	Total 31/12/2008
Equivalent risque de crédit non pondéré avant accords compensation et de collatéralisation		3 961	84	4 045
Effets des accords de compensation par liquidation		- 15		- 15
Effets de collatéralisation		- 254		- 254
Equivalent risque de crédit non pondéré après accords compensation et de collatéralisation	0	3 693	84	3 777
Equivalent risque de crédit pondéré après accords de compensation et de collatéralisation	0	109	42	151

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Ne sont reprises dans ce tableau que les opérations visées par l'instruction n° 96-06 de la Commission bancaire, à savoir les opérations réalisées sur des marchés de gré à gré et sur les marchés assimilés à des marchés organisés. Sont exclues, les opérations négociées sur les marchés organisés et celles initiées avec les établissements de crédit appartenant au réseau des Caisses d'Épargne, pour lesquels le risque de contrepartie est considéré comme nul, puisque couvert par les mécanismes de garantie et de solidarité du Groupe.

Au 31 décembre 2008, l'équivalent risque de crédit pondéré représente 0,23 % de la somme des notionnels de ces mêmes opérations contre 1,30 % au 31 décembre 2007.

3.2.3 Autres engagements hors-bilan

Garantie de la CNCE sur les opérations de Natixis (venant aux droits d'IXIS CIB)

Certaines des opérations conclues par IXIS CIB bénéficient d'une garantie de la CDC sous la forme d'un cautionnement solidaire. Les opérations concernées sont :

- les opérations interbancaires et de trésorerie ;
- les opérations sur instruments financiers, y compris les opérations d'émissions de tels instruments, à l'exception des émissions subordonnées ;
- les engagements par signature tels que les avals, cautionnements et garanties.

Selon les termes de la garantie, IXIS CIB pouvait à son tour et sous certaines conditions accorder sa garantie à certaines de ses filiales. Conformément à l'accord signé avec la Commission européenne le 27 mars 2003, cette garantie ne s'applique plus aux nouvelles opérations conclues depuis le 24 janvier 2007.

Dans le cadre du projet *Refondation*, la CNCE a accepté le 27 mai 2004 de contre-garantir à compter du 30 juin 2004 les opérations d'IXIS CIB garanties par la CDC. Conformément au principe de *grandfathering*, les opérations garanties avant le 24 janvier 2007 par la CDC et contregaranties par la CNCE le demeurent jusqu'à leur échéance.

En complément, la CNCE s'est engagée le 1^{er} octobre 2004 à garantir directement les opérations conclues par IXIS CIB à compter du 24 janvier 2004 et non garanties par la CDC (à l'exception des émissions subordonnées).

La création de Natixis le 17 novembre 2006 a eu deux conséquences :

- entre le 17 novembre 2006 et le 31 décembre 2007, Natixis contre-garantit la CNCE à hauteur des engagements garantis avant le 17 novembre 2006 ;
- depuis le 17 novembre 2006, la BFBP contre-garantit la CNCE à hauteur de 50 % des engagements garantis à compter du 17 novembre 2006.

Dans le contexte de la fusion-absorption d'IXIS CIB par Natixis intervenue le 31 décembre 2007, la CNCE a procédé à la résiliation de la garantie accordée le 1^{er} octobre 2004, avec effet au 31 décembre 2007.

A compter du 1^{er} janvier 2008, plus aucune nouvelle opération ne bénéficie donc de la garantie octroyée le 1^{er} octobre 2004. Conformément au principe de *grandfathering*, les opérations garanties antérieurement le demeurent jusqu'à leur échéance.

Au 31 décembre 2008, le montant de cette garantie s'élève à 24 millions d'euros.

Crédit-bail

La CNCE n'a aucun engagement de crédit-bail, tant mobilier qu'immobilier, au 31 décembre 2008.

Autres engagements ne figurant pas au hors-bilan au 31 décembre 2008

En millions d'euros	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres engagements	3 551	3 551
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	3 551	
Autres valeurs affectées en garantie reçues d'établissements de crédit		3 551
TOTAL 31/12/2008	3 551	3 551
Total 31/12/2007	2 429	2 429

3.3 Compte de résultat**3.3.1 Intérêts, produits et charges assimilés**

<i>En millions d'euros</i>	Produits		Charges	
	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Sur opérations avec les établissements de crédit	6 426	5 222	4 336	- 3 570
Sur opérations avec la clientèle	150	173	68	- 142
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 191	1 015	3 104	- 2 667
Relatifs à des dettes subordonnées			458	- 384
Autres intérêts et charges assimilés	1 633	1 196	1 607	- 1 154
TOTAL	9 400	7 606	- 9 573	- 7 917

3.3.2 Revenus des titres à revenu variable

<i>En millions d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Actions et autres titres à revenu variable	15	17
Participations et autres titres détenus à long terme	320	424
Parts dans les entreprises liées	501	398
TOTAL	836	839

3.3.3 Commissions

<i>En millions d'euros</i>	Produits	Charges	Net
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	1	0	1
Sur opérations avec la clientèle	8	- 1	7
Relatives aux opérations sur titres	18	- 9	9
Sur moyens de paiement	66	- 5	61
Autres commissions	1	- 43	- 42
TOTAL EXERCICE 2008	94	- 58	36
Total exercice 2007	130	- 27	103

6

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

3.3.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En millions d'euros	Exercice 2008	Exercice 2007
Titres de transaction	34	159
Change	34	3
Instruments financiers ⁽¹⁾	- 699	- 235
TOTAL	- 631	- 73

(1) Dont perte de 752 millions d'euros sur l'incident de marché d'octobre 2008.

3.3.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

En millions d'euros	Titres de placement	TAP	Exercice 2008	Exercice 2007
Résultat des cessions	56		56	190
Dotation nette aux dépréciations	- 193		- 193	- 88
TOTAL	- 137	0	- 137	102

3.3.6 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

En millions d'euros	Produits	Charges	Net
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	0	- 2	- 2
Activité terminal de paiement électronique	9	- 3	6
Amortissement et refacturation des frais d'émission	37	- 2	35
Divers	11	- 4	7
TOTAL EXERCICE 2008	57	- 11	46
Total exercice 2007	78	- 56	22

3.3.7 Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	Exercice 2008	Exercice 2007
Frais de personnel	201	- 195
Salaires et traitements	130	- 105
Charges de retraite ⁽¹⁾	- 20	- 19
Autres charges sociales et fiscales	- 51	- 61
Intéressement et participation	0	- 10
Impôts et taxes	- 9	- 27
Services extérieurs et autres frais administratifs	320	- 409
Charges refacturées	326	362
TOTAL	- 204	- 269

(1) Incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (cf. paragraphe 3.1.10).

Rapport financier

Eléments financiers de la CNCE Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant :

	Exercice 2008	Exercice 2007
Cadres	1 005	1 068
Non-cadres	234	352
TOTAL	1 239	1 420

Le montant global des rémunérations allouées, au titre de l'exercice 2008, aux membres des organes de direction et de surveillance, à raison de leurs fonctions, s'élève à 6 millions d'euros.

Le montant pris en charge en 2008 au titre des cotisations aux régimes de retraites des membres des organes de direction et de surveillance s'élève à 1 million d'euros.

3.3.8 Coût du risque

En millions d'euros	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total
Dotations aux dépréciations et aux provisions ^{(1) (2)}	- 53	- 406	- 459
Reprises de dépréciations et de provisions ⁽³⁾	0	77	77
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	- 1	- 3	- 4
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	0	- 1	- 1
Récupération de créances amorties	1	0	1
TOTAL EXERCICE 2008	- 53	- 333	- 386
Total exercice 2007	- 1	- 69	- 70

(1) Les dotations aux dépréciations et aux provisions sur les autres opérations de l'exercice 2008 se composent essentiellement de dépréciations de 230 millions d'euros sur titres d'investissement, de 74 millions d'euros sur titres de placement, d'une dotation aux dépréciations sur créances douteuses Lehman Brothers de 66 millions d'euros et d'une dotation aux provisions sur garanties de 26 millions d'euros.

(2) Les dotations aux dépréciations et aux provisions sur opérations avec la clientèle de l'exercice 2008 portent essentiellement sur une créance douteuse avec CIFG pour 47 millions d'euros.

(3) Les reprises de dépréciations et de provisions de l'exercice 2008 portent essentiellement sur la provision CIFG à hauteur de 65 millions d'euros.

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

3.3.9 Gains ou pertes sur actifs Immobilisés

En millions d'euros	Exercice 2008	Exercice 2007
Sur immobilisations corporelles ⁽¹⁾	33	- 5
Sur immobilisations incorporelles	0	- 13
Sur titres de participation ⁽²⁾	- 1 874	- 271
Sur parts dans les entreprises liées ⁽²⁾	49	1 281
Sur autres titres détenus à long terme	- 11	234
Sur titres d'investissement		
TOTAL	- 1 803	1 226

(1) Les plus-values sur les cessions d'immobilisations corporelles de l'exercice 2008 correspondent pour 32 millions d'euros au produit de cession de l'immeuble Tombe Issoire.

(2) Les gains ou pertes de l'exercice 2008 sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- plus-values sur la cession des titres GCE Assurances pour un montant de 125 millions d'euros ;
- dotations nettes aux dépréciations sur actifs immobilisés pour un montant de 1 963 millions d'euros dont 1 878 millions d'euros au titre de la participation Natixis, 49 millions d'euros au titre de la participation Nexity et 31 millions d'euros au titre de la participation Oterom.

3.3.10 Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels se caractérisent par leur nature inhabituelle et le fait qu'ils ne s'inscrivent pas dans le cadre des activités ordinaires de l'établissement.

Il n'y a pas de charges et produits exceptionnels en 2008 et en 2007.

3.3.11 Impôts sur le résultat

En millions d'euros	Exercice 2008	Exercice 2007
Intégration fiscale - produits d'impôt social	1	1
Carry-back	130	
Provisions sur GIE bénéficiaires à long terme	60	- 16
Autres	3	59
TOTAL	68	44

Rapport financier

Éléments financiers de la CNCE Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Détail des impôts sur le résultat 2008

En millions d'euros				
Bases imposables au taux de	33,33 %	16,5 %	15 %	Total
Résultat courant	- 920	32		
Résultat exceptionnel				
Impôt social correspondant	0	- 5	0	- 5
Contributions				- 1
Imputations sur report déficitaire				5
Déductions au titre des crédits fiscaux				0
Effet d'intégration fiscale				1
Impôt social comptabilisé				1
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales				12
Provisions pour impôt différé sur GIE fiscaux				- 60
Carry-back				130
Autres provisions				- 10
Divers				- 5
TOTAL				68

Détail du résultat fiscal de l'exercice 2008 — passage du résultat comptable au résultat fiscal

En millions d'euros	Exercice 2008
Résultat net comptable	- 2 253
Impôt social	125
Réintégrations	2 695
Dépréciations sur actifs immobilisés	1 989
Autres dépréciations et provisions	518
Divers	188
Déductions	1 237
Plus-values régime long terme et exonérées	162
dont plus-values taxables au taux réduit : 32 M€	
Dividendes	709
OPCVM	178
Divers	188
Base fiscale à taux normal	- 920

Eléments financiers de la CNCE

Annexe aux comptes annuels individuels de la CNCE

Note 4 Autres informations

Consolidation

En application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, la Caisse Nationale des

Caisses d'Epargne établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

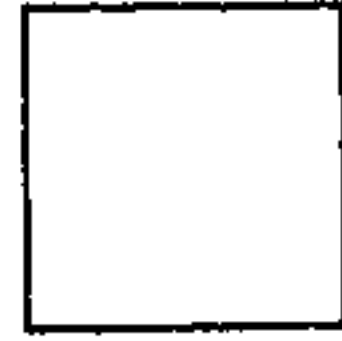
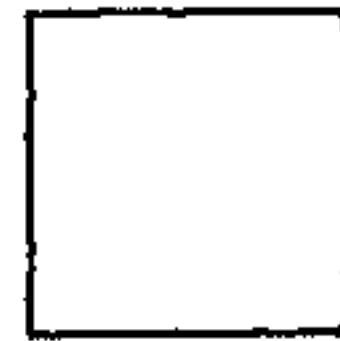
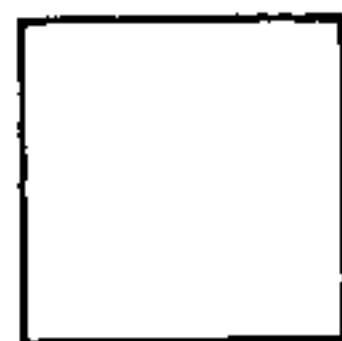
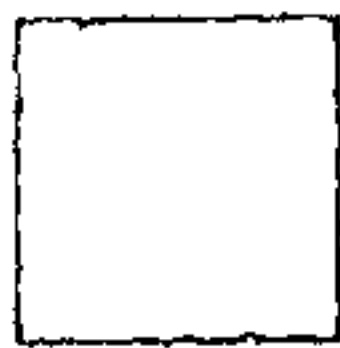
Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe Caisse d'Epargne.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	PricewaterhouseCoopers Audit				Mazars			
	2008		2007		2008		2007	
En milliers d'euros	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés	917	97 %	862	79 %	919	97 %	742	94 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes	28	3 %	229	21 %	26	3 %	46	6 %
TOTAL	945	100 %	1 091	100 %	945	100 %	788	100 %

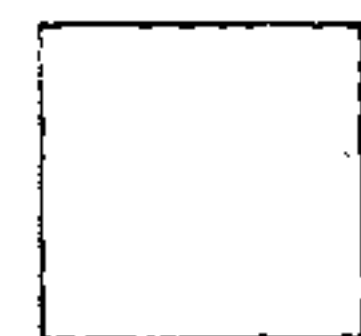
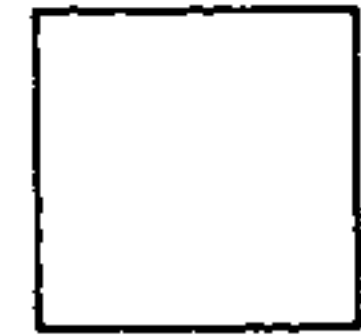
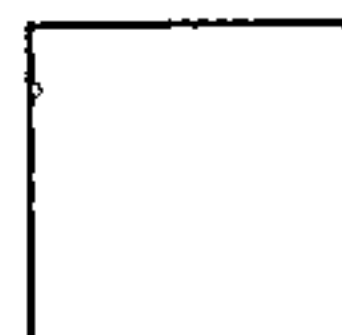
Annexe 5.2
Comptes au 31 décembre 2008 de CEBP

GCE NAO
5 rue Masseran
75007 PARIS
0158407418



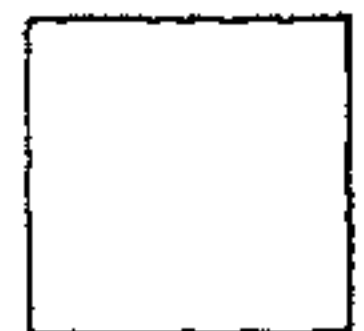
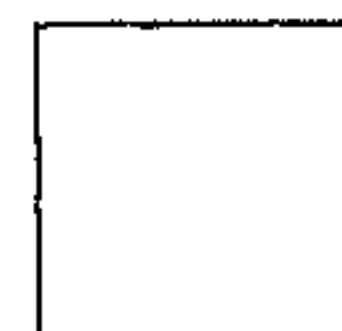
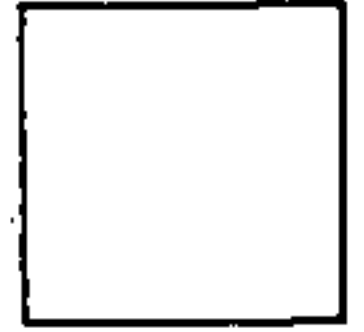
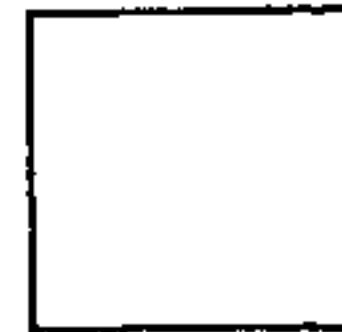
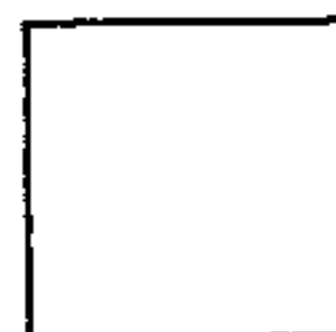
Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2008



Téléphone :

Bilan



Bilan Actif

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2008	Net (N-1) 31/12/2007
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participation par M.E				
Autres participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières :				
ACTIF IMMOBILISÉ				
STOCKS ET EN-COURS				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de product. de biens				
Stocks d'en-cours product. de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				82
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés			979	144
Autres créances	979			
Capital souscrit et appelé, non versé			979	225
TOTAL créances :	979		979	
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement			31 477	34 386
Disponibilités	31 477			
Charges constatées d'avance			31 477	34 386
TOTAL disponibilités et divers :	31 477		31 477	34 386
ACTIF CIRCULANT	32 456		32 456	34 612
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	32 456		32 456	34 612

Bilan Passif

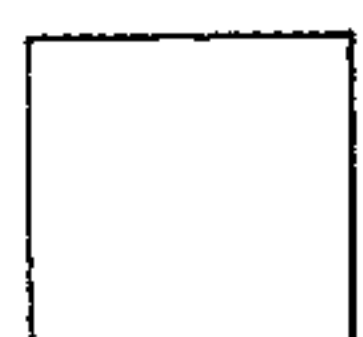
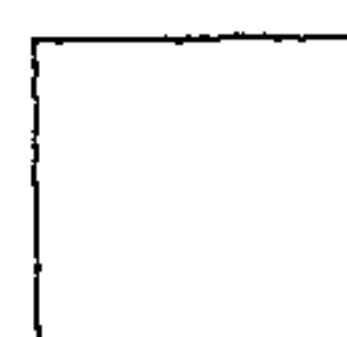
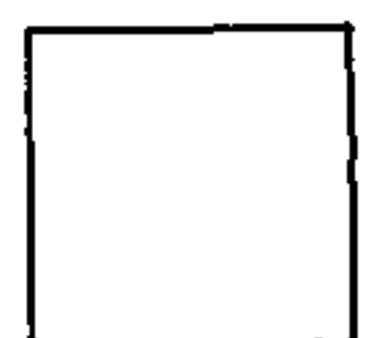
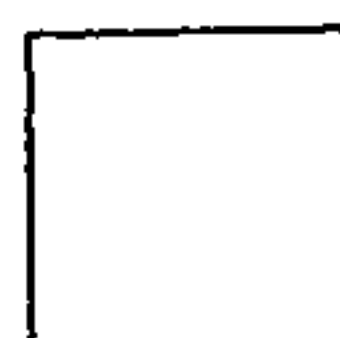
GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08

Edition du 08/04/09

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2008	Net (N-1) 31/12/2007
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 37 000	37 000	37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	(7 531)	
Résultat de l'exercice	(1 420)	(7 531)
TOTAL situation nette :	28 049	29 469
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	28 049	29 469
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 408	5 143
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL dettes diverses :	4 408	5 143
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCES		
DETTES	4 408	5 143
Ecart de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	32 456	34 612

Compte de Résultat



Compte de Resultat (Première Partie)

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

RUBRIQUES	France	Export	Net(N) 31/12/2008	Net(N-1) 31/12/2007
Ventes de marchandises Production vendue de biens Production vendue de services Chiffres d'affaires nets				
Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
CHARGES EXTERNES Achats de marchandises [et droits de douane] Variation de stock de marchandises Achats de matières premières et autres approvisionnement Variation de stock [matières premières et approvisionnement] Autres achats et charges externes TOTAL charges externes :			2 578 2 578	7 910 7 910
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			55	55
CHARGES DE PERSONNEL Salaires et traitements Charges sociales TOTAL charges de personnel :				
DOTATIONS D'EXPLOITATION Dotations aux amortissements sur immobilisations Dotations aux provisions sur immobilisations Dotations aux provisions sur actif circulant Dotations aux provisions pour risques et charges TOTAL dotations d'exploitation :				
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION				
CHARGES D'EXPLOITATION			2 633	7 965
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(2 633)	(7 965)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

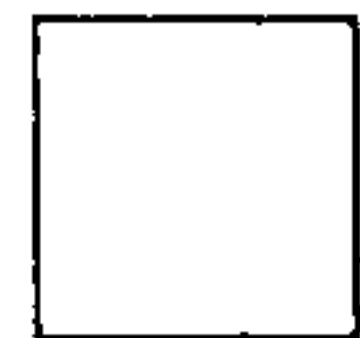
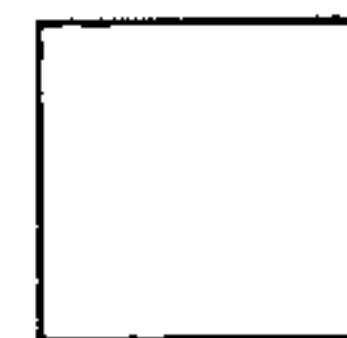
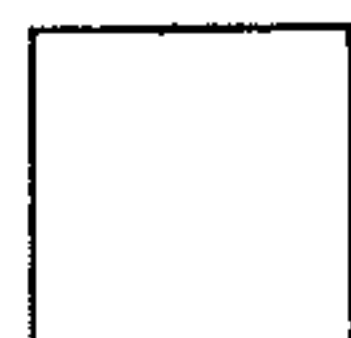
GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08

Edition du 08/04/09

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2008	Net (N-1) 31/12/2007
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(2 633)	(7 985)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 213	434
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	1 213	434
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER	1 213	434
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(1 420)	(7 531)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux fruits de l'expansion		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	1 213	434
TOTAL DES CHARGES	2 633	7 985
BÉNÉFICE OU PERTE	(1 420)	(7 531)

Annexe



REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code de Commerce - articles 9 et 11 - Décret n°83-1020
du 29 Novembre 1983 article 7, 21, 24 début 24-1°, 24-2° et 24-3°)

PREAMBULE

L'exercice social clos recouvre la période du 01/01/2008 au 31/12/2008.

Le total du bilan à la fin de l'exercice s'élève à 32.456,33 euros.

Le résultat net comptable est une perte de 1.420,26 euros.

Ces comptes annuels ont été établis le 03/03/2009 et les informations communiquées ci-après en font partie intégrante.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société GCE NAO n'a exercé aucune activité au cours de l'exercice.

Une convention d'intégration fiscale a été signée le 27 mars 2008 entre la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCEP) et GCE NAO. Cette convention a pris effet le 1^{er} janvier 2008.

Modalité de répartition de l'impôt sur les sociétés

GCE NAO (la filiale intégrée) verse à la CNCE (mère), à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation, notamment de déficits, dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I - IMMOBILISATIONS

Néant

II - TITRES DE PARTICIPATION

Néant

III - CREANCES

Néant

IV - CHANGEMENT DE METHODES

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

V - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Effectif

Il n'y a pas de salarié à la clôture de l'exercice.

Rémunération des dirigeants

Le montant global des rémunérations versées en 2008 au Président s'élève à 0 €.

Consolidation

Néant

Engagements hors bilan

Néant.

Honoraires versés aux Commissaires aux Comptes en 2008

Les honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre du contrôle légal des comptes de l'année 2008, et comptabilisés sur l'exercice 2008, ressortent à 3 619 euros.

XXXXXXXXXX

Immobilisations

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL Immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL Immobilisations corporelles :			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL Immobilisations financières :			

TOTAL GÉNÉRAL			
---------------	--	--	--

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL Immobilisations financières :				

TOTAL GÉNÉRAL				
---------------	--	--	--	--

Amortissements

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement. Autres immobilisations incorporelles TOTAL Immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techn. et outillage industriel Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers TOTAL Immobilisations corporelles :				
TOTAL GÉNÉRAL				

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL Immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL Immobilisations corporelles :			
TOTAL GÉNÉRAL			

Amortissements (suite)

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL Immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL Immobilisations corporelles :		
TOTAL GÉNÉRAL		

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

Amortissements (suite - dérogatoire)

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

VENTILATIONS DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS		
	Colonne 1 Différentiel de durée	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amort. fiscal exceptionnel
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement TOTAL I			
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II			
TOTAL Immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL Immobilisations corporelles :			
TOTAL III			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)			
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (Col. 1+2+3)			

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	REPRISES			Mouvements nets des amort. à la fin de l'exercice
	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amort. fiscal exceptionnel	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement. TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II				
TOTAL Immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL Immobilisations corporelles :				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)				
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (Col. 4+5+6)				

TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	
---------------------------	--

Charges à Payer

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN		Montant
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Disponibilités, charges à payer Autres dettes		4 408
TOTAL		4 408

Produits à Recevoir

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN		Montant
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés		
Personnel		
Organismes sociaux		
État		
Divers, produits à recevoir		
Autres créances		
Valeurs Mobilières de Placement		
Disponibilités		59
TOTAL		59

Charges et Produits Constatés d'Avance

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation		
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL		

État des Échéances des Créances et Dettes

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ Créances rattachées à des participations Prêts Autres immobilisations financières TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT Clients douteux ou litigieux Autres créances clients Créance représentative de titres prêtés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux État - Impôts sur les bénéfices État - Taxe sur la valeur ajoutée État - Autres impôts, taxes et versements assimilés État - Divers Groupe et associés Débiteurs divers TOTAL de l'actif circulant :	979 979	979 979	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			
TOTAL GÉNÉRAL	979	979	

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Après des établissements de crédit : - à 1 an maximum à l'origine - à plus d' 1 an à l'origine Emprunts et dettes financières divers Fournisseurs et comptes rattachés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes Impôts sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés Dettes sur immo. et comptes rattachés Groupe et associés Autres dettes Dette représentat. de titres empruntés Produits constatés d'avance	4 408	4 408		
TOTAL GÉNÉRAL	4 408	4 408		

Provisions Inscrites au Bilan

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				

TOTAL GÉNÉRAL				
----------------------	--	--	--	--

Composition du Capital Social

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	37000	1
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	37000	1

CAPITAL SOCIAL DETENU A 100% PAR LA CNCE.

Annexe 9.1
Eléments d'actifs, de passifs et de hors-bilan exclus de l'Apport

Lignes d'actif :

m€	Holding CE
Caisses, Banques centrales, CCP	23
Effets publics et effets assimilés	-
Créances sur les établissements de crédit	8
- <i>A vue</i>	<i>8</i>
- <i>A terme</i>	<i>-</i>
Opérations avec la clientèle	874
- <i>Autres concours à la clientèle</i>	<i>874</i>
- <i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	<i>-</i>
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 718
Actions et autres titres à revenu variable	853
Participations et autres titres détenus à long terme	1 134
- <i>VNC participations</i>	<i>702</i>
- <i>Autres (TSDI)</i>	<i>432</i>
Parts dans les entreprises liées	4 979
- <i>VNC participations</i>	<i>4 979</i>
- <i>Autres</i>	<i>-</i>
Immobilisations incorporelles	-
Immobilisations corporelles	9
Autres actifs	229
Comptes de régularisation	67
Total ACTIF	10 894

Lignes de passif :

m€	Holding CE
Caisses, Banques centrales, CCP	-
Dettes envers les établissements de crédit	1 490
- A vue	631
- A terme	859
Opérations avec la clientèle	500
- A vue	-
- A terme	500
Dettes représentées par un titre	5 462
- Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables	5 248
- Emprunts obligataires	214
Autres passifs	154
Comptes de régularisation	133
Provisions pour risques et charges	352
Dettes subordonnées	728
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-
Capitaux propres (hors FRBG)	11 047
Capital AO Souscrit	8 043
Capital AP Souscrit	244
Primes d'émissions AO	1 064
Primes d'émissions AP	1 353
Réserves	2 097
Prov. Réglementées et subv d'invest.	-
Reports à nouveau	500
Résultat de l'exercice	(2 253)
Total PASSIF	19 867

Détail des lignes d'actif :

A1. Créances sur les établissements de crédit – à vue

Contrepartie	VBC en cv€	Provisions pour dépréciation en cv€	VNC en cv€	Référence
CDC FINANCE CDC IXIS - SGI	7 858 868,97	-	7 858 868,97	n° PFB 3331
LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL EUROPE	66 264 347,47	- 66 264 347,47	-	N/A
Créances à vue	74 123 216,44	- 66 264 347,47	7 858 868,97	

A2. Opérations avec la clientèle – autres concours à la clientèle

Contrepartie	VBC en cv€	Provisions pour dépréciation en cv€	VNC en cv€	Nominal initial en DEV	Devise	Référence	Date de début	Date d'échéance
CELINE AVIATION SAS	31 068 887,24		31 068 887,24	30 811 054,31	EUR	200507081	27/07/2005	30/09/2015
MARGAUX AVIATION SAS	32 161 322,67		32 161 322,67	32 000 000,00	EUR	200507080	27/07/2005	30/09/2015
IE OPERA 1 BAIL	272 337,17		272 337,17	263 557,09	EUR	200507063B	30/12/2005	30/04/2011
IE OPERA 5 BAIL	722 143,12		722 143,12	698 567,35	EUR	200507063C	30/12/2005	10/06/2011
IE OPERA 6 BAIL	715 484,82		715 484,82	692 374,14	EUR	200510005C	30/12/2005	28/03/2011
DIZEL CHANDINE CHAMPAGNE	50 034 722,22		50 034 722,22	50 000 000,00	EUR	C200804001	22/03/2008	22/03/2016
IE OPERA 1 BAIL	179 429,72		179 429,72	175 661,42	EUR	200507063E	18/04/2006	14/06/2011
IE OPERA 1 BAIL	724 074,57		724 074,57	708 867,80	EUR	200507063F	18/04/2006	14/06/2011
IE OPERA 1 BAIL	418 297,80		418 297,80	409 512,71	EUR	200507063E	18/04/2006	14/06/2011
IE VICTOIRE	1 782 833,37		1 782 833,37	3 465 808,54	EUR	200505048C	18/05/2008	18/11/2010
IE VICTOIRE	506 583,83		506 583,83	895 909,97	EUR	200505048C	18/05/2008	18/11/2010
IE VICTOIRE	78 597,22		78 597,22	154 518,85	EUR	200505048C	18/05/2008	18/11/2010
IE MUSICA BAIL	49 049 280,48		49 049 280,48	48 892 556,39	EUR	C200605003	18/06/2006	19/06/2021
IE ORCHESTRA BAIL	4 311 681,49		4 311 681,49	4 297 804,64	EUR	C200605004	30/04/2007	31/03/2022
IE ORCHESTRA BAIL	28 609 334,38		28 609 334,38	28 517 920,77	EUR	C200605004	30/04/2007	31/03/2022
IE MAFA	1 844 453,70		1 844 453,70	3 662 865,57	EUR	200509064C	28/09/2008	28/03/2011
IE MAFA	529 651,73		529 651,73	1 051 751,30	EUR	200509064C	28/09/2008	28/03/2011
IE MAFA	81 582,01		81 582,01	161 976,87	EUR	200509064C	28/09/2008	28/03/2011
ANSON INTL MAISON BURTIN	100 150 000,00		100 150 000,00	100 000 000,00	EUR	C200604002	22/03/2006	05/02/2009
IE OPERA 5 BAIL	643 146,52		643 146,52	629 639,46	EUR	200510005D	18/04/2006	28/03/2011
IE OPERA 5 BAIL	1 965 973,42		1 965 973,42	1 924 684,87	EUR	200510005D	18/04/2006	28/03/2011
IE OPERA 5 BAIL	1 133 211,00		1 133 211,00	1 109 411,84	EUR	200510005D	18/04/2006	28/03/2011
IE OPERA 6 BAIL	595 706,41		595 706,41	583 185,66	EUR	200507063D	18/04/2006	03/07/2011
IE OPERA 6 BAIL	1 977 641,42		1 977 641,42	1 938 107,93	EUR	200507063D	18/04/2006	03/07/2011
IE OPERA 6 BAIL	1 125 356,89		1 125 356,89	1 101 722,87	EUR	200507063D	18/04/2006	03/07/2011
ILLON SA	447 802 334,60		447 802 334,60	413 000 000,00	EUR	16924	04/07/2004	04/07/2012
SOCIETE IMMOBILIERE DU BAS RHIN	1 695 845,88		1 695 845,88	2 553 521,04	EUR	17183	15/03/2002	15/03/2022
SCIC ICADÉ	12 019 557,33		12 019 557,33	20 000 000,00	EUR	18802	18/12/2004	18/12/2014
PREF FINANCES LUXEMBOURG	44 603,95		44 603,95	44 603,95	EUR	81059	30/11/2006	06/10/2011
PREF FINANCES LUXEMBOURG	382 463,00		382 463,00	382 463,00	EUR	87162	17/01/2007	06/10/2011
PREF FINANCES LUXEMBOURG	862 343,70		862 343,70	862 344,70	EUR	116224	11/09/2007	06/10/2011
EXPERTISE	380 688,47		380 688,47	470 000,00	EUR	145094	14/01/2005	14/01/2020
MIFCOS PARTICIPATIONS	25 701 822,22		25 701 822,22	25 000 000,00	EUR	166007	09/07/2008	09/07/2009
IMMOBILIERE CE DENFERT	53 508 800,00		53 508 800,00	53 000 000,00	EUR	169909	25/08/2008	28/10/2013
MARSEILLE TELEVISION LOCALE	100 179,53		100 179,53	88 417,00	EUR	172283	07/07/2008	07/07/2010
GCE PARTICIPATION	2 745 617,00	- 2 745 617,00	-	2 745 617,00	EUR	173092	18/12/2006	31/12/2020
GCE SEM	2 054 227,65		2 054 227,65	2 054 000,00	EUR	173118	23/04/2008	31/12/2020
CIFG HOLDING	73 680 445,88	- 55 171 558,77	18 488 888,89	102 000 000,00	USD	157580	20/12/2007	31/12/2059
Appels en garantie	383 512,38	- 383 512,38	-	-				
ALPHA DEMETER	100,00		100,00	100,00	EUR	Prêts consommation de titres		
CREDIT FONCIER DE FRANCE	780,00		780,00	780,00	EUR	Prêts consommation de titres		
GCE DOMAINES	4 350,00		4 350,00	4 350,00	EUR	Prêts consommation de titres		
MARSEILLE TELEVISION LOCALE	100,00		100,00	100,00	EUR	Prêts consommation de titres		
NEXITY SA	1 000,00		1 000,00	1 000,00	EUR	Prêts consommation de titres		
BANQUE PALATINE	2 400,00		2 400,00	2 400,00	EUR	Prêts consommation de titres		
GCE HABITAT	3,00		3,00	3,00	EUR	Prêts consommation de titres		
TOTAL CONCOURS CLIENTELE CNCE	832 191 973,45	- 59 289 888,13	573 910 387,32	836 655 374,04				

A3. Obligations et autres titres à revenu fixe

Code ISIN	Libellé titre	Libellé tiers	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV	Date échéance	Nominal initial en DEV	Devise
USG00107AE57	ABAC 2005-3X A2	ABACUS LIMITED	7 111 775,58	-2 485 286,87	4 626 488,89	31/07/2012	2 000 000,00	USD
USG00041AC71	ACASC 2007-1X COM1 4/21	ACASC CLO LTD	3 098 539,70		3 098 539,70	22/05/2017	5 000 000,00	USD
USG00037AA23	ACAS 2007-1A A 5,0175%	ACAS BUSINESS LOAN TRUST	8 024 182,83	-5 944,37	8 018 238,46	04/01/2009	5 000 000,00	USD
AEGIDE OC 2012	AEGIDE OC 2012	AEGIDE	2 058 862,22		2 058 862,22	28/07/2009	5 000 000,00	EUR
US00935LAC72	AIREM 2007-1A 2A1 09/2066	AIRE VALLEY MORTGAGES	10 303 495,69	-3 115,38	10 300 380,31	30/06/2016	10 000 000,00	USD
XS0140165886	ALYON 5 7/8 06/09	ALLIED DOMCO FINANCIAL	12 439 257,85	-151 561,95	12 287 695,90	24/08/2012	25 000 000,00	EUR
USG0158RAB99	ALESC 7X A1B	ALESCO VII PARTS A1B	1 188 097,84	-493 985,89	702 112,15	18/04/2020	1 688 385,00	USD
USG0158RAD55	ALESC 7X B	ALESCO VII PARTS B	840 399,56	-278 350,34	562 049,22	23/12/2009	5 000 000,00	USD
USG01583AG15	ALESC 8X A2	ALESCO VIII X A2	10 030 844,69	-4 666 733,89	5 364 110,70	18/02/2010	4 350 000,00	USD
USG01583AH97	ALESC 8X B1	ALESCO VIII X B1	4 482 507,38	-2 040 415,13	2 442 092,25	23/07/2012	4 000 000,00	USD
USG01598AA05	AlescoPreferredFundingLtd	ALESCO PREFERRED FUNDING LTD	9 874 145,47		9 874 145,47	29/09/2010	8 000 000,00	USD
USG0159XAB58	Alesco2007-15XA2	ALESCO PREFERRED FUNDING LTD	10 085 040,77	-1 909 390,88	8 175 649,81	28/11/2011	18 600 000,00	USD
XS0256272993	ALEX LOIR-A1E1 5,331%	ALEXANDRIA CAPITAL PLC	17 168 311,84	-17 168 311,84	0,00	15/05/2009	5 000 000,00	EUR
USG0218YAA55	AMSCD 2008-1A A2-09/2016	AMSTEL SECURITISATION OF CONTINGENT	8 960 790,45	-104 001,58	8 856 788,87	28/08/2009	15 000 000,00	USD
XS0261708340	ANGELC Floet 13 12/13	ANGEL COURT CDO PLC	15 197 689,74	-2 927 290,19	12 270 399,55	11/05/2009	3 200 000,00	EUR
USG0394GAA97	AnsoniaCDO2008-1XAF1	ANSONI CDO LTD	8 591 148,59	-4 391 493,77	2 199 654,82	19/04/2009	10 000 000,00	USD
USG1818XAA75	Anthracite CDO II LTD	ANTHRACITE LTD	5 847 963,94	-2 129 428,48	3 718 535,46	03/07/2015	7 000 000,00	USD
XS0246872355	ARENA 2008-1A	ARENA 2008-1 B.V.	13 363 878,72	-117 892,92	13 245 985,80	11/01/2014	5 000 000,00	EUR
USG3332KAA90	ARESA 2004-1X A1A	ARESA VIII CLO LLC	2 809 579,92	-25 838,83	2 783 741,29	17/03/2010	3 500 000,00	USD
XS0224827886	ASHWEL SLR2 TTECH 18/8/20	ASHWELL S.A.	2 479 664,83		2 479 664,83	01/02/2033	10 000 000,00	EUR
XS0312657975	ASHWEL O 06/20/2014	ASHWELL S.A.	13 238 509,25	-11 393 509,25	1 845 000,00	10/11/2023	3 750 000,00	EUR
IT0003693402	ATIDE 1 A	ATLANTIDE FINANCE	4 359 274,51	-17 474,20	4 341 800,31	10/08/2009	4 349 264,00	EUR
US0181394324	ATLAM 1 A	ATLANTES MORGAGES PLC	3 423 912,34	-47 995,40	3 375 916,94	01/04/2013	1 000 000,00	EUR
XS0312372112	AYOCA VIII-X A1	AYOCA CLO	19 356 072,29		19 356 072,29	01/01/2009	5 000 000,00	EUR
USG083001210	BAA FUNDING LTD BAA	BAA PLC	5 049 816,82	-572 971,53	4 476 845,09	18/08/2019	11 429 889,00	EUR
XS008955AC59	BabsonCLO2007-2XB	BABSON CLO LTD	11 834 709,08	-89 828,44	11 844 537,52	20/09/2006	15 000 000,00	USD
XS0245485205	BACCH 2006-1 Z	BACCHUS 2006-1 CLASS Z	3 038 179,42		3 038 179,42	20/09/2016	10 000 000,00	EUR
XS0294991954	BACCH 2007-1 Z	BACCHUS 2007-1 CLASS Z	7 012 152,54		7 012 152,54	27/06/2016	10 000 000,00	EUR
US06518AG20	BARRN 1A A1J 5,5425% 10/4	BARRINGTON CDO LTD	15 758 568,73	-13 623 235,41	2 135 333,32	15/10/2045	30 000 000,00	USD
US06738CKJ70	BACR Floet Serie 144A 2018	BARCLAYS BANK LONDON	8 835 972,58	-167 757,84	8 668 214,74	08/05/2040	9 500 000,00	USD
XS0284405296	BLACK 2006-1X P	BLACK DIAMOND CLO 2006-1	2 515 821,97		2 515 821,97	07/04/2045	80,03	USD
FR0010306787	BNP VAR 04/48-18 5,945%	BNP PARIBAS	9 953 394,88	-1 045 878,35	8 907 516,53	20/12/2054	12 483 360,00	GBP
FR0000489171	BOUYGUE 5,875% 15/05/09	BOUYGUES SA	5 214 244,55	-1 872,02	5 212 372,53	28/12/2022	350 000 000,00	EUR
FR0010633974	BOUYGUE 8 1/8% 03/07/15	BOUYGUES SA	7 213 787,87	-245 630,00	6 968 157,87	15/12/2013	10 000 000,00	EUR
XS0089827409	BRGLN 5 1/8 08/09	BRITISH GAS INT FINAN	5 107 595,88	-28 881,13	5 078 714,85	15/03/2016	10 000 000,00	FRF
USG11558AD68	BLACKROCK 2005-2X PPN1	BLACKROCK SENIOR INCOME SERIES II	590 503,94		590 503,94	22/09/2036	34 144 344,78	USD
USG18708AA01	BUCK 2005-2X B	BUCKINGHAM CDO II LTD	3 196 149,35	-3 196 149,35	0,00	08/08/2034	1 194 099,01	USD
XS0313759754	CABSE 2007-1X A1B	CAIRN EURO ABS CDO	195 856 212,65		195 856 212,65	28/07/2039	10 000 000,00	EUR
XS131899AD85	CAMBER 3 PLC 3A parts B	CAMBER 3A PLC	1 718 041,80	-1 718 041,80	0,00	20/04/2021	4 357 321,45	USD
XS0252760807	CARGILL 4 375% 29/04/2013	CARMIGNAC GESTION	14 272 805,23	-361 722,78	13 911 082,47	23/12/2035	15 000 000,00	EUR
XS18088AC03	CARL 2008-8XB 5,3818%5/21	CARLYLE HIGH YIELD PARTNERS	11 583 417,80	-1 924 283,12	9 659 134,68	23/12/2035	7 000 000,00	USD
XS0272937193	CHESSFloet 6,7875% 10/16	CASTLE FINANCE II LTD	14 649 779,86	-11 035 557,83	3 614 222,23	23/07/2035	1 784 577,99	USD
XS1888HAC54	CBRE 2007-1XA2	CBRE REALTY FINANCE CDO LTD	8 653 186,88	-3 170 501,57	5 482 685,31	23/07/2035	1 000 000,00	USD
XS05440337	CEDOPLC	CEDO PLC	9 352 500,01	-7 886 833,35	1 465 666,66	23/12/2036	14 530 860,00	USD
XS028069528	CERIG DOLO AE1 5,281%	CERIGO CAPITAL LTD	8 101 594,83	-8 720 594,83	381 000,00	23/12/2037	15 000 000,00	EUR
XS0290827814	CHESSFloet 5,251% 03/17	CHESS II LIMITED	11 896 135,99	-11 896 135,99	0,00	28/07/2046	10 000 000,00	EUR
XS0290827887	CHESSFloet 5,251% 03/17	CHESS II LIMITED	7 798 757,33	-7 798 757,33	0,00	15/04/2021	18 000 000,00	EUR
XS0283753047	CIEC 2008-1X ZC	COMMERCIAL INDUSTRIAL FINANCE CORP	3 035 242,15		3 035 242,15	25/05/2017	830 396,17	USD
XS02149GAB17	CITC 2007-1X B	CIT CLO LTD	14 183 687,45	-223 425,41	13 960 262,04	05/03/2041	10 000 000,00	USD
XS028163105	SIFMAEMTN	CITIGROUP FUNDING INC	13 513 939,33	-517 629,89	12 996 309,44	21/05/2021	17 500 000,00	USD
XS022203AD89	CLPPT 2005-1X CTF9 0%	CLYDESDALE CLO PRINC PROTECTED TRUST	1 412 824,16		1 412 824,16	23/05/2051	8 917 520,00	USD
XS000494718	CNPASS 4 625 11/05/2009	CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE	3 295 194,10	0,00	3 295 194,10	02/04/2016	15 000 000,00	EUR
XS0284799247	COLND 1A	AEOLUS CDC LTD COLONNADE	18 329 817,92	-737 908,70	18 591 711,22	20/08/2021	21 500 000,00	EUR
XS003582896	COPIA EBM+0,14% 10/11/23	COMUNE DI PISA	3 775 851,25		3 775 851,25	08/12/2017	1 888 783,87	EUR
XS024241AC48	Comanition 2007-A2	CORNERSTONE CLO LTD	13 845 750,85	-3 246 398,44	10 599 352,41	20/03/2021	10 000 000,00	USD
XS0218153905	MARS CRNIG 14 A Series	CAIRN IG SERIE 14-A	10 000 000,00	-8 883 584,83	11 116,17	15/07/2021	20 000 000,00	EUR
XS0218155199	MARS CRNIG 16 B ELM Ser	CAIRN IG SERIE 16-B	10 000 000,00	-10 000 000,00	0,00	27/08/2030	3 748 055,75	EUR
XS025784AE21	CSCLO 2006-1X COM1	CS ADVISORS CLO	2 663 881,87		2 663 881,87	02/08/2049	15 000 000,00	USD
XS0282321804	CSLO 2006-1 B1	CSLO 2006-1 B1	10 183 197,22	-8 978 197,22	1 187 000,00	12/07/2047	8 000 000,00	EUR
XS023108AB28	ColtCLOptc	COLTS TRUST	8 830 551,70	-324 142,87	8 506 408,83	12/07/2047	4 431 775,00	USD
XS0218111739	DELTA CDO 2005-1X B	DELTA CDO PLC	3 587 683,71	-3 587 683,70	0,01	28/02/2018	4 000 000,00	USD
XS023343844	TOPZC 2006-1 B2B	DEUTSCHE BANK GB	10 412 875,83	-2 118 828,52	8 296 249,31	15/08/2017	2 383 743,02	EUR
XS0002312857	DEUBKD 5,00% 01/04/09	DEUTSCHE BANK FRANCFORT	5 248 445,18		5 248 445,18	08/05/2051	10 000 000,00	EUR
DE0002788253	DEUBKD 4,25% 28/07/09	DEUTSCHE BANK FRANCFORT	5 103 688,28	-6 924,15	5 096 764,11	24/01/2020	1 704 888,39	EUR
DE0000855501	DEUTSHE BANK AG DB 4,875	DEUTSCHE BANK FRANCFORT	25 330 565,07	-962 827,31	24 367 737,76	05/09/2041	8 814 195,81	EUR
XS0259302585	DEXGRP Floet 16	DEXIA GROUPE INTERNATIONALE LUXEMBOURG	2 755 853,42	-7 322,18	2 748 531,24	20/01/2021	185 500 000,00	USD
XS0179739080	DUTCH XI A1	DUTCH MBS XI-A1	620 547,98	-2 559,85	617 988,13	28/04/2017	6 000 000,00	EUR

XS0219073755	DUCHL IV- X class N	DUCHESS IV CLO BV	4 977 000.00	-532 539.00	4 444 461.00	01/03/2052	25 000 000.00	EUR
USG2681MAB49	DUKEF 2005-3X A2	DUKE FUNDING LTD	3 868 974.55	-3 868 974.54	0.01	20/12/2020	15 000 000.00	USD
USG2930RAB09	DUKEF 2007-13X A11 7/2047	DUKE FUNDING LTD	895 705.78	-895 705.77	0.01	14/04/2021	4 578 402.12	USD
USG2930UAB39	DUKEF 2007-13X COM1	DUKE FUNDING LTD	3 151 484.44		3 151 484.44	07/12/2048	9 873 882.58	USD
US26440VAA26	DUKEF 2005-8A A1S	DUKE FUNDING 2005-8A A1S	57.32		57.32	15/05/2015	4 981 397.14	USD
XS0170050017	DMPL II A	DUTCH MORTGAGE PORTFOLIO LOANS B.V	13 547 620.83	-166 116.72	13 381 504.11	28/07/2022	3 628 852.00	EUR
XS0230704901	DMPL VA	DUTCH MORTGAGE PORTFOLIO LOANS B.V	8 540 498.33		8 540 498.33	20/08/2019	22 830 000.00	EUR
USL2967VYC12	ENEL 5.7 01/15/13	ENEL FINANCE INTERNATIONAL	3 849 007.41	-1 880 312.26	1 768 695.15	15/08/2021	2 394 394.05	USD
USL2967VYC94	ENEL FINANCE INT 8.25	ENEL FINANCE INTERNATIONAL	5 069 382.72		5 069 382.72	22/09/2035	9 871 378.97	USD
XS0322977223	EOAGR 5.5% 02/10/17	EON INTERNATIONAL FINANCE B.V.	10 138 542.14	-255 088.60	9 881 443.54	22/09/2035	7 403 533.88	EUR
XS0307504034	ERITEL E3M+0.30% 27/08/14	ERICSSON LM TELEFONAKTIEBO	8 384 279.37		8 384 279.37	23/09/2035	9 814 018.70	EUR
XS0268230571	EIRLES FLOAT 21 03/10/21	EIRLES TWO LIMITED 278	9 875 785.72	-298 232.32	9 678 553.40	23/09/2035	2 974 205.01	EUR
XS0274615858	EUMAX V A1	EUROMAX V PLC	210 894 704.49	-735 842.59	209 859 061.90	22/03/2038	14 744 760.90	EUR
XS0274616381	EUMAX V A2 10/11/85	EUROMAX V PLC	8 457 543.47		8 457 543.47	22/08/2037	19 843 195.99	EUR
XS0244739537	EELF 2006-1 B1 4.98% 5/22	EUROPEAN ENHANCED LOAN FUND SA	11 292 589.86	-1 574 905.50	9 717 684.36	22/03/2037	24 865 826.43	EUR
XS0145221688	FAB 2002-1 A1 31/12/2078	FAB CBO 2002-1 BV	11 894 382.16	-554 828.82	11 339 763.34	25/08/2045	10 500 000.00	EUR
XS0261974068	FAIRWY 2008-1X C5 10/18	FAIRWAY LOAN FUNDING COMPANY	2 853 721.89		2 853 721.89	24/07/2021	15 000 000.00	USD
XS0235143970	FAXT 2005-1 A1 11/2070	FAXTOR ABS 2005-1 BV CLASSE A2E	18 049 038.32	-1 437 378.22	17 611 659.10	27/03/2040	7 000 000.00	EUR
XS0235144358	FAXT 2005-1 A2E	FAXTOR ABS 2005-1 BV CLASSE A2E	3 025 835.50		3 025 835.50	21/05/2057	20 000 000.00	EUR
XS0228971361	FIN AGACHE 3.625% 18/09/10	FINANCIERE AGACHE	10 108 287.12	-544 999.70	9 561 287.42	27/02/2021	20 000 000.00	EUR
FLCP OCA 2020	FLCP OCA 2020	FLCP	1 702 212.28		1 702 212.28	20/12/2013	25 000 000.00	EUR
USG36418AR43	FMLCF 2005-1X PPN	FMLCF 2005-1X PPN CDO	1 823 138.33		1 823 138.33	08/08/2041	17 480 080.00	USD
BE0932694455	FORTIS Floet 17	FORTIS BANK BRUXELLES	3 378 865.86		3 378 865.86	08/08/2041	20 000 000.00	USD
USG3856VAA38	Fox Tryst CDO Ltd	FOX TROT CDO LTD	1 587 082.64	-1 587 082.64		27/01/2040	8 000 000.00	USD
FR0000471476	FRTELE 7% 23.12.09	FRANCE TELECOM	4 983 550.49		4 983 550.49	27/01/2040	8 000 000.00	EUR
XS0288833741	GS GP 7/03/2017	GOLDMAN SACHS GROUP INC	20 877 113.42	-1 488 788.08	19 508 345.34	06/07/2017	12 000 000.00	EUR
FR0000472441	GECFP 4 7/8 02/10	GECINA	4 537 122.36	-200 451.28	4 336 671.10	15/07/2038	20 000 000.00	EUR
XS0287166246	GEN ELEC CAP 4.625% 09/88	GENERAL ELECTRIC CAPITAL CORP	8 593 788.69	-864 810.85	8 629 165.84	21/01/2018	5 000 000.00	EUR
NYG3854U1076	GIA 2001-1X PS	GIA INVESTMENT GRADE CDO 2001	718 582.97	-718 582.97		25/09/2026	10 000 000.00	USD
US38741YCD94	GRANM 2008-3 A7 2054	GRANITE MASTER ISSUER PLC	8 418 280.41		8 418 280.41	02/11/2041	24 374 550.00	USD
XS0163254062	G 4 1/4 02/27/13	GOUVERNEMENT DU QUEBEC	10 344 882.82	-321 439.77	10 023 243.05	01/08/2022	200 000 000.00	EUR
GR0128002590	GRECEG 6.50% 11/01/14	GOUVERNEMENT GREC	5 789 045.69	-889 447.08	4 799 598.61	15/01/2013	5 000 000.00	EUR
USG4278JA172	GULF 2005-2X COM3	GULFSTREAM COMPASS CLO 2005-2X	1 212 434.78		1 212 434.78	15/09/2017	7 000 000.00	USD
XS0253961386	HARBM PR-1X A2	HARBORMASTER PRO-RATA CLO BV 1-A2	15 710 186.81		15 710 186.81	15/07/2015	4 492 782.86	EUR
XS0216843802	HARVEST CLO II X-X	HARVEST CLO II SA	2 638 929.20		2 638 929.20	20/05/2031	20 000 000.00	EUR
XS0254041493	HARVEST CLO IV A1A	HARVEST CLO IV SA	238 682 363.79		238 682 363.79	17/08/2009	32 800 000.00	EUR
XS0292281598	HEARF 2007-4 A 4.772%	HEARTLAND FUNDING PLC	6 498 572.54	-8 498 572.54	0.00	27/10/2014	8 000 000.00	EUR
XS0285154788	HELIUM FLOAT 16.5.411%	HELIUM CAP #72	18 999 416.31	-19 999 416.31	0.00	11/04/2011	8 000 000.00	EUR
XS0295155148	HELIUM FLOAT 16.5.411%	HELIUM CAP #76	18 999 416.31	-19 999 416.31	0.00	21/06/2011	10 000 000.00	EUR
XS0165689648	HELLRA 4.495% 02/04/13	HELLENIC RAILWAYS	5 189 718.44	-187 386.25	5 001 330.19	31/12/2078	11 872 924.26	EUR
US43087AAA18	HEC 2008-2NA A	HIGHLANDER EURO CDO II CLASS A	349 959 831.14	-1 840 072.96	348 019 558.18	01/04/2009	15 000 000.00	EUR
XS181816026	HEC 2008-NX A2	HIGHLANDER EURO CDO II CLASS A	18 293 683.30		18 293 683.30	12/06/2009	12 000 000.00	EUR
XS175533815	HEC 2008-2NX B	HIGHLANDER EURO CDO II CLASS A	18 724 730.20		18 724 730.20	22/07/2009	20 000 000.00	EUR
XS182897758	HERME A2-4 7.5 18/05/2038	HOLLAND EURO DENOM MTG BACKED	12 667 008.77	-61 518.88	12 605 489.91	17/01/2038	3 385 051.20	EUR
XS181887315	REPHUN 4 1/2 02/13	ETAT HONGROIS	10 475 903.13	-1 757 550.84	8 718 352.29	06/02/2013	10 000 000.00	EUR
XS189733258	HSBC Floet 10/18	HSBC LONDRES	11 120 718.45	-477 233.18	10 643 485.27	30/01/2009	8 000 000.00	USD
US4755AAB55	Independence 6X-A2 CDO	INDEPENDENCE VI CDO LTD E	6 157 741.80	-6 157 741.80	0.00	27/02/2013	10 000 000.00	USD
US4935UAA83	NWD 2008-1X A1A	INWOOD 2008-1X A1A	133 175 653.15	-22 852 533.33	110 223 118.82	15/12/2023	9 000 000.00	USD
IT03258820	ITPS5 3/4 02/01/33	ITALIE	11 374 020.97	-3 899 785.49	7 474 235.48	18/03/2013	5 000 000.00	EUR
XS20828098	JUBIL V-A PPN	JUBILEE V CDO BV	5 135 343.95		5 135 343.95	02/04/2013	5 000 000.00	EUR
XS158306520	KTOO 0 0215/2017	K2 CORPORATION	4 608 669.38	-4 608 669.38	0.00	15/08/2024	8 000 000.00	USD
US52788AA94	KKR 2005-1X A1	KOHLBERG KRAVIS ROBERTS CLO TRUST	4 200 403.88		4 200 403.88	20/05/2038	13 580 838.98	USD
XS187044989	LEHOLD 4.825% 1M 14/03/19	LEHMAN BROTHERS HOLDINGS INC.	2 438 816.83	-2 358 813.51	81 003.42	08/10/2018	8 000 000.00	EUR
XS13882770	LEOP ILX A1	LEOPARD CLO 1 BV	6 064 404.00	-110 703.07	5 953 700.93	02/11/2035	615 470.25	EUR
XS15751748	LEOP IV-X A1	LEOPARD CLO 4 BV	54 503 870.52		54 503 870.52	16/02/2011	10 000 000.00	EUR
XS169476692	LFE IV P	LFE IV P	4 045 065.21		4 045 065.21	22/08/2048	20 477 840.00	EUR
XS182141757	LOGO Floet EURO+45 30/01/	LOGO SECURITIES LTD	8 191 678.67		8 191 678.67	18/05/2038	12 721 386.30	EUR
FR00480212	VILLE DE MARSEILLE 5.25 2	VILLE DE MARSEILLE	4 040 019.81		4 040 019.81	15/04/2014	5 000 000.00	EUR
FR00487480	MARSEILLE 4.625% 28/11/11	VILLE DE MARSEILLE	18 684 441.10	-298 520.15	18 385 920.95	28/02/2012	5 000 000.00	EUR
US1264TAE10	MBNAS 2001- A2 A2	MBNA CREDIT CARD MASTER NOTE TRUST	7 088 539.84	-228 687.68	6 857 872.16	28/02/2012	5 000 000.00	USD
US1264TGF86	MBNAS 2003- A10	MBNA CREDIT CARD MASTER NOTE TRUST	7 049 740.34		7 049 740.34	21/04/2020	8 000 000.00	USD
US189297AB07	MC Funding 2006-1XB	MC FUNDING LTD	9 974 632.05	-218 068.13	9 756 563.92	22/03/2010	10 000 000.00	USD
XS133275030	MENTO IIA2	MENTON IIA2	803 578.84	-803 578.84		21/05/2020	2 639 694.48	USD
XS147514739	MERCOT I-X A2	MERCATOR CLO PLC	14 433 579.40	-1 428 137.94	13 004 441.46	18/08/2039	5 000 000.00	EUR
US18918PAH48	MERIT 2005- 2X B	MERRITT FUNDING TRUST	3 232 611.25	-15 974.34	3 216 636.91	20/08/2012	10 000 000.00	USD
USG8027BAC90	CLOML 2007-1X P2 14/04/21	MERRILL LYNCH CLO LTD	3 255 752.82		3 255 752.82	20/06/2012	10 000 000.00	USD
XS0235175584	METRX 1XA2+4.789 10/02/18	METRIX FUNDING PLC	14 850 781.13	-468 124.43	14 384 656.70	19/12/2020	4 977 000.00	EUR
USG5450JAH89	Le Monde 2007-1X A4	LE MONDE CDO	4 791 604.08	-4 791 603.41	0.67	30/08/2010	20 000 000.00	USD
ORA MONDE	ORA MONDE	STE EDITRICE DU MONDE	5 254 188.67		5 254 188.67	21/08/2021	5 143 000.00	EUR
USG84007AB85	Nautilus 2007-1XA1J	NAUTILUS RMBS CDO LTD	4 547 597.01	-4 547 596.88	0.03	18/08/2020	2 479 684.83	USD
USG8421TAA54	NEPTN 0% 15/05/2015	NEPTUNE IV RESEC TRUST	3 542 328.85		3 542 328.85	20/09/2010	10 000 000.00	USD
XS0237831501	NBHSS Floet 08/18	NORDEA BANK AB	13 838 486.56	-83 398.23	13 755 087.33	18/09/2010	10 000 000.00	USD

USG6886RAD73	WOODS 2007-5X COM2 07/22	NORTHWOODS CAPITAL LTD	2 581 085.87		2 581 085.87	28/12/2051	8 632 091.45	USD
USG6719RAD47	OESI 2008-1X B 5.85	OESI FUND LTD	15 142 091.15	-162 235.03	14 979 856.12	01/01/2053	5 000 000.00	USD
XS0282807428	OLDMUT 4.5%/E6M+95 01/17	OLD MUTUAL PLC	9 319 561.89		9 319 561.89	02/11/2070	19 729 398.78	EUR
XS0214878263	OMEGA Xway Serie 4 S1E	OMEGA CAPITAL EUROPE PLC	9 991 787.82	-209 375.10	9 782 412.72	02/11/2094	3 000 000.00	EUR
FR0000482010	PACA 4.10% 28/08/2010	REGION PACA	7 038 510.68		7 038 510.68	10/02/2019	15 000 000.00	EUR
XS0234435019	OMEGA PALL 1 B1E 08/13	PALLADIUM CDO 1 B1E	8 871 573.59	-8 681 573.59	1 280 000.00	20/12/2020	20 000 000.00	EUR
XS0268804548	PLLS II-X A2 4.888% 07/02	PALLAS CDO IIV	11 483 689.04	-5 916.87	11 477 772.17	09/06/2018	20 000 000.00	EUR
XS0287266356	PGAEA 2007-1 B 5.086%	PANGAEA ABS BV	7 100 337.48	-818 888.35	6 281 351.11	20/06/2013	10 000 000.00	EUR
USU69944AB95	PARCS-R 2007-4	PARCS R MASTER TRUST	14 225 184.89	-34 772.81	14 190 411.88	20/12/2012	20 000 000.00	USD
XS0175887968	PARTH 1-X class A1	PARTHOLON CDO PLC	6 163 058.33	-25 985.08	6 137 073.25	15/02/2018	10 000 000.00	EUR
USG68453AC84	PCOO 2006-5X COM2	PACIFIC CDO 2006-5X COM2	1 673 514.41	0.00	1 673 514.41	18/05/2022	12 000 000.00	USD
XS0102793842	PEARSON 7% 27/10/2014	PEARSON PLC	8 142 217.14		8 142 217.14	18/10/2022	3 038 222.12	GBP
XS0289318247	PENTA 2007-1X B	PENTA CLO SA	16 740 808.52	-803 322.40	15 937 486.12	20/03/2013	20 000 000.00	EUR
XS0165176589	PRAGUE 4 1/4 03/13	VILLE DE PRAGUE	5 152 093.35	-209 955.80	4 942 137.55	17/12/2064	13 541 280.00	EUR
USG0220067978	PRELUDE 2 08/30/2010	PRELUDE 2 EUROPE CDO LIMITED	19 248 040.82	-1 136 305.78	18 111 734.88	29/03/2021	13 000 000.00	EUR
USG072212AB28	PRESTL XIX Class 144a A2	PREFERRED TERM SECURITIES XIX LTD	8 695 235.22	-1 295 214.82	5 400 020.40	12/10/2023	15 000 000.00	USD
USG072212AC01	PRESTL XIX Class 144a B1	PREFERRED TERM SECURITIES XIX LTD	5 046 932.43		5 046 932.43	18/04/2018	12 000 000.00	USD
USG07222AA454	PRESTL XVIII Class 144aA	PREFERRED TERM SECURITIES XVIII LTD	6 799 812.99	-924 187.74	5 875 425.25	25/04/2011	20 000 000.00	USD
USG07222AAC11	PRESTL XVIII Class 144a B	PREFERRED TERM SECURITIES XVIII LTD	2 045 170.38		2 045 170.38	25/04/2009	20 000 000.00	USD
US74042MAA45	PRESTL Float 38 22/09/38	PREFERRED TERM XXII	22 872 919.48	-27 030.32	22 845 889.16	23/02/2022	56 000 000.00	USD
USG7223CAB84	Pre TSL XXIV	PREFERRED TERM XXIV	18 797 210.78	-2 128 682.45	14 668 528.33	29/04/2013	15 000 000.00	USD
USG7222JAB91	Pre TSL XXV A-2	PRETSL XXV LTD	12 987 803.54	-1 399 880.83	11 587 722.71	11/09/2022	20 000 000.00	USD
XS0307771823	PROMC 2007-1 C	PROMETHEUS CAPITAL PLC	10 004 680.00	-7 449 860.00	2 555 000.00	07/12/2021	18 000 000.00	EUR
USG0283673415	PROVT 2007-1 B 5.23%	PROVENTUS EUROPEAN ABS CDO PLC	9 559 835.18	-245 571.09	9 314 064.07	29/07/2021	250 000 000.00	EUR
USG07222LAB92	PRESTL XX Class A2	PREFERRED TERM SECURITIES XX LTD A2	9 984 545.50	-1 104 666.91	8 879 878.59	20/01/2014	20 000 000.00	USD
US74588RAA32	PUMA G3 A	PUMA SERIE G3 CLASS A	852 347.52	-12 241.74	840 105.78	13/01/2012	8 000 000.00	USD
XS0213011185	PYRA 2005-8 A1	ASTIR BV / PYRAMID II	4 784 312.34	-69 404.06	4 714 908.34	15/02/2017	10 000 000.00	EUR
XS0213012130	PYRA2 2005-12 B1B	ASTIR BV / PYRAMID II	4 782 351.14		4 782 351.14	29/06/2012	15 000 000.00	EUR
XS0278961387	QNST 2008-1X A2	QUEEN STREET CLO	18 707 911.20		18 707 911.20	20/12/2013	10 000 000.00	EUR
USG84050AB52	Squared CDO 2007-1X A2A	SQUARED CDO LTD	6 806 833.31	-8 606 833.10	0.21	05/07/2018	4 000 000.00	USD
XS0131273012	QUEBEC 5 625 21/08/11	PROVINCE DE QUEBEC	10 843 288.63	-499 864.65	10 143 423.98	28/09/2022	20 000 000.00	EUR
USG7360PAC08	RIFE 2007-2A A2	RAIT PREFERRED FUNDING LTD	6 777 475.09	-1 511 709.56	5 265 765.53	28/09/2022	3 575 571.31	USD
XS0288113411	REGP 1X U	REGP 1X U	4 496 280.21	-281 609.04	4 214 681.17	30/12/2013	20 000 000.00	EUR
FR0000489787	RENAULT 6 1/8 06/09	RENAULT SA	15 575 607.74	-94 741.44	15 480 866.30	06/09/2022	20 000 000.00	EUR
XS0253599509	RMFE IV-X II	RMF EURO CDO	18 816 766.44	-1 647 984.69	17 270 801.75	17/10/2018	4 013 046.41	EUR
USG7638EAE70	Rosedale CLO Ltd	ROSEDALE CLO LTD	9 929 758.68	-493 781.68	9 435 997.02	23/07/2018	10 000 000.00	USD
XS0227791887	RUBY 2005-1 class N	RUBY FINANCE 1 PLC	10 010 763.89	-8 596 688.85	1 414 084.94	20/10/2020	4 288 309.28	EUR
XS0259167947	RUBY 2008-5 A	RUBY FINANCE 1 PLC	10 368 274.84	-10 182 369.78	185 905.06	22/12/2066	20 000 000.00	EUR
XS0239173868	Saphir 2008-1 A	SAPHIR 2008-1 A	20 021 918.87	-14 821 918.87	5 200 000.00	03/10/2021	10 000 000.00	EUR
IT0001211498	BSANP 5 39 03/10	SAN PAOLO DITORINO	3 705 809.77	-69 935.86	3 635 873.91	15/09/2018	10 000 000.00	EUR
XS0327533617	SANTAN 5 435 24/10/2007	SANTANDER ISSUANCES	7 071 920.68	-991 519.68	6 080 401.00	28/01/2023	4 496 290.21	EUR
XS0269570288	SAPHIR E3M+1.2% 27/09/18	SAPHIR FINANCE PLC	20 013 250.20	-15 413 250.20	4 600 000.00	18/07/2082	12 000 000.00	EUR
XS0245834576	SCEPTRE	SCEPTRE CAPITAL BV	16 882 753.81	-12 938 953.81	3 943 800.00	10/11/2022	4 094 719.38	EUR
XS023955541	SGP 5.375% 01/10/14	SCHERING PLOUGH CORP	8 487 991.83		8 487 991.83	27/09/2016	20 000 000.00	EUR
XS0208678347	SUNDIAL 2004-1 C	SUNDIAL BV	4 839 858.91	-203 133.87	4 636 725.04	08/10/2018	18 000 000.00	EUR
XS0237368534	Sea Cdo Ltd 2005-2	SEA CDO LTD 2005-2	20 000 000.00	-1 788 000.00	18 214 000.00	31/10/2018	25 000 000.00	EUR
XS0251553358	SEDNA Float 5 83375% 4/11	SEDNA FINANCE CORPORATION	10 404 188.35	-10 404 188.35	0.00	12/01/2023	15 500 000.00	USD
XS0251553433	SEDNA EUR3+0.8%25/04/09	SEDNA FINANCE CORPORATION	13 256 127.95	-13 256 127.95	0.00	10/11/2095	209 229 339.30	EUR
XS0163731846	SLMA 2003-2 A5	SALLIE MAE STUDENT LOAN TRUST	8 015 253.25	-681 044.80	7 334 208.45	10/11/2095	9 000 000.00	EUR
XS0168279080	SLMA 2003-5 A5	SALLIE MAE STUDENT LOAN TRUST	9 015 295.75		9 015 295.75	15/11/2011	1 000 000.00	EUR
XS0274972842	SLMA Float 11/11	SLM CORP	929 341.35	-52 347.35	876 994.00	14/12/2022	20 000 000.00	EUR
XS0127672938	SLOVEN 53 75% 11/04/11	REPUBLIC OF SLOVENIA	8 511 212.10	0.00	8 511 212.10	29/11/2018	25 000 000.00	EUR
XS044037AA19	STACK 2005-1X 2A	STATIC REPACKAGING TRUS	4 878 213.85	-545 068.67	4 333 145.18	05/02/2038	20 000 000.00	USD
XS0288490882	STAND 2007-1X C2	STANFIELD DAYTONA CLO LTD	2 491 788.68		2 491 788.68	15/04/2023	20 000 000.00	USD
XS04323AC10	Stanfield McLaren CLO 200	STANFIELD MCLAREN CLO LTD	13 551 130.10	-1 946 881.07	11 604 149.03	20/03/2014	10 000 000.00	USD
XS04404EAL77	STARTS Cayman Ltd	STARTS (CAYMAN) LTD	16 184 901.33	-16 184 901.33	0.00	18/01/2017	10 000 000.00	USD
XS0192839685	STORM 2004 4.305 22/8/04	STORM BV	20 322 122.55	-110 339.45	20 211 783.10	15/08/2015	10 000 000.00	EUR
XS0278170785	TABNA 2008-1X A2	TABERNA EUROPE CDO	18 798 479.78	-423 592.25	18 374 887.53	15/05/2019	3 537 593.39	EUR
XS0278908588	THERES CAPITAL PLC1	THERES CAPITAL PLC	14 847 085.81	-8 835 954.49	4 711 111.12	27/04/2021	3 504 283.04	USD
XS018282705	Thebes Series 2007-1	THERES CAPITAL PLC	17 605 878.48	-17 605 878.48	0.00	14/03/2018	3 000 000.00	USD
XS00111TAB38	TRAP 2005-8X A2	TRAPEZA CDO 2005-8X A2	4 804 555.31	-1 105 455.48	3 799 099.83	28/12/2036	7 500 000.00	USD
XS00111TAC11	TRAP 2005-8X A3	TRAPEZA CDO 2005-8X A3	4 576 282.96	-1 284 526.06	3 291 756.90	07/03/2017	20 000 000.00	USD
XS00111QAA18	TRAP 2008-10X A1 5.5838%	TRAPEZA CDO LLC	11 739 080.38		11 739 080.38	04/08/2024	18 000 000.00	USD
XS00111QAB98	TRAP 2008 - 10X A2	TRAPEZA CDO LLC	13 415 818.52		13 415 818.52	20/03/2017	15 000 000.00	USD
USG90128AB82	Trapeza 2007-12XA2	TRAPEZA CDO LLC	8 097 800.08	-3 066 806.95	5 030 993.10	20/03/2017	10 000 000.00	USD
USG9079YAC96	TROPIC 2006-5X A1 LB	TROPIC CDO CORP	12 700 352.25	-31 873.09	12 668 479.16	30/09/2014	10 000 000.00	USD
XS0250503637	UBS Float 04/18	UBS AG JERSEY BRANCH	8 346 180.36	-283 729.89	8 062 450.67	18/10/2023	7 012 152.54	USD
DE000A0GV57A	UT2 FUNDING 5.321% 08/18	UT2 FUNDING PLC	9 475 393.40	-1 593 380.69	7 882 032.71	20/12/2018	25 000 000.00	EUR
XS0281592702	VALLA 2X B 5.136% 09/22	VALLAURIS CLO PLC	19 868 809.94	-16 305.82	19 852 504.12	20/12/2016	25 000 000.00	EUR
XS0261832185	VALLA 2X P 0% 28/09/22	VALLAURIS CLO PLC	3 826 401.23		3 826 401.23	08/05/2017	20 000 000.00	EUR
XS0145538277	VATFAL 6 04/03/09	VATTENFALL TREASURY AB	15 698 327.96		15 698 327.96	27/06/2014	8 000 000.00	EUR
USG9336FAA33	VENTR 2003 -1X A1	VENTURE CDO LIMITED	3 590 533.34	-41 137.88	3 549 395.46	28/08/2012	10 000 000.00	USD
XS0274093954	VERS 1 B 4.74% 12/01/23	VERSAILLES CLO ME PLC	14 774 861.78	-1 387 004.80	13 407 856.98	15/10/2023	20 000 000.00	EUR
XS0151548616	VINCI 5 7/8 07/09	VINCI SA	20 531 024.74	0.00	20 531 024.74	20/06/2014	15 000 000.00	EUR
XS0257808500	VODAFONE E3M+0.40% 13/01/12	VODAFONE AIRTOUCH PLC	7 862 840.19	-608 004.48	7 254 835.71	23/11/2087	200 000 000.00	EUR
XS0327318611	VCL 10 A	VOLKSWAGEN CAR LEASE	5 428 273.09		5 428 273.09	22/08/2017	25 000 000.00	EUR
USG94045AP84	WCRE 2008-1X A1B 25/09/28	WACHOVIA BANK NEW YORK	6 689 118.84	-414 747.07	6 254 371.57	02/10/2017	10 000 000.00	USD
USG9550VAA73	WCHC 2007-1X A1A	WESTCHESTER CLO LTD	129 469 861.22		129 469 861.22	01/10/2014	10 000 000.00	USD
XS0185010401	WENDEL 5.00% 16/02/2011	WENDEL INVESTISSEMENT	9 877 325.14		9 877 325.14	21/01/2013	5 450 499.00	EUR
USG9550EAD97	WestCoast Funding Ltd	WEST COAST FUNDING LTD	2 243 195.38	-2 243 195.21	0.15	24/10/2017	7 000 000.00	USD
XS0246683550	WODST II-X B	WOOD STREET CLO BV	12 293 350.28	-37 473.55	12 255 876.72	15/02/2014	5 000 000.00	EUR
Total Obligations et Autres Titres A Revenu Fixes actifs			3 189 543 997.86	-471 559 381.52	2 717 983 716.34			

A4. Actions et autres titres à revenu variable

Code ISIN	Libellé titre	Libellé tiers	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV	Prix d'achat en DEV	Devise
350999000	Atout Pierre Div SCPI	ATOUT PIERRE DIVERSIFICATION	8 630 587,72	1 400 171,71	7 230 416,01	8 630 587,72	EUR
351070500	Pierre Plus SCPI	PIERRE PLUS	111 287,78	-	111 287,78	111 287,78	EUR
ALOEF ENV II A	Aloe Environment II Fd A	ALOE ENVIRONMENT II FUND	2 535 000,00	507 000,00	2 028 000,00	2 535 000,00	EUR
ALOEF ENV II B	Aloe Environment II Fd B	ALOE ENVIRONMENT II FUND	5 000,00	5 000,00	-	5 000,00	EUR
AXA SF4	AXA Secondary Fund 4	AXA SECONDARY FUND IV	4 674 866,04	140 248,88	4 534 717,06	4 574 171,00	USD
BAIN CAP10	BAIN CAPITAL 10	BAIN CAPITAL 10	1 591 111,11	287 288,89	3 303 822,22	5 050 000,00	USD
BAIN CAP3	BAIN CAPITAL 3	BAIN CAPITAL EUROPE FUND III L.P.	180 000,00	48 800,00	131 400,00	180 000,00	EUR
BMG6199G3200	Momentum Allweather Instl	MOMENTUM ALLWEATHER INSTITUTIONAL FV	5 222 016,00	1 417 248,00	3 804 768,00	7 343 480,00	USD
BMG676441071	OPTIMA Futur Fund	OPTIMA FUTURES FUND	3 107 795,70	-	3 107 795,70	4 370 337,70	USD
BSP6063R1120	KGH fund Ltd - Lucerne Sh	KGH FUND- I. I CORNE	4 494 587,70	494 968,90	3 999 628,80	6 320 528,02	USD
CHINA EQUITY A	CHINA EQUITY LINKS Part A	CHINA EQUITY LINKS	800 000,00	225 000,00	575 000,00	800 000,00	EUR
COFIMAGE 5	COFIMAGE 5	COFIMAGE 5	1 476 369,12	1 204 369,12	272 000,00	1 476 369,12	EUR
COFIMAGE 6	COFIMAGE 6	COFIMAGE 6	1 291 778,70	819 999,87	471 778,03	1 291 778,70	EUR
COFIMAGE 7	COFIMAGE 7	COFIMAGE 7	2 319 213,12	1 169 999,99	1 150 213,13	2 319 213,12	EUR
COFIMAGE 8	COFIMAGE 8	COFIMAGE 8	4 684 347,19	1 126 980,12	3 557 367,07	4 684 347,19	EUR
COFIMAGE 9	COFIMAGE 9	COFIMAGE 9	1 838 129,20	974 952,00	863 177,20	1 838 129,20	EUR
COFIMAGE10	COFIMAGE 10	COFIMAGE 10	2 882 424,00	1 820 057,50	842 366,50	2 882 424,00	EUR
COFIMAGE11	COFIMAGE 11	COFIMAGE 11	3 023 280,10	1 863 250,10	1 060 010,00	3 023 280,10	EUR
COFIMAGE17	COFIMAGE 17	COFIMAGE 17	5 000,00	5 000,00	-	5 000,00	EUR
COFIMAGE18	COFIMAGE 18	COFIMAGE 18	5 000,00	-	5 000,00	5 000,00	EUR
COLYZEO 2A	Colyzeo II Part A	COLYZEO II	8 636 933,00	5 044 088,08	1 592 845,92	8 636 933,00	EUR
DEVETPARTPMA	DEV ET PARTENARIAT PME A	DEVELOPPEMENT ET PARTENARIAT PME	1 485 000,00	148 500,00	1 336 500,00	1 485 000,00	EUR
DEVETPARTPMB	DEV ET PARTENARIAT PME B	DEVELOPPEMENT ET PARTENARIAT PME	15 000,00	15 000,00	-	15 000,00	EUR
DN CAP 1	DN Capital GVC1	DN CAPITAL GVC 1	2 631 590,37	637 107,83	2 194 482,54	2 631 590,37	EUR
DN CAP 2	DN Capital GVC2	DN CAPITAL GVC 3	587 512,11	117 502,42	470 009,69	587 512,11	EUR
DPPME4.2 A	DEV PARTENARIAT PME IV-A	DEVELOPPEMENT & PARTENARIAT PME IV	3 086 435,88	92 593,08	2 993 842,80	3 086 435,88	EUR
DPPME4.2 B	DEV PARTENARIAT PME IV-B	DEVELOPPEMENT & PARTENARIAT PME IV	31 178,12	31 178,12	-	31 178,12	EUR
EPI GP	EPI Global Partners LP	EPI FUND	20 195 738,02	-	20 195 738,02	20 195 738,02	EUR
EXPONENT2	EXPONENT PRVT EQUITY P 2	EXPONENT PRIVATE EQUITY PARTNERS II	3 010 781,65	602 156,33	2 408 625,32	2 913 208,24	GBP
FR0000035081	ICADE PROMESSES	SCIC ICADE	21 757 867,54	8 370 367,54	13 387 500,00	21 757 867,54	EUR
FR0000416593	Masseran Portefeuille	MASSERAN PTE CNCE	301 789,04	-	301 789,04	301 789,04	EUR
FR0000970873	Insertion Emplois	CDC INSERTION EMPLOIS	2 874 340,00	663 590,00	2 210 750,00	2 874 340,00	EUR
FR0000978405	HDF Global Long/Short	HDF GLOBAL LONG/SHORT	5 138 610,00	960 960,00	4 171 650,00	5 138 610,00	EUR
FR0000991234	Stratoblog	STRATOBLG FCP	10 325 055,00	-	10 325 055,00	10 325 055,00	EUR
FR0004285817	Xiphias Investissement FCP	XIPHIAS INVESTISSEMENT FCP	10 623 050,24	-	10 623 050,24	10 623 050,24	EUR
FR0007072251	FCPR SUD CAPITAL 2	FONDS FCPR SUD CAPITAL	120 000,00	-	120 000,00	120 000,00	EUR
FR000707375	FCPR FIDEME DEC2012 PARTB	FIDEME	1 337 310,00	-	1 337 310,00	1 337 310,00	EUR
FR0007092120	MULTI ALTERNATIF SELECT-I	EDMOND DE ROTHSCHILD MULTI MGMT	2 499 399,00	382 563,00	2 116 836,00	2 499 399,00	EUR
R0010081323	Aloe Environment Fund A	ALOE ENVIRONMENT FUND	952 000,00	-	952 000,00	952 000,00	EUR
R0010120261	Delessert	FCP DELESSERT	251 038 815,54	-	251 038 815,54	251 038 815,54	EUR
R0010131243	FCPI Innovera V part B	INNOVERIS V	6 000 000,00	3 375 000,00	2 625 000,00	6 000 000,00	EUR
R0010186588	CDC Entreprise 3 partA	CDC ENTREPRISE 3 FCPR	67 337 375,18	17 036 355,82	50 301 019,26	67 337 375,18	EUR
R0010186594	CDC Entreprise 3 partB	CDC ENTREPRISE 3 FCPR	797 768,25	797 768,27	7,98	797 768,25	EUR
R0010186592	CDC Entreprise 3 partC	CDC ENTREPRISE 3 FCPR	117 271,63	117 270,46	1,17	117 271,63	EUR
R0010218180	FCPR WEINBERG CAPITAL 1-A	FCPR WEINBERG CAPITAL PARTNERS 1	33 075 813,93	4 061 708,95	29 014 103,98	33 075 813,93	EUR
R0010218198	FCPR WEINBERG CAPITAL 1-B	FCPR WEINBERG CAPITAL PARTNERS 1	500 000,00	500 000,00	-	500 000,00	EUR
R0010218875	EUROMEZZANINE 5 A1 FCPR	EUROMEZZANINE 5 FCPR	8 448 780,30	-	8 448 780,30	8 448 780,30	EUR
R0010218881	EUROMEZZANINE 5 A2 FCPR	EUROMEZZANINE 5 FCPR	4 332 204,20	223 454,20	4 108 750,00	4 332 204,20	EUR
R0010223214	Patrimoine et Création A	PATRIMOINE ET CREATION FCPR	5 742 000,00	344 520,00	5 397 480,00	5 742 000,00	EUR
R0010223222	Patrimoine et Création B	PATRIMOINE ET CREATION FCPR	99 000,00	99 000,00	-	99 000,00	EUR
R0010223230	Patrimoine et Création C	PATRIMOINE ET CREATION FCPR	17 394,20	17 394,20	-	17 394,20	EUR
R0010223494	CDC Services Industrie A	CDC SERVICES INDUSTRIE FCPR 2	11 620 085,40	2 324 017,08	8 296 068,32	11 620 085,40	EUR
R0010223412	CDC Services Industrie B	CDC SERVICES INDUSTRIE FCPR 2	289 100,00	289 100,00	-	289 100,00	EUR
R0010223420	CDC Services Industrie C	CDC SERVICES INDUSTRIE FCPR 2	60 511,83	60 511,83	-	60 511,83	EUR
R0010227512	Natixis ABS Plus Part I	NATIXIS ABS PLUS	24 201 815,27	10 845 233,77	13 356 581,50	24 201 815,27	EUR
R0010228338	Acces Capital III FCPR A	ACE III TECHNO EUR FCPR	1 875 000,00	258 750,00	1 616 250,00	1 875 000,00	EUR
R0010228340	Acces Capital III FCPR B	ACE III TECHNO EUR FCPR	25 000,00	25 000,00	-	25 000,00	EUR
R0010236828	FCPR ML PEP 3 Longchamp C	FCPR ML DIV PEP 3 LONGCHAMP	3 650 000,00	547 500,00	3 102 500,00	3 650 000,00	EUR
R0010245845	Demeter FCPR part A	DEMETER PARTNERS FCPR	2 895 680,43	-	2 895 680,43	2 895 680,43	EUR
R0010245852	Demeter FCPR part B	DEMETER PARTNERS FCPR	4 000,00	-	4 000,00	4 000,00	EUR
R0010245894	FCPR FIDEPPE partB	FCPR FIDEPPE	3 025,00	253,22	2 771,78	3 025,00	EUR
FR0010258228	Aloe Environment Fund B	ALOE ENVIRONMENT FUND	1 000,00	1 000,00	-	1 000,00	EUR
FR0010304328	STE FONCIERE PARIS IDF	STE FONCIERE PARIS ILE DE FRANCE	1 009 370,38	3 222 080,05	687 184,33	1 009 370,00	EUR
FR0010313031	White Knight VII - A	WHITE KNIGHT VII FCPR	2 522 230,00	378 334,50	2 143 895,50	2 522 230,00	EUR
FR0010343178	White Stone III FCPR A	WHITE STONE III FCPR	8 150 000,00	733 500,00	7 416 500,00	8 150 000,00	EUR
FR0010370544	Ventech Capital III A	VENTECH CAPITAL III	1 180 000,00	171 955,00	1 018 045,00	1 180 000,00	EUR
FR0010370551	Ventech Capital III B	VENTECH CAPITAL III	35 000,00	35 000,00	-	35 000,00	EUR
FR0010409821	Axiom Performance FCP	AXIOM PERFORMANCE FCP	5 000 000,00	2 952 650,00	2 047 350,00	5 000 000,00	EUR
FR0010409820	EUROPACORP	EUROPACORP	16 760 687,00	13 752 123,00	3 008 564,00	16 760 687,00	EUR

FR0010508242	CERES ASIE B USD	CERES ASIE	2 417 777,78	-	863 683,41	1 554 094,36	3 400 000,00	USD
FR0010508259	CERES GRANDE CHINE USD	CERES ASIE	2 417 777,78	-	782 151,11	1 635 626,67	3 400 000,00	USD
FR0010508267	CERES JAPON B	CERES JAPON	3 215 842,75	-	1 280 249,17	1 925 593,58	408 000 000,00	JPY
FR0010508275	CERES MONDE INDIEN USD	CERES MONDE INDIEN	2 417 777,78	-	1 211 306,67	1 206 471,11	3 400 000,00	USD
FR0010567453	LFP DIAMANT BLEU PART A	LA FRANCAISE DES PLACEMENTS INVEST	5 000 000,00	-	-	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR
FR0010826683	Ecureuil IMMO +	ECUREUIL IMMO +	980 000,00	-	15 148,84	984 851,16	980 000,00	EUR
FR0010826370	Palatine Or Bleu Part B	PALATINE OR BLEU	8 142 064,11	-	2 071 505,34	6 070 558,77	8 142 064,11	EUR
GB0000609965	SAM-VOL DRIVEN FD	GENERAL ARBITRAGE FUND DOLLAR CLASS	2 985 781,63	-	-	2 985 781,63	4 198 755,42	USD
GB0056183386	Hemisphere Defensive HF \$	HEMISPHERE DEFENSIVE HF	11 164 444,44	-	614 499,49	10 549 944,95	15 700 000,00	USD
GB008126X849	Lixor QIM Fund Class B	LIXOR QIM FUND LTD	1 711 311,64	-	-	1 711 311,64	2 406 532,00	USD
GRS001013002	BANK OF ATTICA	BANK OF ATTICA	3 523 098,52	-	1 071 770,62	2 451 327,90	3 523 098,52	EUR
GUG AVIATION 2	Guggenheim Aviation II	GUGGENHEIM AVIATION INVEST II	3 056 221,85	-	336 184,40	2 720 037,44	4 297 811,97	USD
HOLDCO A	Holdco SCPI Part A	HOLDCO	213 000,00	-	-	213 000,00	213 000,00	EUR
HOLDCO B	Holdco SCPI Part B	HOLDCO	213 853,00	-	-	213 853,00	213 853,00	EUR
HOLDCO C	Holdco SCPI Part C	HOLDCO	362 974,77	-	354 260,77	8 714,00	362 974,77	EUR
HRJ VC 5D	HRJ Capital V5 Domestic	HRJ CAPITAL VC 5 DOMESTIC	2 228 342,03	-	485 548,31	1 740 793,72	3 130 793,49	USD
HRJ VC 5F	HRJ Capital V5 Forex	HRJ CAPITAL VC 5 FOREX	2 763 389,82	-	520 880,11	2 242 509,72	3 886 031,00	USD
ICG MEZZANINE A	ICG Mezzanine Part A	ICG MEZZANINE FUND	1 000,00	-	-	1 000,00	1 000,00	EUR
ICG MEZZANINE B	ICG Mezzanine Part B	ICG MEZZANINE FUND	4 741 813,35	-	711 272,00	4 030 541,35	4 741 813,35	EUR
IE0031827361	SGAM AI Premium-C2	SGAM AI PREMIUM-C2 FUND	4 178 858,09	-	634 276,19	3 542 581,90	4 178 858,09	EUR
IE0032055232	Invesco Absolute Return F	INVESCO ABSOLUTE RETURN FUND	3 621 404,91	-	-	3 621 404,91	5 092 600,66	USD
IE00B23XDD39	Loomis Sayles Global SC	LS GLOBAL OPPORTUNISTIC BOND	10 758 111,11	-	656 305,78	10 102 805,33	15 130 000,00	USD
KYG284001107	DGCPEND KY	CODAN TRUST COPANY (CAYMAN) LTD	7 793 488,89	-	1 849 314,22	5 934 174,58	10 945 531,13	USD
KYG2851U1022	DGCVINI KY	DGC VISION LTD	4 245 879,20	-	448 500,81	3 797 378,38	5 970 787,62	USD
KYG450161131	A1FUND KY	THE A1 FUND	7 111 111,13	-	1 325 576,33	5 785 534,80	10 000 000,02	USD
KYG4636H1589	HSBC EUROPEAN Alpha	HSBC ALPHA FUNDS	2 499 303,26	-	-	2 499 303,26	2 499 303,26	EUR
KYG4848V1188	Irongate Global Strategie	IRONGATE GLOBAL STRATEGY FUND USD	7 111 111,12	-	2 475 078,08	4 636 033,04	10 000 000,01	USD
KYG537881014	Landdowns Glob Fin Fund	LANDSDOWNE GLOBAL FINANCIAL FUND LTD	3 554 671,90	-	-	3 554 671,90	3 554 671,90	EUR
KYG878451551	Thames River Hillside A	THAMES RIVER GLOBAL FUNDS SPC	4 818 685,78	-	1 530 763,14	3 288 912,62	6 777 654,97	USD
KYG8784C1015	Nevisky Fund Limited	NEVSKY FUND LTD	3 555 555,55	-	-	3 555 555,55	5 000 000,00	USD
KYG8785X1043	Thames River Kingway A	THAMES RIVER KINGWAY A	110,18	-	16,26	93,90	110,18	EUR
KYG885361009	Threadneedle American Gra	THREADNEEDLE AMERICAN CRESCENDO	-	-	-	-	0,00	USD
KYG8867S1140	Threadneedle Euro Crescen	THREADNEEDLE EURO CRESCENDO	-	-	-	-	0,00	EUR
KYG887151754	Threadneedle UK Crescendo	THREADNEEDLE CREDIT CRESCENDO	1 937 379,96	-	93 553,22	1 843 826,74	1 874 593,35	GBP
LU0131369385	SGAM AI CTA Divers 0406	SGAM AI CTA DIV 0406 FUND	1 507 897,87	-	-	1 507 897,87	1 507 897,87	EUR
LU0150007754	Multiadvisers Fund Global	MULTIADVISERS FUND GLOBAL TRADING	17 685 223,11	-	3 772 810,31	13 912 412,80	24 869 845,00	USD
LU0181071237	IXIS Constell Europe Event	IXIS EUROPEAN EVENTS	982 632,00	-	-	982 632,00	982 632,00	EUR
LU0175943829	JPMF Europe Dynamic A103C	JPMF PSE EUROPE DYNAMIC LS	1 394 478,00	-	-	1 394 478,00	1 394 478,00	EUR
LU0183517571	Vaughan Nelson US Small I	DGC VAUGHAN NELSON US SMALL CAP	3 840 000,00	-	949 248,00	2 890 752,00	5 400 000,00	USD
LU0201323960	Schroder SIS - Strategic	SCHRODER SIS STRATEGIC	3 034 445,00	-	-	3 034 445,00	3 034 445,00	EUR
LU0210684438	Transrend Fd - OmniTrend	TRANSTREND FD - OMNITREND EUR	2 585 958,36	-	-	2 585 958,36	2 585 958,36	EUR
LU0219940948	European Carbon Fund I S	EUROPEAN CARBON FUND SICAV	5 500 000,00	-	474 445,19	5 025 554,82	5 500 000,00	EUR
LU0220399462	LCFR Pntfund QUAM 100 USD	LCE F. DE BROTSCHEID Pntfund QUAM	5 831 111,11	-	135 864,89	5 695 246,22	6 200 000,00	USD
LU0230321399	XIS AEW GlobalReal USD-S	XIS AEW GLOBAL REAL ESTATE USD-SCA	2 820 774,40	-	1 189 430,40	1 721 344,00	4 107 339,00	USD
LU0230321839	XIS AEW GlobalReal EUR-S	XIS AEW GLOBAL REAL ESTATE EUR-SCA	1 100 000,00	-	533 280,00	566 720,00	1 100 000,00	EUR
LU0246474125	Uni-Global 100% MV Japon	UNI-GLOBAL 100% MV EUROPE	4 104 534,60	-	1 186 078,47	2 918 456,12	520 750 000,00	JPY
LU0248702606	CAAM-Green Planete-C C	ABF GREEN PLANET FUND	2 666 097,00	-	907 485,00	1 758 612,00	2 666 097,00	EUR
LU0293110648	SAF - GBMN 800-IS	SINOPIA AF GLOB BOND MKT NEUT 800EUR	2 983 579,65	-	128 974,21	2 856 605,44	4 167 533,88	USD
LU02985299180	GIA Global High Yield C	GIA GLOBAL HIGH YIELD	12 107 336,39	-	4 925 264,44	7 182 071,95	17 025 941,60	USD
LU0312245700	MBS Caspian-R2-SER24	MBS CASPIAN	13 029 881,45	-	374 963,20	12 654 918,25	18 323 242,66	USD
LU0319813282	MBS CETA S	MBS ZETA DO	7 111 111,11	-	-	7 111 111,11	10 000 000,00	USD
LU0344193296	IXIS GIA GLOBL INVEST GR	IXIS GIA GLOBAL INVESTMT GRADE	13 250 000,00	-	1 768 875,00	11 481 125,00	13 250 000,00	EUR
LU0390502424	NATIXIS INTERNATIONAL FVN	XIS AM EURO INFLATION S-G	21 000 000,00	-	268 800,00	20 731 200,00	21 000 000,00	EUR
MANTRA FEED1	MANTRA INVEST FEEDER 1	MANTRA INVEST FEEDER # 1	15 000 000,00	-	9 600 000,00	5 400 000,00	15 000 000,00	EUR
OCM OPFORT VIIb	OCM Opportunities Fnd VIIb	OCM OPPORTUNITIES FUND VIIb	7 466 666,67	-	537 600,00	6 929 066,67	10 500 000,00	USD
OCM OPFORT VII	OCM Opportunities Fund VI	OCM OPPORTUNITIES FUND VII	10 666 666,67	-	1 011 200,00	9 655 466,67	15 000 000,00	USD
PBW 2A	PBW II class A	PBW II REAL ESTATE FEEDER FUND	4 900 584,00	-	955 613,88	3 944 970,12	4 900 584,00	EUR
PierreHabitat	PIERRE ECUREUIL HABITAT	PIERRE ECUREUIL HABITAT	642,35	-	-	642,35	642,35	EUR
PREF FIN	PREF Finance Luxembourg	PREF FINANCES LUXEMBOURG	5 000,00	-	-	5 000,00	5 000,00	EUR
PREF LUX	PREF Luxembourg	PREF LUXEMBOURG	520 156,00	-	-	520 156,00	520 156,00	EUR
QS0007916628	Loomis MS Alpha 1007	LOOMIS SAYLES MULTI-STRATEGY ALPHA	11 377 777,78	-	189 328,22	11 188 451,56	16 000 000,00	USD
QS0007916636	LOOMIS SAYLES MULTI-STRAT	LOOMIS SAYLES MULTI-STRATEGY ALPHA	6 264 036,23	-	87 682,81	6 196 353,42	8 808 803,77	USD
QS0008013326	Westpeak Europe Market Ne	WESTPEAK EUROPE MARKET NEUTRAL FD	10 000 000,00	-	691 387,20	9 308 612,80	10 000 000,00	EUR
QS0008014142	PENTELIA LTD	PENTELIA PLC	3 555 555,56	-	355 555,56	3 200 000,00	5 000 000,00	USD
QS0008014563	Loomis Research US 130/30	LOOMIS RESEARCH US 130/30	8 888 888,89	-	2 843 544,89	6 045 344,00	12 500 000,00	USD
QS0008015321	Aurora Hedged Equity Fd G	AURORA HEDGED EQUITY OFFSHORE FUND	5 333 333,33	-	-	5 333 333,33	7 500 000,00	USD
QS0008015354	Aurora Global Opport Fd-G	AURORA GLOBAL OPPORT OFFS FD CL-G	3 181 308,44	-	263 475,97	2 917 832,46	4 473 715,00	USD
QS0010786804	Action JAPAN PACIFIC ADV	JAPAN PACIFIC FUND ADVISORY	23 634,08	-	-	23 634,08	2 998 500,00	JPY
QS0011080181	DB Noetic Equity Long/Short	DB NOETIC EQUITY LONG/SHORT FUND	4 268 866,67	-	1 068 866,67	3 200 000,00	6 000 000,00	USD
QS0011088259	GIA Global Credit Fd S1	GIA MULTI-SECTOR GLOBAL CREDIT FUND	15 320 412,44	-	8 887 865,55	6 432 546,89	21 544 330,00	USD
QS0011088572	Loomis Sayles Consumer FD	LOOMIS SAYLES CONSUMER DISCRETIONARY	2 071 824,49	-	-	2 071 824,49	2 913 503,19	USD
QS0011088648	Loomis Sayles Energy Hedg	LOOMIS SAYLES ENERGY HEDGE FUND LTD	1 422 222,22	-	-	1 422 222,22	2 000 000,00	USD
QS0011093364	MPC Samsara	MPC SAMSARA FUND	2 838 382,15	-	208 342,15	2 728 040,00	2 938 382,15	EUR
QUADRIGA	Quadriga Private Equity F	QUADRIGA PRIVATE EQUITY FUND III	4 138 321,09	-	827 664,22	3 310 656,87	4 138 321,09	EUR
TCW MEZZ IV	TWC Crescent Mezzanine IV	TCW CRESCENT MEZZANINE FUND IV LP	8 918 288,31	-	526 178,60	8 392 109,71	12 541 357,00	USD
TCW MEZZ V	TWC Crescent Mezzanine V	TCW CRESCENT MEZZANINE V, LLC	3 792 615,11	-	189 630,76	3 602 984,36	5 333 365,00	USD
VS3535338137	FRANKLIN TEMPLETON EM MK	FRANKLIN TEMPLETON INSTITUTIONAL	7,77	-	2,63	5,13	10,82	USD
VGG399981445	Gottex Market Neutral Fd	GOTTEX MARKET NEUTRAL FUND	5 965 050,00	-	594 230,00	5 370 820,00	5 965 050,00	EUR
VGG7011E1126	PERMAL FX FINANCIAL USD	PERMAL FX CLASS A-EUR FUND	16 149 938,87	-	1 704 002,71	14 445 936,16	22 710 851,25	USD
ViewpointG2	VIEWPOINT GROWTH II	VIEWPOINT	815 551,68	-	154 854,82	660 596,84	815 551,68	EUR
VISA CLASS C	VISA INC-CLASS C Serie 1	VISA INC.	13 514 691,13	-	0	13 514 691,13	19 005 034,32	USD
Total Actions et Autres Titres à Revenus Variables			1 009 695 741,98	-	159 588 448,64	852 817 147,32		

A5. Participations et autres titres détenus à long terme ; parts dans les entreprises liées

Affectation 26/03	tiers	provisions	tsdi	Valeur brut	Total
Entreprises liées	BANQUE PALATINE			1 017 072 534,11	1 017 072 534,11
	CINERGIE			20,00	20,00
	CREDIT FONCIER DE FRANCE			1 257 141 312,59	1 257 141 312,59
	GCE CAPITAL SAS			49 037 000,00	49 037 000,00
	GCE FONCIER COINVEST			46 412 550,00	46 412 550,00
	GCE HABITAT			46 136 991,00	46 136 991,00
	GCE PARTICIPATIONS	-5 199 994,79		5 200 000,00	5,21
	OTEROM HOLDING	-31 000 000,00		71 800 701,00	40 800 701,00
	GCE SEM			56 721 142,92	56 721 142,92
	SCA ECUFONCIER			28 499 952,00	28 499 952,00
	IMMOBILIERE CE DENFERT	-2 142 559,81		22 275 229,87	20 132 670,06
	NEXITY SA	-49 000 000,00		1 414 314 605,84	1 365 314 605,84
cession entreprises liées	HOLASSURE			1 051 456 939,00	1 051 456 939,00
Total Entreprises liées		-87 342 554,60	0,00	5 066 068 978,33	4 978 726 423,73
Participations et ATDLT	BANQUE PALATINE		80 000 000,00		80 000 000,00
	CREDIT FONCIER DE FRANCE		280 000 000,00		280 000 000,00
	ABN AMRO BANK NV		8 912 000,00		8 912 000,00
	ACTIF IMMO D EXPLOITATION			1 000,00	1 000,00
	ALPHA DEMETER			799 900,00	799 900,00
	ANF	-2 212 121,11		22 342 155,00	20 130 033,89
	ANTICIPA GROUPE CDC			533,57	533,57
	BANCA CARIGE SPA			528 922 762,84	528 922 762,79
	BARCLAYS BANK LONDON		17 904 000,00		17 904 000,00
	BOIZEL CHANOINE CHAMPAGNE	-3 759 653,84		11 350 018,50	7 590 364,66
	COMPAGNIE DES ALPES	-4 950 404,40		17 549 844,00	12 599 439,60
	DEPFA FUNDING IV LP		9 617 800,00		9 617 800,00
	DEXIA FUNDING LUX		9 230 000,00		9 230 000,00
	EPI TRINITY SARL			750 000,00	750 000,00
	ERIXEL	-24 609,07		119 100,00	94 490,93
	FLCP			350 000,00	350 000,00
	GCE ASAP SAS			37 000,00	37 000,00
	GCE AVI 007			37 000,00	37 000,00
	GCE DOMAINES			98 999 860,00	98 999 860,00
	GCE ECLAIR 07			37 000,00	37 000,00
	GCE ESKA 007			37 000,00	37 000,00
	GCE FX 007			37 000,00	37 000,00
	GCE I PROMOTION MEDITERRANEE			37 000,00	37 000,00
	GCE IDA 007			7 537 000,00	7 537 000,00
	GCE ISSOIRE IMMOBILIER			1 000 000,00	1 000 000,00
	GCE KALI 007			37 000,00	37 000,00
	GCE KOLA 007			37 000,00	37 000,00
	GCE NAO			37 000,00	37 000,00
	GCE ODE 007			37 000,00	37 000,00
	GCE ONA 007			37 000,00	37 000,00
	GCE SRD 007			37 000,00	37 000,00
	GCE TEO 007			37 000,00	37 000,00
	GCE VTR 007			37 000,00	37 000,00
	HBOS CAPITAL FUNDING LP		8 784 000,00		8 784 000,00
	LA COMPAGNIE 1818			202,91	202,91
	LOCASIC			719 956,61	719 956,61
	MACIF		17 500 000,00		17 500 000,00
	MALRAUX	-380 934,00		437 000,00	56 066,00
	MARSEILLE TELEVISION LOCALE	-760 000,00		759 900,00	-100,00
	NATIXIS MULTIMANAGER (EX: IXISPCM)			528 238,62	528 238,62
	NORSCUT			9 000,00	9 000,00
	PALLAS EUROPEAN PROPERTY	-4 355 508,02		5 526 389,33	1 170 881,31
	SNC HAUTE CLAIRE	-14 350 591,50		19 460 700,00	5 110 108,50
	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE VISION			375 000,00	375 000,00
	SOCIETE LAMY			57,00	57,00
	STE DE CRDT DES ASS A CARACT MUTUEL			14 500 500,00	14 500 500,00
Total Participations et ATDLT		-30 793 821,94	431 947 800,00	732 557 118,38	1 133 711 096,39
Total		-118 136 376,54	431 947 800,00	5 798 626 096,71	5 112 437 520,12

A6. Immobilisations corporelles

Immobilsations : Site Masseran 31-12-2008

Libellé	Valeur brute	Amortissement au 31-12-2008	VNC 31-12-2008
Terrain	2 103 796,44	0,00	2 103 796,44
Construction	4 697 716,47	3 966 634,13	731 082,34
Agencements	10 282 330,07	3 990 848,18	6 291 481,89
AGENCTS INSTAL (biens en location)	24 972,48	8 297,95	16 674,53
MATERIELS DE BUREAU	769,15	769,15	0,00
MOBILIER	196 175,71	88 414,24	107 761,47
TELEPHONIE	1 923,17	975,59	947,58
MATERIEL AUDIOVISUEL	328 249,79	195 767,75	132 482,04
MATERIEL DE CUISINE	224 213,37	185 351,23	38 862,14
Matériel de sécurité	42 916,06	33 454,56	9 461,50
IMMO NON AMORTISSABLES	59 942,04	0,00	59 942,04
MATERIEL INFORMATIQ STANDARD	74 433,24	74 433,24	0,00
MATERIEL INFORMATIQ SPECIFIQUE	4 646,58	4 646,58	0,00
LOGICIELS ACQUIS	888,03	888,03	0,00
PROGICIELS SPECIFIQUES ACQUIS	4 036,50	4 036,50	0,00
Total	18 047 009,10	8 554 517,13	9 492 491,97

A7. Autres actifs

(en euros)	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV
Comptes de règlement sur opérations sur titres			
Primes sur instruments conditionnels achetés :	11 545 725,33	-121 198,77	11 424 526,56
Options OTC	8 231 536,44	-121 198,77	8 110 337,67
Options MO	3 314 188,89		3 314 188,89
Créances fiscales :	132 202 030,21		132 202 030,21
Impôts et taxes	132 202 030,21		132 202 030,21
Dépôts de garantie versés :	67 644 696,97		67 644 696,97
Dépôts de garantie versés sur Futures	2 788 170,45		2 788 170,45
Collatéral sur opérations de marché	64 856 526,52		64 856 526,52
Autres débiteurs divers	17 915 633,82		17 915 633,82
Avances actionnaires	17 806 295,50		17 806 295,50
Autres comptes avances	53 314,00		53 314,00
Compte de règlement de factures	56 024,32		56 024,32
Total au 31/12/2008	229 308 086,33	-121 198,77	229 186 887,56

A8. Comptes de régularisation

(en euros)	VNC(en CV)
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture :	26 045 056,51
Soultés initiale sur CDS	25 798 100,00
Soultés initiale sur swap	246 956,51
Primes et frais d'émission	6 495,52
Charges constatés d'avance :	-10 699 914,29
Charges constatés d'avance Babys TSS	9 465 150,00
Surcotes/décotes à la clientèle	-20 165 064,29
Produits à recevoir :	51 277 789,64
ICNE sur IFT	41 456 101,87
Dividendes à recevoir sur titres de participations et ATDLT	8 650 227,30
Commissions sur prêts et emprunts	1 153 731,11
Autres produits à recevoir	17 729,36
Autres :	122 311,81
Créances diverses FCRG	122 311,81
Total au 31/12/2008	66 751 739,19

Détail des lignes de passif :

B1. Dettes envers les établissements de crédit

Contrepartie	VNC en CV	Nominal initial en devises	Devise	Référence	Date de mise en place	Echéance
LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL EUROPE	(1 153 731,11)		EUR	n° PFB 901535D		
BANQUE LEHMAN BROTHERS	(63 648,90)		EUR	n° PFB 901536E		
COMPAGNIE FINAN CREDIT MUTUEL B	(600 033 333,33)	600 000 000,00	EUR	189347	31/12/2008	02/01/2009
BANQUE MARTIN MAUREL	(30 001 943,33)	30 000 000,00	EUR	189456	31/12/2008	02/01/2009
Dettes à vue	(631 252 656,67)					
CE RHONE ALPES	(10 515 081,68)	8 729 988,83	EUR	277	29/12/2000	31/12/2010
CE AQUITAINE POITOU CHARENTES	(9 761 974,26)	7 139 581,23	EUR	278	29/12/2000	31/12/2010
C E D'AUVERGNE ET LIMOUSIN	(6 080 415,84)	4 933 000,00	EUR	279	29/12/2000	31/12/2010
C E DE BASSE NORMANDIE	(4 559 673,68)	3 010 377,03	EUR	280	29/12/2000	31/12/2010
C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	(10 618 438,95)	8 437 211,63	EUR	281	29/12/2000	31/12/2010
C E DE BRETAGNE	(8 753 559,46)	5 630 733,00	EUR	282	29/12/2000	31/12/2010
C E DE COTE D'AZUR	(10 995 626,06)	8 256 317,14	EUR	284	29/12/2000	31/12/2010
C E DE CHAMPAGNE ARDENNES	(4 947 390,93)	5 485 390,04	EUR	285	29/12/2000	31/12/2010
CE LOIRE CENTRE	(5 298 610,13)	3 768 460,87	EUR	286	29/12/2000	31/12/2010
CE NORD FRANCE EUROPE	(7 836 932,98)	7 605 933,49	EUR	287	29/12/2000	31/12/2010
C E DE FRANCHE COMTE	(4 320 133,95)	3 868 841,62	EUR	288	29/12/2000	31/12/2010
C E DE HAUTE NORMANDIE	(8 846 141,27)	6 937 774,09	EUR	290	29/12/2000	31/12/2010
C E ILE DE FRANCE NORD	(6 417 903,19)	4 345 650,21	EUR	291	29/12/2000	31/12/2010
C E ILE DE FRANCE QUEST	(8 391 747,13)	4 730 443,11	EUR	292	29/12/2000	31/12/2010
E ILE DE FRANCE PARIS	(25 893 322,17)	19 138 218,43	EUR	293	29/12/2000	31/12/2010
E DE LOIRE DROME ARDECHE	(7 558 232,79)	8 930 750,34	EUR	294	29/12/2000	31/12/2010
E DU LIMOUSIN	(4 094 597,93)	3 470 455,50	EUR	295	29/12/2000	31/12/2010
E DE LORRAINE NORD	(5 029 704,68)	5 406 967,56	EUR	296	29/12/2000	31/12/2010
E DU LANGUEDOC ROUSSILLON	(10 221 720,23)	10 268 114,78	EUR	297	29/12/2000	31/12/2010
E DE MIDI-PYRENEES	(14 859 691,96)	11 379 622,52	EUR	299	29/12/2000	31/12/2010
E DE PROVENCE ALPES CORSE	(25 179 640,16)	23 215 140,98	EUR	300	29/12/2000	31/12/2010
E AQUITAINE POITOU CHARENTES	(4 215 061,39)	4 103 063,39	EUR	301	29/12/2000	31/12/2010
E NORD FRANCE EUROPE	(7 220 396,84)	6 264 386,52	EUR	302	29/12/2000	31/12/2010
E NORD FRANCE EUROPE	(5 737 781,15)	4 759 720,82	EUR	303	29/12/2000	31/12/2010
E DES PAYS DE LOIRE	(14 055 067,42)	8 024 186,64	EUR	304	29/12/2000	31/12/2010
E DE PICARDIE	(10 162 226,11)	8 921 339,64	EUR	305	29/12/2000	31/12/2010
E DES PAYS LORRAINS	(4 107 315,44)	4 415 707,61	EUR	306	29/12/2000	31/12/2010
E AQUITAINE POITOU CHARENTES	(7 625 334,63)	6 834 256,44	EUR	307	29/12/2000	31/12/2010
E RHONE ALPES	(13 551 027,00)	12 547 594,44	EUR	308	29/12/2000	31/12/2010
E LOIRE CENTRE	(6 744 807,94)	5 405 921,93	EUR	309	29/12/2000	31/12/2010
E D'ALSACE	(5 652 542,68)	6 500 699,55	EUR	310	29/12/2000	31/12/2010
Emprunt à terme sur établissements de crédits	(279 252 100,03)					
FUZEOR 1	(69 069 234,00)	(68 174 250,02)	EUR	XS0254041493	04/08/2008	23/07/2009
FUZEOR 2	(84 148 511,27)	(83 058 133,32)	EUR	XS0254041493	04/08/2008	24/09/2009
FUZEOR 3	(42 144 769,45)	(41 598 666,77)	EUR	XS0254041493	18/08/2008	07/12/2009
FUZEOR 3	(42 848 133,27)	(42 292 916,56)	EUR	XS0251751748	22/09/2008	07/12/2009
FUZEOR 1	(82 281 273,18)	(81 791 085,57)	EUR	XS0274615656	19/11/2008	23/07/2009
FUZEOR 2	(83 786 437,90)	(83 287 283,33)	EUR	XS0274615656	19/11/2008	24/09/2009
FUZEOR 1	(52 469 929,42)	(52 395 164,43)	EUR	XS0313759754	19/12/2008	23/07/2009
FUZEOR 2	(82 438 601,02)	(82 321 133,34)	EUR	XS0313759754	19/12/2008	24/09/2009
FUZEOR 3	(40 484 253,78)	(40 426 566,69)	EUR	XS0313759754	19/12/2008	01/12/2009
Pension livrée	(579 671 143,29)					
Total Dettes sur les établissements de crédit	(1 490 175 899,99)					

B2. Opérations à terme avec la clientèle

Contrepartie	VNC en CV	Nominal initial en devises	Devise	Référence	Date de mise en place	Echéance
ABP INVESTMENTS - HEERLEN	500 030 138,89	500 000 000,00	EUR	189232	31/12/2008	05/01/2009
<i>Dettes à terme</i>	<i>500 030 138,89</i>	<i>500 000 000,00</i>				

B3. Dettes représentées par un titre

Code ISIN	Libellé titre	VNC en cvé	Nominal initial en DEV	Devise	Date d'émission	Echéance
XS0348737215	CNCE TF PREC 09/02/09	5 672 574.32	5 000 000.00	USD	11/02/2008	09/02/2009
XS0380074802	CNCE ECP 4.87% 20/04/09	120 302 284.68	122 000 000.00	EUR	21/04/2008	20/04/2009
XS0381959595	CNCE ECP 4.80 % 30/01/09	4 483 215.43	4 500 000.00	EUR	30/04/2008	30/01/2009
XS0384874819	CNCE TF PREC 4.82% 15/5/09	29 478 835.63	30 000 000.00	EUR	18/05/2008	15/05/2009
XS0385806499	CNCE TF PREC 3.03% 20/2/09	7 081 884.58	10 000 000.00	USD	20/05/2008	20/02/2009
XS0388340221	CNCE TF PREC 4.875% 22/5/09	4 907 239.05	5 000 000.00	EUR	23/05/2008	22/05/2009
XS0388849339	CNCE TF PREC 4.815% 27/2/09	69 475 035.70	70 000 000.00	EUR	27/05/2008	27/02/2009
XS0387518498	CNCE TF PREC 5.02% 27/5/09	1 981 243.89	2 000 000.00	EUR	28/05/2008	27/05/2009
XS0387842613	CNCE TF PREC 5.02% 28/5/09	1 960 718.29	2 000 000.00	EUR	30/05/2008	29/05/2009
XS0388506712	CNCE PREC 5.07% 01/08/09	1 489 652.88	1 500 000.00	EUR	03/08/2008	01/08/2009
XS0388557541	CNCE PREC 3.0557% 3/8/09	13 567 801.25	20 500 000.00	CHF	03/08/2008	03/08/2009
XS0388837158	CNCE TF PREC 6.02% 3/8/09	5 044 453.84	5 000 000.00	GBP	04/08/2008	03/08/2009
XS0370384860	CNCE TFPREC 5.38% 10/08/09	8 307 241.20	8 500 000.00	EUR	11/08/2008	10/08/2009
XS0370742255	CNCE TF PREC 5.38% 11/8/09	27 363 314.42	28 000 000.00	EUR	12/08/2008	11/08/2009
XS0371023341	CNCE TF PREC 3.30% 13/8/09	9 909 867.71	15 000 000.00	CHF	13/08/2008	12/08/2009
XS0371548651	CNCE TF PREC 3.31 18/08/09	13 207 821.37	20 000 000.00	CHF	17/08/2008	18/08/2009
XS0371848374	CNCE TF PREC 5.205 18/3/09	79 154 313.83	80 000 000.00	EUR	18/08/2008	18/03/2009
XS0375960944	CNCE ECP 3.1525% 09/01/09	98 778 296.48	139 000 000.00	USD	09/07/2008	09/01/2009
XS0381561876	CNCE TF 5.21% 30/07/09	4 855 628.22	5 000 000.00	EUR	01/08/2008	30/07/2009
XS0382838202	CNCE ECP 5.15% 08/05/09	7 860 118.51	8 000 000.00	EUR	08/08/2008	08/05/2009
XS0382851304	CNCE ECP 2.78% 09/02/09	24 058 789.83	38 000 000.00	CHF	08/08/2008	09/02/2009
XS0383273728	CNCE TF 3.11% 13/02/09	24 797 738.20	35 000 000.00	USD	13/08/2008	13/02/2009
XS0383495891	CNCE TF 5.87% 18/02/09	10 280 899.28	10 000 000.00	GBP	14/08/2008	18/02/2009
XS0385681241	CNCE TF PREC 3.13% 27/2/09	10 614 832.37	15 000 000.00	USD	25/08/2008	27/02/2009
XS0385765184	CNCE PREC 3.14% 27/02/09	27 243 791.57	38 500 000.00	USD	29/08/2008	27/02/2009
XS0388089182	CNCE TF PREC 5.01% 5/1/09	281 845 704.12	282 000 000.00	EUR	02/09/2008	05/01/2009
XS0387034472	CNCE TF PRE 5.07% 5/03/09	28 253 419.30	28 500 000.00	EUR	05/09/2008	05/03/2009
XS0387277022	CNCE TF PREC 3.24% 08/08	7 012 418.08	10 000 000.00	USD	08/09/2008	08/08/2009
XS0387542896	CNCE TF PRE 5.08 8/03/09	9 907 887.15	10 000 000.00	EUR	09/09/2008	09/03/2009
XS0387542896	CNCE TF PRE 5.08 8/03/09	38 840 959.73	39 000 000.00	EUR	09/09/2008	09/03/2009
XS0387742837	CNCE TF PRE 5.08 10/3/09	28 719 302.86	30 000 000.00	EUR	10/09/2008	10/03/2009
XS0389883312	CNCE TFPRE 6.24% 24/03/09	28 651 124.85	30 000 000.00	EUR	24/09/2008	24/03/2009
XS0392078779	CNCE TF PRE 5% 07/01/09	17 763 149.88	25 000 000.00	USD	07/10/2008	07/01/2009
XS0392079074	CNCE TF PRE 5.03% 7/01/09	24 868 201.30	25 000 000.00	EUR	07/10/2008	05/01/2009
XS0393866509	CNCE TFPREC 4.77% 14/01/09	19 965 964.89	20 000 000.00	EUR	14/10/2008	14/01/2009
XS0396578725	CNCE TF 4.6% 28/01/09	12 865 871.11	13 000 000.00	EUR	28/10/2008	28/01/2009
XS0397591958	CNCE TFPRE 2.22% 4/02/09	20 068 784.27	30 000 000.00	CHF	04/11/2008	04/02/2009
XS0399433365	CNCE TFPRE 1.65% 13/01/09	1 421 442.18	2 000 000.00	USD	13/11/2008	13/01/2009
XS0401697254	CNCE TFPRE 3.24% 25/11/09	11 052 559.83	18 000 000.00	USD	28/11/2008	25/11/2009
XS0402037450	CNCE TFPREC 2.25% 28/1/09	7 099 156.70	10 000 000.00	USD	28/11/2008	28/01/2009
XS0402218468	CNCE TFPREC 2.40% 27/2/09	10 828 377.78	15 000 000.00	USD	28/11/2008	27/02/2009
XS0402208552	CNCE TFPREC 3.21% 27/2/09	4 974 792.04	5 000 000.00	EUR	28/11/2008	27/02/2009
XS0402531084	CNCE TFPREC 2.30% 2/03/09	3 542 004.72	5 000 000.00	USD	01/12/2008	02/03/2009
XS0404477092	CNCE TFPREC 3.04 09/02/09	44 154 877.38	44 300 000.00	EUR	09/12/2008	09/02/2009
XS0404848049	CNCE TFPREC 3% 9/01/09	149 900 257.67	150 000 000.00	EUR	09/12/2008	09/01/2009
XS0405169218	CNCE TFPRE 3.13% 10/2/09	17 837 735.64	18 000 000.00	EUR	10/12/2008	10/02/2009
XS0405174475	CNCE TFPRE 0.40% 12/01/09	32 170 001.35	48 000 000.00	CHF	10/12/2008	12/01/2009
XS0405283854	CNCE TFPREC 2.40% 12/1/09	87 128 591.49	65 000 000.00	GBP	10/12/2008	12/01/2009
XS0405824284	CNCE TFPREC 1.84% 17/2/09	14 188 165.68	20 000 000.00	USD	15/12/2008	17/02/2009
XS0406229343	CNCE TFPREC 2.87% 17/3/09	9 938 581.03	10 000 000.00	EUR	17/12/2008	17/03/2009
XS0406387827	CNCE TFPREC 0.90% 08/1/09	35 549 336.82	50 000 000.00	USD	18/12/2008	08/01/2009
XS0406847429	CNCE TFPREC 0.355 22/1/09	13 403 929.88	20 000 000.00	CHF	22/12/2008	22/01/2009
XS0406934751	CNCE TF PREC 2.52 24/3/09	9 842 939.51	10 000 000.00	EUR	28/12/2008	24/03/2009
XS0407060465	CNCE TF PREC 1.40 30/3/09	7 088 861.13	10 000 000.00	USD	29/12/2008	30/03/2009
XS0407059459	CNCE TF PREC 2.43 30/3/09	14 911 443.96	15 000 000.00	EUR	29/12/2008	30/03/2009
XS0407042582	CNCE TF PREC 1.41 27/2/09	27 008 114.82	295 000 000.00	HKD	29/12/2008	27/02/2009
XS0407190678	CNCE TF PREC 1.25 7/01/09	374 047 774.52	382 000 000.00	GBP	31/12/2008	07/01/2009
XS0407190918	CNCE TF PREC 0.4% 7/01/09	88 038 708.59	121 000 000.00	USD	31/12/2008	07/01/2009
XS0407201200	CNCE TF PREC 2.13% 7/1/09	23 991 483.53	24 000 000.00	EUR	31/12/2008	07/01/2009
XS0407201200	CNCE TF PREC 2.13% 7/1/09	9 998 451.47	10 000 000.00	EUR	31/12/2008	37/01/2009
European Commercial Paper		(2 188 691 954.80)				
USCP00000251	CNCE USCP 3.08% 23/02/09	28 315 484.89	40 000 000.00	USD	27/08/2008	23/02/2009
USCP00000257	CNCE USCP 2.28% 23/01/09	71 012 898.78	100 000 000.00	USD	25/11/2008	23/01/2009
USCP00000258	CNCE USCP 2.33% 2/02/09	212 891 486.28	300 000 000.00	USD	03/12/2008	02/02/2009
USCP00000259	CNCE USCP 2.33% 5/02/09	212 850 074.03	300 000 000.00	USD	03/12/2008	05/02/2009
USCP00000260	CNCE USCP 1.98 10/2/9	70 954 866.87	100 000 000.00	USD	09/12/2008	10/02/2009
USCP00000261	CNCE USCP 1.83 10/2/9	141 833 037.01	200 000 000.00	USD	12/12/2008	10/02/2009
USCP00000262	CNCE USCP 1.52% 17/03/09	212 857 777.74	300 000 000.00	USD	18/12/2008	17/03/2009
USCP00000263	CNCE USCP 1.52% 20/03/09	212 830 755.52	300 000 000.00	USD	18/12/2008	20/03/2009
USCP00000264	CNCE USCP 1.50% 12/03/09	17 725 825.93	25 000 000.00	USD	18/12/2008	12/03/2009
USCP00000265	CNCE USCP 0.25% 05/01/09	71 109 135.80	100 000 000.00	USD	31/12/2008	05/01/2009
USCP00000265	CNCE USCP 0.25% 05/01/09	81 331 629.83	88 250 000.00	USD	31/12/2008	05/01/2009
US Commercial Paper		(1 313 412 882.84)				
FR0118222656	CNCE EONIA -0.35% 02/1/09	850 070 777.78	850 000 000.00	EUR	30/12/2008	02/01/2009
FR0118222684	CNCE EONIA -0.35% 02/1/09	500 027 777.78	500 000 000.00	EUR	31/12/2008	02/01/2009
FR0118222748	CNCE EONIA -0.30% 02/1/09	643 438 838.06	643 400 000.00	EUR	31/12/2008	02/01/2009
FR0115897189	CNCE EONIA 0.80 5/1/9	17 548 802.77	17 500 000.00	EUR	03/12/2008	05/01/2009
FR0115897060	CNCE EONIA 0.8% 02/01/09	15 041 979.17	15 000 000.00	EUR	01/12/2008	02/01/2009
Certificat de dépôts		(1 828 123 875.54)				
US1280F8AG34	CNCE EXT 13MUSD 10/03/09	214 065 955.55	300 000 000.00	USD	10/05/2007	10/09/2009
Extendible Notes		(214 065 955.55)				
Total Dettes sur les établissements de crédit		(5 482 294 747.15)				

B4. Autres passifs

(en euros)	HCE
Versements restant à effectuer sur titres de participations	10 100 000,00
Primes sur instruments conditionnels vendus :	8 312 306,07
Options OTC	8 312 306,07
Dépôts de garantie reçus	135 938 631,53
Collatéral sur opérations de marché	135 938 089,27
Autres dépôts reçus	542,26
Autres créiteurs divers	439,91
Autres créiteurs divers	439,91
Total au 31/12/2008	154 351 377,51

B5. Comptes de régularisation

(en euros)	HCE
Ajustement devises Hors-Bilan	44 999 790,00
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture :	12 684 471,94
Soultés initiale sur swap	12 684 471,94
Charges à payer :	73 398 568,08
ICNE sur IFT	40 784 991,44
SEP TRADE/SEP MASC	3 700 335,73
Charges à payer divers	28 913 240,91
Autres :	2 126 268,68
Comptes technique DAB	2 105 655,01
Autres comptes de liaison	20 613,67
Total au 31/12/2008	133 209 098,70

B6. Provisions pour risques et charges

Libellé	Observation	Total (en €)
Provision achat à terme de titres	Prov opération part achat à terme EADS	30 854 383,20
Provision exe sgn - Autres opérations	COFIMAGE 12	411 620,00
	COFIMAGE 13	457 680,00
	COFIMAGE 14	304 900,00
	COFIMAGE 15	457 500,00
	Fraude ICADE	2 000 000,00
	Dossier BINGO	26 240 000,00
	Garanties SCEA Château Bernard + SCI BGM	42 263,28
Total Provision exe sgn - Autres opérations		29 913 963,28
Provision exe sgn Opérations clientèle	Dossier MICFOS-SOCFIM	13 590 391,00
	Emin Leydier	1 000 000,00
	Fabre Domergue	3 459 547,70
	Garantie Celda - Hotel et restos paris / cession Palatine	2 900 000,00
Total Provision exe sgn Opérations clientèle		20 949 938,70
Provision impôts différés social	Provision GIE fiscaux	119 444 000,00
Autres Provisions CP	LTi et Litige redevance BMS	142 000,00
Provision litiges - Contrôles fiscaux	Revenus source étrangère/ Contrôle fiscal CNCE 2006/2007 (IS) / Hollasure/ MMA/ Perexia/ Taxe Ixis	51 635 762,00
Provision litiges du personnel	Litiges prud'hommes	3 412 323,00
Provision litiges impôts - frais généraux	Risque fiscal divers/ Ctr fiscal CNCE 2006/2007/ litiges TP	12 839 200,30
Provision litiges opé exploitation banc	Risque Danjou CFF	19 000,00
Provision QPSN Titre de part	GCE Participations VNC	199 893,26
Provision restructuration frais personnel	Restructuration personnel	30 000 000,00
Autres Provisions CP	Provision dossier CDC Ixis	7 842 299,79
Provision restit éco impot intégration	Dettes intégration fiscale CNCE+XIS	4 398 107,00
Provision sur opé particip - Hors CP	CACEIS Compl prix achat	10 000 000,00
	Gestitres	150 676,00
	Haute Claire QP SN	4 270 768,06
	Marloc	116 400,62
	Risque sur titres de part EULIA	192 054,78
Total Provision sur opé particip - Hors CP		14 729 899,46
Provision R&cho-personnel	Retour accord CNCE/GDC + URC	23 880 000,00
Provisions sur swap	Swaps	1 602 018,00
Provision vente OTC Taux et CDS	OTC	24 700,10
Total Provisions pour risques et charges CNCE		351 887 490,09

B7. Dettes subordonnées

Code ISIN	Libellé titre	VNC en cv€	Nominal initial en DEV	Devise	Date d'émission	Echéance
FR0010137380	TSRP CNCE STRUC	391 696 500,00	390 000 000,00	EUR	30/11/2004	30/11/2099
FR0010347682	CNCE TSDI E6M+1.2%	150 017 654,17	150 000 000,00	EUR	30/06/2006	30/06/2099
FR0010485169	CNCE TSDI E3M+1.25%	104 524 621,36	104 500 000,00	EUR	29/06/2007	30/06/2099
FR0010557710	CNCE TSDI STRUC EUR3M	82 247 035,58	82 150 000,00	EUR	20/12/2007	20/12/2099
Total Dettes subordonnées		(728 485 811,11)				

B8. Capitaux propres

Capital social et assimilés - Actions ordinaires	8 042 738 080,25
Capital social et assimilés - Actions de préférence	243 847 500,00
Primes liées au capital - Actions ordinaires	1 063 870 981,96
Primes liées au capital - Actions de préférence	1 352 570 044,78
Réserve légale	341 320 309,84
Autres réserves	1 755 687 302,20
Report à nouveau	500 000 000,00
Résultat en instance d'approbation	
Résultat french	-2 253 113 500,13
Capitaux propres	11 046 920 718,90

C. Eléments de hors bilan exclus de l'Apport

m€	Holding CE
Engagements de financement	77
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-
Engagements en faveur de la clientèle	77
Engagements de garantie	-
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	-
Engagements d'ordre de la clientèle	-
Engagements sur titres	46
Autres engagements donnés	46
Autres engagements donnés	-
Total engagements donnés	123

m€	Holding CE
Engagements de financement	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	-
Engagements d'ordre de la clientèle	-
Engagements de garantie	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	-
Engagements sur titres	160
Autres engagements reçus	160
Autres engagements recus	-
Total engagements reçus	160

m€	Holding CE
Opérations sur marchés organisés	25 584
Opérations fermes	1 807
Opérations conditionnelles	23 777
Opérations sur marchés de gré à gré	5 060
Opérations fermes	4 918
Opérations conditionnelles	142
Total Instruments financiers à terme	30 644
Opérations de change au comptant	-
Opérations de change à terme	1 300
Total Opérations de change	1 300

C1. Engagements de financement en faveur de la clientèle

Tiers contrepartie	encours en cv€	Devise	Date de début	Date d'échéance
CELINE AVIATION SAS	20,00	EUR	27/07/2005	30/09/2015
GIE MAEA	164 870,69	EUR	29/09/2008	28/03/2011
GIE MUSICA BAIL	17 940 357,40	EUR	19/06/2006	19/06/2021
GIE OPERA 1 BAIL	423 706,25	EUR	30/12/2005	30/04/2011
GIE OPERA 5 BAIL	1 124 363,93	EUR	30/12/2005	10/06/2011
GIE OPERA 6 BAIL	1 159 134,14	EUR	30/12/2005	28/03/2011
GIE ORCHESTRA BAIL	32 591 965,59	EUR	30/04/2007	31/03/2022
GIE VICTOIRE	157 845,79	EUR	16/05/2008	16/11/2010
BELLON SA	21 730 370,19	EUR	04/07/2004	04/07/2012
Total Engagement en faveur de la clientèle	76 510 662,98			

C2. Engagements sur titres donnés

Code ISIN	Libellé titre	Encours en CV	Nominal en DEV	Devise	Référence	Date d'opération	Date de livraison
LU0150007754	Multiadvisers Fund Global	(6 008 888,89)		USD	172235	31/12/2008	10/01/2009
BSP6063R1129	KGH fund Ltd - Licom Sh	(1 907 626,67)		USD	172236	31/12/2008	12/01/2009
QS0008015321	Aurora Hedged Equity Fd G	(3 050 666,67)		USD	172901	31/12/2008	15/01/2009
QS0011093364	MPC Samsara	(1 520 000,00)		EUR	174497	31/12/2008	10/01/2009
QS0008014142	PENTELIA LTD	(3 715 911,11)		USD	178949	31/12/2008	12/01/2009
GB0056163388	Hemisphere Defensive HF \$	(2 532 977,78)		USD	179255	31/12/2008	10/01/2009
QS0008015354	Aurora Global Opport FD-G	(3 003 733,33)		USD	180242	31/12/2008	10/01/2009
IE0031627361	SGAM AI Premiun-C2	(2 730 598,00)		EUR	180387	31/12/2008	10/01/2009
BMG676441071	OPTIMA Futur Fund	(1 493 333,33)		USD	182962	31/12/2008	12/01/2009
FR0007082128	MULTI ALTERNATIF SELECT-I	(1 065 000,00)		EUR	183679	31/12/2008	12/01/2009
KYG2851U1022	DGCVINI KY	(1 772 088,89)		USD	184133	31/12/2008	12/01/2009
KYG885361009	Threadneedle American Cre	(195 132,40)		USD	184138	31/12/2008	12/01/2009
LU0175943629	JPMF Europe Dynamic A103C	(1 017 500,00)		EUR	184140	31/12/2008	12/01/2009
QS0011068572	Loomis Sayles Consumer FD	(1 399 466,67)		USD	184141	31/12/2008	12/01/2009
QS0011068648	Loomis Sayles Energy Hedg	(896 000,00)		USD	184142	31/12/2008	12/10/2009
KYG4636H1589	HSBC EUROPEAN Alpha	(1 500 000,00)		EUR	184144	31/12/2008	12/01/2009
QS0008013326	Westpeak Europe Market Ne	(9 300 000,00)		EUR	185705	31/12/2008	12/01/2009
BMG6198G3206	Momentum Allweather Insti	(2 995 200,00)		USD	189870	31/12/2008	12/01/2009
Total Titres à livrer		(46 104 123,74)					

C3. Engagements sur titres reçus

Code ISIN	Libellé titre	Encours en CV	Nominal en DEV	Devise	Référence	Date d'opération	Date de livraison
PREF LUX	PREF Luxembourg	10 106,00	10 106,00	EUR	67090	19/07/2006	31/12/2099
CHINA EQUITY A	CHINA EQUITY LINKS Part A	4 100 000,00	4 100 000,00	EUR	92909	22/02/2007	31/12/2099
DEVETPARTPMA	DEV ET PARTENARIAT PME A	495 000,00	495 000,00	EUR	106344	01/06/2007	31/12/2099
DEVETPARTPMB	DEV ET PARTENARIAT PME B	5 000,00	5 000,00	EUR	106345	01/06/2007	31/12/2099
DPPME4-2 A	DEV PARTENARIAT PME IV-A	1 665 564,12	1 665 564,12	EUR	122458	18/10/2007	31/12/2099
DPPME4-2 B	DEV PARTENARIAT PME IV-B	16 823,88	16 823,88	EUR	122460	18/10/2007	31/12/2099
EPI GP	EPI Global Partners LP	16 167 101,00	16 167 101,00	EUR	131865	04/07/2007	31/12/2099
IU0219840948	European Carbone Fund I S	4 500 000,00	4 500 000,00	EUR	140482	18/02/2008	31/12/2099
HRJ VC 5D	HRJ Capital V5 Domestic	4 896 005,35	6 885 007,52	USD	148654	02/04/2008	31/12/2099
FR0010236828	FCPR ML PEP 3 Longchamp C	1 350 000,00	1 350 000,00	EUR	150836	16/04/2008	31/12/2099
FR0010313031	White Knight VII - A	240 000,00	240 000,00	EUR	153030	17/03/2008	31/12/2099
FR0010081323	Aloe Environment Fund A	47 000,00	47 000,00	EUR	158360	06/06/2008	31/12/2099
BAIN CAP3	BAIN CAPITAL 3	7 820 000,00	7 820 000,00	EUR	163330	04/07/2008	31/12/2099
EXPONENT2	EXPONENT PRVT EQUITY P 2	7 324 152,91	7 086 791,76	GBP	167262	18/07/2008	31/12/2099
FR0010228338	Acces Capital III FCPR A	3 000 000,00	3 000 000,00	EUR	167271	05/08/2008	31/12/2099
ViewpointG2	VIEWPOINT GROWTH II	4 184 448,34	4 184 448,34	EUR	167984	26/08/2008	31/12/2099
TCW MEZZ V	TWC Crescent Mezzanine V	13 985 162,67	19 666 635,00	USD	170578	01/09/2008	31/12/2099
TCW MEZZ IV	TWC Crescent Mezzanine IV	1 747 379,91	2 457 253,00	USD	171754	09/09/2008	31/12/2099
FR0010218875	EUROMEZZANINE 5 A1 FCPR	1 350 000,00	1 350 000,00	EUR	173217	19/09/2008	31/12/2099
FR0010218891	EUROMEZZANINE 5 A2 FCPR	675 000,00	675 000,00	EUR	173219	19/09/2008	31/12/2099
DN CAP 1	DN Capital GVC1	168 409,63	168 409,63	EUR	176355	03/10/2008	31/12/2099
FR0010343178	White Stone III FCPR A	1 850 000,00	1 850 000,00	EUR	176359	03/10/2008	31/12/2099
FR0010218180	FCPR WEINBERG CAPITAL 1-A	16 424 186,07	16 424 186,07	EUR	178623	16/10/2008	31/12/2099
COLYZEO 2A	Colyzeo II Part A	2 363 067,00	2 363 067,00	EUR	179482	21/10/2008	31/12/2099
FR0010196568	CDC Entreprise 3 partA	11 641 483,82	11 641 483,82	EUR	179485	21/10/2008	31/12/2099
QUADRIGA	Quadrige Private Equity F	2 861 678,91	2 861 678,91	EUR	179733	22/10/2008	31/12/2099
FR0010245845	Demeter FCPR part A	319 680,00	319 680,00	EUR	181066	19/11/2008	31/12/2099
ALOE ENV II A	Aloe Environment II Fd A	2 460 000,00	2 460 000,00	EUR	181075	10/11/2008	31/12/2099
NL0000235190	EADS NV	48 108 508,47	48 108 508,47	EUR	63308	11/04/2006	25/06/2009
Total Titres à recevoir		159 775 758,08					

C4. Opérations sur marchés organisés – opérations fermes

Contrat	Sous jacent	Sens	Nominal en CV	Nominal en DEV	Devise	Date d'opération	Echéance
OEH9	Future BOBL Euro MAR09	Vente	-2 100 000,00	-2 100 000,00	EUR	02/12/2008	10/03/2009
RXH9	Future BLND Euro MARS09	Vente	-100 000,00	-100 000,00	EUR	02/12/2008	10/03/2009
NIH9	NIKKEI 225 SGX Index Futu	Vente	-6 278 578,29	-796 575 000,00	JPY	09/12/2008	12/03/2009
DUH9	Future SCHATZ Euro MAR09	Vente	-19 100 000,00	-19 100 000,00	EUR	05/12/2008	10/03/2009
DUH9	Future SCHATZ Euro MAR09	Vente	-50 000 000,00	-50 000 000,00	EUR	05/12/2008	10/03/2009
DUH9	Future SCHATZ Euro MAR09	Vente	-50 000 000,00	-50 000 000,00	EUR	05/12/2008	10/03/2009
DUH9	Future SCHATZ Euro MAR09	Vente	-5 900 000,00	-5 900 000,00	EUR	25/12/2008	10/03/2009
Total vente futures			(133 478 578,29)				
NHH9	Future NIKKEI 225 CME MAR	Achat	1 874 918,10	212 500 000,00	JPY	09/12/2008	13/03/2009
ERH9	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	400 000 000,00	400 000 000,00	EUR	24/10/2008	16/03/2009
ERH9	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	22/10/2008	16/03/2009
ERH9	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	23/10/2008	16/03/2009
ERM9	Future EURIBOR3M Euro JU	Achat	154 000 000,00	154 000 000,00	EUR	02/10/2008	15/06/2009
ERU9	Future EURIBOR3M Euro SE	Achat	143 000 000,00	143 000 000,00	EUR	19/11/2008	14/09/2009
ERZ9	Future EURIBOR3M Euro DE	Achat	25 000 000,00	25 000 000,00	EUR	02/10/2008	14/12/2009
ERZ9	Future EURIBOR3M Euro DE	Achat	118 000 000,00	118 000 000,00	EUR	02/10/2008	14/12/2009
ERH0	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	18 000 000,00	18 000 000,00	EUR	28/02/2008	15/03/2010
ERH0	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	107 000 000,00	107 000 000,00	EUR	04/06/2008	15/03/2010
ERM0	EURIBOR3M Euro Juin	Achat	28 000 000,00	28 000 000,00	EUR	04/06/2008	14/06/2010
ERH9	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	65 000 000,00	65 000 000,00	EUR	15/02/2008	16/03/2009
ERH9	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	79 000 000,00	79 000 000,00	EUR	15/02/2008	16/03/2009
ERZ9	Future EURIBOR3M Euro DE	Achat	7 000 000,00	7 000 000,00	EUR	05/12/2008	14/12/2009
ERH0	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	7 000 000,00	7 000 000,00	EUR	05/12/2008	15/03/2010
ERH0	Future EURIBOR3M Euro MA	Achat	18 000 000,00	18 000 000,00	EUR	28/02/2008	15/03/2010
ERM0	EURIBOR3M Euro Juin	Achat	112 000 000,00	112 000 000,00	EUR	05/09/2008	14/06/2010
ERM0	EURIBOR3M Euro Juin	Achat	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	05/12/2008	14/06/2010
ERU0	EURIBOR3M Euro Sept	Achat	30 000 000,00	30 000 000,00	EUR	05/09/2008	13/09/2010
ERU0	EURIBOR3M Euro Sept	Achat	84 000 000,00	84 000 000,00	EUR	05/12/2008	13/09/2010
ERU0	EURIBOR3M Euro Sept	Achat	36 000 000,00	36 000 000,00	EUR	05/12/2008	13/09/2010
ERZ0	Future EURIBOR3M Euro DE	Achat	14 000 000,00	14 000 000,00	EUR	05/12/2008	14/12/2010
ERZ0	Future EURIBOR3M Euro DE	Achat	17 000 000,00	17 000 000,00	EUR	25/12/2008	14/12/2010
Total achat futures			1 673 674 918,10				
Total général			1 807 153 496,39				

C5. Opérations sur marchés organisés – opérations conditionnelles

Code Opé	Contrat	Sous jacent	Sens	Encours en CV	Nominal en DEV	Devise	Date d'opération	Echéance
OPTION CALL	ERH9C 96.25	ERH9	Vente	288 750 000,00	-288 750 000,00	EUR	22/04/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 97.25	ERH9	Achat	1 215 625 000,00	1 215 625 000,00	EUR	28/10/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 96.125	ERH9	Vente	1 201 562 500,00	-1 201 562 500,00	EUR	05/06/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 96.5	ERH9	Vente	193 000 000,00	-193 000 000,00	EUR	25/03/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 96.5	ERH9	Vente	1 688 750 000,00	-1 688 750 000,00	EUR	05/06/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 97	ERH9	Vente	194 000 000,00	-194 000 000,00	EUR	25/03/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 95.875	ERH9	Achat	958 750 000,00	958 750 000,00	EUR	18/04/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 96.375	ERH9	Achat	1 927 500 000,00	1 927 500 000,00	EUR	14/08/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 95.75	ERH9	Achat	406 937 500,00	406 937 500,00	EUR	08/09/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 95.375	ERH9	Vente	715 312 500,00	-715 312 500,00	EUR	06/06/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 95	ERH9	Achat	522 500 000,00	522 500 000,00	EUR	06/06/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 95.5	ERH9	Vente	1 719 000 000,00	-1 719 000 000,00	EUR	08/09/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 95.25	ERH9	Achat	952 500 000,00	952 500 000,00	EUR	08/09/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 96.5	ERH9	Vente	289 500 000,00	-289 500 000,00	EUR	15/04/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 97	ERH9	Vente	291 000 000,00	-291 000 000,00	EUR	15/04/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 97	ERH9	Vente	2 910 000 000,00	-2 910 000 000,00	EUR	09/10/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 96.625	ERH9	Achat	1 449 375 000,00	1 449 375 000,00	EUR	09/10/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 97.25	ERH9	Achat	1 458 750 000,00	1 458 750 000,00	EUR	09/10/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 97.875	ERH9	Achat	978 750 000,00	978 750 000,00	EUR	23/12/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 98.125	ERH9	Vente	1 962 500 000,00	-1 962 500 000,00	EUR	23/12/2008	16/03/2009
OPTION CALL	ERH9C 98.375	ERH9	Achat	983 750 000,00	983 750 000,00	EUR	23/12/2008	16/03/2009
OPTION PUT	ERM9P 95.375	ERM9	Achat	476 875 000,00	476 875 000,00	EUR	12/09/2008	15/06/2009
OPTION PUT	ERM9P 95.125	ERM9	Vente	475 625 000,00	-475 625 000,00	EUR	12/09/2008	15/06/2009
OPTION PUT	ERM9P 94.875	ERM9	Vente	474 375 000,00	-474 375 000,00	EUR	12/09/2008	15/06/2009
Total Options MO sur risque de taux				23 734 687 500,00				
OPTION PUT	SEF9P Y 2200	iSX5E	Achat	11 000 000,00	11 000 000,00	EUR	20/11/2008	16/01/2009
OPTION PUT	SPX 03/09 P900	iSPX	Achat	6 400 000,00	9 000 000,00	USD	08/12/2008	19/03/2009
OPTION PUT	SPX 03/09 P900	iSPX	Achat	6 400 000,00	9 000 000,00	USD	11/12/2008	19/03/2009
OPTION PUT	SPX 06/09 P850	iSPX	Achat	6 044 444,44	8 500 000,00	USD	01/12/2008	18/06/2009
OPTION PUT	SEZ9P Y 2450	iSX5E	Achat	12 250 000,00	12 250 000,00	EUR	16/12/2008	18/12/2009
Total Options MO sur autre risque				42 094 444,44				
Total Options MO				23 776 781 944,44				

C6. Opérations sur marchés de gré à gré – opérations fermes (swaps de taux)

Contrepartie	CRD jambe prêteuse en CV	Nominal initial en DEV	Devise	Référence	Date opé	Echéance
MORGL	6 200 960,74	6 000 000,00	GBP	56495	28/04/2006	27/10/2014
NATIXI	4 000 000,00	4 000 000,00	EUR	5390	24/02/2004	23/07/2012
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	2028	11/06/2003	23/12/2009
HSBCFF	15 000 000,00	15 000 000,00	EUR	56498	25/04/2006	29/04/2013
NATIXI	10 000 000,00	16 666 666,67	EUR	88882	12/12/2006	22/12/2016
BNPAR	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	119942	26/09/2007	01/10/2014
HSBCFF	9 450 000,00	9 450 000,00	EUR	123539	24/10/2007	16/03/2011
HSBC	7 000 000,00	7 000 000,00	EUR	171453	17/06/2008	03/07/2015
DRESGB	17 333 015,04	24 891 280,13	USD	131048	18/12/2007	02/10/2009
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	132150	19/12/2007	07/03/2011
NATIXI	17 500 000,00	17 500 000,00	EUR	16771	07/04/2005	20/07/2015
NATIXI	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	911	14/02/2003	27/02/2013
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	915	18/02/2003	12/06/2009
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	1035	05/03/2003	28/07/2009
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	1067	20/03/2003	17/08/2009
NATIXI	3 200 000,00	3 200 000,00	EUR	1962	07/04/2003	11/05/2009
HSBCFF	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	51489	01/03/2006	16/03/2011
CSFPGB	3 555 555,56	5 000 000,00	USD	118243	14/09/2007	15/01/2013
CSFPGB	4 977 777,78	7 000 000,00	USD	118265	14/09/2007	15/09/2017
DEUBGB	25 000 000,00	25 000 000,00	EUR	119094	19/09/2007	24/09/2012
BNPAR	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	119940	20/09/2007	02/10/2017
CAINDO	7 000 000,00	7 000 000,00	EUR	122728	18/10/2007	24/10/2012
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	131097	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	6 879 205,39	9 815 345,32	USD	131115	18/12/2007	15/09/2011
DRESGB	17 777 777,78	25 000 000,00	USD	131119	18/12/2007	06/09/2011
DRESGB	14 222 222,22	20 000 000,00	USD	131127	18/12/2007	17/10/2011
DRESGB	4 266 666,67	6 000 000,00	USD	131135	18/12/2007	12/07/2047
DRESGB	14 222 222,22	20 000 000,00	USD	132132	19/12/2007	18/01/2011
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	132134	19/12/2007	15/02/2017
DRESGB	14 222 222,22	20 000 000,00	USD	132138	19/12/2007	25/04/2011
DRESGB	10 666 666,67	15 000 000,00	USD	132144	19/12/2007	03/08/2009
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	132148	19/12/2007	18/01/2011
DRESGB	5 264 735,20	7 500 000,00	USD	132164	19/12/2007	22/09/2010
DRESGB	3 555 555,56	5 000 000,00	USD	132170	19/12/2007	24/07/2013
SASMAR	32 494 722,28	39 500 000,00	EUR	21309	28/07/2005	25/08/2015
SASCEL	31 271 809,25	40 000 000,00	EUR	21313	28/07/2005	25/08/2015
NATIXI	280 000 000,00	280 000 000,00	EUR	8436	04/02/2004	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4486	01/12/2003	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4529	04/12/2003	30/07/2014
NATIXI	100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	4584	09/12/2003	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4587	09/12/2003	30/07/2014
NATIXI	100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	4589	10/12/2003	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4591	10/12/2003	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4604	10/12/2003	30/07/2014
NATIXI	100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	4615	11/12/2003	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4641	11/12/2003	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4750	19/12/2003	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4795	22/12/2003	30/07/2014
NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4811	23/12/2003	30/07/2014

NATIXI	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	4821	23/12/2003	30/07/2014
DRESGB	17 777 777,78	25 000 000,00	USD	131093	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	10 666 666,67	15 000 000,00	USD	131095	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	17 777 777,78	25 000 000,00	USD	131109	18/12/2007	29/11/2016
DRESGB	14 222 222,22	20 000 000,00	USD	131129	18/12/2007	19/04/2017
DRESGB	17 777 777,78	25 000 000,00	USD	131228	18/12/2007	20/09/2011
DRESGB	17 777 777,78	25 000 000,00	USD	132130	19/12/2007	31/10/2016
JPMRGB	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	87881	10/01/2007	18/01/2012
SG	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	93028	22/02/2007	16/02/2011
DRESGB	6 341 352,33	8 950 371,32	USD	131099	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	131107	18/12/2007	28/11/2011
DRESGB	7 466 666,67	10 500 000,00	USD	131133	18/12/2007	25/06/2047
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	132152	19/12/2007	15/03/2016
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	132184	19/12/2007	16/12/2013
NATIXI	19 600 000,00	19 600 000,00	EUR	10799	06/11/2001	28/11/2011
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	1055	12/03/2003	19/03/2013
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	1063	18/03/2003	02/04/2013
NATIXI	4 350 000,00	4 350 000,00	EUR	1954	01/04/2003	19/02/2010
NATIXI	8 000 000,00	8 000 000,00	EUR	21046	27/07/2005	30/01/2009
FORBRU	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	22974	30/08/2005	16/09/2010
DRESGB	10 666 666,67	15 000 000,00	USD	131087	18/12/2007	24/06/2009
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	131089	18/12/2007	25/09/2026
DRESGB	10 438 095,25	15 000 000,00	USD	131091	18/12/2007	23/06/2010
DRESGB	6 400 000,00	9 000 000,00	USD	131101	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	14 222 222,22	20 000 000,00	USD	131103	18/12/2007	06/07/2010
DRESGB	16 234 666,67	22 830 000,00	USD	131105	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	10 666 666,67	15 000 000,00	USD	131111	18/12/2007	21/12/2011
DRESGB	8 533 333,33	12 000 000,00	USD	131113	18/12/2007	06/10/2011
DRESGB	7 111 111,11	10 000 000,00	USD	131117	18/12/2007	20/09/2011
DRESGB	10 666 666,67	15 000 000,00	USD	131123	18/12/2007	03/10/2011
DRESGB	10 666 666,67	15 000 000,00	USD	131125	18/12/2007	23/12/2011
DRESGB	15 288 888,89	21 500 000,00	USD	131131	18/12/2007	21/06/2021
DRESGB	14 222 222,22	20 000 000,00	USD	131137	18/12/2007	26/02/2021
DRESGB	14 222 222,22	20 000 000,00	USD	131139	18/12/2007	15/07/2021
DRESGB	12 800 000,00	18 000 000,00	USD	131212	18/12/2007	17/10/2011
DRESGB	17 682 436,57	25 000 000,00	USD	131224	18/12/2007	22/12/2011
DRESGB	13 968 494,93	20 000 000,00	USD	131226	18/12/2007	24/12/2012
DRESGB	24 280 442,79	35 000 000,00	USD	132128	19/12/2007	22/06/2011
DRESGB	14 222 222,22	20 000 000,00	USD	132136	19/12/2007	16/08/2011
DRESGB	12 416 045,97	18 000 000,00	USD	132140	19/12/2007	06/04/2010
DRESGB	10 666 666,67	15 000 000,00	USD	132142	19/12/2007	23/06/2009
DRESGB	10 485 163,31	15 000 000,00	USD	132146	19/12/2007	22/12/2010
DRESGB	7 049 967,43	10 000 000,00	USD	132154	19/12/2007	23/06/2010
DRESGB	6 044 444,44	8 500 000,00	USD	132158	19/12/2007	21/05/2021
DRESGB	5 688 888,89	8 000 000,00	USD	132160	19/12/2007	27/01/2016
DRESGB	5 688 888,89	8 000 000,00	USD	132162	19/12/2007	27/01/2016
DRESGB	4 977 777,78	7 000 000,00	USD	132166	19/12/2007	23/06/2009
DRESGB	2 844 444,44	4 000 000,00	USD	132172	19/12/2007	26/02/2016
DRESGB	2 114 990,23	3 000 000,00	USD	132174	19/12/2007	23/06/2010
DRESGB	1 269 033,24	1 853 392,92	USD	132176	19/12/2007	23/03/2009
DRESGB	711 111,11	1 000 000,00	USD	132178	19/12/2007	23/03/2009
DRESGB	7 019 646,97	10 000 000,00	USD	132180	19/12/2007	22/09/2010
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	1029	05/03/2003	05/01/2009
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	1970	15/04/2003	03/04/2009
BNPAR	3 500 000,00	3 500 000,00	EUR	1053	06/03/2003	17/03/2010
NATIXI	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	967	27/02/2003	06/02/2013
NATIXI	3 000 000,00	3 000 000,00	EUR	1049	06/03/2003	11/04/2011
BNPAR	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	957	26/02/2003	26/06/2009
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	971	27/02/2003	11/04/2011
NATIXI	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	1031	05/03/2003	21/06/2011
NATIXI	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	1057	12/03/2003	13/01/2014
NATIXI	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	921	19/02/2003	01/02/2033
NATIXI	80 000 000,00	80 000 000,00	EUR	10342	06/10/2004	12/10/2034
NATIXI	142 222 222,20	200 000 000,00	USD	9176	13/07/2004	30/09/2034
NATIXI	700 000 000,00	700 000 000,00	EUR	10243	24/09/2004	30/07/2015
NATIXI	850 000 000,00	950 000 000,00	EUR	122777	16/10/2007	30/10/2017
Total swaps de taux	3 811 700 339,14					

C7. Opérations sur marchés de gré à gré – opérations fermes (CDS)

Sous jacent	Contrepartie	Sens	Nominal en CV	Nominal en DEV	Devise	Date opé	Echéance
CDS EUR CIBA SPECIALTY CHEMS AG 20/	NATIXIS BANQUE	BUY	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	27/06/2005	20/09/2010
CDS EUR CIBA SPECIALTY CHEMS AG 20/	GOLDMAN SACHS INT LO	SEL	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	28/06/2005	20/09/2010
CDS GBP PEARSON PLC 27/10/2014	JP MORGAN CHASE BANK	BUY	6 200 960,74	6 000 000,00	GBP	25/04/2006	27/10/2014
CDS EUR CARGILL INC 20/06/2013	HSBC LONDRES	BUY	15 000 000,00	15 000 000,00	EUR	25/04/2006	20/06/2013
CDS EUR LEOPA4 23/02/2022	THE ROYAL BANK OF SC	BUY	56 000 000,00	56 000 000,00	EUR	18/05/2006	23/02/2022
CDS EUR HARVT4 29/07/2021	BNP PARIBAS LONDON	BUY	250 000 000,00	250 000 000,00	EUR	28/07/2006	29/07/2021
CDS EUR EUMAX V A1 10/11/2095	MOGADOR	BUY	209 228 339,25	210 000 000,00	EUR	07/11/2006	10/11/2095
CDS EUR HEC 26/12/2022	MOGADOR	BUY	350 000 000,00	350 000 000,00	EUR	28/11/2006	26/12/2022
CDS EUR CABSE 23/11/2087	UBS LTD	BUY	200 000 000,00	200 000 000,00	EUR	10/08/2007	23/11/2087
CDS EUR SCHERING PLOUGH CORP 20/12/	GOLDMAN SACHS INT LO	BUY	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	26/09/2007	20/12/2012
			1 106 429 299,99				

C8. Opérations sur marchés de gré à gré – opérations conditionnelles

Code Opé	Sous jacent	Contrepartie	Sens	Nominal en CV	Nominal en DEV	Devise	Date opé	Echéance
CALL OTC CHANGE	EUR/USD	NATIXI	Achat	11 733 332,69	16 499 999,10	USD	26/07/2005	30/06/2011
CALL OTC CHANGE	EUR/USD	NATIXI	Achat	7 111 111,40	10 000 000,40	USD	26/07/2005	28/06/2013
CALL OTC CHANGE	EUR/USD	NATIXI	Achat	7 111 111,40	10 000 000,40	USD	26/07/2005	28/06/2013
ALL OTC CHANGE	EUR/USD	NATIXI	Achat	11 733 332,69	16 499 999,10	USD	26/07/2005	30/06/2011
UT OTC CHANGE	USD/EUR	SASMAR	Vente	7 692 000,00	7 692 000,00	EUR	26/07/2005	28/06/2013
UT OTC CHANGE	USD/EUR	SASCEL	Vente	12 691 800,00	12 691 800,00	EUR	26/07/2005	30/06/2011
UT OTC CHANGE	USD/EUR	SASMAR	Vente	12 691 800,00	12 691 800,00	EUR	26/07/2005	30/06/2011
ALL OTC ACT	FR0004027068	CECHA	Vente	12 315 007,78	12 315 007,78	EUR	07/06/2006	31/12/2009
ALL OTC ACT	FR0004027068	CECHA	Achat	4 085 097,33	4 085 097,33	EUR	07/06/2006	31/12/2009
UT OTC CHANGE	USD/EUR	SASCEL	Vente	7 692 000,00	7 692 000,00	EUR	26/07/2005	28/06/2013
UT OTC ACT	NL0000235190	DEUBGB	Achat	6 435 000,00	6 435 000,00	EUR	12/06/2008	17/07/2009
ALL OTC ACT	NL0000235190	DEUBGB	Vente	7 776 450,00	7 776 450,00	EUR	12/06/2008	17/07/2009
UT OTC ACT	NL0000235190	JPMRGB	Achat	3 993 000,00	3 993 000,00	EUR	30/06/2008	17/07/2009
ALL OTC ACT	NL0000235190	JPMRGB	Vente	4 882 713,00	4 882 713,00	EUR	30/06/2008	17/07/2009
UT OTC ACT	NL0000235190	DEUBGB	Achat	798 000,00	798 000,00	EUR	11/06/2008	17/07/2009
ALL OTC ACT	NL0000235190	DEUBGB	Vente	969 000,00	969 000,00	EUR	11/06/2008	17/07/2009
UT OTC ACT	US4642872349	JPMRGB	Achat	10 666 666,67	15 000 000,00	USD	04/09/2008	20/03/2009
UT OTC ACT	NL0000235190	NATIXI	Achat	1 552 500,00	1 552 500,00	EUR	29/10/2008	17/07/2009
ALL OTC ACT	NL0000235190	NATIXI	Vente	1 879 200,00	1 879 200,00	EUR	29/10/2008	17/07/2009
PUT OTC ACT	NL0000235190	JPMRGB	Achat	3 611 000,00	3 611 000,00	EUR	30/10/2008	17/07/2009
CALL OTC ACT	NL0000235190	JPMRGB	Vente	4 396 000,00	4 396 000,00	EUR	30/10/2008	17/07/2009
Total Options OTC				141 816 122,95				

Change 78 456 488,17
Actions 63 359 634,78
141 816 122,95

C9. Opérations de change à terme

(en millions d'euros)

Hors bilan	Opérations de change	Holding CC
Opérations de change au comptant		0
- Monnaies à recevoir non reçues		
- Monnaies à livrer non livrées		
Opérations de change à terme		1 300
- Euros à recevoir contre devises à livrer		613
- Devises à recevoir contre devises à livrer		14
- Euros à livrer contre devises à recevoir		664
- Devises à livrer contre devises à recevoir		10
TOTAL		1 300

Contrepartie	Nominal prêt en CV	CRD jambe prêteuse en CV	Nominal emprunt en CV	CRD jambe emprunteuse en CV	Devise jambe emprunteuse	Référence	Date d'opération	Echéance
DRESGB	18 844 444,44	18 844 444,44	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131595	18/12/2007	22/12/2016
DRESGB	4 540 444,44	4 540 444,44	5 000 000,00	5 000 000,00	USD	132112	19/12/2007	20/09/2010
DRESGB	19 977 955,56	19 977 955,56	22 000 000,00	22 000 000,00	USD	132126	19/12/2007	20/12/2010
DRESGB	9 080 888,89	9 080 888,89	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	132182	19/12/2007	27/10/2009
DRESGB	18 187 633,78	18 187 633,78	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131553	18/12/2007	20/03/2013
DRESGB	18 187 633,78	18 187 633,78	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131559	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	9 041 777,78	9 041 777,78	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131567	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	9 022 933,33	9 022 933,33	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131569	18/12/2007	27/09/2016
DRESGB	9 080 888,89	9 080 888,89	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131571	18/12/2007	15/12/2014
DRESGB	9 080 888,89	9 080 888,89	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131573	18/12/2007	15/12/2014
DRESGB	9 080 888,89	9 080 888,89	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131575	18/12/2007	16/03/2011
DRESGB	9 080 888,89	9 080 888,89	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131577	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	9 002 666,67	9 002 666,67	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131581	18/12/2007	03/10/2011
DRESGB	8 896 000,00	8 896 000,00	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131583	18/12/2007	23/05/2016
DRESGB	8 920 888,89	8 920 888,89	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131585	18/12/2007	02/11/2016
DRESGB	9 135 311,64	9 135 311,64	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131589	18/12/2007	10/03/2016
DRESGB	9 244 444,44	9 244 444,44	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131605	18/12/2007	20/09/2011
DRESGB	18 844 444,44	18 844 444,44	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131607	18/12/2007	07/03/2012
DRESGB	9 346 133,33	9 346 133,33	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131609	18/12/2007	21/03/2017
DRESGB	9 351 111,11	9 351 111,11	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131613	18/12/2007	15/09/2011
DRESGB	9 365 333,33	9 365 333,33	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131617	18/12/2007	30/09/2011
DRESGB	9 365 333,33	9 365 333,33	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	131619	18/12/2007	20/09/2011
DRESGB	14 044 444,44	14 044 444,44	15 000 000,00	15 000 000,00	USD	131621	18/12/2007	20/09/2011
DRESGB	24 088 888,89	24 088 888,89	25 000 000,00	25 000 000,00	USD	131623	18/12/2007	20/12/2011
DRESGB	24 088 888,89	24 088 888,89	25 000 000,00	25 000 000,00	USD	131625	18/12/2007	20/12/2011
DRESGB	14 560 000,00	14 560 000,00	15 000 000,00	15 000 000,00	USD	131629	18/12/2007	20/12/2011
DRESGB	4 540 444,44	4 540 444,44	5 000 000,00	5 000 000,00	USD	132108	19/12/2007	28/02/2012
DRESGB	4 540 444,44	4 540 444,44	5 000 000,00	5 000 000,00	USD	132110	19/12/2007	15/01/2014
DRESGB	4 540 444,44	4 540 444,44	5 000 000,00	5 000 000,00	USD	132114	19/12/2007	28/02/2012
DRESGB	9 080 888,89	9 080 888,89	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	132116	19/12/2007	22/03/2010
DRESGB	9 080 888,89	9 080 888,89	10 000 000,00	10 000 000,00	USD	132120	19/12/2007	21/01/2014
DRESGB	18 181 777,78	18 181 777,78	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	132122	19/12/2007	30/06/2010
DRESGB	18 181 777,78	18 181 777,78	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	132124	19/12/2007	30/12/2013
DRESGB	18 187 633,78	18 187 633,78	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131555	18/12/2007	26/05/2009
DRESGB	18 187 633,78	18 187 633,78	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131557	18/12/2007	20/10/2011
DRESGB	13 640 725,33	13 640 725,33	15 000 000,00	15 000 000,00	USD	131561	18/12/2007	12/07/2011
DRESGB	11 821 961,96	11 821 961,96	13 000 000,00	13 000 000,00	USD	131563	18/12/2007	29/03/2011
DRESGB	10 912 580,27	10 912 580,27	12 000 000,00	12 000 000,00	USD	131565	18/12/2007	18/05/2011
DRESGB	10 803 200,00	10 803 200,00	12 000 000,00	12 000 000,00	USD	131579	18/12/2007	17/10/2016
DRESGB	8 177 777,78	8 177 777,78	9 000 000,00	9 000 000,00	USD	131587	18/12/2007	10/11/2095
DRESGB	14 471 111,11	14 471 111,11	15 500 000,00	15 500 000,00	USD	131591	18/12/2007	29/11/2016
DRESGB	18 560 000,00	18 560 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131593	18/12/2007	12/12/2011
DRESGB	18 488 888,89	18 488 888,89	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131597	18/12/2007	17/10/2011
DRESGB	18 488 888,89	18 488 888,89	20 000 000,00	20 000 000,00	USD	131599	18/12/2007	08/11/2011
DRESGB	14 791 111,11	14 791 111,11	16 000 000,00	16 000 000,00	USD	131601	18/12/2007	26/10/2010
DRESGB	3 669 333,33	3 669 333,33	4 000 000,00	4 000 000,00	USD	131603	18/12/2007	26/10/2010
DRESGB	7 040 000,00	7 040 000,00	7 500 000,00	7 500 000,00	USD	131611	18/12/2007	19/03/2012
DRESGB	16 888 888,89	16 888 888,89	18 000 000,00	18 000 000,00	USD	131615	18/12/2007	05/12/2011
DRESGB	19 324 444,44	19 062 984,71	20 000 000,00	19 729 400,00	USD	131627	18/12/2007	21/11/2011
Total swap financiers	613 022 003,20	612 760 543,48	664 000 000,00	663 728 400,00				
DRESGB	13 511 111,11	13 511 111,11	10 334 934,56	10 334 934,56	USD	131143	18/12/2007	19/04/2016
Total swap financiers	13 511 111,11	13 511 111,11	10 334 934,56	10 334 934,56				
Total swap financiers	628 533 114,31	626 271 654,59	674 334 934,56	674 063 334,56				

Annexe 9.2
Eléments d'actifs apportés par la CNCE à CEBP

Lignes d'actif :

m€	CEBP
Caisses, Banques centrales, CCP	11 774
Effets publics et effets assimilés	-
Créances sur les établissements de crédit	107 287
- <i>A vue</i>	<i>6 583</i>
- <i>A terme</i>	<i>100 704</i>
Opérations avec la clientèle	1 156
- <i>Autres concours à la clientèle</i>	<i>1 049</i>
- <i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	<i>107</i>
Obligations et autres titres à revenu fixe	35 333
Actions et autres titres à revenu variable	-
Participations et autres titres détenus à long terme	9 562
- <i>VNC participations</i>	<i>7 987</i>
- <i>Autres (TSDI)</i>	<i>1 575</i>
Parts dans les entreprises liées	982
- <i>VNC participations</i>	<i>982</i>
- <i>Autres</i>	<i>-</i>
Immobilisations incorporelles	6
Immobilisations corporelles	50
Autres actifs	485
Comptes de régularisation	4 594
Total ACTIF	171 230

Détail des lignes d'actif :

1. Créances sur les établissements de crédit – à vue

Contrepartie	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV
ABN AMRO BANK AMSTERDAM	538 594,21		538 594,21
AGF BANQUE	5 406,06		5 406,06
AUSTRALIA NEW ZELAND BK GR PL	13 839 333,58		13 839 333,58
BANCA CARIGE SPA	7 069,44		7 069,44
BANCA COMMERCIALE ITALIANA	208 723,12		208 723,12
BANCO SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	1 710,74		1 710,74
BANK OF NEW YORK	632 688,29		632 688,29
BANK OF TOKYO MITSUBISHI	5 876 508,78		5 876 508,78
BANQUE BCP LUXEMBOUR	407 189,19		407 189,19
BANQUE BCP PARIS	235 009 505,25		235 009 505,25
BANQUE CANTONALE DE GENEVE	318 047,74		318 047,74
BANQUE COMMERCIALE DU MAROC	42 676,18		42 676,18
BANQUE DE FRANCE	8 877 954,86		8 877 954,86
BANQUE DE LA REUNION	7 933,52		7 933,52
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE	38 318,37		38 318,37
BANQUE DE TAHITI	910,53		910,53
BANQUE DES ANTILLES FRANCAISES	1 175,59		1 175,59
BANQUE EDEL	33,49		33,49
BANQUE ET CE ETAT LUXEMBOURG	437,85		437,85
BANQUE INT. MASCAREIGNES	142,44		142,44
BANQUE PALATINE	14,82		14,82
BARCLAYS BANK LONDON	6 607 065,14		6 607 065,14
BAYERISCHE LANDESBANK FRANCE	0,26		0,26
C E AQUITAINE POITOU CHARENTES	7 840,18		7 840,18
C E D'ALSACE	70 004 485,77		70 004 485,77
C E D'AUVERGNE ET LIMOUSIN	82,74		82,74
C E DE BASSE NORMANDIE	281 296 464,93		281 296 464,93
C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	3,43		3,43
C E DE BRETAGNE	294 018 375,13		294 018 375,13
C E DE COTE D'AZUR	18 909 822,57		18 909 822,57
C E DE HAUTE NORMANDIE	102 553 683,39		102 553 683,39
C E DE MIDI-PYRENEES	60 008 183,53		60 008 183,53
C E DE PICARDIE	6 364 312,79		6 364 312,79
C E DE PROVENCE ALPES CORSE	1 424 275 694,37		1 424 275 694,37
C E DES PAYS DE LOIRE	199 050 042,68		199 050 042,68
C E DU LANGUEDOC ROUSSILLON	8 576 876,84		8 576 876,84
C E NOUVELLE CALEDONIE	48,88		48,88
CAISSE CENTRALE DES JARDINS DU QUEBE	62 855,39		62 855,39
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	116 773 234,89		116 773 234,89
CAISSE EPARGNE ILE DE FRANCE	184 900 685,16		184 900 685,16
CAISSE NATIONALE DES CAISSES D'EPARG	7 142,25		7 142,25
CAIXA GERAL DE DEPOSITOS	176 663,65		176 663,65
CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE	692 330,05		692 330,05
CE GCE PAIEMENT	-		0,00
CE LOIRE CENTRE	56 689 871,20		56 689 871,20
CE LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNES	35 002 341,60		35 002 341,60
CE NORD FRANCE EUROPE	454 940 870,57		454 940 870,57
CE RHONE ALPES	459 815 071,35		459 815 071,35
CETELM	6 206,21		6 206,21
CIE DE FINANCEMENT FONCIER	1 793,51		1 793,51
CINERGIE	1 003 601,46		1 003 601,46
CITIBANK SA	42 272,94		42 272,94
CLEARSTREAM DE CHOLET	570 769,15		570 769,15
COMMERZBANK FRANKFORT	855 604,66		855 604,66
CONFED ESP DE CAJAS DE AHORROS	1 320 900,65		1 320 900,65
CREDIT FONCIER BANQUE	11 424 613,38		11 424 613,38
CREDIT FONCIER DE FRANCE	513 977 764,45		513 977 764,45
CREDIT SUISSE	275 345,30		275 345,30
DANSKE BANK	1 339 656,52		1 339 656,52
DEUTSCHE BANK AG	183 054,66		183 054,66
DEUTSCHE BANK FRANKFORT	46 682,05		46 682,05
DEUTSCHE POSTBANK AG BONN	66 845 372,84		66 845 372,84
DEXIA BELGIQUE S.A.	177 782 222,22		177 782 222,22
DEXIA CREDIT LOCAL	184,22		184,22
DIY REAL ESTATE 1	94,71		94,71
DIY REAL ESTATE 2	75,00		75,00
DNB NOR BANK ASA - LONDON BRANCH	491 886,24		491 886,24
FINANCIERE OCEOR	5 972 521,17		5 972 521,17
FIRST UNION NATIONAL BANK	292 300,92		292 300,92
FRANFINANCE	102,24		102,24
IXIS INVESTOR SERVICES	76 970 822,39		76 970 822,39

LA COMPAGNIE 1818	328 212,19		328 212,19
LLOYDS BANK PLC	23 638,74		23 638,74
NATEXIS BANQUE POPULAIRE	1 059 939,30		1 059 939,30
NATIONAL WESTMINSTER BANK	67 158,89		67 158,89
NATIXIS	1 247 558 232,13		1 247 558 232,13
NATIXIS FINANCEMENT (CEFI)	599,87		599,87
OCEOR PARTICIPATIONS	-		0,00
PARIBAS LUXEMBOURG	2 273,41		2 273,41
ROYAL BANK OF SCOTLAND PLC	24 688,54		24 688,54
SOCFIM	19 904 082,22		19 904 082,22
SOCIETE MARTINICAISE DE FINANCEMENT	95,63		95,63
SOCIETE REUNIONNAISE DE FINANCEMENT	91,49		91,49
SOVAC	0,13		0,13
SPARKASSE SAARBRÜCKEN	93 466,03		93 466,03
STANDARD CHARTERED BANK	334 337,42		334 337,42
STE INTERPROF ARTISAN GARANTIE IMMO	13,39		13,39
SUMITOMO TRUST AND BANKING COLTD	115 157,05		115 157,05
SWEDBANK	738 661,77		738 661,77
TRESOR PUBLIC	92 039 947,46		92 039 947,46
UNION BANK OF SWITZERLAND	67 654 294,78		67 654 294,78
X	28 187 566,36		28 187 566,36
Opérations en instance	218 502 789,62		218 502 789,62
Créances à vue	6 582 587 496,10	0,00	6 582 587 496,10

2. Créances sur les établissements de crédit – à terme

A3C CICOBAIL	65 066 929,70		65 066 929,70
ASSUR BAIL A3C	21 182 558,30		21 182 558,30
BAIL ECUREUIL	282 455 951,50		282 455 951,50
BANQUE BCP PARIS	638 578 047,57		638 578 047,57
BANQUE PALATINE	2 178 442 279,35		2 178 442 279,35
BATIMAP	8 009 570,29		8 009 570,29
BATIROC BRETAGNE-PAYS DE LOIRE	15 024 076,25		15 024 076,25
C E AQUITAINE POITOU CHARENTES	1 998 402,74		1 998 402,74
C E D'ALSACE	2 030 184 341,73		2 030 184 341,73
C E D'AUVERGNE ET LIMOUSIN	3 777 974 217,30		3 777 974 217,30
C E DE BASSE NORMANDIE	824 065 679,38		824 065 679,38
C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	3 760 467 952,00		3 760 467 952,00
C E DE BRETAGNE	2 578 612 683,05		2 578 612 683,05
C E DE CHAMPAGNE ARDENNES	919 407 606,90		919 407 606,90
C E DE COTE D'AZUR	3 350 839 437,41		3 350 839 437,41
C E DE FRANCHE COMTE	240 774 456,08		240 774 456,08
C E DE HAUTE NORMANDIE	2 143 290 781,93		2 143 290 781,93
C E DE LORRAINE NORD	1 406 250 278,85		1 406 250 278,85
C E DE MIDI-PYRENEES	3 314 661 963,95		3 314 661 963,95
C E DE PICARDIE	3 498 103 360,75		3 498 103 360,75
C E DE PROVENCE ALPES CORSE	8 970 936 503,76		8 970 936 503,76
C E DES PAYS DE LOIRE	3 160 705 362,29		3 160 705 362,29
C E DES PAYS LORRAINS	10 468 410,45		10 468 410,45
C E DU LANGUEDOC ROUSSILLON	2 136 028 727,76		2 136 028 727,76
C E DU LIMOUSIN	37 983 671,69		37 983 671,69
C E ILE DE FRANCE NORD	1 429 393 239,21		1 429 393 239,21
C E ILE DE FRANCE QUES	2 042 465 466,41		2 042 465 466,41
C E ILE DE FRANCE PARIS	5 177 681 137,30		5 177 681 137,30
C E NOUVELLE CALEDONIE	41 940 827,34		41 940 827,34
CACEIS	51 979 508,20		51 979 508,20
CAISSE EPARGNE ILE DE FRANCE	3 118 706 543,05		3 118 706 543,05
CE AQUITAINE POITOU CHARENTES	5 720 220 095,54		5 720 220 095,54
CE DE LOIRE DROME ARDIECHE	1 836 831 713,14		1 836 831 713,14
CE LOIRE CENTRE	3 073 151 517,45		3 073 151 517,45
CE LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNES	1 000 376 876,17		1 000 376 876,17
CE NORD FRANCE EUROPE	4 678 337 407,45		4 678 337 407,45
CE RHONE ALPES	6 880 891 817,80		6 880 891 817,80
CICOBAIL	421 676 662,84		421 676 662,84
CINERGIE	1 915 615,88		1 915 615,88
CRED IMMO DE FRANCE MIDI PYRENEES	756 518,20		756 518,20
CREDIT FONCIER DE FRANCE	3 396 482 131,93		3 396 482 131,93
CREDIT FONCIER COMMUNAL ALS LOR SCF	1 411 224,85		1 411 224,85
CREDIT MUNICIPAL DE PARIS	20 001 894,44		20 001 894,44
FINANC REGIONALE HABITAT BOURGOGNE	572 684,19		572 684,19
FINANCIERE OCEOR	5 125 843 786,17		5 125 843 786,17
GCE AFFACTURAGE	37 678 599,96		37 678 599,96
JP MORGAN	819 875,78		819 875,78
NATIXIS	10 759 761 323,97		10 759 761 323,97
NATIXIS FINANCEMENT (CEFI)	18 805 317,80		18 805 317,80
NATIXIS LEASE	76 421 875,00		76 421 875,00
OSEO FINANCEMENT (CEPME)	300 893 333,33		300 893 333,33
PICARDIE BAIL	8 012 760,39		8 012 760,39
SA DE CREDIT IMMOBILIER GRENOBLE	2 297 506,90		2 297 506,90
SA FINANCIER REGION MASSIFCENTRAL	1 612 210,35		1 612 210,35
SANPAOLO BAIL	25 039 876,22		25 039 876,22
SANPAOLO MUR	4 006 380,19		4 006 380,19
SOCFIM	21 569 732,25		21 569 732,25
STE DE CRDT DES ASS A CARACT MUTUEL	50 056 025,00		50 056 025,00
SUD OUEST BAIL	7 011 165,34		7 011 165,34
Créances à terme	100 704 135 901,00	0,00	100 704 135 901,00

3. Opérations avec la clientèle – Autres concours à la clientèle

Libellé publiable	Contrepartie	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV
Autres concours à la clientèle	CNETI	5 355 235,88		5 355 235,88
	ECUREUIL ASSURANCES IARD	40 610 722,60		40 610 722,60
	ECUREUIL VIE FONDS PROPRES	20 500 524,66		20 500 524,66
	EURO SOFAC	4 431 859,23		4 431 859,23
	EUROSIC SA	180 855 651,28		180 855 651,28
	FONDATION BELEM	550 152,12		550 152,12
	GCE AVI 007	55 244 340,46		55 244 340,46
	GCE IMMOBILIER	38 858 545,64		38 858 545,64
	GCE PAV IMMOBILIER	103 869 181,00		103 869 181,00
	GCE PAIEMENTS	17 068 187,09		17 068 187,09
	GCE TECHNOLOGIES	38 967 480,35		38 967 480,35
	GESTRIM BELGIUM SA (NEXITY)	3 781 002,82		3 781 002,82
	GESTRIM DEUTSCHLAND IMMOBILIEN MANAG	178 218,47		178 218,47
	GIE CDS ECUREUIL	3 831 421,74		3 831 421,74
	IMMOBILIERE 3 F	225 578,46		225 578,46
	ISSORIA	19 495 001,93		19 495 001,93
	LAMY INTERNATIONAL (NEXITY)	5 604 945,92		5 604 945,92
	MALRAUX	2 070 198,55		2 070 198,55
	NATIO SECURITE	165 010 817,50		165 010 817,50
	NATIXIS CONSUMER FINANCE	11 052 815,00		11 052 815,00
	NATIXIS PERSPECTIVE 6 MOIS	11 600 780,77		11 600 780,77
	OSEO	305 625 000,00		305 625 000,00
	SOCIETE LAMY	13 801 890,28		13 801 890,28
	SERENA	1 250 000,00	-1 250 000,00	0,00
	SYSTET	1 000 000,00	-1 000 000,00	0,00
	ASSOCIATION ACE	728 129,48	-728 129,48	0,00
	X	38 728,56		38 728,56
	BANQUE ECP PARIS	2,00		2,00
	LES EDITIONS DE L'EPARGNE	400,00		400,00
	FINANCIERE OCEOR	187,75		187,75
	FONGEPAR	144,00		144,00
	GCE COVERED BONDS	5,00		5,00
	ECUREUIL ASSURANCES IARD	1 683,00		1 683,00
Total Autres concours à la clientèle		1 031 809 787,12	-2 978 129,48	1 048 831 657,64

4. Opérations avec la clientèle – Comptes ordinaires débiteurs

Comptes ordinaires débiteurs	ABRY PARTICIPATION	79,23		79,23
	ACCOR	628,09		628,09
	AEGETA	15,56		15,56
	AFUL BOIS DE LOCHERES STAIN LOCHERES	28,47		28,47
	AFUL DES VAUX GERMAINS GERMAINS	7,62		7,62
	AFUL LA ROUE FONTENAY AUX ROSES	22,86		22,86
	AFUL MOGADOR	7,62		7,62
	AFUL PORTE DE VINCENNES DE VINCENNES	7,62		7,62
	AGRALYS UNION	152,45		152,45
	AGRAL	152,45		152,45
	AGRO PICARDIE	152,45		152,45
	AIH FRANCE SA	75,00		75,00
	AIR FRANCE	152,45		152,45
	ALTAREA HABITATION	8,12		8,12
	ALYSE PARTICIPATIONS	13,09		13,09
	AMICALE DES RETRAITES SCIC DE LA CDC	7,62		7,62
	ARCOBA	7,63		7,63
	AS LA MADELEINE A BAGNEUX INE	7,62		7,62
	AS LE CLOS FRANCAIS A MONTREUIL	7,62		7,62
	AS LES BAS COUDRAIS SCEAUX	7,62		7,62
	ASS AFUL ILOT CENTRAL PLAT GSC	7,62		7,62
	ASS JEUNES SPORTIFS ILE DE FRANCE	158,76		158,76
	ASS SYND CITE FLORAL ST DENIS CITE F	7,62		7,62
	ASS SYND DU DOMAINE DE VILLIERS DU D	7,62		7,62
	ASS SYND GUINET VAL D YERRES	8,97		8,97
	ASS SYND LE PARC VERNOUILLET ASSO SYN	21,44		21,44
	ASS SYND LES TERRASSES A TORCY	7,98		7,98
	ASS SYND LIBRE DE MONTAGUT	7,62		7,62
	ASS SYND RUE DE MARSEILLE	7,62		7,62
	ASS SYNDICALE DANTON	7,62		7,62
	ASS SYNDICALE DU CHEMIN VERT	7,62		7,62
	ASS SYNDICALE DU VERT GALANT	660,36		660,36
	ASS SYNDICALE LE MOLERET	7,62		7,62
	ASS SYNDICALE LES MARDELLES	68,45		68,45
	ASS SYNDICALE LES MONROIS	7,62		7,62
	ASS SYNDICALE PIECE DE LA RICHE	43,11		43,11
	ASSO DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT	7,62		7,62
	ASSO DU TILLEUL A BLANC MESNIL	7,62		7,62
	ASSO NAT FINANCEMENT EQUIP SCOLAIRE	165,60		165,60
	ASSO SYND BOIS DE LA GRANGE DU BOIS	31,38		31,38
	ASSO SYND LA PIERRE PLATE CHATEAUBRI	7,62		7,62
	ASSO SYND MERLIN A EPINAY /SEINE	7,62		7,62
	ASSOC QUAL PREVENTION SC ARCOBA	7,62		7,62
	ASSOC SYND GO ENSEMBLE EPINAY ORGEMO	7,62		7,62
	ASSOC SYND LES GRANDS LOZATS	7,62		7,62
	ASSOC SYND LIBRE MONT MESLY	7,62		7,62
	ASSOCIATION DES RESIDENCES POUR ETUDI	54,33		54,33
	ASSOCIATION DESCARTES A BLANC MESNIL	7,62		7,62
	ASSOCIATION FONCIERE URBAINE DE GAGNY	7,62		7,62
	ASSOCIATION FONCIERE URBAINE DU FORT	7,66		7,66
	ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LES CARR	84,89		84,89
	ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LES PLAN	7,62		7,62
	ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE FO	7,62		7,62
	ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE JE	7,62		7,62
	ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE LA	15,24		15,24
	ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE NO	7,62		7,62
	ASSOCIATION LIBRE LES TOURNELLES	17,12		17,12
	ASSOCIATION SYNDICALE DERRIERE LES MU	168,88		168,88
	ASSOCIATION SYNDICALE DES SAINTS SAU	7,62		7,62
	ASSOCIATION SYNDICALE LA GUINET	7,62		7,62
	ASSOCIATION SYNDICALE LAFONTAINE A	7,62		7,62
	ASSOCIATION SYNDICALE LES COURTILLES	7,62		7,62
	ASSOCIATION SYNDICALE LES DIX ARPENT	28,82		28,82
	ASSOCIATION SYNDICALE LES RAGUENETS	311,47		311,47
	ASSOCIATION SYNDICALE LES VIVIENS	7,62		7,62
	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE BEAUREGA	7,62		7,62
	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE GAGNY II	40,59		40,59
	ASSOCIATION SYNDICALE PAUL	22,86		22,86
	ASSOCIATION SYNDICALE RESIDENCE BALZ	1 485,49		1 485,49
	ASSOCIATION SYNDICALE SCARRON A FONT	7,62		7,62
	ASSOCIATION SYNDICALE ST MARC MA MAS	7,62		7,62

	ASSUR IMMEUBLE SCI	75.00		75.00
	ASSURECUREUIL PIERRE 3 SCI	78 275 399.84		78 275 399.84
	ASSURECUREUIL PIERRE 4 SCI	23 801.89		23 801.89
	ASSURECUREUIL PIERRE 5 SCI	75.00		75.00
	ASSURECUREUIL PIERRE 6 SCI	75.00		75.00
	ASSURECUREUIL PIERRE 7 SCI	75.00		75.00
	ASSURECUREUIL PIERRE 8 SCI	75.00		75.00
	ASSURECUREUIL PIERRE SCI	75.00		75.00
	ATOUT PIERRE DIVERSIFICATION	91.15		91.15
	ATRIUM DEVELOPPEMENT BOULOGNE	7.62		7.62
	AUSTER INVESTISSEMENT	76.22		76.22
	C E DE BASSE NORMANDIE	0.01		0.01
	CAISSE ASSURANCE VIEILLESSE NVALIDITE	457.35		457.35
	CAISSE GARANTIE LOGMT LOCATIF SOCIAL	0.19		0.19
	CAISSE GENERALE DE RETRAITE DU	432 696.48		432 696.48
	CAISSE NAT ENTREPRENEURS DE TRA	322.88		322.88
	CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE	2 141.07		2 141.07
	CAMPUS ETUDES SARI	38.11		38.11
	CANAL PLUS	257.08		257.08
	CANAL SATELLITE	268.93		268.93
	CAPRI ENTREPRISES	75.00		75.00
	CAPRI PIERRE	7.62		7.62
	CAPRI RESID GROU III	7.62		7.62
	CDC ENTREPRISES INNOVATION	76.23		76.23
	CDC Ixis ENVIRONNEMNT ET INFRASTRUCT	1 878.94		1 878.94
	CDC Ixis PRIVATE EQUITY	76.22		76.22
	CEGETEL	9 913.89		9 913.89
	CELINE AVIATION SAS	0.21		0.21
	CHEQUERS PARTENAIRES SA	76.23		76.23
	CICM INNOV	50.31		50.31
	CIE DES ALPES DOMAINES SKIABLES	25.41		25.41
	CIE FRANCAISE GESTION SERVICES SANTE	7.62		7.62
	CIE GESTION INVESTISSEMENT IMMO	75.00		75.00
	CILOGER	381.11		381.11
	COFIMAG 10	76.23		76.23
	COFIMAG 11	76.23		76.23
	COFIMAG 12	76.23		76.23
	COFIMAG 13	76.23		76.23
	COFIMAG 18	76.23		76.23
	COFIMAG 5	76.23		76.23
	COFIMAG 6	76.23		76.23
	COFIMAG 7	76.23		76.23
	COFIMAG 8	152.46		152.46
	COFIMAG 9	76.23		76.23
	COFIROUTE	3.82		3.82
	COLBISON SAS	210.00		210.00
	COMITE D'ENTREPRISE DE CDC IMMO	50.00		50.00
	COMPAGNIE DES ALPES	106.38		106.38
	COMPAGNIE DES ALPES - FINANCEMENT	25.41		25.41
	COMPAGNIE DES ENTREPOTS	35 706.82		35 706.82
	COOP. AGRICOLE UNION SET	152.45		152.45
	COOPERATIVE AGRICOLE VALERANCE	148.88		148.88
	ECONOMIE MIXTE CONSTRUCTION	22.37		22.37
	ECO-SERVICES CAPITAL	76.23		76.23
	ECUREUIL ASSURANCE JARD	4 665.14		4 665.14
	ECUREUIL GESTION FCP	35 315.39		35 315.39
	EGIS AMENAGEMENT SA	25.41		25.41
	EGIS EX SCETAURROUTE SA	1 279.84		1 279.84
	ELECTROPAR FRANCE	76.23		76.23
	ELM LERLANC	39.42		39.42
	ERILIA	29.84		29.84
	EUROPEENE DE STATIONNEMENT SNC	76.23		76.23
	EUROPEENNE DE STATIONNEMENT SA	531.21		531.21
	FINANCIERE BYRON SAS	7.44		7.44
	FINANCIERE TRANSDEV	761.89		761.89
	FLEUR SAS	164.70		164.70
	FONCIERE ALPECUREUIL	75.00		75.00
	FONCIERE COMMERCE ILE DE FRCE	1 507.34		1 507.34
	FONCIERE DES CAISSES D'EPARGNE	184 791.68		184 791.68
	FONCIERE ECUREUIL II	76.68		76.68
	FONDATEUR BELEM	198 621.87		198 621.87
	FONDIINVEST CAPITAL SA	119.23		119.23
	FRANCE TELECOM	152.45		152.45

	GALEFIES DRANCEENNES SCI	75,00		75,00
	GCE CAPITAL SAS	2,37		2,37
	GCE ECLAIR 07	0,02		0,02
	GCE LE SOIRE IMMOBILIER	598,50		598,50
	GCE NEWTEC	0,15		0,15
	GCE PAIEMENTS	1 444,11		1 444,11
	GFF INSTITUTIONNELS	342,80		342,80
	GIC DEVELOPPEMENT	87 785,02		87 785,02
	GIE APORIA	18,88		18,88
	GIE OCEOR INFORMATIQUE	1 611 757,40		1 611 757,40
	GIMANAFRA	31,73		31,73
	GREVIN ET COMPAGNIE	45,69		45,69
	GROUPEMENT INDUSTIES AGR ALIMEN	202,31		202,31
	GROUPEMT PROPRIETES CAISSE DES DEPOTS	198,20		198,20
	HLM LE NOUVEAU LOGIS PROVENCAL	888 888,88		888 888,88
	HLM NOUVEAU LOGIS	0,01		0,01
	HLM SAMO SA DES MARCHES DE OUEST	54 183,34		54 183,34
	HOLDCO	25,00		25,00
	ICADE CAPRI	13 835,03		13 835,03
	ICADE G3A	17 895,40		17 895,40
	IMMOBILIERE OLIVE BELGIQUE	380,00		380,00
	IMMOBILIERE OLIVE LUXEMBOURG	381,82		381,82
	IMMOBILIERE PB8 SAS	75,00		75,00
	IN SITU SA IEM DE VALENCE	7,62		7,62
	INTERCIL	8,21		8,21
	IRIS CAPITAL MANAGEMENT	78,23		78,23
	ISSORIA	0,81		0,81
	IXIS AIW EUROPE	1 300,00		1 300,00
	JASSANS-DOBES	7 851,74		7 851,74
	KAUFMAN & BROAD FINANCEMENT	887 482,35		887 482,35
	KAUFMAN & BROAD PROMOTION 4	2,03		2,03
	LA FRANCAISE DES JEUX	9 770 212,75		9 770 212,75
	LES ALPINES	50,84		50,84
	LOCATRIUM	832,20		832,20
	MAGNY CLOS SYLVELLE	578,81		578,81
	MAINE EQUITY CAPITAL 9	38,12		38,12
	MAINE PARTICIPATION 2	78,23		78,23
	MAINE PARTICIPATION 7	78,22		78,22
	MALRAUX	853 384,00		853 384,00
	MARSEILLE HABITAT	114,81		114,81
	MAURIAC AUSTERLITZ I	75,00		75,00
	MAURIAC AUSTERLITZ II	75,00		75,00
	MIFCOS PARTICIPATIONS	1 320 233,26		1 320 233,26
	MINISTERE DU TRAVAIL FONDOS DE RESERV	152,45		152,45
	MONINFO	3 694,38		3 694,38
	MUT FAM PROF DE SANTE	152,45		152,45
	MUT RETRAITES DES GREFFIERS TRIBUNAL	152,45		152,45
	NESSUS	0,19		0,19
	NEXGEN CAPITAL LIMITED	75,38		75,38
	NEXGEN FINANCIAL HOLDINGS LTD	30,07		30,07
	NEXGEN RE LIMITED	33,41		33,41
	NOUVEAU LOGIS DE L'EST SA D'HLM	50 317,46		50 317,46
	NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL	12 104,08		12 104,08
	OPI	9 824,71		9 824,71
	OSICA SA DHABITATIONS A LOYER MODERE	8 141,15		8 141,15
	PALETTE AMELIA	22 146,68		22 146,68
	PART COM	78,22		78,22
	PIERRE ECUREUIL HABITAT	114,05		114,05
	PIERRE PLUS	38,11		38,11
	PINAULT PRINTEMPS REDOUTE	225,00		225,00
	PPR FINANCE SNC DIRECT	225,00		225,00
	PROFIMOB	280 247,41		280 247,41
	REGIE AUTONOME TRANSPORTS PARISIENS	50,00		50,00
	RENAULT S.A.	263,37		263,37
	RENAULT SAS	3 502,60		3 502,60
	RESIDENCES REPEG1	78,22		78,22

	SA ARRABIDA GAIA	75.00		75.00
	SA CONSTRUCTION DE LOGMTS ECONOMIQ	41.88		41.88
	SA D HLM LE NOUVEAU LOGIS AZUR	131 552.52		131 552.52
	SA D HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD	24 433.01		24 433.01
	SA HLM COIGNY	202 533.18		202 533.18
	SA HLM LA PLAINE NORMANDE	114 763.56		114 763.56
	SA HLM MAISON DE MINES ET DES PONTS	9.31		9.31
	SA HLM NOUV LOGIS CL CENTRE LIMOUSIN	28 387.39		28 387.39
	SA LE MARQUIS	75.00		75.00
	SA SAINT BARBE FREYMING MERLEBACH	23.67		23.67
	SACCEF	5.57		5.57
	SACCEF IMMOBILIER SCI	75.00		75.00
	SADECC SOCIETE ACCESSION DIRECTEET C	20.20		20.20
	SAIEM AUTUNOISE	1 902.55		1 902.55
	SAIEM BAYEUX	26.11		26.11
	SAIEM D ELBEUF	38 218.27		38 218.27
	SAIEM DE CRETEIL	7.62		7.62
	SAIEM DE GRENOBLE HABITAT	60.04		60.04
	SAIEM DE MARYSE BASTIE DE TOURS	0.03		0.03
	SAIEM DE MENDE	7.62		7.62
	SAIEM DE NOGENT SUR MARNE	78.28		78.28
	SAIEM DE STRASBOURG	9.12		9.12
	SAIEM DICAL - SAIEM DE COLMAR	29.89		29.89
	SAIEM HAN PAYS CHATEL LERAUDAIS	10.87		10.87
	SAIEM JULES CHATENAY CADE CITE	7.62		7.62
	SAIEM L'AGGLO FONTAINE LES DIJON	65.43		65.43
	SAIEM SEMCHA	84.70		84.70
	SAIEM VANDOEUVRE-NATIONS	10.52		10.52
	SAINT MARTIN 1	37 238.08		37 238.08
	SARI GESTION	734.13		734.13
	SARL 23 JEAN ROSE	54.72		54.72
	SARL D'AMENAGEMENT CROIX DE BERN	307.39		307.39
	SARL GOLF ET LOISIRS	75.00		75.00
	SARL SOCIETE NOUVELLE DU DOMAINE	32 284.00		32 284.00
	SARL VARENNE CAPITAL PARTNERS	2 836.11		2 836.11
	SARL VELIZY HOLDING	75.00		75.00
	SAS ASSURHELENE	75.00		75.00
	SAS BOETIMMO	75.00		75.00
	SAS CENTER VILLEPINTE	75.00		75.00
	SAS ETAGES FRANKLIN	75.00		75.00
	SAS ETENDARD	75.00		75.00
	SAS KUPKA	75.00		75.00
	SAS LE POINT DU JOUR	2 875 445.04		2 875 445.04
	SAS OFELIA	75.00		75.00
	SAS PYRAMIDES 2	75.00		75.00
	SAS TOUR DESCARTES	75.00		75.00
	SASU DANTE	75.00		75.00
	SASU FONAE	75.00		75.00
	SASU FOZ PARTICIPATIONS	75.00		75.00
	SASU LOGISTIS II	75.00		75.00
	SCCTG CENT COMMERCIAL TRIANGLE GARES	75.00		75.00
	SCCV FRANCONVILLE - MARAIS	0.15		0.15
	SCESL LOUVRE	25.41		25.41
	SCHEFFER REAL ESTATE	75.00		75.00
	SCI 1 TERRASSE BELLINI	217.78		217.78
	SCI 53 PIERRE SEMARD	30.61		30.61
	SCI 78 A 88 ALLEE JEAN JAURES	7.62		7.62
	SCI AMENAGT DE SIOUVILLE	75.00		75.00
	SCI ANTONY PARC	7.62		7.62
	SCI ASSURECUREUIL PIERRE 2	75.00		75.00
	SCI BAGNEUX CENTRE VILLE	3 803.29		3 803.29
	SCI BRENIER	7.62		7.62
	SCI CAMP DES LOGES	152.45		152.45
	SCI CHATOU LE CLOS DES CORMIERS	15.04		15.04
	SCI COLOMBES CHARLES DE GAULLE	412.84		412.84
	SCI COLOMIA 31	38.11		38.11
	SCI COMELIA	773 662.94		773 662.94
	SCI CONSTRUCTIONS ETUDES PARIS	7.62		7.62
	SCI COTE PARC NOISIEL	4 660.00		4 660.00

	SCI DANET ET FILLES	75.00	75.00
	SCI DE LA CROIX BLANCHE	75.00	75.00
	SCI DE LACQ SA REGION	244.72	244.72
	SCI DISTRIPOLE CLESUD	75.00	75.00
	SCI DISTRIPOLE PARISUD	75.00	75.00
	SCI DISTRIPOLE PLAINE DE L'AIN	75.00	75.00
	SCI DU 135-141 AV FELIX FAURE	7.82	7.82
	SCI DU 2 RUE DU COMMANDANT GUILBAUD	152.45	152.45
	SCI DU 35/37 QUAI DE SEINE	75.00	75.00
	SCI DU 50 RUE DE BOURGOGNE	75.00	75.00
	SCI DU CAMPOLENT	75.00	75.00
	SCI DU LUZOU	7.82	7.82
	SCI DU MOULIN	50.48	50.48
	SCI DU PASSAGE DE L'HORLOGE	75.00	75.00
	SCI DU PONT NEUF	7.82	7.82
	SCI DU SOCLE DE L'ARCHE	75.00	75.00
	SCI DU STADE A BONDY	7.82	7.82
	SCI ENTREPOTS ARTOIPOLE ARRAS	75.00	75.00
	SCI ENTREPOTS EUROCENTRE TOULOUS	75.00	75.00
	SCI ENTREPOTS PARIS SUD VI	75.00	75.00
	SCI ENTREPOTS ST LAURENT DE MURE	75.00	75.00
	SCI ENTREPOTS ST OUEN L'AUMONE	75.00	75.00
	SCI EURAILLE 53C	75.00	75.00
	SCI FONCIERE 1	82.59	82.59
	SCI FONCIERE 2	89.70	89.70
	SCI FONCIERE INVESTISSEMENT	75.00	75.00
	SCI FONCIERE PLEYEL	0.57	0.57
	SCI FONCIERE SAINT-CHARLES	20.49	20.49
	SCI FONDIS FONDS INVESTISSEMENT	75.00	75.00
	SCI FRANCIA LOISIRS	75.00	75.00
	SCI FRANCILIA	38.11	38.11
	SCI GEX LES FOUGHES	52.82	52.82
	SCI GRAND RADE	35.88	35.88
	SCI HABITAT RHONE ALPES	2 900 882.42	2 800 882.42
	SCI HEROUVILLE 14	75.00	75.00
	SCI LA GENERALE DE PROMOTION 27	5 255.30	5 255.30
	SCI LE CARRE SAINT ANTOINE	7.82	7.82
	SCI LE CLOS DU PUISATIER	0.04	0.04
	SCI LE MARCONI	1.17	1.17
	SCI LE TALANTIN	7.82	7.82
	SCI LES CHEVRONS	75.00	75.00
	SCI LES HAUTS DE L'ESTAQUE	523.00	523.00
	SCI LES MURIERS	7.82	7.82
	SCI LES TOVETS	7.82	7.82
	SCI LES VERGERS TOLOSANS	7.82	7.82
	SCI LES VILLAS DE LA JONCHERE	180.81	180.81
	SCI LOGISTIS	75.00	75.00
	SCI LYON TASSIN NOEL	41.86	41.86
	SCI MAISONS ALFORT CARNOT	566.53	566.53
	SCI MANTELIA	32 021.47	32 021.47
	SCI MARSEILLE ST MITRE CHATEAU GOMBE	36 249.72	36 249.72
	SCI PARIS IMPASSE MARIE BLANCHE	7.82	7.82
	SCI PLACE CARREE	75.00	75.00
	SCI PRINTEMPS LA VALETTE	75.00	75.00
	SCI REGE-JACQUAND	5 451.52	5 451.52
	SCI RESID D'EPINAY SUR SEINE	3.42	3.42
	SCI RESIDENCE MURAT	38.37	38.37
	SCI RIVE DU QUINZIEME	7.82	7.82
	SCI RUEIL APPOLO	75.00	75.00
	SCI SAINT DENIS TALANGE	75.00	75.00
	SCI SILOGI	150.00	150.00
	SCI TAYT	75.00	75.00
	SCI TAYT 2	75.00	75.00
	SCI TAYT 3	242.97	242.97
	SCI TOUR DE JULIE	76.48	76.48
	SCI VALENCE VICTOR HUGO	1 784.89	1 784.89
	SCI VILLAS DES TONNELLES	143.52	143.52
	SCI VIVIER MERLE	75.00	75.00
	SCI YVOIRE	2 451.93	2 451.93
	SCIC HABITAT ATRIUM	78 433.97	78 433.97
	SCIC HABITAT ALVERGNE ET BOURBONNAIS	1 570 888.23	1 570 888.23
	SCIC HABITAT BOURGOGNE CHAMPAGNE	364 283.10	364 283.10
	SCIDE CONSTRUCTION DU B	17.21	17.21
	SCPI ACTI HABITAT 1	38.11	38.11

	SEINE INVEST	75.00		75.00
	SEMA SCEAUX	7.62		7.62
	SEMAY SA	25.41		25.41
	SETALP	75.00		75.00
	SILOS MIRANDAIS	152.45		152.45
	SINERG	152.00		152.00
	SNC AMENAGEMENT CLOS ST MARTIN	32.50		32.50
	SNC APH VALORISATION	27.67		27.67
	SNC BUREAUX ILE DE NANTES PROMO	23.86		23.86
	SNC CAPRI DANTON	15.24		15.24
	SNC DU BOIS DES MARCHOLINS COTTAGES	19 143.80		19 143.80
	SNC DU CENTRE MAYOL	7.62		7.62
	SNC DU CHAPITRE	338.31		338.31
	SNC DU GOLF DE LA RAMÉE	75.00		75.00
	SNC DU GOLF DE SAINT AUBIN	75.00		75.00
	SNC ETAB NORD PROMOTION	7.62		7.62
	SNC ETABL CENTRE EST PROMOTION	132.80		132.80
	SNC FRANCE OUEST PROMOTION	7.62		7.62
	SNC HAUTE CLAIRE	0.01		0.01
	SNC LE POSEIDON	100.32		100.32
	SNC LES CHENES	7.62		7.62
	SNC LES TERTIAIRES D'ATALANTE	8.06		8.06
	SNC LES VALMONTS DE VALLOIRE	7.62		7.62
	SNC LORD BYRON BUREAUX	731.15		731.15
	SNC LORD BYRON HABITATIONS	250.51		250.51
	SNC NOISY CENTRE	542 690.41		542 690.41
	SNC PERTUIS LES MARTINES	3 630.00		3 630.00
	SNC PORT D'ALBRET LOISIRS	45.89		45.89
	SNC RESIDENCES DE GARCHES	7.62		7.62
	SNC SAINT LAZARE TRINITE	75.00		75.00
	SNC SEI LOGEMENT	0.40		0.40
	SNC TERTIAL	7.62		7.62
	SNEF	163.26		163.26
	SOC CENTRALE EQUIPEMT DU TERRITOIRE	679.68		679.68
	SOC CIV DU 14 R DE LA TOMBE ISSOIRE	53.58		53.58
	SOC DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES	3 879.01		3 879.01
	SOC FINANC INDUS CINEMATO AUDIOVIS	563.02		563.02
	SOCIETE IMMOBIL POUR LA REALISATION	75.00		75.00
	SOCIETE PROVENCALE DE STATIONNEMENT	76.23		76.23
	SODEMA	7.62		7.62
	SOPARDIF SA	76.23		76.23
	STE AMENAG REALISAT ILOT HUGO VERNET	75.00		75.00
	STE D'INVT FRANCE ACTIVE SA	74.89		74.89
	STE FONCIERE MOGADOR SA	75.00		75.00
	SUEZ S.A.	152.45		152.45
	TERRES D'EUROPE SOCIETE DE CONSEIL A	152.45		152.45
	TIERS SANS OBJET	1 420 787.47		1 420 787.47
	TRANSDEV SA	83.61		83.61
	TRANSPORTS PEDRETTI SERVICES TPS	19 993.20		19 993.20
	UNION FINANCE GRAINS	152.45		152.45
	VALEDOC UNION DES COOP. AGRICOLES	146.78		146.78
	VALENCE SCI	75.00		75.00
	VINCI SA	169 890.28		169 890.28
Total Comptes ordinaires débiteurs		106 893 305.54	0.00	106 893 305.54

5. Obligations et autres titres à revenu fixe

Code ISIN	Libellé titre	Libellé tiers	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV	Nominal initial en DEV	Devise	Date d'émission	Échéance
DE000A03ALU5	POST BK 4.153% 20/02/09	DEUTSCHE POSTBANK AG BONN	228 727 031,82		228 727 031,82	230 000 000,00	EUR	19/11/2008	18/02/2009
FR0000487159	GLEPSA 5.875% 27/09/2011	GIE PSA TRI SORERIE	5 077 280,27	488 845,31	4 588 434,96	5 000 000,00	EUR	27/09/2001	27/09/2011
FR0000492092	ALCATL 4.375% 17/02/2009	ALCATEL ALSTHOM	5 190 530,49	68 371,34	5 122 159,15	5 000 000,00	EUR	17/02/1999	17/02/2009
FR0000494718	CNPASS 4.625 11/05/2009	CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE	6 178 188,14		6 178 188,14	6 000 000,00	EUR	11/05/1999	11/05/2009
FR0000495648	SUEZ 5.875% 13/10/2009	LYONNAISE DES EAUX	5 060 149,12		5 060 149,12	5 000 000,00	EUR	13/10/1999	13/10/2009
FR0010678379	GCE COV EUR3M+0.52% 01/11	GCE COVERED BONDS	2 024 016 000,00		2 024 016 000,00	2 000 000 000,00	EUR	17/10/2008	17/01/2011
FR0010678387	GCE COV EUR3M+0.52% 08/11	GCE COVERED BONDS	3 036 024 000,00		3 036 024 000,00	3 000 000 000,00	EUR	17/10/2008	17/08/2011
FR0010698936	GCE COV EUR3M+0.55% 03/12	GCE COVERED BONDS	3 006 543 333,33		3 006 543 333,33	3 000 000 000,00	EUR	12/12/2008	12/03/2012
FR0010698944	GCE COV EUR3M+0.55% 09/12	GCE COVERED BONDS	3 006 543 333,33		3 006 543 333,33	3 000 000 000,00	EUR	12/12/2008	12/09/2012
FR0010698951	GCE COV EUR3M+0.6% 03/13	GCE COVERED BONDS	3 006 626 666,67		3 006 626 666,67	3 000 000 000,00	EUR	12/12/2008	12/03/2013
FR0010698959	GCE COV EUR3M+0.6% 09/13	GCE COVERED BONDS	3 006 626 666,67		3 006 626 666,67	3 000 000 000,00	EUR	12/12/2008	12/09/2013
FR0010698977	GCE COV EUR3M+0.6% 03/14	GCE COVERED BONDS	3 006 626 666,67		3 006 626 666,67	3 000 000 000,00	EUR	12/12/2008	12/03/2014
FR0114893696	NATIXIS TFPREC 3.49 5/1/9	NATIXIS	89 861 345,88		89 861 345,88	100 000 000,00	EUR	03/12/2008	05/01/2009
FR0114972013	NATIXIS TFPREC 3 1 12/1/9	NATIXIS	2 997 186 385,52		2 997 186 385,52	3 000 000 000,00	EUR	10/12/2008	12/01/2009
FR0115174884	BFCM TFPREC 4.5% 9/02/09	BANQUE FED DU CREDIT MUTUEL	199 036 323,20		199 036 323,20	200 000 000,00	EUR	07/11/2008	09/02/2009
FR0115314868	PALATINE 5.12% 27/02/09	BANQUE PALATINE	50 896 000,00		50 896 000,00	50 000 000,00	EUR	28/08/2008	27/02/2009
FR0115315527	PALATINE 5.76% 28/01/09	BANQUE PALATINE	50 740 250,00		50 740 250,00	50 000 000,00	EUR	28/08/2008	28/01/2009
FR0115470678	CFF EUR3M 0.145% 12/02/09	CREDIT FONCIER DE FRANCE	805 056 666,67		805 056 666,67	800 000 000,00	EUR	12/09/2008	12/02/2009
FR0115498808	PALATI TFPST 5.18 18/3/9	BANQUE PALATINE	50 789 805,58		50 789 805,58	50 000 000,00	EUR	16/09/2008	18/03/2009
FR0115498814	PALATI TFPST 5.25 17/8/9	BANQUE PALATINE	50 772 818,67		50 772 818,67	50 000 000,00	EUR	17/09/2008	17/08/2009
FR0115611188	CFCM EONIA 1.81% 03/09	COMPAGNIE FINANCIERE DU CREDIT MUTUEL	200 625 333,33		200 625 333,33	200 000 000,00	EUR	04/12/2008	04/03/2009
FR0115691307	PALATINE 5.55% 27/02/09	BANQUE PALATINE	25 358 437,50		25 358 437,50	25 000 000,00	EUR	30/09/2008	27/02/2009
FR0115691422	PALATI EONIA+1.83 27/3/08	BANQUE PALATINE	25 310 645,83		25 310 645,83	25 000 000,00	EUR	30/09/2008	27/03/2009
FR0115729883	CNCA TFPST 3.72% 29/2/09	CAISSE NAT DU CREDIT AGRICOLE	251 085 000,00		251 085 000,00	250 000 000,00	EUR	20/11/2008	29/02/2009
FR0115936637	PALATINE EONIA 1.8% 01/09	BANQUE PALATINE	50 397 833,33		50 397 833,33	50 000 000,00	EUR	31/10/2008	09/02/2009
FR0115977028	UBSGB TFPRE 4.3% 13/2/09	UNION DES BANQUES SUISSES LONDRES	248 729 928,89		248 729 928,89	250 000 000,00	EUR	13/11/2008	13/02/2009
FR0115983290	CIC TF PREC 4.50% 09/02/9	CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	99 518 161,60		99 518 161,60	100 000 000,00	EUR	07/11/2008	09/02/2009
FR0115983423	NATIXIS EONIA 1.75% 30/4/9	NATIXIS	402 806 222,22		402 806 222,22	400 000 000,00	EUR	08/11/2008	30/04/2009
FR0115986059	NATIXIS IPST 4.40% 08/2/09	NATIXIS	302 053 333,33		302 053 333,33	300 000 000,00	EUR	08/11/2008	08/02/2009
FR0116066483	NATIXIS TF PREC 14/05/09	NATIXIS	295 283 611,05		295 283 611,05	300 000 000,00	EUR	11/01/2008	14/05/2009
FR0116104110	NATIXIS PST 4.143% 20/2/09	NATIXIS	1 507 267 750,00		1 507 267 750,00	1 500 000 000,00	EUR	20/11/2008	20/02/2009
FR0116106081	SG EONIA+1.05% 19/2/09	SOCIETE GENERALE	401 739 111,11		401 739 111,11	400 000 000,00	EUR	19/11/2008	19/02/2009
FR0116109994	NATIXIS EONIA 1.63 23/2/9	NATIXIS	1 507 021 250,00		1 507 021 250,00	1 500 000 000,00	EUR	21/11/2008	23/02/2009
FR0116112303	CFF EONIA 1.50% 23/03/09	CREDIT FONCIER DE FRANCE	502 323 333,33		502 323 333,33	500 000 000,00	EUR	21/11/2008	23/03/2009
FR0116118282	SG EONIA 1.05% 20/02/09	SOCIETE GENERALE	301 274 000,00		301 274 000,00	300 000 000,00	EUR	20/11/2008	20/02/2009
FR0116158122	PALATI EONIA+1.48 26/2/9	BANQUE PALATINE	250 982 222,22		250 982 222,22	250 000 000,00	EUR	28/11/2008	26/02/2009
FR0116158155	PALATI EONIA+1.66 3/2/9	BANQUE PALATINE	220 854 355,58		220 854 355,58	220 000 000,00	EUR	28/11/2008	03/02/2009
FR0116158877	SG EONIA 1.05% 03/03/09	SOCIETE GENERALE	351 057 875,00		351 057 875,00	350 000 000,00	EUR	01/12/2008	03/03/2009
FR0116265382	CFF EONIA 1.20% 18/03/09	CREDIT FONCIER DE FRANCE	100 153 333,33		100 153 333,33	100 000 000,00	EUR	18/12/2008	18/03/2009
FR0116364748	PALATI TFPST 2.80 23/3/9	BANQUE PALATINE	150 108 750,00		150 108 750,00	150 000 000,00	EUR	23/12/2008	23/03/2009
FR0116365398	CFF EONIA 0.53% 22/01/09	CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 138 934 270,70		1 138 934 270,70	1 138 055 439,00	EUR	22/12/2008	22/01/2009
FR0116397714	PALATI EONIA+1.20 24/3/9	BANQUE PALATINE	100 076 666,67		100 076 666,67	100 000 000,00	EUR	24/12/2008	24/03/2009
FR0116405180	PALATI EONIA 1.2% 30/3/09	BANQUE PALATINE	200 039 000,00		200 039 000,00	200 000 000,00	EUR	30/12/2008	30/03/2009
FR0116420815	CFF EONIA 0.47% 22/01/09	CREDIT FONCIER DE FRANCE	37 231 877,27		37 231 877,27	37 228 861,00	EUR	31/12/2008	22/01/2009
X50114165276	GENER 8.80% E6M 20/07/22	ASSURAZIONI GENERALI SPA	3 093 575,34	244 214,83	2 849 360,51	3 000 000,00	EUR	20/07/2006	20/07/2022
X50118991024	PUB POW 8.25% 08.11.2010	PUBLIC POWER CORP OF GREECE	5 046 232,88		5 046 232,88	5 000 000,00	EUR	08/11/2000	08/11/2010
X50129477633	PHILIPS F 8.125% 18.05.11	PHILIPS NV	5 192 878,45		5 192 878,45	5 000 000,00	EUR	18/05/2001	18/05/2011
X50131224155	SIEMENS F 8.75% 04/07/2011	SIEMENS FINANCIERING SMAATSSCHAP	5 142 568,49		5 142 568,49	5 000 000,00	EUR	26/06/2001	04/07/2011
X50133729771	NGG FINANCE 8.125% 23.08	NGG FINANCE PLC	5 109 814,38	218 835,40	4 890 978,98	5 000 000,00	EUR	23/08/2001	23/08/2011
X50136656997	SCHLUM 5.875% 03.10.11	SCHLUMBERGER INDUSTRIE SA	5 072 431,51		5 072 431,51	5 000 000,00	EUR	03/10/2001	03/10/2011
X50398864500	BRVAG TFPRE 4.56 10/2/09	BANCO BLBAO VIZCAYA ARGENT. LONDON	198 998 339,35		198 998 339,35	200 000 000,00	EUR	10/11/2008	10/02/2009
Total Obligations et Autres Titres à Revenus Fixes acquis			13 845 537 873,78	1 618 271,88	13 844 619 601,90				

FR0000186413	DAT IPOST 3.40% 07/2028	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	13 732 000.00	13 732 000.00	13 732 000.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
FR0000570673	DAT IFC10-100 25/1/09	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	5 012 000.00	5 012 000.00	5 012 000.00	EUR	30/09/2008	19/01/2009
XS03026644930	ENEL EUR3M+20 20/6/14	CE LOIRE CENTRE	5 873 386.50	5 873 386.50	5 873 386.50	EUR	30/09/2008	01/01/2009
XS0301967757	DIAG EUR3M+0.24% 2012	CE LOIRE CENTRE	5 839 893.33	5 839 893.33	5 839 893.33	EUR	30/09/2008	01/01/2009
XS0322975415	EOANGR 5.125 21/02/2012	CE LOIRE CENTRE	6 268 859.84	6 268 859.84	6 268 859.84	EUR	30/09/2008	01/01/2009
XS0304279550	JULFIBAT 08/08/2012	CE LOIRE CENTRE	5 596 183.83	5 596 183.83	5 596 183.83	EUR	30/09/2008	01/01/2009
FR0000474975	MEFP 4.875% 28/05/2013	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	6 758 886.00	6 758 886.00	6 758 886.00	EUR	29/09/2008	01/04/2009
FR0000474875	MEFP 4.875% 28/05/2013	CE LOIRE CENTRE	4 927 500.00	4 927 500.00	4 927 500.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
XS0142019479	VOLKSWAGEN 5.375% 2012	CE LOIRE CENTRE	9 177 300.00	9 177 300.00	9 177 300.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
XS0193947271	AUTOST 5.00% 09/08/2014	CE LOIRE CENTRE	5 808 200.00	5 808 200.00	5 808 200.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
XS0237539795	RCEANA 3.75% 12/12/2012	CE LOIRE CENTRE	3 756 000.00	3 756 000.00	3 756 000.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
XS0282510170	BMW FINANCE NV	CE LOIRE CENTRE	2 830 800.00	2 830 800.00	2 830 800.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
XS0294490312	GE FLOW 03/04/2014	CE LOIRE CENTRE	4 194 500.00	4 194 500.00	4 194 500.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
XS0328118133	BMW 4.875% 28/10/12	CE LOIRE CENTRE	8 058 400.00	8 058 400.00	8 058 400.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
XS0145538277	VATFAL 6 04/03/09	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	2 081 200.00	2 081 200.00	2 081 200.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
XS0180991889	VWFIN 4.50% 27/01/2010	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	10 177 000.00	10 177 000.00	10 177 000.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
XS0193947271	AUTOST 5.00% 09/08/2014	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	19 162 000.00	19 162 000.00	19 162 000.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
XS0304458564	VODAFONE 0.35% 08/05/14	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	9 485 000.00	9 485 000.00	9 485 000.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
XS0285536939	UNITED UTIL WAT 4.875%	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	5 109 000.00	5 109 000.00	5 109 000.00	EUR	30/09/2008	11/03/2009
XS0306644930	ENEL EUR3M+20 20/6/14	C E DE PICARDIE	4 858 430.69	4 858 430.69	4 858 430.69	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0148578282	EDN AG 5.75% 29/09/2009	C E DE PICARDIE	2 039 813.70	2 039 813.70	2 039 813.70	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0335133996	GSK 5 1/8 13/12/12	C E DE PICARDIE	2 059 016.12	2 059 016.12	2 059 016.12	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0335133996	GSK 5 1/8 13/12/12	C E DE PICARDIE	3 088 524.18	3 088 524.18	3 088 524.18	EUR	02/10/2008	03/04/2009
DE0006641982	HENKEL 4.25% 19/08/2013	C E DE PICARDIE	1 449 735.82	1 449 735.82	1 449 735.82	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0183023848	BERDOL 4.875 % 18/02/2013	C E DE PICARDIE	2 880 706.58	2 880 706.58	2 880 706.58	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0147030554	RWE 6 1/8 10/20/12	C E DE PICARDIE	3 276 602.87	3 276 602.87	3 276 602.87	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0351738033	SEVERN 5.25% 11/3/10	C E DE PICARDIE	4 970 650.69	4 970 650.69	4 970 650.69	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0369462022	SIEMENS 5.375% 01/10/14	C E DE PICARDIE	2 535 969.18	2 535 969.18	2 535 969.18	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0369462022	SIEMENS 5.375% 01/10/14	C E DE PICARDIE	2 535 969.18	2 535 969.18	2 535 969.18	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0101443538	ILIASS 5.15 % 10/09/2010	C E DE PICARDIE	5 081 328.77	5 081 328.77	5 081 328.77	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0109770190	VATFAL 6% 31/03/10	C E DE PICARDIE	2 617 888.36	2 617 888.36	2 617 888.36	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0109770190	VATFAL 6% 31/03/10	C E DE PICARDIE	3 481 525.51	3 481 525.51	3 481 525.51	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000475550	AIRLIQ 4.125% 23/6/13	C E DE PICARDIE	2 891 782.19	2 891 782.19	2 891 782.19	EUR	02/10/2008	03/04/2009
DE000A0TR7K7	ALLIAP 5 % 8/3/2013	C E DE PICARDIE	5 068 520.55	5 068 520.55	5 068 520.55	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0142019479	VOLKSWAGEN 5.375% 2012	C E DE PICARDIE	2 028 616.39	2 028 616.39	2 028 616.39	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0142019479	VOLKSWAGEN 5.375% 2012	C E DE PICARDIE	5 071 540.88	5 071 540.88	5 071 540.88	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000472326	GAZDF 4.75% 19/02/2013	C E DE PICARDIE	2 047 520.77	2 047 520.77	2 047 520.77	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0010210054	STF SFR SA 3.375% 07/12	C E DE PICARDIE	4 705 099.32	4 705 099.32	4 705 099.32	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0193947271	AUTOST 5.00% 09/08/2014	C E DE PICARDIE	1 927 780.82	1 927 780.82	1 927 780.82	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0193947271	AUTOST 5.00% 09/08/2014	C E DE PICARDIE	2 891 671.23	2 891 671.23	2 891 671.23	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0130738213	AXASA 8 08/10/13	C E DE PICARDIE	3 099 267.12	3 099 267.12	3 099 267.12	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0282510170	BMW FINANCE NV	C E DE PICARDIE	4 897 053.28	4 897 053.28	4 897 053.28	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS035828346	BNP 4.75% 04/04/2011	C E DE PICARDIE	5 065 424.68	5 065 424.68	5 065 424.68	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0177256889	BRISA FIN 4.787% 09/13	C E DE PICARDIE	4 673 599.86	4 673 599.86	4 673 599.86	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0089627409	NGGLN 5 1/8 08/09	C E DE PICARDIE	7 635 016.46	7 635 016.46	7 635 016.46	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0389258412	CARREFOUR 5.375% 12/6/15	C E DE PICARDIE	4 895 465.75	4 895 465.75	4 895 465.75	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS035838523	ACAEP 4.875% 08/04/2011	C E DE PICARDIE	5 022 369.86	5 022 369.86	5 022 369.86	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0361728667	CAT 5.25 09/05/2011	C E DE PICARDIE	1 000 543.84	1 000 543.84	1 000 543.84	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0361728667	CAT 5.25 09/05/2011	C E DE PICARDIE	4 002 175.34	4 002 175.34	4 002 175.34	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0126487553	DAIGR 7% 21/03/2011	C E DE PICARDIE	5 298 945.21	5 298 945.21	5 298 945.21	EUR	02/10/2008	03/04/2009
DE0008628678	D88 5.375% 31/07/12	C E DE PICARDIE	3 071 473.97	3 071 473.97	3 071 473.97	EUR	02/10/2008	03/04/2009
DE0008628678	DEUTSCHE BK 5.125% 2017	C E DE PICARDIE	4 756 667.81	4 756 667.81	4 756 667.81	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0301967757	DIAG EUR3M+0.24% 2012	C E DE PICARDIE	4 844 356.67	4 844 356.67	4 844 356.67	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS03617244402	EOANGR 5.125 7/5/13	C E DE PICARDIE	5 057 606.18	5 057 606.18	5 057 606.18	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0183822448	EADSNV 4.625% 03/03/10	C E DE PICARDIE	5 102 582.19	5 102 582.19	5 102 582.19	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000487258	EDF 5.50% 25/10/2016	C E DE PICARDIE	4 255 975.98	4 255 975.98	4 255 975.98	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0300078907	GE 5.125% 02/09/15	CE LOIRE CENTRE	3 468 000.00	3 468 000.00	3 468 000.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
XS0107811753	ING 6% 01/03/2010	CE LOIRE CENTRE	4 007 880.00	4 007 880.00	4 007 880.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
FR0010369582	STF FED 4.125% 22/09/14	C E DE PICARDIE	1 374 717.12	1 374 717.12	1 374 717.12	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0126990778	ELEPOR 5.875 28/03/2011	C E DE PICARDIE	5 249 606.16	5 249 606.16	5 249 606.16	EUR	02/10/2008	03/04/2009
XS0362224254	BERDROLA SA IBESM 5.125	C E DE PICARDIE	2 970 121.23	2 970 121.23	2 970 121.23	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000471948	FRIELE 7.25% 28/01/2013	C E DE BRETAGNE	16 378 770.49	16 378 770.49	16 378 770.49	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0000474975	MEFP 4.875% 28/05/2013	C E DE BRETAGNE	4 899 882.88	4 899 882.88	4 899 882.88	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0000475550	AIRLIQ 4.125% 23/6/13	C E DE BRETAGNE	3 374 932.53	3 374 932.53	3 374 932.53	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0000488108	CECM 5.50 12/02/2012	C E DE BRETAGNE	3 130 242.62	3 130 242.62	3 130 242.62	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010208284	LYOH 3.375% 22/08/2012	C E DE BRETAGNE	7 874 612.26	7 874 612.26	7 874 612.26	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010210054	STF SFR SA 3.375% 07/12	C E DE BRETAGNE	4 518 226.85	4 518 226.85	4 518 226.85	EUR	03/10/2008	06/01/2009

FR0010514081	CECM 3.75% 09/05/2011	C E DE BRETAGNE	10 229 890.41	10 229 890.41	10 229 890.41	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR00332179097	BELGEB 4.125% 23/11/11	C E DE BRETAGNE	10 140 528.89	10 140 528.89	10 140 528.89	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR00001848083	COMMERZBANK 4.25% 25/10/09	C E DE BRETAGNE	3 076 529.51	3 076 529.51	3 076 529.51	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0010399579	LOGINDUS LOGIN 4.75%	C E DE PICARDIE	4 736 076.39	4 736 076.39	4 736 076.39	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR00257496694	HSBC FINANCE GRP HSBC 4.5	C E DE PICARDIE	4 407 824.66	4 407 824.66	4 407 824.66	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0103363286	ELEPOR 6.4 10/29/09	C E DE PICARDIE	3 239 260.66	3 239 260.66	3 239 260.66	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000483681	FRTELE 6.825% 10.11.2010	C E DE PICARDIE	5 436 857.82	5 436 857.82	5 436 857.82	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0187508764	GE EUR3M+20 28/07/14	C E DE PICARDIE	4 254 535.28	4 254 535.28	4 254 535.28	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0171868269	LUCSHI 4.375% 8/7/2013	C E DE PICARDIE	2 954 784.25	2 954 784.25	2 954 784.25	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000207813	CFNG 8.35	C E DE BRETAGNE	1 581 585.22	1 581 585.22	1 581 585.22	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR00004010842	DAGR 5.875 8/9/2011	C E DE BRETAGNE	5 883 496.18	5 883 496.18	5 883 496.18	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR00095521978	ELF AQUITAINE TOTAL 4.1/2	C E DE BRETAGNE	5 145 221.31	5 145 221.31	5 145 221.31	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR00096324925	FORTIS FINANCE 4.625	C E DE BRETAGNE	4 037 953.42	4 037 953.42	4 037 953.42	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0103363286	ELEPOR 6.4 10/29/09	C E DE BRETAGNE	3 239 260.66	3 239 260.66	3 239 260.66	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0126467593	DAGR 7% 21/03/2011	C E DE BRETAGNE	5 302 780.82	5 302 780.82	5 302 780.82	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0148578262	EON AG 5.75% 29/05/2009	C E DE BRETAGNE	5 102 684.93	5 102 684.93	5 102 684.93	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0163822488	EADSNV 4.825% 03/03/10	C E DE BRETAGNE	8 168 186.30	8 168 186.30	8 168 186.30	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0177256889	BRISA FIN 4.75% 09/11	C E DE BRETAGNE	4 676 228.36	4 676 228.36	4 676 228.36	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0183944785	AUTOQT E3M+0.45% 09/09/11	C E DE BRETAGNE	16 563 232.22	16 563 232.22	16 563 232.22	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0218733813	LIASIS 3.625 8/5/2012	C E DE BRETAGNE	4 764 962.88	4 764 962.88	4 764 962.88	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0245129897	SCANIA 3.625% 22/2/11	C E DE BRETAGNE	8 955 819.67	8 955 819.67	8 955 819.67	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0257808500	VODAFONE E3M+0.40% 13/01/12	C E DE BRETAGNE	4 918 813.19	4 918 813.19	4 918 813.19	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0278921441	GEN ELEC CAP GRP GE 4.5/8	C E DE BRETAGNE	3 642 733.86	3 642 733.86	3 642 733.86	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0272605919	DEUTEL 4.50% 25/10/13	C E DE BRETAGNE	9 690 098.36	9 690 098.36	9 690 098.36	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0275438185	ELESIM Flott 22/11/2011	C E DE BRETAGNE	4 928 078.89	4 928 078.89	4 928 078.89	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0282510170	BMW FINANCE NV	C E DE BRETAGNE	4 699 956.28	4 699 956.28	4 699 956.28	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0284490312	GE Flott 03/04/2014	C E DE BRETAGNE	18 617 721.88	18 617 721.88	18 617 721.88	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0301987757	DIAG EUR3M+0.24% 2012	C E DE BRETAGNE	4 847 970.56	4 847 970.56	4 847 970.56	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0304279556	ILN Flott 08/08/2012	C E DE BRETAGNE	4 671 504.17	4 671 504.17	4 671 504.17	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0304458544	VODAFONE E3M+0.35% 06/06/14	C E DE BRETAGNE	9 428 258.33	9 428 258.33	9 428 258.33	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0305080177	VOLKSWAGEN BK E3M+12.5	C E DE BRETAGNE	13 781 495.10	13 781 495.10	13 781 495.10	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0322978415	EOANGR 5.125 21/02/12	C E DE BRETAGNE	4 894 712.33	4 894 712.33	4 894 712.33	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0325760444	VOLKLE GMDH 4.875 10/12	C E DE BRETAGNE	2 499 045.08	2 499 045.08	2 499 045.08	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0335133988	GSK 5.1/8 13/12/12	C E DE BRETAGNE	5 151 040.88	5 151 040.88	5 151 040.88	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0361244402	EOANGR 5.125 7/5/13	C E DE BRETAGNE	5 061 116.44	5 061 116.44	5 061 116.44	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0361728867	CAT 5.25 09/05/2011	C E DE BRETAGNE	5 006 315.07	5 006 315.07	5 006 315.07	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0362224254	BERDROLA SA IBESM 5.125	C E DE BRETAGNE	8 421 310.96	8 421 310.96	8 421 310.96	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0364671346	BMW US CAP 5% 28/05/13	C E DE BRETAGNE	9 440 181.78	9 440 181.78	9 440 181.78	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0369462022	SIEMENS 5.375% 01/06/14	C E DE BRETAGNE	5 075 619.86	5 075 619.86	5 075 619.86	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0386080671	CREDIT AGRICOLE ACAPE	C E DE BRETAGNE	9 972 997.22	9 972 997.22	9 972 997.22	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0256837136	EL MONTE FINANCE MONPIS	C E DE BRETAGNE	4 910 811.25	4 910 811.25	4 910 811.25	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0386318371	SCHLUMBERGER SLB 5.25	C E DE BRETAGNE	2 511 866.44	2 511 866.44	2 511 866.44	EUR	03/10/2008	08/01/2009
FR0282728129	CFED AGR EUR3M+0.01/10	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	89 797 500.00	89 797 500.00	89 797 500.00	EUR	22/12/2008	30/03/2009
FR0000495848	SUEZ 5.875% 13/10/2009	C E DE PROV. NCE ALPES CORSE	8 020 073.80	8 020 073.80	8 020 073.80	EUR	29/09/2008	01/04/2009
FR0230670210	ELESIM 4.20% 25/02/09	C E DE PROV. NCE ALPES CORSE	5 101 000.00	5 101 000.00	5 101 000.00	EUR	29/09/2008	18/02/2009
FR0000488207	BELGELEC FIN SA LYOE	CE LOIRE CENTRE	3 120 000.00	3 120 000.00	3 120 000.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
FR0000489171	BOUYGUE 5.875% 15/05/09	CE LOIRE CENTRE	3 070 500.00	3 070 500.00	3 070 500.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
FR0010328967	BOUYGUE 4.5% 24/03/2013	CE LOIRE CENTRE	5 709 000.00	5 709 000.00	5 709 000.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
FR0107999707	NTESA 6.25% 01/03/2010	CE LOIRE CENTRE	4 007 860.00	4 007 860.00	4 007 860.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
FR0237054431	MARKER 3.75% 07/12/2012	CE LOIRE CENTRE	3 844 400.00	3 844 400.00	3 844 400.00	EUR	30/09/2008	02/01/2009
FR0010027508	IF1 4.375% 12/11/2010	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	10 220 000.00	10 220 000.00	10 220 000.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
FR0094333782	PUBLIC PWR CORP PPWRC	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	10 192 000.00	10 192 000.00	10 192 000.00	EUR	30/09/2008	05/03/2009
FR0099192790	ANGLIAN WATER AWLN	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	4 980 390.00	4 980 390.00	4 980 390.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
FR0110207478	OREINT EUR3M+1.80 2020	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	4 554 500.00	4 554 500.00	4 554 500.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
FR0278748143	SKF 4.25% 13/12/13	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	1 920 400.00	1 920 400.00	1 920 400.00	EUR	30/09/2008	01/04/2009
FR0143722451	ENRW INTL FIN ENRW 5.875	C E DE PICARDIE	3 172 779.51	3 172 779.51	3 172 779.51	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0180181447	FORTUM 5.00% 19/11/2013	C E DE PICARDIE	5 146 396.18	5 146 396.18	5 146 396.18	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0133728771	NGG FINANCE 6.125% 23.08	C E DE PICARDIE	3 073 440.41	3 073 440.41	3 073 440.41	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0129477633	PHILIPS E 6.125% 16.05.11	C E DE PICARDIE	3 172 479.45	3 172 479.45	3 172 479.45	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0098892980	POWERGEN 5% 08/07/09	C E DE PICARDIE	4 077 671.23	4 077 671.23	4 077 671.23	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0211845211	ARERTIS INFRA 5.125% 2017	C E DE PICARDIE	4 896 832.19	4 896 832.19	4 896 832.19	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0136658997	SCHLUM 5.875% 03.10.11	C E DE PICARDIE	3 080 100.00	3 080 100.00	3 080 100.00	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0247802522	SGS THOMSON MICROELECTRON	C E DE PICARDIE	4 745 420.00	4 745 420.00	4 745 420.00	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0131224155	SIEMENS FS 75% 04/07/2011	C E DE PICARDIE	3 089 806.85	3 089 806.85	3 089 806.85	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0010535583	ARLMO 5.25% 22/03/2013	C E DE PICARDIE	3 053 736.99	3 053 736.99	3 053 736.99	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0170265341	AKZO NOBEL 4.25% 14/06/201	C E DE PICARDIE	4 961 123.29	4 961 123.29	4 961 123.29	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0003084505	VODAFONE 4.75% 27/05/09	C E DE PICARDIE	10 075 876.71	10 075 876.71	10 075 876.71	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0009192790	ANGLIAN WATER AWLN	C E DE PICARDIE	2 047 990.41	2 047 990.41	2 047 990.41	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000487159	GIEPSA 5.875% 27/09/2011	C E DE PICARDIE	2 964 797.26	2 964 797.26	2 964 797.26	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000487159	GIEPSA 5.875% 27/09/2011	C E DE PICARDIE	2 964 797.26	2 964 797.26	2 964 797.26	EUR	02/10/2008	03/04/2009

KS0321640301	ASTRAZENECA PLC	C E DE PICARDIE	5 125 374,15	5 125 374,15	5 125 374,15	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0010027508	TF1 4.375% 12/11/2010	C E DE PICARDIE	2 058 137,18	2 058 137,18	2 058 137,18	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0010489392	AUCHAN 5.125% 4/05/11	C E DE PICARDIE	4 948 058,22	4 948 058,22	4 948 058,22	EUR	02/10/2008	03/04/2009
KS0145758040	BAYER 6.1004/2012	C E DE PICARDIE	5 230 157,53	5 230 157,53	5 230 157,53	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000495848	GUEZ 5.875% 13/10/2009	C E DE PICARDIE	5 328 724,04	5 328 724,04	5 328 724,04	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000495848	GUEZ 5.875% 13/10/2009	C E DE PICARDIE	5 328 724,04	5 328 724,04	5 328 724,04	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000495848	BNP TF 6.7% 18/05/09	C E DE PICARDIE	3 810 624,88	3 810 624,88	3 810 624,88	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0010128904	BOUYGUES 4.30% 29/10/14	C E DE PICARDIE	4 691 210,38	4 691 210,38	4 691 210,38	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000480891	CARREFOUR 6.125% 28/05/10	C E DE PICARDIE	4 179 280,27	4 179 280,27	4 179 280,27	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000582880	CNA 5.65% 24/03/13	C E DE PICARDIE	3 235 598,63	3 235 598,63	3 235 598,63	EUR	02/10/2008	03/04/2009
KS0202043035	DAMLER NORTHAMER CORP	C E DE PICARDIE	2 997 251,84	2 997 251,84	2 997 251,84	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0010812713	BNFP 5.50% 06/05/15	C E DE PICARDIE	5 031 513,70	5 031 513,70	5 031 513,70	EUR	02/10/2008	03/04/2009
KS0132467857	DT 6.625 % 11/07/11	C E DE PICARDIE	3 122 391,78	3 122 391,78	3 122 391,78	EUR	02/10/2008	03/04/2009
KS0113708284	DT 6.625 % 06/07/2010	C E DE PICARDIE	2 084 851,64	2 084 851,64	2 084 851,64	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000499030	DEXIA MA 6.01% 26/04/2010	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	31 320 000,00	31 320 000,00	31 320 000,00	EUR	30/08/2008	01/04/2009
FR0000495509	TOURS 5.9% 30/07/2024	CE LOIRE CENTRE	7 841 400,00	7 841 400,00	7 841 400,00	EUR	30/08/2008	02/01/2009
KS0182878903	ELESIM 5.375% 21/02/13	CE LOIRE CENTRE	3 078 800,00	3 078 800,00	3 078 800,00	EUR	30/08/2008	02/01/2009
KS0045751898	SNCF 6.75% 18/03/13	CE LOIRE CENTRE	5 833 003,64	5 833 003,64	5 833 003,64	EUR	30/08/2008	02/01/2009
KS0098523797	INTERNATIONAL ENDESA BV	C E DE PICARDIE	3 013 876,03	3 013 876,03	3 013 876,03	EUR	02/10/2008	03/04/2009
FR0000480891	CARREFOUR 6.125% 28/05/10	C E DE BRETAGNE	5 228 592,47	5 228 592,47	5 228 592,47	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0000487159	GLEPSA 5.875% 27/08/2011	C E DE BRETAGNE	18 788 223,87	18 788 223,87	18 788 223,87	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0000488207	BELGELEC FIN SA LYOE	C E DE BRETAGNE	8 332 900,55	8 332 900,55	8 332 900,55	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0000488171	BOUYGU 5.875% 15/05/09	C E DE BRETAGNE	10 284 147,54	10 284 147,54	10 284 147,54	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0000491387	ELEC DE FRANCE EDF 5%	C E DE BRETAGNE	5 173 631,15	5 173 631,15	5 173 631,15	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010028708	BOUYGU 4.425% 25/02/2011	C E DE BRETAGNE	5 036 530,05	5 036 530,05	5 036 530,05	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010326987	BOUYGU 4.5% 24/05/2013	C E DE BRETAGNE	3 778 975,34	3 778 975,34	3 778 975,34	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010438485	COOIS Flow 27/02/2012	C E DE BRETAGNE	9 501 111,11	9 501 111,11	9 501 111,11	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010500744	ARLIQ 5.25% 18/07/17	C E DE BRETAGNE	4 955 034,25	4 955 034,25	4 955 034,25	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010528848	CARR 5.18 10/10/14	C E DE BRETAGNE	13 135 068,58	13 135 068,58	13 135 068,58	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010811418	AUCHAN SA AUCHAN	C E DE BRETAGNE	5 040 089,04	5 040 089,04	5 040 089,04	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010812713	BNFP 5.50% 06/05/15	C E DE BRETAGNE	10 067 547,95	10 067 547,95	10 067 547,95	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010388184	HSBC FRANCE CCF	C E DE BRETAGNE	9 497 557,78	9 497 557,78	9 497 557,78	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010348524	CIE FIN GRO-MUTL CFCM	C E DE BRETAGNE	4 818 094,72	4 818 094,72	4 818 094,72	EUR	03/10/2008	06/01/2009
FR0010338887	BANQUE ACCORD AUCHAN	C E DE BRETAGNE	9 779 516,67	9 779 516,67	9 779 516,67	EUR	03/10/2008	06/01/2009
DE0002798253	DEURBO 4.25% 28/07/09	C E DE BRETAGNE	3 000 501,37	3 000 501,37	3 000 501,37	EUR	03/10/2008	07/01/2009
KS0098523797	INTERNATIONAL ENDESA BV	C E DE BRETAGNE	5 025 523,87	5 025 523,87	5 025 523,87	EUR	03/10/2008	07/01/2009
KS0131224155	SIEMENS F5.75% 04/07/2011	C E DE BRETAGNE	3 091 697,26	3 091 697,26	3 091 697,26	EUR	03/10/2008	07/01/2009
KS0136858597	SCHUL 5.875% 03.10.11	C E DE BRETAGNE	2 054 687,87	2 054 687,87	2 054 687,87	EUR	03/10/2008	07/01/2009
KS0148958559	DEUTEL 8.125% 29/05/12	C E DE BRETAGNE	5 456 304,79	5 456 304,79	5 456 304,79	EUR	03/10/2008	07/01/2009
KS0180181447	FORTUM 5.00% 19/11/2013	C E DE BRETAGNE	5 149 128,42	5 149 128,42	5 149 128,42	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0000570780	FRANCE O.A.T. FRTR 8.5%	CE LOIRE CENTRE	5 804 103,82	5 804 103,82	5 804 103,82	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0000570921	FRANCE O.A.T. FRTR 8.5%	CE LOIRE CENTRE	6 499 890,00	6 499 890,00	6 499 890,00	EUR	03/10/2008	07/01/2009
ES0347844038	POPYM 2008-1 A 4	CE LOIRE CENTRE	4 310 752,08	4 310 752,08	4 310 752,08	EUR	03/10/2008	07/01/2009
FR0010001404	AUBAGNE EUR12M-31 2028	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	6 735 458,00	6 735 458,00	6 735 458,00	EUR	30/08/2008	01/04/2009
KS0281425842	SCGA 2007-1 A	NATIXIS SECURITE JOUR	31 404 774,80	31 404 774,80	31 404 774,80	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0338058011	S.A.N.I.M. 2 A 2	NATIXIS SECURITE JOUR	34 578 985,13	34 578 985,13	34 578 985,13	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0212183833	H.F.R.M.F. 9 A	NATIXIS SECURITE JOUR	49 397 974,63	49 397 974,63	49 397 974,63	EUR	23/12/2008	30/03/2009
ES0332234014	SCSAB 9 A 2	NATIXIS SECURITE JOUR	33 151 986,68	33 151 986,68	33 151 986,68	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0228171873	DRVTW 1 A	NATIXIS SECURITE JOUR	35 804 528,68	35 804 528,68	35 804 528,68	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0307232782	BSKY 1 A	NATIXIS SECURITE JOUR	39 412 958,35	39 412 958,35	39 412 958,35	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0205328559	PERMA 8 A 4	NATIXIS SECURITE JOUR	37 464 653,35	37 464 653,35	37 464 653,35	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0305170242	CRSM 12 A 2	NATIXIS SECURITE JOUR	54 926 848,61	54 926 848,61	54 926 848,61	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0179397772	PERMA 3 4 A 1	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	45 357 993,32	45 357 993,32	45 357 993,32	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0205328559	PERMA 6 4 A	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	27 660 466,68	27 660 466,68	27 660 466,68	EUR	23/12/2008	30/03/2009
IT0003875783	FORE 1 A	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	34 089 055,24	34 089 055,24	34 089 055,24	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0288409406	AIREM 2007-1X 1A3	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	28 151 875,01	28 151 875,01	28 151 875,01	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0180041278	NOSTM 2003-1 A	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	44 817 366,00	44 817 366,00	44 817 366,00	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0228171873	DRVTW 1 A	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	31 494 949,18	31 494 949,18	31 494 949,18	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0256209924	ARMF 2006-1X A2C	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	38 681 942,10	38 681 942,10	38 681 942,10	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0185355640	DELPHINUS 2004-1 A	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	51 815 271,57	51 815 271,57	51 815 271,57	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0264192989	AIREM 2006-1X 2A1	NATIXIS PERSPECTIVE 6 MOIS	4 888 803,33	4 888 803,33	4 888 803,33	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0287346978	CHAPE 2007 A1	NATIXIS PERSPECTIVE 6 MOIS	7 925 103,56	7 925 103,56	7 925 103,56	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0186838196	CDUK EUR3M-0.21 15/01/18	NATIXIS PERSPECTIVE 6 MOIS	7 573 271,25	7 573 271,25	7 573 271,25	EUR	23/12/2008	30/03/2009
KS0278071857	CARNIVAL PLC CCL4 1/4	CE LOIRE CENTRE	3 633 800,00	3 633 800,00	3 633 800,00	EUR	30/08/2008	02/01/2009
KS0278071857	CARNIVAL PLC CCL4 1/4	C E DE PICARDIE	4 498 088,84	4 498 088,84	4 498 088,84	EUR	02/10/2008	03/04/2009
KS0217839494	SYNNVX 4 1/8 04/22/15	C E DE PICARDIE	4 598 671,23	4 598 671,23	4 598 671,23	EUR	02/10/2008	03/04/2009
KS0302740328	ATLAS CORP CO ARATCOA 4.75	C E DE BRETAGNE	4 733 835,62	4 733 835,62	4 733 835,62	EUR	03/10/2008	06/01/2009
KS0185595801	DUTCH X A	NATIXIS TRESORERIE 3 MOIS	34 147 589,71	34 147 589,71	34 147 589,71	EUR	23/12/2008	30/03/2009
Total Emprunts nets de l'Etat			1 788 750 957,25	1 788 750 957,25	1 788 750 957,25			
Total Obligations et Autres Titres A Revendus Eux-mêmes			35 334 288 831,03	(1 918 271,85)	35 334 278 559,18			

6. Actions et autres titres à revenu variable

Code ISIN	Libellé titre	Libellé tiers	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV	Prix d'achat en DEV	Devise
IXISFGH	CIFG Holding Limited	CIFG HOLDING LTD	460 800 000,67	- 460 800 000,67	-	648 000 001,00	USD
Total Actions et Autres Titres à Revenus Variables			460 800 000,67	- 460 800 000,67	-		

7. Participations et autres titres détenus à long terme ; parts dans les entreprises liées

Affectation	28/03	Libellé tiers	provisions	Isd	Valeur brut	Total	Autre dénomination
Entreprises liées							
		BANQUE BCP LUXEMBOUR			10 973 689,05	10 973 689,05	BCP Luxembourg
		BANQUE BCP PARIS			35 635 359,92	35 635 359,92	BCP France
		ECUREUIL ASSURANCES IARD			134 085 117,26	134 085 117,26	GCE Assurances
		FINANCIERE OCEOR	-88 909 970,83		759 444 778,91	692 534 808,08	
		GCE ACHATS			47 300,00	47 300,00	
		GCE ASSURANCES PRODUCTION SERVICES			2 000,00	2 000,00	GCE APS
		GCE BUSINESS SERVICES			3 400,00	3 400,00	
		GCE COVERED BONDS			61 750 000,00	61 750 000,00	
		GCE IMEDIA 07			37 000,00	37 000,00	GCE COURTAGE
		GCE NEWTEC	-21 570 692,00		28 700 000,00	7 129 308,00	
		GCE PAIEMENTS			7 036 979,00	7 036 979,00	
		GCE TECHNOLOGIES			300,45	300,45	
		GIE CAISSE EPARGNE GARANTIES ENTREPR			2 100,00	2 100,00	
		GIE DISTRIBUTION			4 240,00	4 240,00	Distribution
		SOCIETE PARTICIPATIONS ECUREUIL			32 499 900,00	32 499 900,00	
		SURASSUR SA			499 329,34	499 329,34	
Total Entreprises liées			-88 460 662,63	0,00	1 070 721 491,93	982 240 829,10	
Participations et ATDLT							
		ABE CLEARING			1 000,00	1 000,00	
		ACE SAS	-1 829 954,78		1 960 000,00	130 045,22	
		ALIZE PARTICIPATIONS			1 000 000,00	1 000 000,00	
		BILLETIQUE MONETIQUE SERVICES	-4 321 389,98		4 321 389,99	0,01	BMS DEVELOPPEMENT
		BMS EXPLOITATION	-9 386 769,19		9 386 769,21	0,02	
		CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE		26 825 000,00		26 825 000,00	
		CEMM	-553 199,51		5 015 600,00	4 462 400,49	
		CENTRE INTERBANCAIRE REG RHONE ALPES			310 005,63	310 005,63	CIRRA
		CREDIT LOGEMENT		28 051 820,00	38 026 523,24	66 078 343,24	
		DV HOLDING			52 738 977,23	52 738 977,23	
		ECOLOCALE			686 420,57	686 420,57	
		ECUREUIL GESTION FCP			100,00	100,00	NEF Gestion
		ECUREUIL PROMOTION			83 831,72	83 831,72	
		ECUREUIL VIE DEVELOPPEMENT			18 130,00	18 130,00	
		EUFISERV PAYMENTS			9 774,00	9 773,98	
		EURO SOFAC			1 205 800,00	1 205 800,00	TEVEA INTERNATIONAL
		EUTOTITRISATION			34 301,03	34 301,03	
		FONGEPAR			753 051,06	753 051,06	
		FRANCE ACTIVE GARANTIE			92 183,69	92 183,69	
		GCE FIDELISATION SAS			100 000,00	100 000,00	
		GCE MOBILIZ			2 639,00	2 639,00	
		GCE ZOE 007			18 500,00	18 500,00	Twins Participations (CIFG)
		GIE CSF-GCE			0,00	0,00	
		GIE ECUREUIL CREDIT			5 546,00	5 546,00	
		GIE PARTENARIAT CEMM			1 000,00	1 000,00	
		ICDC INFORMATIQUE			914 388,68	914 388,67	CDC
		INST DE DEVEL DE L ECONOMIE SOCIALE			1 714 797,54	1 714 797,54	DES INVESTISSEMENTS
		LA COMPAGNIE 1818		9 909 185,00		9 909 185,00	
		LE JOURNAL DES CAISSES D EPARGNE			1 454,36	1 454,36	JOURNAL DES CE
		LES EDITIONS DE L EPARGNE			171 708,84	171 708,84	
		NATIXIS	-1 878 000 000,00	1 510 222 222,22	9 748 989 882,49	9 381 212 104,71	
		SAS CARTE BLEUE			300 958,52	300 958,52	CARTE BLEUE
		SERENA MAIF SA	-9 714 834,25		9 714 834,25	0,00	SERENA
		SIRCE 2			8 079,80	8 079,80	
		SOC GEST FONDS GARANTIE ACCESS SOC P			51 178,26	51 178,26	SGFGAS
		SOCIETE FINANCIERE DU PMEI	-706 754,80		1 001 376,53	294 621,73	SAS SFPMEI
		SOFARIS			1 419 924,63	1 419 924,63	Osao Garantie
		STE D INVT FRANCE ACTIVE SA			904 740,00	904 740,00	SIFA
		STE DE REFINANCT ACT. ETS CREDIT			4 712 400,00	4 712 400,00	SFEF
		SWIFT COOP SOCIETY			599 136,36	599 136,36	SWIFT
		SYSTEME TECHNOLOGIQUE ECHGE ET TRAIT	-1 040 510,44		2 000 000,00	959 489,56	STET
		TRIONIS			397 476,00	397 476,00	
		VIGEO	-1 838 063,27		5 903 200,00	4 065 136,73	
		THE YUNUS MOVIE PROJECT PARTNERS			100 030,00	100 030,00	
		certificat d'association du fond de garantie des dépôts			70 181,00	70 181,00	
Total Participations et ATDLT			-1 907 391 476,22	1 575 008 227,22	9 894 747 269,63	9 562 364 040,60	
Total CEBP			-1 895 872 139,05	1 575 008 227,22	10 965 468 781,56	10 544 604 869,70	

(Nom Société)	(Nationalité)	(Statut Société)	(Forme Juridique)	(RCS VBO)	(Numéro Cifon)	(Code IUP)	(Type Coût)	(Catégorie Coût)	(Activité)	(Description succincte)
BANQUE BCP S.A	LUXEMBOURG	Bertrange	Société anonyme à directoire et conseil de surveillance	B 7 648					Banque	société de droit luxembourgeois, partenariat avec la Banque BCP
CIFRA	FRANCE	LYON	Société anonyme à conseil d'administration	LYON	333 022 234	723Z			Activités informatiques	mise en œuvre, développement et fourniture de services de monétique bancaire, notamment dans les régions du Sud-Est de la France
CREDIT LOGEMENT	FRANCE	Paris Cedex 03	Société anonyme à conseil d'administration	PARIS	302 493 275	652C	Etablissement 1 de crédit	Société financière	Banque	garant de prêts immobiliers, les 17 CEP sont actionnaires à hauteur de 0,328 % et le CFF à hauteur de 6,991 %
NEF GESTION	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	Paris	449 248 335	6430 Z	pour "société de gestion de gestion OPVCM		OPVCM	[périimètre Netobs]
EUROTRISATION	FRANCE	PANTIN	Société anonyme à conseil d'administration	BOIGNY	352 458 368	671E			Assurances financiers et assurances	gestion de fonds communs de créances
FINANCIERE OCEOR	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	PARIS	420 698 979	6420Z	Etablissement 1 de crédit	Société financière	Banque	réseau de banques de détail à l'international
FONGEPAR	FRANCE	Paris Cedex 14	Société anonyme à conseil d'administration	PARIS	692 042 310	652E	Etablissement 1 de crédit		OPVCM	gestionnaire d'épargne entreprise
FRANCE ACTIVE GARANTIE - FAG	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	Paris	401 723 408	652C	Etablissement 1 de crédit	Société financière	Banque	garant des institutions financières apportant leurs concours financiers aux entreprises d'insertion et aux entreprises solidaires
GCE Assurances	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	Paris B	350 663 860	680E			Assurances	compagnie d'assurances "non-vie"
GCE COVERED BONDS	FRANCE	Paris	Société anonyme à conseil d'administration	Paris	499 503 183	652E			Services aux entreprises	émetteur de covered bonds, en lien avec le CFF qui en débent 1,4 %
GCE CSF-GCE	FRANCE	PARIS	Groupeement intérêt économique	PARIS	479 585 614				Services aux entreprises	GCE sans capital pour la gestion financière et le renforcement de la maîtrise des risques
GCE DISTRIBUTION	FRANCE	Paris Cedex 13	Groupeement intérêt économique	Paris	493 298 632	748K			Services aux entreprises	GCE pour les canaux de distribution alternatifs (CRC, Internet), le geomarketing et crescendo
GCE ECOLOCALE	FRANCE	Paris Cedex 13	Groupeement intérêt économique	Paris	381 085 785	722C			Activités informatiques	GCE au service des CEP dans leurs relations avec le secteur de l'économie locale
GCE ECOUREL CREDIT	FRANCE	PARIS CEDEX 14	Groupeement intérêt économique	Paris	384 611 737	722C			Activités informatiques	GCE pour la plate-forme de gestion de crédits immobiliers
GCE GCE ACHATS	FRANCE	Paris	Groupeement intérêt économique	Paris	498 186 800	748K			Services aux entreprises	GCE pour l'optimisation de la politique des achats Groupe et pour l'animation de la filière "achats"
GCE GCE BUSINESS SERVICES (MOA)	FRANCE	Paris Cedex 13	Groupeement intérêt économique	PARIS	500 513 429	671C			Gestion de Portefeuille	GCE pour le système IT Groupe
GCE GCE MOEILIZ	FRANCE	PARIS	Groupeement intérêt économique	PARIS	502 401 870	8220Z			Services aux entreprises	GCE assurent la continuité territoriale de la relation clientèle (traitements interrégionaux)
GCE GCE TECHNOLOGIES (MOE)	FRANCE	Paris Cedex 13	Groupeement intérêt économique	Paris	500 513 692	671 C			Activités informatiques	GCE pour la production bancaire
GCE INFORMATIQUE CDC - IDC	FRANCE	PARIS	Groupeement intérêt économique	Paris	775 565 433	723Z			Activités informatiques	GCE informatique CDC, les 2 autres actionnaires principaux sont la CDC (40 %) et la CNP (30 %)
GCE Partenariat CEMM	FRANCE	PARIS	Groupeement intérêt économique	PARIS	503 466 245	8289Z			Services aux entreprises	holding (OE) commune à CNCE, Mail et Macif
GCE SIRCE 2	FRANCE	PARIS	Groupeement intérêt économique	PARIS	390 128 726	721 Z			Activités informatiques	GCE pour l'acheminement de données entre les établissements du OCE et les organismes avec lesquels ils sont en relation
DES INVESTISSEMENTS	FRANCE	Courbevoie La Défense	Société anonyme à conseil d'administration	Nanterre	327 645 057	671E			Assurances financiers et assurances	concours technique et financier à la création ou au développement de sociétés coopératives ou mutualistes et d'associations
LA COMPAGNE 1818 - BANQUIERS PRIVÉS -	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	PARIS	306 063 355	651C	Etablissement 1 de crédit	Banque	Banque	[périimètre Netobs]
LES EDITIONS DE L'EPARGNE	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	PARIS	572 083 392	221A			Editions	société d'édition pour le compte des CEP, de la Fondation et de quelques filiales

NATIXIS	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil de direction	PARIS	652C	Etablissement de crédit	Banque	Banque	banque de financement, d'investissement et de services
OSEO GARANTIE	FRANCE	MAISONS ALFORT	Société anonyme d'économie mixte	CRETEL	652C	Etablissement de crédit	Banque	Banque	garant des concours bancaires et des investissements en fonds propres pour les PME
EQUREUL PROMOTION	FRANCE	Paris	Société à responsabilité limitée	Paris	741J			Services aux entreprises	SARL prestataire de service (comptabilité et secrétariat juridique) pour le compte de filiales
JOURNAL DES CAISSES D'EPARGNE	FRANCE	Paris	Société à responsabilité limitée	Paris	221E			Activités culturelles et sportives	"Epergne et Finances" (cette dernière à destination essentiellement des sociétés)
A.C.E	FRANCE	MONTROUGE	Société par actions simplifiée	Nanterre	748K			Services aux entreprises	SAS pour le ticket CESU
ABE CLEARING	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	723Z			Activités informatiques	chambre de compensation européenne (SAS)
ALYSE PARTICIPATIONS	FRANCE	PARIS Cedex	Société par actions simplifiée	Paris	652E			OPVCM	SAS pour du capital-investissement dans les DOM-TOM
BANQUE BCP	FRANCE	Paris	Société par actions simplifiée	Paris	651C	Etablissement de crédit	Banque	Banque	SAS en partenariat avec la Banque BCP
BMS DEVELOPPEMENT	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	722C			Activités informatiques	SAS pour le développement et l'expérimentation de cartes multi-applicatives comportant une application de porte-monnaie électronique
BMS EXPLOITATION	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	723Z			Activités informatiques	SAS pour la mise en œuvre et la promotion de cartes multi-applicatives comportant une application de porte-monnaie électronique
CARTE BLEUE	FRANCE	PARIS CEDEX 01	Société par actions simplifiée	Paris	671E			Activités financières et d'assurances	SAS pour les instruments de paiement
CEMM	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	741J			Services aux entreprises	holding (SAS) commune à ONCE, Mail et Medif
DV HOLDING	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	741J			Services aux entreprises	SAS spécialisée dans la gestion de maisons médicalisées pour personnes âgées
EQUREUL VIE DEVELOPPEMENT	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	PARIS				Services aux entreprises	SAS d'activités d'intermédiation en assurance-vie
OCE ASSURANCES PRODUCTION SERVICES	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	672 Z			Services aux entreprises	SAS pour les BOPA
OCE COURTAGE	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	652E			Services aux entreprises	SAS pour des opérations de courtage
OCE FIDELISATION	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	911C			Services aux entreprises	SAS pour le programme Smiles
OCE NEWTEC	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	744B			Services aux entreprises	SAS pour les innovations technologiques appliquées aux services bancaires
OCE PAIEMENTS	FRANCE	Paris	Société par actions simplifiée	Paris	741J			Services aux entreprises	SAS pour les moyens de paiements (tenue de comptes, monétique)
NATIXIS MULTIMANAGER	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	PARIS	6530Z	pour société de gestion de portefeuille		Gestion de Portefeuille	multigestion (périmètre Netixis)
SIFA	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	741J			Services aux entreprises	SAS pour l'investissement dans des entreprises d'insertion, des entreprises solidaires ou d'utilité sociale
SFPMI	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	671E	Etablissement de crédit	Société financière	Services financiers et d'assurances	SAS pour le fonctionnement financier du porte-monnaie électronique interbancaire
STET	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	741O			Services aux entreprises	SAS opérateur du système de compensation "Core" de paiements interbancaires en France
THE YUNUS MOVIE PROJECT PARTNERS	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	744B			Services aux entreprises	Conseil pour la production de films
VIGEO	FRANCE	Bagnol Cedex	Société par actions simplifiée	Bagny	741O			Services aux entreprises	agence (SAS) de notation

ELFISERV PAYMENTS	BELGIQUE	Bruxelles	Société Privée à responsabilité limitée	RPM Bruxelles	895 039 586				Services aux entreprises	plate-forme européenne de paiements (société de droit belge)
SWIFT	BELGIQUE	LA HULPE	Limited Liability Cooperative Society	NIVELLES	413 330 856				Services aux entreprises	société de droit belge, opérateur du système d'échanges interbancaires et interentreprises internationaux
TRIONIS	BELGIQUE	Bruxelles	Société Privée à responsabilité limitée	RPM Bruxelles	440 275 773				Services aux entreprises	plate-forme européenne de paiements (société de droit belge)
SERENA	FRANCE	NORT	Société anonyme à directeur et conseil de surveillance	Nort	353 508 443	746Z			Services aux entreprises	plate-forme pour les services à la personne, en partenariat avec MACIF, MAIF et MOGEN qui détiennent 25 % du capital chacune
SFEF	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	PARIS	451 428 130				Banque	entité "de place" visant à améliorer la liquidité du système bancaire français
SOFOAS	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	PARIS	390 818 235	911C			Services aux entreprises	gestion du fonds de garantie d'accès social à la propriété
SURASSUR	LUXEMBOURG	Luxembourg	Société anonyme à conseil d'administration	Luxembourg rg B 52					Assurances	société de droit luxembourgeois, activité de réassurance
CFO Holding Ltd	BERMUIDES	Hamilton	company and licensed insurance company	Registrar of Companies	40781				Réhausseur de crédit	réhausseur de crédits
TEVEA INTERNATIONAL	FRANCE	PARIS	Société anonyme à conseil d'administration	Paris	331 270 280	741J			Services aux entreprises	conseil aux PME pour leur développement international, assistance dans la récupération de TVA
TWINS PARTICIPATIONS	FRANCE	PARIS	Société par actions simplifiée	Paris	501 600 357	741 J			Services aux entreprises	holding (SAS) regroupant les participations de BFBP et CNCE dans CFO

8. Immobilisations incorporelles et corporelles

Libellé	Valeur brute	Amortissement/au 31-12-2008	VNC 31-12-2008
Terrain SURESNES	17 623,11		17 623,11
Construction SURESNES	70 492,43	-70 492,43	0,00
CONSTRUCTION AVANT SEINE	1 970 000,00	-128 205,27	1 841 794,73
AGENCEMENTS	296 745,31	-16 204,33	280 540,98
AGENCETS INSTAL (biens en location)	50 132 699,45	-16 591 584,49	33 541 114,96
MATERIELS DE TRANSPORT	41 990,22	-41 990,22	0,00
MATERIELS DE BUREAU	211 662,82	-209 337,09	2 325,73
MOBILIER	8 881 878,60	-2 675 540,64	6 206 337,96
MATERIELS DIVERS	70 737,00	-45 346,98	25 390,02
TELEPHONIE	3 216 142,31	-1 018 154,66	2 197 987,65
MATERIEL AUDIOVISUEL	3 380 271,71	-2 241 592,14	1 138 679,57
MATERIEL DE CUISINE	526 781,92	-317 485,76	209 296,16
MATERIEL MEDICAL	21 883,27	-7 430,33	14 452,94
MATERIEL DE SECURITE	825 417,22	-687 369,18	138 048,04
IMMO NON AMORTISSABLES	475 872,26		475 872,26
MATERIEL INFORMATIQ STANDARD	15 471 267,47	-13 479 846,60	1 991 420,87
MATERIEL INFORMATIQ SPECIFIQUE	9 107 764,84	-8 386 738,32	721 026,52
LOGICIELS ACQUIS	9 967 692,87	-9 370 872,41	596 820,46
PROGICIELS SPECIFIQUES ACQUIS	14 872 009,09	-13 068 872,13	1 803 136,96
IMMOBILISATIONS CORPORELLES -EN COURS	1 618 487,61		1 618 487,61
IMMOBILISATIONS INCORCORPORELLES -EN COURS	3 979 973,18		3 979 973,18
PROVISIONS DEPRECIATION IMMOBILISATION CORPORELLES		-19,80	-19,80
Total	125 157 392,69	-68 357 082,78	56 800 309,91

- dont Incorporelles

28 819 675,14

-22 439 744,54

6 379 930,60

- dont Corporelles

96 337 717,55

-45 917 338,24

50 420 379,31

9. Autres actifs

(en euros)	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV
Comptes de règlement sur opérations sur titres	204 773 945,28		204 773 945,28
Primes sur instruments conditionnels achetés :	1 895 653,40		1 895 653,40
CAP/FLOOR	1 895 653,40		1 895 653,40
Créances fiscales :	1 756 495,48		1 756 495,48
Impôts et taxes	1 756 495,48		1 756 495,48
Dépôts de garantie versés :	237 829 731,58		237 829 731,58
Fond garantie ABE clearing	15 000 000,00		15 000 000,00
Autres fonds de garantie	1 369 712,12		1 369 712,12
Collatéral sur opérations de marché	221 460 019,46		221 460 019,46
Autres débiteurs divers	38 720 122,37		38 720 122,37
Acompte GCE Technologie	9 478 655,94		9 478 655,94
Acompte ICDC	6 043 611,28		6 043 611,28
Avances actionnaires	1 886 433,36		1 886 433,36
Autres comptes avances	2 674 467,04		2 674 467,04
Autres débiteurs divers	5 572 670,78		5 572 670,78
Compte de règlement de factures	2 082 742,49		2 082 742,49
Refacturation	10 981 541,48		10 981 541,48
Total au 31/12/2008	484 975 948,11		484 975 948,11

10. Comptes de régularisation

(en euros)	VBC en CV	Provisions pour dépréciation en CV	VNC en CV
 Valeurs à l'encaissement	2 902 716 599,77		2 902 716 599,77
 Primes et frais d'émission	199 402 891,89		199 402 891,89
 Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture :	73 813 291,07		73 813 291,07
Soules initiale sur CDS			
Soules initiale sur swap	73 813 291,07		73 813 291,07
 Charges constatées d'avance :	19 164 232,15		19 164 232,15
Surcotes/décotes à la clientèle	278 975,41		278 975,41
IPA FRA	352 388,98		352 388,98
Surcotes/décotes sur prêts et emprunts ets crédit	17 915 569,55		17 915 569,55
Autres charges constatées d'avance	617 298,21		617 298,21
 Produits à recevoir :	1 290 949 446,50		1 290 949 446,50
ICNE sur IFT	1 221 507 424,01		1 221 507 424,01
Dividendes à recevoir sur titres de participations et ATDLT	14 299 353,57		14 299 353,57
Produits à recevoir sur refacturation	10 613 115,79		10 613 115,79
Droits remboursements avant p.emploi retrait (CGR)	8 583 125,08		8 583 125,08
Commissions sur prêts et emprunts	7 166 247,55		7 166 247,55
Produits à recevoir sur garantie	14 491 816,11		14 491 816,11
Autres produits à recevoir	14 288 364,39		14 288 364,39
 Autres :	107 873 825,83		107 873 825,83
Comptes technique DAB	29 985 498,76		29 985 498,76
Comptes technique Gestitres	77 887 927,72		77 887 927,72
Autres comptes de liaison	399,35		399,35
Total au 31/12/2008	4 593 920 287,21		4 593 920 287,21

Annexe 9.3
Eléments de passifs pris en charge par CEBP

Eléments de passif :

m€	CEBP
Caisses, Banques centrales, CCP	-
Dettes envers les établissements de crédit	97 182
- <i>A vue</i>	10 353
- <i>A terme</i>	86 829
Opérations avec la clientèle	1 178
- <i>A vue</i>	784
- <i>A terme</i>	394
Dettes représentées par un titre	46 966
- <i>Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables</i>	18 422
- <i>Emprunts obliqataires</i>	28 544
Autres passifs	2 198
Comptes de régularisation	4 583
Provisions pour risques et charges	582
Dettes subordonnées	9 568
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-
Capitaux propres (hors FRBG)	-
- <i>Capital AO Souscrit</i>	-
- <i>Capital AP Souscrit</i>	-
- <i>Primes d'émissions AO</i>	-
- <i>Primes d'émissions AP</i>	-
- <i>Réserves</i>	-
- <i>Prov. Réglementées et subv d'invest.</i>	-
- <i>Reports à nouveau</i>	-
- <i>Résultat de l'exercice</i>	-
Total PASSIF	162 257

Détail des lignes de passif :

1. Dettes envers les établissements de crédit – à terme

Contrepartie	CEBP
BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS	-162 210 122,73
BANQUE BCP PARIS	-358 858 616,77
BANQUE DE DEPOT VZ AG	-12 006 600,00
BANQUE DE FRANCE	-15 787 721 266,38
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT	-4 656 125 717,32
BANQUE PALATINE	-2 308 953 347,51
BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD S.A	-51 367 310,70
C E AQUITAINE POITOU CHARENTES	-229 850 441,44
C E D'ALSACE	-954 856 886,80
C E D'Auvergne ET Limousin	-2 022 090 338,21
C E DE BASSE NORMANDIE	-514 632 466,85
C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	-1 398 215 480,21
C E DE BRETAGNE	-1 020 225 686,16
C E DE CHAMPAGNE ARDENNES	-497 900 419,83
C E DE COTE D'AZUR	-1 522 937 697,82
C E DE FRANCHE COMTE	-145 453 864,22
C E DE HAUTE NORMANDIE	-1 281 385 576,78
C E DE LORRAINE NORD	-415 684 225,56
C E DE MIDI-PYRENEES	-489 706 814,89
C E DE PICARDIE	-1 199 293 762,27
C E DE POITOU-CHARENTES	230 145,37
C E DE PROVENCE ALPES CORSE	-5 661 051 424,51
C E DES PAYS DE L'ADOUR	127 217,61
C E DES PAYS DE LOIRE	-444 399 198,50
C E DES PAYS LORRAINS	-4 107 315,44
C E DU LANGUEDOC ROUSSILLON	-1 024 651 938,39
C E DU LIMOUSIN	-4 094 597,93
C E ILE DE FRANCE NORD	-823 922 911,97
C E ILE DE FRANCE OUEST	-1 222 124 550,70
C E ILE DE FRANCE PARIS	-2 955 241 400,50
CACEIS	-51 869 535,52
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	-1 030 394 271,19
CAISSE EPARGNE ILE DE FRANCE	-2 673 845 771,12
CE AQUITAINE POITOU CHARENTES	-1 554 681 684,56
CE DE LOIRE DROME ARDECHE	-1 433 341 768,63
CE LOIRE CENTRE	-2 012 173 187,67
CE LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNES	-292 449 164,10
CE NORD FRANCE EUROPE	-2 550 315 942,40
CE RHONE ALPES	-2 398 868 170,59
COMPAGNIE FINAN CREDIT MUTUEL B	-10 740 118,52
CREDIT COOPERATIF	-51 305 333,33
CREDIT FONCIER DE FRANCE	-323 861 207,92
CREDIT LOGEMENT	-104 211 652,75
DZ BANK INTERNATIONAL S.A.	-51 501 666,67
FINANCIERE OCEOR	-1 819 704 824,21
GCE COVERED BONDS	-21 172 196 773,22
HSBC BANK A.S TURKEY	-35 560 493,83
HSBC PRIVATE BANK MONACO	-35 725 730,98
HSBC PRIVATE BANK SUISSE	-35 785 185,19
LANDESBANK BADEN WURTEMBERG	-103 098 666,67
LANDWIRTSCHAFTLICHE RENTENBANK	-257 956 666,67
NATIXIS	-1 634 776 612,20
NATIXIS FINANCEMENT (CEFI)	-18 785 369,87
SAIEM SEMCHA	0,00
SOCFIM	-1 540 349,72
STE INTERPROF ARTISAN GARANTIE IMMO	-73 707 669,08
X	68 042 187,43
Dettes à terme	-86 829 068 246,59

2. Dettes envers les établissements de crédit – à vue

AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	-96 163,13
AGF BANQUE	-175,93
ALLIED IRISH BANK	-0,02
AMERICAN EXPRESS	-29 763,96
ASSURBAIL	-10 302 060,14
BAIL ECUREUIL	-23 829 888,83
BANCA CARIGE SPA	-20 109,24
BANCO ITAU EUROPE	-53 334 000,00
BANK OF NEW YORK	-1 666 202,78
BANQUE BCP LUXEMBOURG	-5,56
BANQUE BCP PARIS	-233 012 978,76
BANQUE CANTONALE DE GENEVE	-129 019,50
BANQUE D ORSAY	-3 202 851,52
BANQUE DE FRANCE	-1 002,24
BANQUE DE LA REUNION	-60 305 387,58
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE	-9 691 565,07
BANQUE DE TAHITI	-50 129 771,81
BANQUE DES ANTILLES FRANCAISES	-83 692 484,12
BANQUE DES ILES	-13 568 865,96
BANQUE EDEL	-22 849 697,12
BANQUE ET CE ETATLUXEMBOURG	-233,62
BANQUE GABONAISE DE DEVELOPPEMENT	-21 790,89
BANQUE INT.MASCAREIGNES	-18 339 774,87
BANQUE MARTIN MAUREL	-3 068 853,23
BANQUE PALATINE	-58 143 671,71
BANQUE PRIVEE FICEURAM WARGNY	-1 072 866,03
BAYERISCHE LANDESBANK FRANCE	-104 365,10
BILBAO BIZKAIA KUTXA	-13,77
BQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES	-19 660,26
C E AQUITAINE POITOU CHARENTES	-25 321 987,68
C E D'ALSACE	-97 326 996,10
C E D'AUVERGNE ET LIMOUSIN	-314 118 874,54
C E DE BASSE NORMANDIE	-461 642,37
C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	-59 196 406,23
C E DE BRETAGNE	-259 492 245,21
C E DE COTE D'AZUR	-4 319 733,79
C E DE HAUTE NORMANDIE	-177 198 845,65
C E DE MIDI-PYRENEES	-63 571 580,62
C E DE PICARDIE	-1 455 679,51
C E DE PROVENCE ALPES CORSE	-51 955,14
C E DES PAYS DE LOIRE	-66 752,49
C E DU LANGUEDOC ROUSSILLON	-14 473 461,07
C E NOUVELLE CALEDONIE	-3 216 229,33
C. REG. CROIT MARITIME MUTUEL VENDEE	-791 901,46
C. REG. CROIT MUT. LITTORAL SUD OUEST	-287 225,61
CA REG CREDIT MARIT MUT OUTRE MER	-1 752 777,28
CAISS REG CREDIT AGRIC MUTUEL SUDRHO	-5,16
CAISSE CENTRALE DES JARDINS DU QUEBE	-343 511,06
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	-4 071 282 849,88
CAISSE EPARGNE ILE DE FRANCE	-12 195 154,58
CAISSE NATIONALE DES CAISSES D'EPARG	-4 283,59
CAPITOLE FINANCE	-2 816 772,74
CC CREDIT COOPERATIF	-10 630 157,73
CDC FINANCE-CDC IXIS FRANKFORT	-8 852 337,92
CE CAYENNE	-54 786,07
CE DE LOIRE DROME ARDECHE	-213 122 533,14
CE GCE PAIEMENT	-64,82
CE LOIRE CENTRE	-1 853 109,87
CE LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNES	-34 082 102,88
CE NORD FRANCE EUROPE	-3 279 114,47
CE RHONE ALPES	-1 639 732,84
CETELEM	-131 533 467,58
CECAL CDT FONCIER ET COMMUNAL ALSACE	-115 810,39
CICOBAIL	-45 020 916,44
CIE DE FINANCEMENT FONCIER	-129 877 099,39
CIE FINANC EDMOND ROTHSCHILD BANQUE	-197 586,59
CLEARSTREAM DE CHOLET	-4 335,75
CONFED ESP DE CAJAS DE AHORROS	-85,91
CR CREDIT MARITIME MUTUEL FINISTERE	-354 141,20
CR CREDIT MARITIME MUTUEL LA MANCHE	-557 599,82
CRC MARITIME MUTUEL MORBIHAN	-260 522,18
CRC MARITIME MUTUEL REGION NORD	-231 200,97
CRC MUTUEL LA MEDITERRANEE	-279 190,23
CRDIT MUNICIPAL DE TOULON	-134 327,08

CREATIS (ancien Crédit Municipal de	-65 301,42
CREDIT FONCIER BANQUE	-59 268 427,12
CREDIT FONCIER DE FRANCE	-544 825 226,43
CREDIT IMMOB FRANCE CENTRE OUEST	-107 124,25
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER	-1 519 998,81
CREDIT LOGEMENT	-312 395,14
CREDIT MUNICIPAL DE DIJON	-8 303 011,90
CREDIT MUNICIPAL DE PARIS	-10 749 598,24
CREDIT SAINT-PIERRAIS	-5 848 911,42
DEUTSCHE BANK AG	-518 419,74
DEUTSCHE BANK FRANCFORT	-392,64
DEUTSCHE BANK NY	-81 381 283,70
DEXIA CLF BANQUE	-1 037 036,70
DEXIA CREDIT LOCAL	-141 578 806,64
DIY REAL ESTATE 1	-291 184,20
DIY REAL ESTATE 2	-21 892,21
EUROCLEAR BANK S.A./N.V.	-50,25
FINANCIERE BLANC	-37 000,00
FINANCIERE OCEOR	-318 103 790,54
FIRST UNION NATIONAL BANK	-9 205,91
FRANFINANCE	-2 947,00
GCE COVERED BONDS	-1 419 325,56
GENERALE DE BANQUE BRUXELLES	-10 564,72
INTERMEDIATE FINANCE EUROPE II	-420 424,98
IXIS CIB I	-29 398,45
IXIS CIB II	-59 311,77
IXIS INNOV I	-40 768,38
IXIS INVESTOR SERVICES	-120 710,56
LA COMPAGNIE 1818	-120 275 245,77
LAZARD BANQUE COURT TERME SICA	-2 740 537,60
MITSUBISHI FRANCE	-378 369,28
NATIXIS	-301 131 213,17
NATIXIS FINANCEMENT (CEFI)	-115 424 944,57
NATIXIS SINGAPOUR	-496 365 206,92
OSEO FINANCEMENT (CEPME)	-1 147,51
RABOBANK NEDERLAND	-10 171 515,80
RENAULT CREDIT INDUSTRIEL BANQUE	-109,86
SNS BANK NV	-49 917,94
SOC FINANCIERE POUR ACCES PROPRIETE	-481,27
SOCIETE DE PAIEMENT PASS	-166 061,98
SOCIETE DEV REGIONAL OUEST	-80 279,93
SOCIETE MARTINICAISE DE FINANCEMENT	-12 290,73
SOCIETE REUNIONNAISE DE FINANCEMENT	-13 912,41
SOFARIS REGIONS	-3 850 294,20
SOGECCEF	-8 013 785,32
SOVAC	-262 801,92
STE INTERPROF ARTISAN GARANTIE IMMO	-4 118 090,57
STE MARSEILLAISE DE CREDIT	-7 799 102,96
SYSTEME TECHNOLOGIQUE ECHGE ET TRAIT	-685 628,93
UNION BANK OF NORWAY	-38 831,39
X	-1 771 177 389,70
Dettes � vue	-10 353 293 795,52

3. Opérations avec la clientèle – à terme

Opérations avec la clientèle	Tiers contrepartie	Total
A terme	AXA CASH LIFE LONDON	- 20 686 858,06
	AXA CASH PENSIONS LONDON	- 20 685 725,46
	GFF INSTITUTIONNELS	- 6 004 333,32
	SARI GESTION	- 7 029 837,50
	SICAV ICM DIVERSIFIED ALPHA	- 20 030 231,28
	STE FIN ECONOMIE FRANCAISE	- 188 168 391,09
	STG PENSIOENFONDS OPENBAAR VERVOER	- 6 732 959,14
	STG SPOORWEGENPENSOENFONDS	- 20 662 438,12
	TOTAL GABON	- 97 151 062,30
	CENTR INTERNA HAUTES ETUDES AGRONOMI	- 2 035 527,30
	GCE CAPITAL SAS	- 1 501 293,33
	MASSERAN GESTION	- 1 254 983,68
	SAIEM SEMCHA	- 1 502 962,85
	SCEA DU CHÂTEAU DE BEAUREGARD	- 100 348,33
Total A terme		- 393 546 951,76

4. Opérations avec la clientèle – à vue

Tiers contrepartie	Total
CAISSE GARANTIE LOGMT LOCATIF SOCIAL	- 9 481 582,23
CANAL PLUS	- 13 720 048,34
CANAL SATELLITE	- 14 197 057,46
CEGETEL	- 6 225 719,42
CEMM	- 7 759 502,62
ECUREUIL ASSURANCE IARD	- 33 132 569,92
ECUREUIL GESTION FCP	- 12 725 218,86
FINANCIERE BYRON SAS	- 6 011 390,87
GCE NEWTEC	- 8 764 382,21
GCE PAIEMENTS	- 65 368 389,56
GCE TECHNOLOGIE	- 20 491 814,76
GESTITRES SA	- 8 115 017,81
GIE ARPEGE	- 23 315 072,29
GIE DISTRIBUTION	- 5 082 508,33
ICADE G3A	- 36 045 150,37
IMMOBILIERE C E DENFERT	- 6 262 632,64
MURACEF	- 6 717 000,42
NATIXIS SECURITIES	- 96 616 418,59
OCEOR PARTICIPATIONS	- 8 000 000,00
ODDO ET COMPAGNIE ENTREPRISE	- 120 001 998,18
PARC AVENUE IVG SAS	- 9 984 513,68
PROCAPITAL (FORTUNEO)	- 18 845 466,84
SNC TOLBIAC FINANCE	- 5 795 871,71
SOC DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES	- 43 050 738,76
SOLFERINO PARTICIPATIONS SAS - ICIB	- 13 441 695,96
X	- 17 052 370,21
VALENCE SCI	- 5 559 121,06
WEP CHARENTON II	- 6 383 473,59
ZUBLIN FRANCE (FRANTHY)	- 9 579 977,06
IXIS AEW EUROPE	- 4 765 091,38
GCE ACHATS	- 4 695 382,08
AGATHE ASSOCIATION	- 4 473 244,80
GIE CDS ECUREUIL	- 4 316 511,90
ICADE CAPRI	- 4 269 123,96
GPT INTERPROFESSIONNEL CONSTRUCTION	- 4 232 009,24
GROUPEMENT DE FAIT IEI	- 4 055 074,00
GCE CAPITAL SAS	- 3 572 301,01
ICDC INFORMATIQUE	- 3 515 130,95
STE GESTION GARANTIES PARTICIPATION	- 3 438 454,20
CNETI	- 3 213 032,47
FINANCIERE SELEC	- 3 193 100,71
GCE IMEDIA 07	- 2 953 476,05
EURCE IMMOBILIERE FRANCE	- 2 922 077,37
GIRCE INGENIERIE	- 2 857 364,55
SCI DU RHONE	- 2 698 060,06
UNIVERS SAS 1	- 2 652 664,40
FONCIERE ECUREUIL II	- 2 590 889,97
TRANSPORTES AEROS PORTUGUESES	- 2 301 736,04
HOLASSURE	- 2 260 402,54
AUTOROUTE DE LIAISON SEINE-SARTHE	- 1 885 484,83
INGEPAR	- 1 850 488,77
GCE FIDELISATION	- 1 734 909,00
GFF INSTITUTIONNELS	- 1 658 672,43
NESSUS	- 1 593 122,06
SACCEF	- 1 528 253,84
CAISSE NAT ENTREPRENEURS DE TRA	- 1 484 026,40
SNC HAUTE CLAIRE	- 1 435 497,79
HLM NOUVEAU LOGIS	- 1 418 741,39
SCI DES PAYS DE LOIRE	- 1 416 860,90
ECONOMIE MIXTE CONSTRUCTION	- 1 393 256,46
ISSORIA	- 1 382 573,33
SAIEM DE MARYSE BASTIE DE TOURS	- 1 322 463,55
GIE CAISSE EPARGNE GARANTIES ENTREPR	- 1 304 392,98
SAIEM SEMCHA	- 1 284 351,36
OSICA SA DHABITATIONS A LOYER MODERE	- 1 258 977,01
STE AMENAGEMENT GARE DE L EST	- 1 239 011,05
SURASSUR SA	- 1 192 547,69
GALERIES DRANCEENNES SCI	- 1 081 192,81
ZUBLIN IMMOBILIERE VERDUN FLOURENS	- 1 020 014,20
AUTRES	- 48 855 902,53
TOTAL	- 784 042 571,81

5. Dettes représentées par un titre

	VNC en cv€
Total BMTN	- 240 824 826,92
Total CD	- 18 181 242 381,37
Total EMTN	- 17 568 780 909,82
Total Obligation	- 10 975 175 324,39
Total Dettes représentées par un titre	- 46 966 023 442,50

6. Autres passifs

(en euros)	CEBP
Versements restant à effectuer sur titres de participations	33 683,69
Comptes de règlement sur opérations sur titres	227 830 619,47
Primes sur instruments conditionnels vendus : CAP/FLOOR	294 534,95 294 534,95
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	1 788 750 957,25
Dépôts de garantie reçus	158 477 146,93
Collatéral sur opérations de marché	143 194 132,95
Dépôts reçus SNC Banque EDEL	15 283 013,98
Dettes fiscales et sociales :	11 330 995,97
Dettes sociales	7 764 582,71
Autres taxes	2 691 548,88
TVA	874 864,38
Autres créiteurs divers	11 766 485,60
Fournisseurs	11 278 072,98
Autres créiteurs divers	488 412,62
Totaux au 31/12/2008	12 198 484 423,86

7. Comptes de régularisation

(en euros)	(CEBP)
Valeurs à l'encaissement	2 794 489 689,19
Ajustement devises Hors-Bilan	431 594 716,93
Primes et frais d'émission	224 873 699,15
Gains et pertes différés sur Instruments financiers à terme de couverture : Soutles initiale sur swap	102 086 103,87 102 086 103,87
Produits constatés d'avance : Surcotes/décotes sur prêts et emprunts ets crédit IPA FRA CAPI/FLOOR	2 777 824,82 490 485,65 58 524,87 2 228 814,30
Charges à payer : Commissions sur garantie ICNE sur IFT ICNE sur Prêts de titres Charges sociales SEP TRADE/SEP MASC Charges à payer divers Charges à payer CAPRI Charges à payer gestitres	978 925 844,09 8 041 486,08 875 075 133,45 574 556,49 34 161 907,99 1 098 313,25 58 255 558,18 1 718 888,65
Autres : Comptes technique DAB Comptes technique Gestitres Autres comptes de liaison	47 826 218,50 47 810 746,23 15 073,68 398,59
Total au 31/12/2008	14 582 574 096,55

8. Provisions pour risques et charges

Libellé	Obsevation	Total (en €)
Provision autres charges yc restruct H Pers	ICDC et passifs sociaux	- 6 568 063,00
Provision CGR, avntg post emploi-Retraite	CGR	- 7 397 158,27
Provision opération bancaire - Intérêts	Provision sur cession de créances EVIAN	- 551 415 975,22
Provision pour indemnités fin de carrière	IFC Indemnités de retraite CNCE	- 5 854 913,63
Provision pour médailles du travail	Médailles du travail	- 918 957,49
Provision R&chg-personnel	Provision PAS-IXIS	- 369 550,00
Provisions distribution Actions gratuites	Actions gratuites NATIXIS / SAGA	- 694 983,00
Provisions de QPSN	BMS DEV BMS EXP Newtec	- 127 596,67 - 1 959 615,35 - 4 110 292,00
Provisions de QPSN		- 6 197 504,02
Provisions sur swap	Swaps	- 2 422 182,56
Total Provisions pour risques et charges CEBP		- 581 839 287,19

9. Dettes subordonnées

Code ISIN	Libellé titre	VNC en cvé	Nominal initial en DEV	Devise	Date d'émission	Echéance
FR0000186504	CNCE 5.6 05/11/2011	(752 008 454,49)	745 489 000,00	EUR	05/11/1999	05/11/2011
FR0000188625	CNCE 5.2 19/07/2014	(870 498 070,09)	850 387 000,00	EUR	19/07/2002	19/07/2014
FR0000188948	CNCE 4.5 14/02/2015	(434 077 026,47)	417 546 300,00	EUR	14/02/2003	14/02/2015
FR0000189227	CNCE 4.1% 04/07/2015	(459 002 556,44)	449 856 300,00	EUR	04/07/2003	04/07/2015
FR0000582512	CNCE 4.5 14/12/2010	(91 672 396,91)	91 469 410,00	EUR	14/12/1998	14/12/2010
FR0010032581	CNCE 4.8 12/12/2015	(147 405 680,11)	147 019 000,00	EUR	12/12/2003	12/12/2015
FR0010049643	CNCE 4.60 20/02/2016	(320 475 774,38)	308 234 000,00	EUR	20/02/2004	20/02/2016
FR0010094722	CNCE EUR 4.80% 09/07/2016	(491 785 997,61)	480 661 000,00	EUR	09/07/2004	09/07/2016
FR0010114991	CNCE TSR 4.50% 08/10/16	(502 937 853,84)	497 722 000,00	EUR	08/10/2004	08/10/2016
FR0010134999	TSR CNCE 4.20% 17/12/2016	(252 758 516,41)	252 323 000,00	EUR	17/12/2004	17/12/2016
FR0010160440	CNCE TSR 4.00% 18/02/17	(514 799 476,72)	497 509 000,00	EUR	18/02/2005	18/02/2017
FR0010206474	TSR CNCE 3.6% 08/07/17	(214 471 094,59)	210 791 200,00	EUR	09/07/2007	08/07/2017
FR0010231191	CNCE TSR 3.50% 21/09/17	(204 800 716,96)	202 817 000,00	EUR	21/09/2005	21/09/2017
Total TSR		(5 256 693 615,02)				
FR0010698191	CNCE TSDI TF5Y/EUR3M	(1 116 373 123,29)	1 100 000 000,00	EUR	11/12/2008	11/12/2099
FR0010031138	TSRP CNCE 5.25 2014 / E3M	817 835 616,44	800 000 000,00	EUR	26/11/2003	30/07/2099
FR0010101949	CNCE TSRP CMAT10Y+0.30%	142 232 098,75	200 000 000,00	USD	30/07/2004	30/09/2045
FR0010117368	TSRP CNCE 4.625 2015/E3M+	713 748 287,67	700 000 000,00	EUR	06/10/2004	30/07/2099
FR0010125757	CNCE TSRP ISDAFIX2EUR10	80 794 157,32	80 000 000,00	EUR	12/10/2004	12/10/2085
FR0010279208	TSRP T1 CNCE 6.75% USD	215 893 333,35	300 000 000,00	USD	27/01/2008	27/01/2099
FR0010279273	CNCE TSDI 4.75%/E3M+1.35%	365 216 871,58	350 000 000,00	EUR	01/02/2006	01/02/2099
FR0010535971	CNCE TSDI EUR 6.117%	858 974 393,15	850 000 000,00	EUR	30/10/2007	30/10/2099
Total TSSDI		(4 311 087 881,55)				
Total Dettes représentées par un titre		(9 567 761 496,57)				

Annexe 9.5
Liste des engagements hors bilan apportés au titre de l'Apport

m€	CEBP
Engagements de financement	11 617
<i>Engagements en faveur d'établissements de crédit</i>	<i>11 453</i>
<i>Engagements en faveur de la clientèle</i>	<i>164</i>
Engagements de garantie	40 189
<i>Engagements d'ordre d'établissements de crédit</i>	<i>29 253</i>
<i>Engagements d'ordre de la clientèle</i>	<i>10 936</i>
Engagements sur titres	.
<i>Autres engagements donnés</i>	<i>.</i>
Autres engagements donnés	.
Total engagements donnés	51 805

m€	CEBP
Engagements de financement	23 665
<i>Engagements reçus d'établissements de crédit</i>	<i>23 665</i>
<i>Engagements d'ordre de la clientèle</i>	<i>.</i>
Engagements de garantie	1 481
<i>Engagements reçus d'établissements de crédit</i>	<i>1 481</i>
Engagements sur titres	.
<i>Autres engagements reçus</i>	<i>.</i>
Autres engagements reçus	.
Total engagements reçus	25 146

m€	CEBP
Opérations sur marchés organisés	.
<i>Opérations fermes</i>	<i>.</i>
<i>Opérations conditionnelles</i>	<i>.</i>
Opérations sur marchés de gré à gré	93 208
<i>Opérations fermes</i>	<i>92 323</i>
<i>Opérations conditionnelles</i>	<i>885</i>
Total Instruments financiers à terme	93 208
Opérations de change au comptant	6
Opérations de change à terme	24 157
Total Opérations de change	24 163

1. Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit

Métiers	Tiers contrepartie	Total
DAB	A3C CICOBAIL	8 000 000,00
	ASSURBAIL	8 000 000,00
	BANQUE DE LA REUNION	30 000 000,00
	BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE	25 140 000,00
	BANQUE DE TAHITI	16 000 000,00
	BAYERISCHE LANDESBANK FRANCE	5 000 000,00
	C E D'ALSACE	32 884 722,36
	C E D'Auvergne ET LIMOUSIN	40 000 000,00
	C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	50 000 000,00
	C E DE BRETAGNE	53 361 191,17
	C E DE MIDI-PYRENEES	30 000 000,00
	C E DE PICARDIE	23 635 725,52
	C E DU LANGUEDOC ROUSSILLON	31 423 123,16
	C E NOUVELLE CALEDONIE	15 000 000,00
	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 233 727 471,92
	CAISSE EPARGNE ILE DE FRANCE	1 422 222,22
	CE AQUITAINE POITOU CHARENTES	70 000 000,00
	CE DE LOIRE DROME ARDECHE	35 000 000,00
	CE LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNES	55 000 000,00
	CE RHONE ALPES	4 103 383,24
	CINERGIE	3 000 386,35
	DEXIA CREDIT LOCAL	700 000 000,00
	FINANCIERE OCEOR	30 000 000,00
	MITSUBISHI FRANCE	200 000 000,00
	NATIXIS FINANCEMENT (CEFI)	10 000 000,00
	ODDO ET COMPAGNIE ENTREPRISE	50 000 000,00
	RABOBANK NEDERLAND	5 000 000,00
	SOCFIM	30 147 107,93
Sous Total DAB		7 795 845 333,87
Trésor prêts emprunts	C E D'ALSACE	130 000 000,00
	C E D'Auvergne ET LIMOUSIN	1 210 000 000,00
	C E DE BRETAGNE	516 000 000,00
	C E DE COTE D'AZUR	83 961 720,35
	C E DE LORRAINE NORD	118 000 000,00
	C E DE MIDI-PYRENEES	220 000 000,00
	C E DU VAL DE FRANCE ORLEANAIS	(20 000 000,00)
	CE DE LOIRE DROME ARDECHE	56 000 000,00
	CE LOIRE CENTRE	223 000 000,00
	CE LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNES	100 000 000,00
	CE RHONE ALPES	75 000 000,00
	DEXIA BELGIQUE S.A.	200 000 000,00
	FINANCIERE OCEOR	43 535 830,45
	FORTIS BANK BRUXELLES	300 000 000,00
	ING BELGIQUE S.A.	250 000 000,00
	JP MORGAN	71 111 111,11
	MERRILL LYNCH INT LIMITED	71 111 111,11
	NATIXIS	9 358 959,02
Sous Total Trésor prêts emprunts		3 657 078 732,04
Total Engagement en faveur Ets de crédit CEBP		11 452 924 065,91

2. Engagements de financement en faveur de la clientèle

Métiers	Tiers contrepartie	Total
DAB	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	50 000 000,00
	CAISSE GENERALE DE PREVOYANCE DES CE	20 000 000,00
	CAISSE GENERALE DE RETRAITE DU	19 567 103,93
	CNETI	3 000 000,00
	EGIS EX SCETAURROUTE SA	7 500 000,00
	FONDATION BELEM	201 803,24
	GCE FIDELISATION SAS	2 000 000,00
	GCE ISSOIRE IMMOBILIER	1 500 000,00
	GCE MOBILIZ	100 000,00
	GIE CDS ECUREUIL	500 000,00
	GIE DISTRIBUTION	2 000 000,00
	GIE GIC	100 000,00
	GIE OCEOR INFORMATIQUE	891 384,49
	GPT INTERPROFESSIONNEL CONSTRUCTION	500 000,00
	ICADE CAPRI	4 000 000,00
	ICADE GESTION TERTIAIRE	5 095 000,00
	XIS AEW EUROPE	1 000 000,00
	LA COMPAGNIE 1818	10 000 000,00
	MALRAUX	1 059 105,95
	MIFCOS PARTICIPATIONS	3 684 509,19
	SCIC ICADE	30 000 000,00
Sous Total DAB		162 698 906,80
Trésor prêts emprunts	SYSTEME TECHNOLOGIQUE ECHGE ET TRAIT	1 000 000,00
	SSORIA	1 218 029,00
Sous Total Trésor prêts emprunts		1 000 000,00
Total Engagement en faveur de la clientèle CEBP		163 698 906,80

3. Engagements de garantie – ordre d'établissements de crédit

Métiers	Tiers contrepartie	Total
Garanties	ABARCA	2 200 000,00
	BAIL ECUREUIL	1 082 261,20
	BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE	3 100 000,00
	BANQUE PALATINE	296 052 317,90
	C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	345 000,00
	C E DU LANGUEDOC ROUSSILLON	40 000,00
	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20 998 937 420,00
	CE LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNES	10 350 000,00
	CIE DE FINANCEMENT FONCIER	4 359 404 669,19
	CREDIT FONCIER DE FRANCE	795 416 937,00
	CREDIT LOGEMENT	13 471 413,00
	FINANCIERE OCEOR	831 520,02
	NATIXIS	2 766 444 514,00
	SOCIETE GENERALE	4 691 666,67
Sous Total Garanties		29 252 367 718,98
Caution sur	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	353 854,00
Sous Total Caution sur prêt Immo CDC		353 854,00
Total Engagement d'ordre Ets de crédit CEBP		29 252 721 572,98

4. Engagements de garantie – ordre de la clientèle

Métiers	Tiers contrepartie	Total
Garanties	AREVA - STE DE PARTICIPATION DU CEA	25 000,00
	CEMM	195 702,50
	CNETI	214 877,50
	CNP ASSURANCES	272 890 156,84
	COFIMAGE 13	7 780 560,00
	COFIMAGE 14	5 183 300,00
	COFIMAGE 15	7 777 500,00
	COFIMAGE 16	4 800 000,00
	COFIMAGE 17	5 520 000,00
	COFIMAGE 18	4 800 000,00
	DORSCH CONSULT INGENIEURGESELLSCHAFT	67 430,98
	ECUREUIL GESTION FCP	(0,05)
	ERILIA	124 121 615,16
	FONDATION CE SOLIDARITE	5 015 428,32
	GCE HABITAT	104 074 267,47
	GCE IMMOBILIER	428 750,00
	GERER CONSEIL NEW PART	1 513 000,00
	GESTITRES SA	859 805,27
	ISSORIA	84 021,00
	ISSORIA INTERNATIONAL TRADING	76 886,40
	MALRAUX	817 750,00
	NATIXIS ASSET MANAGEMENT	10 352 354 859,04
	TIERS SANS OBJET	0,01
	VIVERIS	23 921 600,00
Sous Total garanties		10 922 522 510,44
Autres	GCE PARTICIPATIONS	13 590 391,00
Sous Total Autres		13 590 391,00
Total Engagement d'ordre Clientèle CEBP		10 936 112 901,44

5. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit

Métiers	Tiers contrepartie	Total
Trésor prêts emprunts	BANCO ITAU EUROPE	(53 333 333,33)
	BANQUE BCP PARIS	(133 665 000,00)
	BANQUE DE FRANCE	(21 709 811 861,99)
	BANQUE PALATINE	(640 000 000,00)
	BQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD S.A	(3 668 533,33)
	C E D'AUVERGNE ET LIMOUSIN	(10 077 597,15)
	C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	(40 108 636,01)
	C E DE BRETAGNE	(108 636,01)
	C E DE CHAMPAGNE ARDENNES	(25 077 597,15)
	C E DE COTE D'AZUR	(92 925,41)
	C E DE FLANDRES	25 000 000,00
	C E DE HAUTE NORMANDIE	(67 000 000,00)
	C E DE PICARDIE	(92 925,41)
	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	(28 854 252,91)
	C E DES PAYS DE LOIRE	(77 597,15)
	C E DU LANGUEDOC ROUSSILLON	(93 116,59)
	C E ILE DE FRANCE PARIS	(450 093 116,59)
	CAISSE EPARGNE ILE DE FRANCE	(200 000 000,00)
	CE AQUITAINE POITOU CHARENTES	(5 000 000,00)
	CE DE LOIRE DROME ARDECHE	(10 000 000,00)
	CE LOIRE CENTRE	(250 000 000,00)
	CE NORD FRANCE EUROPE	(30 155 194,30)
	CE RHONE ALPES	(108 636,01)
	FINANCIERE OCEOR	(31 912 094,33)
	NATIXIS	(443 623,76)
Sous Total Trésor prêts emprunts		(23 664 774 677,43)
Total Engagement recus Ets de crédit CEBP		(23 664 774 677,43)

6. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit

Métiers	Tiers contrepartie	Total
Garanties	BANQUE PALATINE	(4 200 000,00)
	C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	(30 000 000,00)
	C E DE LORRAINE NORD	(5 000 000,00)
	C E DE PICARDIE	(3 000 000,00)
	C E DE PROVENCE ALPES CORSE	(5 000 000,00)
	CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIR	(1 423 960 617,00)
	CE RHONE ALPES	(6 000 000,00)
	COMMERZBANK FRANKFORT	(67 430,98)
	FINANCIERE OCEOR	(3 931 520,02)
Total Garanties recues des Ets de crédit CEBP		(1 481 159 568,00)

7. Opérations sur marchés de gré à gré – opérations fermes

Contrepartie	Sens	CRD jambe prêteuse en CV	Nominal Initial en DEV	Devise	Référence	Date opé	Echéance
NATIXI		70 528 256 440,91					
BNPAR		300 000 000,00	300 000 000,00	EUR	164937	18/07/2008	12/01/2009
CALYON		300 000 000,00	300 000 000,00	EUR	147174	27/03/2008	03/03/2009
BNPAR		177 000 000,00	177 000 000,00	EUR	151133	21/04/2008	21/04/2009
SG		64 000 000,00	64 000 000,00	EUR	155700	21/05/2008	21/05/2009
SG		70 000 000,00	70 000 000,00	EUR	156174	27/05/2008	27/02/2009
COMBKD		119 687 049,00	119 687 049,00	EUR	158053	03/06/2008	03/06/2009
SG		28 400 000,00	28 400 000,00	EUR	160154	17/06/2008	17/06/2009
BNPAR		77 000 000,00	77 000 000,00	EUR	160227	18/06/2008	18/03/2009
RBSCOT		56 700 000,00	56 700 000,00	EUR	163642	19/06/2008	19/06/2009
BNPAR		240 000 000,00	240 000 000,00	EUR	164939	16/07/2008	12/01/2009
CHASGB		230 000 000,00	230 000 000,00	EUR	168124	12/08/2008	12/02/2009
RBSCOT		133 337 000,00	133 337 000,00	EUR	169504	22/08/2008	23/02/2009
CALYON		114 590 000,00	114 590 000,00	EUR	171820	09/09/2008	09/03/2009
BNPAR		110 000 000,00	110 000 000,00	EUR	175721	03/10/2008	05/01/2009
RBSCOT		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	177543	06/10/2008	06/01/2009
CITIGB		236 500 000,00	236 500 000,00	EUR	179694	20/10/2008	20/01/2009
CALYON		370 000 000,00	370 000 000,00	EUR	181552	04/11/2008	04/02/2009
SG		275 000 000,00	275 000 000,00	EUR	182313	10/11/2008	10/02/2009
SG		61 000 000,00	61 000 000,00	EUR	182480	13/11/2008	13/02/2009
SG		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	182482	12/11/2008	12/02/2009
BNPAR		1 585 000 000,00	1 585 000 000,00	EUR	185997	05/12/2008	05/02/2009
CALYON		25 000 000,00	25 000 000,00	EUR	110522	19/07/2007	19/07/2012
ABNGB		20 800 000,00	20 800 000,00	EUR	109658	16/07/2007	13/01/2009
CITIGB		5 312 500,00	5 000 000,00	EUR	111677	03/07/2007	03/07/2037
GOLDM		20 000 000,00	20 000 000,00	EUR	141526	05/03/2008	05/01/2010
RBSCOT		10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	187885	22/08/2008	22/08/2012
RBSCOT		10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	187889	22/08/2008	22/08/2012
GOLDM		20 000 000,00	20 000 000,00	EUR	158067	06/06/2008	06/06/2023
JPMRGB		21 333 333,33	30 000 000,00	EUR	166768	04/08/2008	04/08/2009
RBSCOT		10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	167867	22/08/2008	22/08/2012
CFF		170 000 000,00	170 000 000,00	EUR	5189	04/02/2004	19/07/2014
CFF		130 000 000,00	130 000 000,00	EUR	12917	20/12/2004	19/12/2016
CEPAL		5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	21552	24/08/2003	24/08/2013
CEMIP		11 600 000,00	11 600 000,00	EUR	21554	24/08/2003	24/08/2013
CENFE		5 100 000,00	5 100 000,00	EUR	21556	24/08/2003	24/08/2013
CEPAC		13 000 000,00	13 000 000,00	EUR	21558	24/08/2003	24/08/2013
CEPIC		5 300 000,00	5 300 000,00	EUR	21562	24/08/2003	24/08/2013
CELAR		6 800 000,00	6 800 000,00	EUR	21568	24/08/2003	24/08/2013
CENFE		3 300 000,00	3 300 000,00	EUR	21572	24/08/2003	24/08/2013
CEAPC		5 900 000,00	5 900 000,00	EUR	21611	24/08/2003	24/08/2013
CEBAN		4 000 000,00	4 000 000,00	EUR	21613	24/08/2003	24/08/2013
CEBOU		7 000 000,00	7 000 000,00	EUR	21616	24/08/2003	24/08/2013
CEAPC		5 900 000,00	5 900 000,00	EUR	21620	24/08/2003	24/08/2013
CEBRE		7 400 000,00	7 400 000,00	EUR	21626	24/08/2003	24/08/2013
CEIFP		10 100 000,00	10 100 000,00	EUR	21630	24/08/2003	24/08/2013
CELC		4 400 000,00	4 400 000,00	CHF	21632	24/08/2003	24/08/2013
CEIFN		4 600 000,00	4 600 000,00	EUR	21634	24/08/2003	24/08/2013
CERA		9 800 000,00	9 800 000,00	EUR	21637	24/08/2003	24/08/2013
CELC		5 800 000,00	5 800 000,00	EUR	21639	24/08/2003	24/08/2013
CECOA		11 000 000,00	11 000 000,00	EUR	21641	24/08/2003	24/08/2013
CENFE		6 500 000,00	6 500 000,00	EUR	21644	24/08/2003	24/08/2013
SG		109 500 000,00	109 500 000,00	EUR	156037	22/05/2008	22/05/2009
SG		1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	EUR	183480	20/11/2008	20/02/2009
CALYON		750 000 000,00	750 000 000,00	EUR	183482	20/11/2008	20/02/2009
SG		25 000 000,00	25 000 000,00	EUR	108713	02/07/2007	02/07/2017
SG		25 000 000,00	25 000 000,00	EUR	108715	02/07/2007	02/07/2014
SG		75 000 000,00	75 000 000,00	EUR	108888	03/07/2007	03/07/2017
BNPAR		75 000 000,00	75 000 000,00	EUR	108888	03/07/2007	03/07/2017
BARCAP		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	164839	17/07/2008	18/07/2016
HSBCFF		10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	167791	24/07/2008	24/07/2013
BNPAR		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	172769	18/09/2008	20/09/2010
BNPAR		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	172771	18/09/2008	20/09/2010
BNPAR		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	183379	18/11/2008	19/05/2010
CALYON		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	183800	24/11/2008	24/05/2010
BNPAR		1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	EUR	185886	03/12/2008	03/03/2009
CALYON		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	185761	08/12/2008	08/06/2010
DEUBKD		155 000 000,00	155 000 000,00	EUR	187611	17/12/2008	17/12/2010
DEUBKD		120 000 000,00	120 000 000,00	EUR	187683	11/12/2008	13/12/2010
BBKGB		103 349 345,60	100 000 000,00	EUR	134778	14/01/2008	14/01/2009
JPMRGB		25 837 336,40	25 000 000,00	EUR	141755	28/02/2008	27/02/2009
CALYON		355 555 555,60	500 000 000,00	EUR	147528	28/03/2008	30/03/2009

DEUBNY		355 555 555,60	500 000 000,00	EUR	148267	31/03/2008	31/03/2009
RBSCOT		355 555 555,60	500 000 000,00	EUR	148269	31/03/2008	31/03/2009
CSGB		355 555 555,60	500 000 000,00	EUR	148271	31/03/2008	30/03/2009
BBKGB		311 000 000,00	311 000 000,00	EUR	148960	07/04/2008	09/04/2018
BBKGB		11 000 000,00	11 000 000,00	EUR	148962	07/04/2008	07/04/2017
BBKGB		10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	148964	07/04/2008	07/04/2016
BBKGB		9 700 000,00	9 700 000,00	EUR	148966	07/04/2008	07/04/2015
BBKGB		9 200 000,00	9 200 000,00	USD	148968	07/04/2008	07/04/2014
BBKGB		8 700 000,00	8 700 000,00	USD	148970	07/04/2008	08/04/2013
BBKGB		8 300 000,00	8 300 000,00	USD	148972	07/04/2008	10/04/2012
BBKGB		7 800 000,00	7 800 000,00	USD	148974	07/04/2008	07/04/2011
BBKGB		7 400 000,00	7 400 000,00	USD	148976	07/04/2008	07/04/2010
BBKGB		7 000 000,00	7 000 000,00	USD	148978	07/04/2008	07/04/2009
CALYON		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	149586	10/04/2008	10/04/2009
CALYON		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	150181	10/04/2008	10/04/2009
CALYON		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	150876	18/04/2008	20/04/2009
SG		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	155546	18/06/2008	17/06/2009
RBSCOT		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	155994	18/06/2008	17/06/2009
RBSCOT		177 777 777,80	250 000 000,00	GBP	156170	18/06/2008	17/06/2009
SG		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	156367	18/06/2008	17/06/2009
CSGB		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	157025	18/06/2008	17/06/2009
SG		106 666 666,70	150 000 000,00	USD	157262	18/06/2008	17/06/2009
SG		106 666 666,70	150 000 000,00	USD	157447	18/06/2008	17/06/2009
CALYON		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	157653	18/06/2008	17/06/2009
CSGB		25 837 336,40	25 000 000,00	USD	170014	28/08/2008	27/02/2009
SG		355 555 555,60	500 000 000,00	GBP	172767	18/09/2008	20/04/2009
COMBKD		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	174147	17/12/2008	16/12/2009
COMBKD		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	174469	17/12/2008	16/12/2009
CALYON		177 777 777,80	250 000 000,00	GBP	174491	17/12/2008	16/12/2009
BBKGB		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	175230	17/12/2008	16/12/2009
SG		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	176470	17/12/2008	16/12/2009
RBSCOT		258 373 364,00	250 000 000,00	USD	177003	17/12/2008	16/12/2009
CSGB		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	177028	17/12/2008	16/12/2009
SG		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	177030	17/12/2008	16/12/2009
DEUBGB		258 373 364,00	250 000 000,00	USD	177187	17/12/2008	16/12/2009
CALYON		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	177857	17/12/2008	16/12/2009
CALYON		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	178378	17/12/2008	16/12/2009
DEUBNY		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	180042	17/12/2008	16/12/2009
COMBKD		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	180044	17/12/2008	16/12/2009
RBSCOT		177 777 777,80	250 000 000,00	USD	181107	17/12/2008	16/12/2009
CALYON		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	181695	17/12/2008	16/12/2009
COMBKD		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	184229	17/12/2008	16/12/2009
BNPAR		71 111 111,11	100 000 000,00	USD	184719	01/12/2008	01/03/2010
SG		71 111 111,11	100 000 000,00	USD	184721	01/12/2008	02/03/2009
CALYON		355 555 555,60	500 000 000,00	USD	185884	17/12/2008	16/12/2009
CALYON		177 777 777,80	250 000 000,00	EUR	186708	17/12/2008	16/12/2009
BBKGB		355 555 555,60	500 000 000,00	EUR	187223	17/12/2008	16/12/2009
RBSCOT		177 777 777,80	250 000 000,00	EUR	187676	17/12/2008	16/12/2009
CSGB		177 777 777,80	250 000 000,00	EUR	188789	18/03/2009	17/03/2010
CALYON		177 777 777,80	250 000 000,00	EUR	189080	18/03/2009	17/03/2010
SG		250 000 000,00	250 000 000,00	EUR	130240	18/03/2008	18/03/2009
CALYON		250 000 000,00	250 000 000,00	EUR	133530	18/03/2008	18/03/2009
CITIGB		250 000 000,00	250 000 000,00	EUR	134522	18/03/2008	18/03/2009
CALYON		250 000 000,00	250 000 000,00	EUR	149669	11/04/2008	18/03/2009
JPMRGB		100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	155544	22/05/2008	22/05/2009
SG		50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	156570	08/06/2008	08/06/2009
BNPAR		75 000 000,00	75 000 000,00	EUR	156576	09/06/2008	09/06/2009
JPMRGB		75 000 000,00	75 000 000,00	EUR	156578	09/06/2008	09/06/2009
BARCAP		100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	156582	10/06/2008	19/05/2020
JPMRGB		200 000 000,00	200 000 000,00	EUR	174643	01/10/2008	01/09/2009
BNPAR		200 000 000,00	200 000 000,00	EUR	175636	01/10/2008	01/09/2009
CITIGB		100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	176322	07/10/2008	22/05/2009
SG		450 000 000,00	450 000 000,00	EUR	185292	02/12/2008	02/03/2009
BNPAR		100 000 000,00	100 000 000,00	EUR	185375	03/12/2008	03/11/2009
BNPAR		168 500 000,00	168 500 000,00	EUR	185882	08/12/2008	30/07/2009
Total Swap de taux		92 322 711 515,26					

8. Opérations sur marchés de gré à gré – opérations conditionnelles

Contrat	Sous jacent	Contrepartie	Sens	Capital Restant Dû en CV	Nominal en DEV	Devise	Date d'opération	Date d'échéance
0000074402	CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.10000%QTR/30/0	NATIXIS BANQUE	BUY	2 000 000,00	2 000 000,00	EUR	29/06/1999	30/03/2009
0000074360	CAP/EUR/EURIBOR/3M/9.28000%QTR/14/0	NATIXIS BANQUE	SEL	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	14/05/2001	14/05/2009
0000113983	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.30000%Q	NATIXIS BANQUE	SEL	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	30/10/2002	12/11/2009
0000114054	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.30000%Q	NATIXIS BANQUE	SEL	5 000 000,00	5 000 000,00	EUR	18/11/2002	04/12/2009
0000114062	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/4.98500%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	08/12/2000	08/12/2009
0000114055	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.20000%Q	NATIXIS BANQUE	SEL	30 000 000,00	30 000 000,00	EUR	05/12/2002	14/12/2009
0000076970	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.14000%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	25 000 000,00	25 000 000,00	EUR	13/10/2000	13/10/2010
0000076995	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.14000%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	25 000 000,00	25 000 000,00	EUR	26/10/2000	26/10/2010
0000077011	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.00000%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	25 000 000,00	25 000 000,00	EUR	02/11/2000	02/11/2010
0000076661	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.00000%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	24 000 000,00	24 000 000,00	EUR	23/05/2002	03/06/2011
0000076365	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/4.67000%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	37 965 000,00	37 965 000,00	EUR	06/06/2001	29/06/2011
0000113056	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/4.25000%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	14 000 000,00	14 000 000,00	EUR	31/10/2002	28/09/2011
0000076665	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/5.00000%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	16 000 000,00	16 000 000,00	EUR	23/05/2002	03/06/2013
0000113087	EXOTIC CAP/EUR/EURIBOR/3M/4.55000%Q	NATIXIS BANQUE	BUY	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	04/01/2005	11/01/2018
0000082426	CAP/EUR/CMS-EURIBOR/10Y/8.69000%QTR	SOCIETE GENERALE	BUY	30 000 000,00	30 000 000,00	EUR	04/12/2007	02/11/2019
0000082425	CAP/EUR/CMS-EURIBOR/5Y/8.19000%QTR	SOCIETE GENERALE	BUY	20 000 000,00	20 000 000,00	EUR	04/12/2007	14/12/2019
Total Caps				333 965 000,00				
0000076601	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/4.00000%QTR/09	NATIXIS BANQUE	SEL	11 210 334,25	30 000 000,00	EUR	15/06/2006	09/02/2009
0000076653	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/4.98500%QTR/08	NATIXIS BANQUE	SEL	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	31/10/2002	08/12/2009
0000076683	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/4.00000%QTR/06	NATIXIS BANQUE	SEL	61 000 000,00	50 000 000,00	EUR	15/06/2006	06/04/2010
0000076687	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/4.00000%QTR/12	NATIXIS BANQUE	SEL	11 882 954,31	50 000 000,00	EUR	15/06/2006	12/04/2010
0000076707	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/4.00000%QTR/14	NATIXIS BANQUE	SEL	37 965 000,00	50 000 000,00	EUR	19/06/2006	14/04/2010
0000074356	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/6.00000%QTR/20	NATIXIS BANQUE	SEL	50 000 000,00	50 000 000,00	EUR	19/09/2000	20/09/2010
0000074406	DIGITALFLOOR/EUR/EURIBOR/3M/6.00000	NATIXIS BANQUE	BUY	50 000 000,00	61 000 000,00	EUR	19/09/2000	20/09/2010
0000076741	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/5.14000%QTR/13	NATIXIS BANQUE	SEL	50 000 000,00	25 000 000,00	EUR	31/10/2002	13/10/2010
0000076755	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/5.14000%QTR/26	NATIXIS BANQUE	SEL	50 000 000,00	25 000 000,00	EUR	31/10/2002	26/10/2010
0000076756	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/5.00000%QTR/02	NATIXIS BANQUE	SEL	50 000 000,00	25 000 000,00	EUR	31/10/2002	02/11/2010
0000076708	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/3.90000%QTR/09	NATIXIS BANQUE	SEL	25 000 000,00	50 000 000,00	EUR	19/06/2006	09/03/2011
0000076366	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/4.67000%QTR/29	NATIXIS BANQUE	SEL	25 000 000,00	37 965 000,00	EUR	06/06/2001	29/06/2011
00113060	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/4.25000%QTR/29	NATIXIS BANQUE	SEL	25 000 000,00	14 000 000,00	EUR	31/10/2002	28/09/2011
000074357	FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/6.00000%QTR/16	NATIXIS BANQUE	SEL	30 000 000,00	20 000 000,00	EUR	16/11/2000	16/11/2015
00074447	DIGITALFLOOR/EUR/EURIBOR/3M/6.00000	NATIXIS BANQUE	BUY	14 000 000,00	21 200 000,00	EUR	16/11/2000	16/11/2015
00113085	EXOTIC FLOOR/EUR/EURIBOR/3M/4.55000	NATIXIS BANQUE	SEL	10 000 000,00	10 000 000,00	EUR	04/01/2005	11/01/2018
Total Floors				557 056 288,56				
Total général				885 023 288,56				

9. Opérations de change au comptant

Opérations de change au comptant	Tiers contrepartie	0106782,03
- Monnaies à recevoir non reçues		3 054 190,421
	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	142 061,08
	LA COMPAGNIE 1818	471,47
	C E AQUITAINE POITOU CHARENTES	0 536,90
	C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	1 81
	C E DE CHAMPAGNE ARDENNES	4 49
	C E DE COTE D'AZUR	637,42
	C E DE HAUTE NORMANDIE	34,82
	C E ILE DE FRANCE PARIS	319,39
	C E DU LIMOUSIN	58 146,56
	C E DE MIDI-PYRENEES	0,73
	C E DU VAL DE FRANCE ORLEANAIS	24,70
	GESTITRES SA	142 823,33
	STE MARSEILLAISE DE CREDIT	571,91
	TRESOR PUBLIC	0,02
	X	2 701 055,81
- Monnaies à livrer non livrées		3 052 591,610
	LA COMPAGNIE 1818	470,27
	C E AQUITAINE POITOU CHARENTES	0 575,38
	C E DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	1 80
	C E DE CHAMPAGNE ARDENNES	4 54
	C E DE HAUTE NORMANDIE	34,72
	C E ILE DE FRANCE PARIS	323,68
	C E DU LIMOUSIN	58 543,40
	C E DE MIDI-PYRENEES	0,72
	C E DU VAL DE FRANCE ORLEANAIS	24,63
	GESTITRES SA	142 069,50
	STE MARSEILLAISE DE CREDIT	570,46
	TRESOR PUBLIC	0,02
	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	142 315,78
	C E DE COTE D'AZUR	630,92
	X	2 699 021,791

10. Opérations de change à terme

Opérations de change à terme	Tiers contrepartie	24 157 157 400,23
- Euros à recevoir contre devises à livrer		111 339 795 044,07
	BARCLAYS BANK LONDON	277 798 764,32
	BANK OF NEW YORK UK	70 900 900,90
	BNP PARIBAS	843 842 225,05
	BNP PARIBAS LONDON	47 291 605,22
	LA COMPAGNIE 1818	14 681,44
	C E DE COTE D'AZUR	10 884,37
	C E DU LIMOUSIN	55 454,00
	CITIBANK LONDRES	119 499 507,18
	COMMERZBANK FRANKFORT	35 892 592,38
	DEUTSCHE BANK GB	321 922 972,35
	DEUTSCHE BANK FRANKFORT	78 819 675,38
	DRESDNER BANK AG	207 566 825,68
	DRESDNER BANK TREASURY DIVISION	10 834 934,56
	FORTIS BANK BRUXELLES	89 257 828,84
	GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL	218 041 063,26
	HSBC LONDRES	214 192 000,00
	HSBC FINANCE FRANCE S.A.	187 827 288,39
	ING BANK NV AMSTERDAM	267 751 160,18
	JP MORGAN	285 153 184,74
	LANDESBANK BADEN WURTEMBERG	174 845 341,18
	NATIXIS	8 685 752 884,50
	RABOBANK UTRECHT	449 859 448,89
	ROYAL BK SCOTL TREASURY	53 333 333,33
	SOCIETE GENERALE	216 080 300,58
	STE MARSEILLAISE DE CREDIT	0,08
	TRESOR PUBLIC	5 172,48
	UBS UK HOLDING LTD	9 848 500,52
	UBS LIMITED	88 888 888,88
	UNION BANK OF SWITZERLAND	589 315 021,23
	X	15 380 931,59
	C E AQUITAINE POITOU CHARENTES	1 288,48
- Devises à recevoir contre devises à livrer		515 367 073,99
	JP MORGAN	307 680 476,13
	NATIXIS	207 686 597,86
- Euros à livrer contre devises à recevoir		111 759 932 226,80
	BARCLAYS BANK LONDON	236 034 050,38
	BANK OF NEW YORK UK	79 261 284,63
	BNP PARIBAS	595 038 212,89
	BNP PARIBAS LONDON	38 936 000,00
	LA COMPAGNIE 1818	6 931,75
	C E DE COTE D'AZUR	10 855,57
	C E DU LIMOUSIN	55 210,95
	CITIBANK LONDRES	101 899 225,29
	COMMERZBANK FRANKFORT	39 157 453,84
	DEUTSCHE BANK GB	374 459 939,70
	DEUTSCHE BANK FRANKFORT	59 988 000,00
	DRESDNER BANK AG	269 124 418,78
	DRESDNER BANK TREASURY DIVISION	12 703 252,03
	FORTIS BANK BRUXELLES	89 438 599,07
	GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL	181 168 798,18
	HSBC LONDRES	214 032 189,30
	HSBC FINANCE FRANCE S.A.	145 833 345,03
	ING BANK NV AMSTERDAM	277 445 571,13
	JP MORGAN	315 771 595,28
	LANDESBANK BADEN WURTEMBERG	195 418 222,69
	NATIXIS	7 039 728 795,87
	RABOBANK UTRECHT	501 320 658,61
	ROYAL BK SCOTL TREASURY	53 142 492,74
	SOCIETE GENERALE	242 164 367,55
	STE MARSEILLAISE DE CREDIT	0,07
	TRESOR PUBLIC	5 137,33
	UBS UK HOLDING LTD	9 848 000,00
	UBS LIMITED	79 668 578,00
	UNION BANK OF SWITZERLAND	589 050 880,28
	X	15 315 033,90
	LA COMPAGNIE 1818	7 838,49
	C E AQUITAINE POITOU CHARENTES	1 293,98
- Devises à livrer contre devises à recevoir		542 063 055,57
	JP MORGAN	335 145 127,89
	NATIXIS	206 917 927,68

Annexe 11.2 (A)

Litiges non transférés à CEBP au titre de l'Apport

Recours ayant pour objet la distribution du Livret A

Pour mémoire, le 10 mai 2007, la Commission européenne a ordonné aux autorités françaises de modifier la législation relative à la distribution du Livret A dans un délai de neuf mois, au motif que la législation en vigueur était contraire aux principes de liberté d'établissement et de libre prestation de services, tels que définis par les articles 43 et 49 du traité CE. La Commission a estimé que les droits spéciaux octroyés aux établissements de crédits distributeurs historiques de ce produit constituaient des restrictions incompatibles avec le droit communautaire et n'étaient pas indispensables pour assurer les services d'intérêt économique général assurés par les réseaux distributeurs, à savoir le financement du logement social et l'accessibilité aux services bancaires de base. Le gouvernement de la République française a introduit le 23 juillet 2007 devant le TPICE une requête en annulation de cette décision de la Commission européenne. Une requête en annulation a également été introduite par les Caisses d'Epargne le 30 juillet 2007 devant la même juridiction. Suite au dépôt du mémoire en réponse de la Commission en novembre 2007, la CNCE a déposé son mémoire en réplique le 7 février 2008. L'Etat français ainsi que la Banque Postale poursuivent également leurs recours et ont déposé leurs mémoires en réplique en février 2008. La procédure écrite étant clôturée, le TPI doit fixer une date d'audience sur l'année 2009, sauf un éventuel désistement des parties. Parallèlement à ce recours, le gouvernement français a mis en oeuvre un processus de réforme de la distribution du Livret A afin de se conformer à la demande de la Commission, tout en préservant les missions d'intérêt général de financement du logement social et d'accessibilité bancaire. La réforme de la distribution du Livret A a été entérinée par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 (dite « LME » n° 2008-776 ; JORF n° 0181 du 5 août 2008). Suivant les articles 145 et suivants de cette loi, l'ensemble des établissements de crédit peut distribuer le Livret A depuis le 1er janvier 2009. Par ailleurs, le taux de rémunération des réseaux bancaires distributeurs a été abaissé en janvier 2009 par décret. Cet abaissement sera compensé par une rémunération complémentaire versée aux Caisses d'Epargne, à la Banque Postale et au Crédit Mutuel, selon des modalités et une durée propres à chaque établissement, fixées par décret. Pour inciter les banques à promouvoir ce produit, les établissements seront autorisés à conserver une partie des dépôts collectés au-delà d'un niveau de référence. Les modalités de centralisation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ont été fixées par décret et sont précisées par une convention conclue entre la CDC et chaque groupe bancaire. L'extension du droit de distribution du Livret A à d'autres groupes bancaires peut avoir un effet défavorable sur le produit net bancaire des Caisses d'Epargne. En 2008, le Groupe Caisse d'Epargne a enregistré 740 millions d'euros de produit net bancaire au titre de sa distribution du Livret A. A ce stade, il n'est pas possible d'évaluer précisément l'incidence que cette mesure va avoir sur le produit net bancaire et sur les résultats des Caisses d'Epargne pour les années à venir.

Notifications AMF dans le cadre de l'émission et de la commercialisation de TSR par le Groupe Caisse d'Epargne

A la suite d'une enquête ouverte le 10 septembre 2004 diligentée par l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») sur les modalités d'émission par la CNCE et de commercialisation par les Caisses d'Epargne de titres subordonnés remboursables (« TSR ») à compter de juin 2002, l'AMF a adressé, le 11 septembre 2006, des lettres de griefs à la CNCE d'une part et à 10 Caisses d'Epargne d'autre part. Dans ses lettres aux 10 Caisses d'Epargne, l'AMF reproche aux Caisses d'Epargne : (i) d'avoir fait souscrire sur le marché primaire des TSR émis par la CNCE alors que les clients auraient pu les acheter ou acheter des TSR ayant des caractéristiques quasi identiques à des conditions plus avantageuses sur le marché secondaire, et (ii) de ne pas avoir respecté, en commercialisant ces TSR, un certain nombre de prescriptions réglementaires, notamment en matière d'obligation d'information des souscripteurs et de fourniture d'un conseil adapté.

Dans sa lettre à la CNCE, l'AMF indique que deux catégories de manquements pourraient être imputées à la CNCE :

(i) dans le cadre de la conception et de la mise en place du dispositif d'émission, de cotation et de placement des TSR, des informations partiellement inexactes en ce qui concerne les dates de souscription et les prises fermes par les Caisses d'Epargne auraient été communiquées au public, et

(ii) la CNCE aurait manqué aux responsabilités qui lui incombent dans le cadre de sa mission de contrôle des Caisses d'Epargne et de protection de l'épargne populaire, qui lui incombait à ce titre (référence étant faite aux griefs allégués à l'encontre des Caisses d'Epargne). Après avoir procédé à l'analyse de ces griefs, la CNCE et les Caisses d'Epargne ont transmis leurs observations à l'AMF avant le 1er décembre 2006.

Le rapporteur désigné par la Commission des sanctions de l'AMF a rendu son rapport le 23 avril 2008, dans lequel il conclut à la mise hors de cause de la CNCE tant dans ses fonctions d'émetteur que dans son rôle d'organe central. Il écarte pour les Caisses d'Epargne les griefs liés à la facturation d'une commission de placement et au défaut de conseil pour ne pas avoir proposé, au lieu et place des TSR émis, des TSR existants sur le marché secondaire. Il propose une échelle de sanction pour les griefs non écartés.

La Commission des sanctions, qui a siégé le 5 juin 2008, et après en avoir délibéré, a mis hors de cause la CNCE et prononcé des sanctions pécuniaires à l'encontre des Caisses d'Epargne mises en cause (décision publiée le 20 juin 2008 sur le site Internet de l'AMF). Les Caisses d'Epargne ont fait appel de cette décision.

Une provision de 1 million d'euros a été constituée.

Dossier Doubl'O

Procédures en cours ou toutes procédures susceptibles d'être déclenchées à raison de la commercialisation des produits Doubl'O.

Assurance emprunteurs

L'UFC-Que Choisir a mis en cause les assureurs et les banquiers à propos des assurances emprunteurs souscrites par leurs clients à l'occasion des opérations de crédits immobiliers. La CNP, la CNCE et les Caisses d'Epargne ont été assignées devant le TGI de Paris par l'UFC-Que Choisir, qui demande la rétrocession aux emprunteurs de la participation aux bénéfices réalisés sur ces contrats. Le Groupe Caisse d'Epargne agit en totale conformité avec la réglementation concernant les contrats collectifs d'assurance qu'elle souscrit auprès d'assureurs, notamment la CNP, leader sur ce marché, et dont elle fait bénéficier ses propres clients, qui profitent dès lors de la négociation du prix collectif, s'ils choisissent ce type de contrat. Concernant la rémunération perçue par le Groupe Caisse d'Epargne au titre du placement de ces contrats, il ne s'agit pas aujourd'hui, comme cela a pu être dit, d'une participation aux bénéfices qui lui serait allouée, mais d'une commission qui lui est versée par l'assureur. Cette commission correspond à une pratique homogène pour l'ensemble des produits d'assurance distribués par le Groupe Caisse d'Epargne. Celui-ci assure en effet pour le compte de l'assureur un certain nombre de tâches puisqu'il est le seul à avoir la relation avec le client souscripteur : distribution du produit d'assurance, gestion de la vie du contrat et réalisation des démarches en cas de sinistre. Les principales banques françaises (1), ayant pris connaissance dans les différents médias des déclarations du président de l'UFC-Que Choisir et de ses collaborateurs, considèrent que certaines de ces déclarations ont un caractère diffamatoire. Elles ont décidé d'y donner les suites judiciaires appropriées à la gravité des faits. La Fédération bancaire française a décidé de s'associer à cette action. Procédure Conseil de la Concurrence - EIC Le 18 mars 2008, la CNCE a reçu, à l'instar des autres banques de la place, une notification de griefs du Conseil de la Concurrence. Il est reproché aux banques d'avoir instauré et fixé en commun le montant de la commission d'échange image-chèque, ainsi que des commissions connexes sur le chèque. Le risque de sanctions financières est

possible mais difficile à évaluer à ce stade : l'instruction n'est toujours pas clôturée et une procédure d'expertise est en cours devant le Conseil de la Concurrence.

(1) BNP Paribas, CNCE et Caisses d'Epargne, Crédit Agricole SA, Groupe Banque Populaire, Groupe CIC, Société Générale.

Dossier ICADE

Virements faux réalisés sur les comptes du Groupe ICADE détenus à la CNCE.

06/08/2008 - Assignation signifiée à la requête de la société ICADE CAPRI devant le Tribunal de Commerce de Paris d'avoir à comparaître pour l'audience du 8 septembre 2008 à 12h00.

La société ICADE CAPRI met en cause responsabilité contractuelle de la CNCE en qualité de dépositaire des fonds et réclame le paiement de la somme de 4.386.329,88 € en principal, majorée d'intérêts moratoires au taux légal à compter du 28 décembre 2006 et la somme de 25.000 € au titre de l'article 700 du NCPC.

07/08/2008 – Déclaration de l'assignation à GCE Courtage (chez qui cette affaire serait a priori inscrite dans la rubrique Détournements à hauteur de 2,9 M€, déduction faite de la franchise)

08/09/2008 – Renvoi à l'audience du 6 octobre 2008 pour communication des pièces en demande.

06/10/2008 communication des pièces ICADE. Renvoi à une nouvelle audience de procédure pour le 26 mai 2009

Dossier DANJOU

Une assignation devant le TGI de Paris a été délivrée à la CNCE, ainsi qu'au Crédit Foncier par Monsieur Mickaël Danjou, qui a été victime d'une escroquerie lors de l'acquisition de son véhicule au moyen d'un chèque de banque CNCE (Formule de chèque n° 6060410 faisant partie de lettres chèques dérobées au Crédit Foncier (Plainte du Crédit Foncier pour vol et opposition du 04/08/2006). Le demandeur sollicite la condamnation solidaire de la CNCE avec le Crédit Foncier au paiement de la somme de 36.000 €, montant de son préjudice et 2000 € d'art.700 du NCPC. Maître Dominique Santacru du Cabinet Granrut représente la CNCE dans cette affaire.

Evolutions constatées :

Cette affaire a été évoquée à l'audience du 21 novembre dernier et renvoyée à l'audience du 16 janvier 2008 devant la 9eme chambre, 1ere section du TGI de Paris.

Proposition de provision à hauteur de 19 000€. (Provision à 50% soit 19 000 €)

La CNCE et le Crédit Foncier ont déposé leurs conclusions.

L'affaire est venue à l'audience du 4 juin 2008 et renvoyée au 2 juillet 2008 pour clôture.

L'audience de plaidoiries a été fixée au mercredi 10 décembre 2008 à 10H15.

Le TGI de Paris a rendu sa décision le 14 janvier dernier, qui déboute Monsieur DANJOU de l'intégralité de ses demandes et le condamne reconventionnellement à payer à la CNCEP la somme de 1.000 Euros d'Art.700 NCPC ainsi que les dépens.

Cette décision a été signifiée à la CNCE le 3 mars 2009 à l'initiative du Crédit Foncier afin de faire courir le délai d'appel d'un mois.

Réception d'un chèque de 1.000 € en paiement de l'indemnité allouée à la CNCE au titre de l'article 700 NCPC.

Dossier UFC QUE CHOISIR – ADE (Assurance des emprunteurs)

Assignation devant le TGI de Paris de 24 CEP et une filiale de la CECA et de la CNP par l'UFC Que choisir

Demandes : Juger que CNP "a illicitement versé aux caisses régionales d'épargne et de prévoyance la participation aux bénéfices revenant aux assurés"

Interdire à la CNPA "de continuer à rétrocéder aux établissements prêteurs ou à tout partenaire commercial tout ou partie de cette participation aux bénéfices"

Condamner solidairement "les défendeurs à verser à l'association UFC Que Choisir la somme totale de 5.053.193,83 euros correspondant aux dommages et intérêts qu'elle réclame par application de l'article L. 421-7 du Code de la consommation"

Renvoi audience du 07/04/ 2009 , qui renvoie au 30/06/2009 pour conclusions de la partie adverse sur irrecevabilité.

UPFP UFCS c/ CNCE Ecureuil vie - Contrats d'assistance funéraire

Le 3 avril 2009, l'UPF et LA QUIETUDE demandent, sans autre commentaire, qu'il leur soit donné acte qu'elles entendent se désister de leur recours à l'encontre de la décision du Conseil de la concurrence du 13 juin 2008, suite aux conclusions en notre faveur du Ministère public.

Décision du 5 mai 2009 donne acte à l'UPF et à la Quiétude de leur désistement, les condamne à nous payer la somme de 5.000 € de l'article 700 du NCPC. Dossier terminé

Dossier EMTN - CCPBRP

La CCPBRP a adressé le 1er mars 2004 un courrier à HSBC dans lequel elle invoquait la nullité du remboursement anticipé eu égard au non respect des stipulations contractuelles relatives au préavis.

Puis la CCPBRP a, par exploit du 12 octobre 2004, assigné HSBC afin d'obtenir sa condamnation au paiement des sommes suivantes :

- 350.000 euros au titre de dommages et intérêts, outre les intérêts légaux en réparation du préjudice subi du fait du remboursement anticipé, sans respect du préavis, par HSBC, du contrat conclu le 19 janvier 2001;
- 3.000 euros en application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, outre les entiers dépens.

Le 27 décembre 2004, HSBC a, à son tour, assigné Natexis aux fins de :

- dire et juger que Natexis sera tenue de garantir de toutes condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre au titre de l'action engagée par la CCPBRP;

- ordonner la jonction de cette procédure avec l'instance ouverte entre la CCPBRP et HSBC.

Le 19 janvier 2005, le Tribunal de céans a prononcé la jonction de ces procédures.

Dans ses écritures, Natexis a reproché à la CNCEP, en sa qualité d'émetteur, le défaut de notification du préavis en violation des articles 21 (v) et 21 (vi) du Pricing Supplement et de l'article 15 (a) de l'Offering Circular.

C'est dans ces conditions que la CCPBRP a assigné en intervention forcée le 30 mai 2006, la CNCEP afin de voir prononcer à son encontre une condamnation in solidum avec HSBC pour le préjudice subi du fait du non respect du préavis, à savoir :

- 324.000 euros au titre des dommages et intérêts, outre les intérêts légaux, en réparation du préjudice subi du fait du remboursement anticipé sans respect du préavis par HSBC du contrat conclu le 19 janvier 2001 ;
- 5.000 euros en application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Par jugement du 1er juillet 2008, le Tribunal de Commerce de Paris a condamné la CNCEP à régler à la CCPBRP la somme de 324.000 euros avec intérêt au taux légal à compter de l'acte introductif d'instance du 30 mai 2006 et capitalisation des intérêts ;

- condamné la CNCEP à régler la somme de 2.000 € à chacune des parties en cause au titre de l'article 700 du Code de procédure civile (soit 8.000 € d'article 700) ;
- ordonné l'exécution provisoire ;
- condamné la CNCEP aux dépens.

La CNCEP a interjeté appel de cette décision le 30 juillet 2008.

Dépôt des écritures en appel pour le 1er décembre 2008.

Dossier FARCHICA

Assignment octobre 2008 de la CNCE et la CECAZ d'un client de la CECAZ , reproche à son Agence de ne pas vouloir lui restituer ses avoirs sur ses comptes. Demande de mise hors de cause CNCE

ANNEXE 3.5

LISTE DES AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

I. LISTE DES AUTORISATIONS BANCAIRES, FINANCIERES ET EN MATIERE D'ASSURANCES

Juridiction	Entité	Régulateur	Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention compte tenu des délais légaux applicables
Australie	Coface Australia	Australian Prudential Regulation Authority	Date de notification : 5 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal
Autriche	Coface Austria Kreditversicherung AG	Financial Market Authority	Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+ 20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires)
Autriche	Coface Austria Bank	Financial Market Authority	Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+ 20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires)
Bermudes	Pentelia Re II Ltd	Bermuda Monetary Authority	Date de notification : 5 mai 2009 Délai d'examen : 45 jours calendaires à compter de la notification
Bermudes	Pentelia Capital Management (Bermuda) Ltd	Bermuda Monetary Authority	Date d'approbation : 8 mai 2009
Brésil	Seguradora Brasileira de Credito a Exportação	Superintendencia de Seguros Privados	La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises

Brésil	Coface Do Brasil Seguros de Credito Interno S.A.	Superintendencia de Seguros Privados	La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises
Brésil	Natixis Brazil	Banco Central do Brasil	La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises
Cameroun	BICEC	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale	La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal
Dubaï	Natixis Middle East Ltd	Dubai Financial Services Authority	Date d'approbation : 5 mai 2009
Espagne	MCH Private Equity Investment SGER S.A	Comisión Nacional del Mercado de Valores	Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification
Etats-Unis	<i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i>	<i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i>	<i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i>
France	GCE Assurances	Comité des entreprises d'assurances	Date d'approbation : 12 juin 2009
France	CNP Assurances	Comité des entreprises d'assurances	Date d'approbation : 12 juin 2009
France	CEBP	Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement	Date d'approbation : 23 juin 2009
France	Caisse d'Epargne Participations	Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement	Date d'approbation : 23 juin 2009
France	Banques Populaires Participations	Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement	Date d'approbation : 23 juin 2009

France	Financière Océor	Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement	Date d'approbation : 23 juin 2009
France	Banque BCP	Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement	Date d'approbation : 23 juin 2009
France	Natixis	Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement	Date d'approbation : 23 juin 2009
France	GCE Covered Bonds	Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement	Date d'approbation : 23 juin 2009
France	GBP Covered Bonds	Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement	Date d'approbation : 23 juin 2009
Hong Kong	Natixis Asia Ltd	Securities and Futures Commission	Date de notification : 22 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal
Hong Kong	Hansberger Global (HK) Ltd	Securities and Futures Commission	Date de notification : 22 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal
Iles Caïmans	Olympia Capital (Cayman) Ltd	Cayman Islands Monetary Authority	Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification
Iles Caïmans	Natixis Cayman Branch	Cayman Islands Monetary Authority	Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification
Irlande	Natixis Corporate Solutions Ltd	Irish Financial Services Regulatory Authority	Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois
Irlande	Nexgen Capital Ltd	Irish Financial Services Regulatory Authority	Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois

Irlande	Nexgen Reinsurance Ltd	Irish Financial Services Regulatory Authority	Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois
Italie	Coface Assicurazioni SPA	Istituto per la vigilanza sulle assicurazioni private e di interesse collettivo	En cas d'approbation préalable requise, dans le délai de 60 jours calendaires à compter de la notification
Italie	Cape Natixis SGR	Banque d'Italie / Consob	Délai d'examen : 90 jours calendaires à compter de la notification
Italie	Natixis Global Associates SGR S.p.A	Banque d'Italie / Consob	Délai d'examen : 90 jours calendaires à compter de la notification
Luxembourg	Natixis Luxembourg S.A	Commission de Surveillance du Secteur Financier	Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires)
Luxembourg	Natixis Environment & Infrastructures Luxembourg S.A.	Commission de Surveillance du Secteur Financier	Date d'approbation : 13 mai 2009
Luxembourg	Natixis Life S.A	Commissariat aux Assurances	Date d'approbation : 19 juin 2009
Luxembourg	Caceis Bank Luxembourg	Commission de Surveillance du Secteur Financier	Date de notification : 15 avril Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires)
Luxembourg	Fund Administration Services & Technology Network Luxembourg S.A (FASNET)	Commission de Surveillance du Secteur Financier	Date d'approbation : 9 juin 2009
Luxembourg	Natixis Private Banking International	Commission de Surveillance du Secteur Financier	Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires)

Luxembourg	Natixis Overseas Funds Management S.A.	Commission de Surveillance du Secteur Financier	Date d'approbation : 13 mai 2009
Luxembourg	Natixis Global Associates S.A.	Commission de Surveillance du Secteur Financier	Date d'approbation : 13 mai 2009
Luxembourg	Surassur SA	Commissariat aux Assurances	Date d'approbation : 19 juin 2009
Luxembourg	Banque BCP S.A.	Commission de Surveillance du Secteur Financier	Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires)
Maroc	Crédit Immobilier et Hôtelier	Bank Al-Maghrib	Date de notification : 20 mai 2009 Délai d'examen : deux mois à compter de la notification
République d'Afrique du Sud	Coface South Africa Insurance Company Limited	Registrar of Short-Term Insurance	Date de notification : 20 avril 2009 En cas d'approbation préalable requise, la délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal
République du Congo	Banque Commerciale Internationale	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale	La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal
Royaume-Uni	Natixis Alternative Investment Ltd	Financial Services Authority (FSA)	Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA)
Royaume-Uni	Natixis Commodity Markets Ltd	Financial Services Authority (FSA)	Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA)
Royaume-Uni	Natixis Capital Partners UK Ltd	Financial Services Authority (FSA)	Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA)
Royaume-Uni	Natixis Axeltis Ltd	Financial Services Authority (FSA)	Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA)
Royaume-Uni	AEW Global Advisors (Europe) Ltd	Financial Services Authority (FSA)	Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA)
Royaume-Uni	Curzon Global Partners	Financial Services Authority (FSA)	Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA)

Royaume-Uni	Natixis Global Associates UK Ltd	Financial Services Authority (FSA)	Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA)
Tunisie	Assurances BIAT	Comité général des assurances	Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification
Tunisie	Banque-Tuniso Koweïtienne	Banque Centrale de Tunisie	Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification
Tunisie	Arab International Lease	Banque Centrale de Tunisie	Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification
Tunisie	Société de Conseil et d'intermédiation Financière	Conseil du Marché Financier	Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 2 mois à compter de la notification
Turquie	Coface Sigorta Turkey	Undersecretariat of Treasury	Délai d'examen : 3 mois à compter de la notification

II – LISTE DES AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES AUX ETATS-UNIS

Juridiction	Entité	Régulateur	Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention
Fédéral	Société de Prise de Participation de l'Etat (« SPPE »)	Board of Governors of the Federal Reserve System (« FRB »)	<p>Date estimée d'obtention : 13 juillet 2009</p> <p>La SPPE doit envoyer un courrier à la FRB pour obtenir une décision de cette dernière (i) décidant que la SPPE n'est pas soumise au contrôle du FRB ou (ii) octroyant des exemptions à la SPPE dans l'hypothèse où cette dernière serait « traitée comme étant soumise au contrôle du FRB ».</p>
Fédéral	CEBP	FRB	<p>Date estimée d'obtention : 13 juillet 2009</p> <p>CEBP doit envoyer un courrier à la FRB afin d'obtenir une exemption temporaire du statut de Foreign Holding Company ("FHC"), pour contrôler Natixis. En effet cette dernière a un ratio global de solvabilité inférieur à 10%, ne remplissant pas de ce fait les conditions exigées par la FED. CEBP demandera un statut de FHC lorsque le ratio global de solvabilité de Natixis sera de 10%.</p>
Fédéral	Natixis Bleichroeder Inc.	Financial Industry Regulatory Authority (« FINRA »)	<p>Notification effectuée le 29 mai 2009, par application de « Rule 1017 »</p> <p>Cette notification devra être complétée par une lettre signée par un juriste de Natixis Bleichroeder Inc. certifiant que le closing de la fin juillet 2009 n'aura pas d'impact sur les opérations de cette société. Cette lettre doit être envoyée juste avant le closing. Cette exigence résulte de ce que cette société est membre du New York Stock Exchange. L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.</p>

Fédéral	Natixis Securities North America, Inc.	FINRA	Notification effectuée le 1 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.
Fédéral	Harris Associates Securities, L.P.	FINRA	Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.
Fédéral	Loomis Sayles Distributors, L.P.	FINRA	Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.
Fédéral	Natixis Distributors, L.P.	FINRA	Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.
Fédéral	Reich & Tang Distributors, Inc.	FINRA	Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.
Etat du Massachusetts	Coface North America Insurance Company (« Coface »)	Massachusetts Division of Insurance (« MDOI »)	Le MDOI attend la décision du FRB concernant la SPPE pour décider si l'opération entraîne un changement de contrôle de la Coface au regard du droit des assurances du Massachusetts. Si le MDOI décide qu'il n'y a pas de changement de contrôle de la COFACE, il n'y aura rien à faire ; dans le cas contraire il faudra obtenir son agrément.
Etats dans lesquels la Coface a une licence pour exercer son activité	Coface	« Division of Insurance » de chacun des Etats considérés	Si le MDOI (Etat dans lequel la Coface est incorporée) décide que l'opération entraîne un changement de contrôle de la COFACE, un certain nombre d'Etats dans lesquels la Coface a une licence adopteront la même position et des démarches devront être effectuées, au cas par cas. En effet le droit des assurances est de la compétence des Etats (par opposition à Fédérale)

Etat du New Hampshire	Loomis Sayles Trust Company LLC	New Hampshire Banking Department	Notification: 15 mai 2009 ; agrément oral: 4 juin 2009 . Il n'y aura pas d'écrit confirmant cet agrément, ce qui est habituel Il est néanmoins recommandé d'envoyer une copie des lettres adressées respectivement par la SPPE et CEBP à la FED.
Etat du Texas	Vaughn Nelson Trust Company (« VNTC »)	Texas Department of Banking (« TDoB »)	Agrément: 10 juin, 2009 Le TDoB demande copie des lettres qui seront respectivement adressées par la SPPE et CEBP à la FED.
Etat de New-York	CIFG Assurance North America, Inc. ("CIFG")	New York Insurance Department ("NYID")	L'Agrément devrait être obtenu à la mi-juillet Il est demandé à la NYID de confirmer qu'il n'a pas de changement de contrôle de CIFG

III. LISTE DES AUTORISATIONS DE CONCURRENCE

Juridiction	Régulateur	Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention compte tenu des délais légaux applicables
Allemagne	Bundeskartellamt	Date de notification : 6 mai 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification Date d'autorisation : 29 mai 2009
Autriche	Bundeswettbewerbsbehörde	Date de notification : 15 mai 2009 Délai d'examen : 4 semaines à compter de la notification Date d'autorisation : 13 juin 2009
Espagne	Comisión Nacional de la Competencia	Date de notification : 20 mai 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification Date d'autorisation : 4 juin 2009
Etats-Unis	Federal Trade Commission	Date de notification : 29 mai 2009 Délai d'examen : 30 jours calendaires à compter de la notification Date d'autorisation : 9 juin 2009
France	Autorité de la concurrence	Date de notification : 30 avril 2009 Délai d'examen : 25 jours ouvrés à compter de la réception par l'Autorité du dossier de notification complet Date d'autorisation : 22 juin 2009
Irlande	Irish Competition Authority	Date prévue de notification : 30 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification
Italie	Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato	Date de notification : 11 mai 2009 Délai d'examen : 60 jours calendaires à compter de la notification
Pologne	Urzedu Ochrony Konhurencji i Konsumentów	Date de notification : 15 mai 2009 Délai d'examen : deux mois à compter de la notification Date d'autorisation : 18 juin 2009

Russie	Federal Antimonopoly Service	Date prévue de notification : 30 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification
--------	------------------------------	--

Annexe 15

Liste des titres apportés grevés d'un engagement de conservation de trois ans

1° Titres NATIXIS

L'Apporteuse apporte à la Bénéficiaire l'ensemble des titres Natixis qu'elle détient dont 420 137 197 sont grevés d'un engagement de conservation de trois ans pour avoir été reçus en rémunération d'apports réalisés dans le cadre du régime fiscal de faveur le 31 décembre 2006.

La durée de l'engagement de conservation des 420 137 197 de titres Natixis restant à courir repris par la Bénéficiaire expire le 31 décembre 2009.

2° Titres GCE Paiements

L'Apporteuse apporte à la Bénéficiaire l'ensemble titres GCE Paiements qu'elle détient dont 7 000 000 sont grevés d'un engagement de conservation de trois ans pour avoir été reçus en rémunération d'un apport réalisé dans le cadre du régime fiscal de faveur le 31 décembre 2007.

La durée de l'engagement de conservation des 7 000 000 de titres GCE Paiements restant à courir repris par la Bénéficiaire expire le 31 décembre 2010.